



**LES DOUZE LUNES  
DU GUIDE**  
OU  
IN SARKOZYAE ANNUS HORRIBILIS

IMHOTEP

# Les douze lunes du Guide ou in Sarkozyae annus horribilis

par Imhotep le 19 septembre 2008 (pour vos commentaires : [imhotep.forumlogos@free.fr](mailto:imhotep.forumlogos@free.fr))

*préambule*

Tout a bien commencé.

Tout a bien commencé. Le score était là. TF1 en attestait : *il* était élu. Le peuple avait tranché comme on se jette dans un bobsleigh, parfaitement téméraire et joyeux à cette idée de plonger en glissant sur un toboggan au dessin parfait et à la pente calculée au petit poil par les experts de la machine à gagner les élections et à écraser tout sur son passage, grisé par cette coupe de champagne un peu forte lorsqu'on n'a pas l'habitude de boire et qu'il fait trop chaud, un peu craintif aussi car on ne voit rien du bout, là-bas, tout en bas, et que la descente apparaît quand même vertigineuse surtout si on a peur du vide. Il y a eu, bien sûr quelques mauvais coucheurs, des rabat-joie de catégorie numéro un, sans doute des dépités et des jaloux, quelques olibrius que nous allons retrouver tout au long de notre pèlerinage dans ce merveilleux pays de la parole virevoltante et des actes souverains.

Tout a bien commencé. Dans l'euphorie du Fouquet's entouré qu'*il* était de ses amis fidèles et désintéressés : les exilés du fisc, les héritiers, les dopés à l'insu-de-soi-même, et ceux du rire gras et de la chansonnette à deux euros.

Tout a bien commencé. Dans un bain de rayons chauds et méditerranéens qu'*il* se faisait dorer, huilé à l'olive maltaise comme une sole dans une poêle à frire diamètre cinquante spéciale induction sur la plage arrière du Paloma aux abords de La Valette, capitale de la France en vacances.

Tout a bien commencé. Et cette excellente idée qu'*il* a eu de piquer à Villepin La Lanterne pour y prendre ses quartiers et humilier le nobliau.

Tout a Bien commencé. Un quatorze juillet où qu'*il* a dit à la France, ébahie et touchée, que la femme de sa vie était si belle dans sa robe Prada, entourée qu'elle était de ses marmots, le Louis héritier quoique non descendant d'un de et ne portant pas le numéro XXI et la fille, celle d'un Martin cocu puis mort dans la solitude, la fille qui était belle aussi sans sa belle robe, et ceux, les marmots sur l'estrade, de l'autre, la première, non dame de France, puisque ça c'était elle, C., la belle, non, l'autre, la première dans l'ordre nuptial qui *lui* a donné un Jean sans terre mais dauphin de Neuilly. Cela valait bien un petit bisou sur la bouche.

Tout a bien commencé. Dans les sondages, dans cette presse mi-traquée mi-admirative qui loue le génie tactique et le dynamisme féroce et inlassable du *nouveau grand chef*

*des armées et des avions privés.*

Tout a bien commencé...

Tout a bien commencé ?

Enfin, cela dépend du point de vue. Tout est là : le point de vue, le belvédère. Que vous soyez sur l'une ou l'autre de la rive du fleuve, ce n'est pas le même paysage qui s'offre à vous, et pourtant c'est le même pays, le vôtre, le mien, en quelques mots courts et forts : La France, avec des majuscules pour conjurer le sort, celui qui fera de cette nation autrefois mère patrie des lumières et de l'utopie, une suite de minuscules raillée par ces nations jalouses et étrangères.

Evidemment pour les aigris, les mauvais perdants, les antidémocrates, selon *le phare éclairant du nouveau monde en construction* qui, la veille du premier tour, jetait l'anathème sur les électeurs de Bayrou, vils révolutionnaires qui ne comprenaient pas que la planète malade était encore à l'époque du mur de Berlin et que l'on était de ce côté-ci ou de ce côté-là et que tout le reste n'était que fadaïses non démocratiques et particulièrement dangereuses. Il fallait oser, il a osé. *Le Monde* était la Vérité. Collombani son prophète.

On peut l'affirmer sans risque de se tromper que ceux qui n'avaient pas voté pour le *néo-roi* ne trouvaient pas la pilule bonne à avaler et que cela commençait plutôt mal. Mon Dieu, mais peut-on faire confiance à ceux-ci ? Ils sont partiaux et de leur haute déception, ils ne pensent, c'est l'évidence, aussi sûr que la vérité sort du puits, qu'à se venger. Pas tous certes, d'autres en mal de caresses et de prébendes, de maroquin douillet et glorieux et d'élection facile, de fauteuils, sièges et de cocktail, ont rejoint le train qui a quitté la gare. On a appelé cela l'ouverture. On y reviendra. Ce deuxième " on " ne représente que moi, cependant dans ce nouveau monde en rupture qui se veut royal, le " nous " de majesté me conviendrait parfaitement, mais ma modestie et ma basse extraction l'a transformé en un " on " plus commun et plus vulgaire quoique " on " n'est autre que le dérivatif d'homme, ce qui n'est pas si vulgaire que cela en somme, tout dépend de l'homme en cause. Cela commençait mal aussi pour quelques observateurs : la première soirée, le premier discours, les premières vacances, les premières trahisons. Pour ces quelques observateurs qui se sont autorisés eux-mêmes à se considérer comme tels, cela n'avait pas bien commencé.

Je suis l'un de ces observateurs, un modeste. Je suis un simple. J'ai un crayon et un cahier à carreaux. Je fais des colonnes. Je note. Que puis-je bien noter ? Oh, rien, juste que quelques détails : les déclarations dans une première colonne. Croyez-moi, je m'applique comme un enfant sage qui veut plaire à son maître d'école, et bien que je sache que l'on dise que l'écriture est la science des ânes, moi j'aime braire. Alors avec application, me mouillant le doigt, d'une habile et décorative calligraphie je note, je

note, je vérifie, les déclarations surtout. Dans une autre colonne tout aussi vaste, car j'aime mes aises, je note et renote. Bien quoi Bon Dieu !, que faites vous scribe infernal, Belzébuth de la plume ? Oh, pas grand-chose, ce que tout le monde sachant lire et utiliser l'espace qu'il a entre les deux oreilles peut faire, vérifier. Je ne veux prendre personne en traître, oh lala non. Je suis trop respectueux des hommes politiques, et peut-être aussi de la vérité, un peu de l'honnêteté. Et tout cela je le mets dans un grand shaker transparent, je secoue et je regarde en *transparence* le précipité qui tombe en grumeaux épais au fond. Parfois le mélange m'explose à la figure, car il s'est glissé dans le divin breuvage des grains d'un maudit sable qui rayent mes canines quand je bois le nectar. Il s'est trouvé quelques épisodiques fois où la première colonne n'était pas en accord avec la seconde. Ah bon ?, me dit mon petit Gemminy Cricket. Oui ? Et il y a des écarts ? Mon Dieu un comptable assermenté et bien payé vous dirait cela mieux que moi, mais je crains qu'il n'y ait quelques distorsions entre faits et paroles. Par ailleurs, tout en étant simple, j'aime aussi les raisonnements. Comme un béotien appliqué à l'esprit lent mais méticuleux, l'un compensant l'autre, je cherche à faire en sorte que deux et deux fassent quatre. Alors j'écoute avec avidité les arguments et j'essaye d'éclairer ma lanterne (une autre bien sûr, celle-là éclaire et ne loge personne, et on n'y voit pas plus non plus aux alentours quelques ci-devant(s), cravate obligatoire, haut et court : c'était la mode).

Voilà, j'ai trouvé, je suis un tabellion, un de ceux qui, studieux gratte-papier prononcera peut-être plus tard les divorces à l'amiable aussi rapidement que celui qui battra en son temps tous ceux de la République et de l'empire et de la royauté depuis Charlemagne, mais qui pour l'instant a ce que l'on appelle un balai dans le c...l, c'est à dire que je suis plus raide que la justice – en qui je fais confiance, phrase consacrée de l'homme politique pris en flagrant délit et coupable – et que pour moi un carré doit être un carré et non un rectangle. Quant on est limité intellectuellement on se raccroche à des certitudes établies par la science officielle. Je ne suis pas un drôle. C'est bon à savoir. Je ne suis non plus pas facile aux démonstrations tordues et aux arguments aveuglants par leur mauvaise foi. J'ai l'œil ! Quand on est un fastidieux, un gagne petit du cerveau, on supporte mal les limites floues, le brouillard, la danse de saint Gui. Tout ce qui est vaseux ou contradictoire nous est insupportable. En d'autres mots, on veut du clair !

Alors mes amis - vous m'autoriserez j'espère cette familiarité douce et généreuse - pendant un an, j'ai observé et comparé. Croyez-moi j'ai eu des haut-le-cœur, parfois, le ciel m'en est témoin, plusieurs dans la semaine. Je me suis presque mis en colère. J'aurais pu crier, mais ma voisine n'aurait pas apprécié.

Devant vous je vais mettre à nue, une année, douze lunes de la vie démonstrative de *celui* qui gouverne notre pays. Ce n'est pas le journal au jour le jour. C'est une sorte de visite du passé à la fois par des jalons posés en leur temps et contemporains des faits et à la fois venant du futur pour laisser reposer les émotions et laisser faire le

travail, le dur labeur du scribouillard trop lent, mais qui va au bout de sa tâche comme on le lui a appris. Je suis à moi seul le travail réhabilité ! Je ne gagne pas plus, mais je suis libre. Ah la liberté un luxe que les héritiers ne connaissent pas. J'en suis jaloux de cette liberté et je ne la leur vendrais pas même pour un voyage en aéroplane au-dessus des pyramides.

Vous avez vos jumelles, j'ai ma lunette, celle que Galilée m'a prêtée et qui m'a permis dès le premier jour de voir que c'était bien la terre qui tournait autour du soleil et non l'inverse, en d'autres mots que les paroles ce sont du vent, Eole en sait quelque chose et il en est fier, et que le brouillage de la communication, un jour, est, un jour pour sûr, dispersé par ce même vent. Ulysse a eu raison de faire boucher les oreilles de ses marins. Les sirènes ont chanté, mais tout à coup la brume s'est levée et les vents ayant suivi leur chemin, ils ont découvert du voile des illusions à ceux qui avaient voulu croire que l'on forçait le destin avec des mots, des rodomontades, des insultes, du mépris, de l'arrogance, avec la trahison, le mensonge, la contradiction, le roi qui était nu. Je suis Pasteur avec mon microscope qui regarde ces petites bêtes qui n'ont rien à voir avec la génération spontanée, je suis le médecin qui révèle les symptômes, ce que beaucoup appellent des détails, alors que la confrontation des signes avec les livres de sciences, la répétition des mêmes causes donnant les effets, dessinent un portrait qui paraîtra aberrant alors qu'il était là, sous les stigmates. Je suis Micromegas et de ma lunette de Galilée pour voir de loin, et de mon microscope pour voir les dégâts que peuvent faire des êtres que l'œil ne voit pas, mais que le corps ne peut ignorer, je réunis l'infiniment grand à l'infiniment petit, et vice-versa pour en faire une synthèse impériale.

Je vais vous conter le long de ces pages amusées et irritées, vu d'ici, comment je n'ai jamais aperçu la moindre lumière illuminer l'Elysée, mais le squelette gesticulant d'une imposture fabriquée par une presse aux ordres et éblouie, un parti godillot et des hommes politiques serviles toujours prêts à se porter au secours de la victoire. Je ne sais si qui que ce soit peut se targuer de la plus parfaite impartialité, en revanche, ne se référer qu'au comparatif des paroles et des faits ne peut être contesté. La science n'a pas de contradicteurs. Mais, j'accepte, dans ce combat pour un éclairage plus cru des faits et des brouillards, que l'on m'incendie, que l'on me pend haut et court, j'ai la peau d'un rhinocéros et neuf queues comme un chat. Certaines flèches valent mille décorations, et celles de la mauvaise foi, une place au paradis ! Le seul crédit que je demande est de croire qu'ici ne m'intéresse que l'homme politique, public, et privé quand sa vie écorne le public, et que mon propos n'est que d'attaquer celui qui détruit les espérances et fracasse l'unité d'une nation de par son caractère et de par sa tactique. L'homme, l'individu ne m'intéresse même pas. Une fois dégagé de l'Elysée, il n'aura plus aucune place dans ce combat, en revanche dans ses habits de chef à tout faire, il aura droit à mes carreaux empoisonnés. Je réclame aussi ce droit car nos

positions sont parfaitement asymétriques : il a été élu, et je suis un électeur. Il est un homme public, je suis un modeste citoyen. De son élection il est soumis à la critique, de mon droit de vote j'ai le droit et le devoir de réclamer des comptes. De ce fait certain et incontournable j'en tire l'admirable et vénérable conclusion qu'il faut d'emblée rejeter un des arguments que les thuriféraires encenseurs envoient comme des banderilles dans le cuir épais d'un taureau qu'ils croient ainsi préparer à sa mise à mort, qui dit que, si je suis malin, je n'ai qu'à prendre sa place, ou bien que la critique est aisée mais l'art est difficile. Ce serait comme si un acteur refusait d'être jugé par son public, ce serait comme si un malade demandait des comptes à un médecin qui consciencieusement, jour après jour, tue gentiment ses patients et que ce docte docteur vous dise : si vous n'êtes pas content vous n'avez qu'à prendre ma place. Je n'ai, dans ces cas précis, besoin de ne vous faire aucun dessin, vous comprenez de vous-même l'absurdité de la réponse. C'est donc la même réponse absurde des militants disciplinés et quelque peu déficients ou malhonnêtes mais que le public ne semble pas rejeter car le monde politique bénéficie de passe-droits intellectuels que la science et l'orthogonalité des choses réproouvent. On n'a jamais vu le client prendre la place du marchand, et bien moi, je suis le client, le politique, le marchand et pour rien au monde je ne veux sa place. Je paye sa marchandise comptant par mon vote et j'en veux pour mon argent. Si cela n'était pas la règle ce serait le monde à l'envers, Robin des bois qui volent les pauvres pour donner aux riches, et cela ce n'est pas moral, et cela je ne le veux pas. Alors, je râle.

De ma modeste place je ne peux être taxé d'un certain nombre de billets doux que lancent les chiens de garde du cheftain. En effet n'étant pas journaliste je n'ai ni à être servile ni à répondre à la ligne d'un journal ou d'un hebdomadaire, ni ne peux être censuré, n'étant pas un homme politique je ne suis ni élu ni battu, ni à la recherche d'une place, ni ne peux être aigri, n'ayant pas voté pour *icelui* je n'ai pas à être déçu, n'étant pas un politologue je n'ai pas à contredire mes propres belles théories et n'ai pas à briller à *C dans l'air* ou ailleurs, n'étant pas sondeur je n'ai pas à tricher où à orienter mes questions. Je suis donc libre.

Je suis libre et je suis en résistance, comme l'on dit d'un matériau de construction. Je résiste aux intempéries et aux forces destructrices. Je reste imperméable aux cajoleries et aux mensonges. Et un résistant se doit d'avoir un nom de guerre comme un matériau a un nom de commerce. Imhotep était le premier architecte connu, qui par hasard a sévi en Egypte, baignée du soleil et protégé de Râ. Je prends donc celui d'un bâtisseur pour l'éternité, et non d'un dynamiteur. Et ses pyramides ont résisté. Ce nom de guerre n'a d'autre effet de faire de moi autre que ce que je suis, un électeur anonyme qui de ce fait représente tous les autres électeurs anonymes qui, dès lors, existent par ma voix sans se référer à aucun autre titre. Je suis à tous les électeurs l'électeur anonyme, comme, sacrifice en moins et vie en plus, à ce que le soldat inconnu est à tous les soldats. Mon nom importe peu, ma cause et le symbole oui. Et je revendique cet anonymat, et je revendique ce statut sans gloire.

## Grille de lecture

Je m'autorise tout, comme vous le voyez, et même de jouer au professeur de psychologie et au chercheur en science de la communication, bien qu'en fait, plutôt simplet je suis, et ne fais en réalité que référence à ce que j'ai vu et lu. N'étant que très peu porté à considérer l'arrogance, le mépris public, le mensonge et la trahison comme des qualités cardinales, j'ai regardé avec un certain œil, que d'aucuns diraient partial, les faits et gestes, les paroles et écrits du *cheftain* que la France s'était donné. Quant à moi je le dirais acéré et j'ai préféré observer ce qui se cachait dans les ombres projetées derrière les personnages qui étaient éblouis par des feux flatteurs et courtisans. Comme je suis de nature modeste, je baisse les yeux devant le prince et cela m'évite d'avoir la rétine brûlée par l'éclat d'un soleil décidément trop vif pour moi.

Ne croyez en rien que ce sont des détails. D'abord j'écris tout ceci en ayant pris de la hauteur. Par soucis d'hygiène. Charité ordonnée commence par soi-même. Ensuite le détail n'est pas l'inutile ni l'infime peut-être à l'instar de la femme, l'avenir de l'homme. Regardez les nanotechnologies. Même avec une loupe et des lentilles de Fresnel (je sais cela n'aurait pas l'effet escompté, et les rayures ne vont bien qu'aux zèbres, mais Fresnel cela sonne bien à l'oreille) vous ne verriez même pas la queue d'un nanotube et pourtant ces petits démons-là ont un avenir certain. Et excusez-moi si je vous donne un bon petit coup de baguette sur l'épaule comme un instituteur fier de son savoir et sûr de sa main, quoique dans le monde sakozyaque moins méritant qu'un ayatollah qui de Dieu détient tous les pouvoirs et tous les droits sur les âmes des hommes, pour que vous vous redressiez afin d'écouter dans de bonnes conditions mon petit discours. Vous pourrez me dire qu'il assez facile et peu glorieux de prédire le passé et de faire le malin en faisant passer vos analyses que vous croyez fines, pour une science du futur que ne renierait pas l'hypertrophié Figaro-ci et là, danseur espagnol de l'esprit aveuglé et fier de lui, le coupe-poils de la presse, grand chef de cette SNCF des hebdomadaires. (Pour la SNCF référez vous au TER qui vous amènera directo au magazine sus mentionné en ellipse et métaphore fumeuse). Donc vous me jetteriez facilement la pierre qui blesserait mon orgueil de votre ironie mordante : fastoche de dire après que tout est arrivé ce qui arrivera avant. Fastoche, fastoche c'est vite dit. Heureusement j'ai des témoins qui prouveront que ce que je frappe avec la célérité de mes petits doigts, ce qui bluffe ma voisine de palier, aujourd'hui étaient déjà écrits. La mémoire collective et internationale me sert de preuve. Il se trouve qu'un site a accepté de temps en temps que je commette des infractions à la bienséance et à l'adulation à l'époque ambiante pour dire mon fait, non directement au chef des chefs, mais aux lecteurs de ce site, dont une partie en a été joyeuse et l'autre furieuse. Agoravox pour le citer (je n'aime pas trop cette litote de dire *pour ne pas le citer* et le citant quand même. Cela me perturbe et j'aime que tout soit carré comme ce fameux précepte : chaque chose à sa place et une place pour chaque

chose. Et les moutons seront bien gardés.) En d'autres paroles de mon évangile, ce que j'écris avec le recul que m'impose ma conscience n'est que le reflet reposé de ce que j'avais écrit, pour partie, dans le feu de l'action aux périodes concernées.

De cette étude d'entomologiste, il m'est apparu très rapidement évident que *l'élu du peuple* usait de techniques sans doute génétiques, car dans ce domaine il apparaît très doué surtout pour le mensonge, que d'éminents spin doctors ont su développer pour faire de cet animal de la victoire un champion toute catégorie dans le réflexe destructeur. En fait je dirais que le terrain était favorable, le terreau fertile, mais *il* s'est révélé pour moi être un ouvrier consciencieux sans imagination, tellement entraîné qu'*il* pourrait donner ses furieux coups de marteaux sur les clous les yeux fermés, par pur réflexe. C'est le circuit court pavlovien. Du producteur au consommateur sans passer par la case réflexion. Mais gare quand c'est à côté du clou.

C'est par générosité que je vais vous confier ma grille de lecture comme d'un bréviaire pour relire cette année à une lumière nouvelle les événements écoulés. Je vais vous dévoiler ici et maintenant ce que j'ai perçu comme technique de communicant. De ce cours magistral, dans un premier temps, comme à cette époque bénies des dieux où on faisait de la grammaire sans avoir à lire Guy Môquet, ni à se soucier d'un ami virtuel à l'horizon si gris et si sombre qu'il n'est que souffrance et mort définitive, sans aucune échappatoire, un parrainage de la désolation, de l'inhumain où aucune lumière ne nous est permise. *Le chef des chefs* utilise une technique éprouvée de communication par arc réflexe. Ce n'est plus *sa* seconde nature, mais c'est devenu *sa* nature. Ce que l'on appelle l'Évolution. Nous ne sommes pas à jouer au jeu de la Mère L'Oie, cependant comme tout instituteur qui envie la place accordée au prêtre dans notre future civilisation, instituteur que je ne suis pas (ni prêtre, ni pasteur, ni uléma, que Dieu ou Yahvé, ou Allah (au choix) ainsi que Ferry – Jules pas l'autre – me pardonnent), après que du haut de ma chaire je vous aurai donné une liste judicieuse des composants divers de cette technique, vous bénéficierez du loisir de les trouver par vous-même. Il n'y a rien à y gagner, donc ne travaillez pas trop. Cependant une fois bien assimilée cette méthode progressive, vous vous direz : « Bon Dieu, mais c'est bien sûr ! *le roi* est nu » suivi de « Tудieu cela fait un moment qu'*il* promène sa nudité devant nous et que nous ne voyions rien. »

Par ordre alphabétique :

*L'amalgame* : associer deux idées proches, qui semblent proches mais qui ont des fondements très différents. Par exemple : parler de la shoa et parrainer un enfant. Si on ne parrainait pas un enfant c'est qu'on oublierait la shoa.

*L'arbre qui cache l'arbre* : Cette technique est très subtile et perverse. Il s'agit de faire prendre des vessies pour des lanternes. Vous tirez par le bras l'observateur qui regardait deux arbres, et de le placer, si nécessaire de force, devant celui que vous

avez choisi, de placer votre cible dans l'axe des deux arbres et de lui coller le nez à l'écorce. Il ne pourra en rien voir l'arbre derrière l'arbre. Il faut que les arbres soient dans un même périmètre, même si les rapports entre eux ne sont que lointain. Parmi les sous-catégories il y a :

**La transparence** : (vous pouvez bien sûr y ajouter un mensonge). Vous déterminez à l'avance un constat une idée, que vous rendez supérieure à toute autre. Vous faites une substitution vous rendez la transparence supérieure à tout. Qualité norme certifiée NF et indéfiniment et de façon permanente supérieure. On vous parle d'une chose qui ne paraît pas très belle, vous répondez : oui mais moi je suis transparent, et ce même si dans le cas ce n'est pas forcément vrai, et même si dans la globalité de votre vie c'est absolument faux.

**La non hypocrisie** : c'est le cousin germain de la transparence. Sous prétexte de ne pas être hypocrite cela vous autorise à être au choix : insultant, méprisant, arrogant ... certes mais vous n'êtes pas hypocrite ! Bien...

**Le tabou** : élément dialectique très malin, comme le diable dont c'est le petit nom médiéval. Vous lancez une affirmation. Cette affirmation ne plaît pas, immédiatement vous transformez votre affirmation en question (vous mentez ben sûr car vous l'avez bien faite cette affirmation, avec force, signée et contresignée) et vous la complétez par l'autre inénarrable affirmation : rien n'est tabou rajoutant le sous-entendu, c'est selon, j'ai le courage de poser les questions que les autres évitent.

**La décredibilisation** : c'est l'arbre qui cache l'arbre à finalité destructrice. Vous remplacez le fond par la forme. Vous accusez votre adversaire d'un défaut qui insinue que cela diminue considérablement son jugement et par voie de conséquence ses dires. En aucun cas cet adversaire n'aura, grâce à votre subtil dénigrement ou votre grosse Bertha, fait une analyse objective des faits. En effet comment peut-il juger sainement s'il est partial, et il est partial parce qu'il est au choix : jaloux, aigri, revanchard ... ? Je vous laisse compléter. Il ne faut pas avoir peur d'y aller au bazooka. Habillez votre adversaire pour l'hiver (quoiqu'avec le réchauffement climatique il faudra trouver une autre expression).

*L'accusation publique* : vous savez que l'on ne pourra vous répondre, vous ironisez contre votre adversaire et faites rire la galerie à ses dépens.

*Le bouc émissaire* : technique éculée mais éprouvée déjà employée à l'échelle industrielle par Trotski, ce qu'il appelait l'agit-prop et dans ce guide du bon propagandiste, la seconde partie du mot, la propagande a pour objet de souder la populace derrière vous et rien de mieux que de leur jeter dans une fosse aux lions affamés un ennemi. Beaucoup plus difficile d'unir **pour** que de réunir **contre**. Si un premier jette la pierre, le troupeau jette la carrière dans son entier.

*La saine colère ou la bonne indignation* : vous jouez sur le velours de l'émotion. Un homme qui s'indigne c'est toujours un homme honnête qui est blessé par l'injustice, c'est un homme qui dit ce qu'il pense et prend la défense des bannis. L'indigné est la belle figure humanisée de la justice.

*La fausse compétence* : vous dites et faites répéter que vous êtes compétent. Cela devient une vérité. Pour cela vous faites dévier la quantité de travail que vous fournissez dans le seul but de votre élection (déclaration, tactique, coups tordus, trahisons, réunions préparatoires à votre élection) vers ce que vous ne faites (votre ministère par exemple), enfin tout le temps que vous passez pour vous, vous le comptabilisez pour votre mission et le faites comptabiliser comme tel par les autres. Ceux qui vous voient travailler disent que vous travaillez – que peuvent-ils dire d'autres ? -, c'est tout bénéf, vous avez gagné le titre du plus gros travailleur des six derniers millénaires (avant il n'y avait pas d'écriture donc pas de scribe pour relater objectivement des exploits stakhanovistes des autres hommes politiques en concours pour ce poste de first mister of super boulot, ce n'était que de la tradition orale). Que vous vous plantiez lamentablement en confondant un sous-marin tactique (avec la bombinette) et à propulsion nucléaire (avec armement classique), en ignorant si Al Qaïda est sunnite ou chiïte (qui est censé être votre spécialité car super chef de la DST, et responsable du culte) et en vous mélangeant les pinceaux entre ethnie et confession, sur l'électricité d'origine nucléaire, sur le régime de retraite pour les agents de la SNCF en faisant une proposition contraire de celle annoncée un jour auparavant, enfin sur tout ce que vous devriez savoir, cela n'aura strictement aucune incidence sur votre image ni sur la triste réalité du vide sidéral de votre connaissance des dossiers autre que la lecture assidue du *Prince*, du petit *traité illustré* de Ganelon et des pieds nickelés pour prendre modèle sur Filochard (à moins que ce ne soit sur Joe ou Rintintin) car la presse vous aura taillé le costard à vos mesures et n'aura eu aucun sens critique sur votre incompétence crasse.

*Le coucou* : C'est simple : vous vous mettez dans le nid des autres et vous vous attribuez toutes les gloires des autres, sans gênes et sans remords (Bayard c'était sans peur et sans reproche, on est le héros que l'on peut). Par exemple vous allez en Libye. C'est un pays que l'on fréquente bien.

*Le faux courage* : faire croire que vous avez du courage dans des propos qui sont loin d'engager votre vie, et, quand les sondages sont bons, votre carrière. Vous avez à l'oreille ce genre de phase : dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas.

*La culpabilisation publique* : il est évident que la communication ne peut être que publique c'est son essence même. Vous culpabilisez votre adversaire. Vous démontrez que ce qu'il fait n'est pas bien, mais alors là pas bien du tout. ? Vous avez honte pour

lui.

*Le cynisme* : voilà une arme très très fine. Dans un même temps vous dites que vous voulez gagner et que vous ferez tout pour cela (l'important est dans le tout). Dans un second temps vous dites que c'est ce que vous faites. On crie vive la transparence, vive la franchise. Vaut mieux un cynique affirmé qu'un hypocrite qui se cache. Certes mais cela fait oublier ce petit, tout petit " tout " qui lui n'est pas acceptable. Vous faites avaler à votre publique un boa avec ses plumes.

*La flatterie des bas instincts* : facile, vous flattez un orgueil blessé, l'esprit de vengeance, l'esprit de vindicte, cette minable petite fierté de croire votre peuple la lumière de l'humanité, enfin toutes ces bêtises qu'utilisent les gourous des sectes, les Ron Hubbard et ses 5 % cérébraux et les leaders populistes. On dit passer la main dans le sens du poil, là c'est plutôt lustrer la queue du diable. C'est la réponse au bouc émissaire. Ce n'est pas beau mais terriblement efficace.

*L'hyperbole mensongère* : vous vous flattez ou vous faites flatter en exagérant honteusement les faits. Cela se traduit souvent par des " jamais " comme : jamais un président n'avait aussi bien élu. Le vocabulaire est limité : jamais, toujours, le seul, aucun, le plus, le mieux...

*Le mensonge péremptoire* : Ce qui compte avant tout c'est d'affirmer avec force, de profiter de votre aplomb pour clouer le bec de votre adversaire. De le faire quand il n'est pas possible instantanément de vérifier. Et le flot ensuite des nouveaux clous qui enfonce les précédents vous fera croire que vous avez marqué des points définitifs, car ce qui compte, selon vous, c'est le Knock Out émotionnel immédiat

*Noyer le poisson* : répondre à côté en choisissant un sujet compassionnel par exemple ou parler d'un groupuscule inconnu algérien pour tenter d'éviter de répondre à la question sur Al Qaïda ayant bien pris soin de précéder votre noyade du « c'est bien plus compliqué que cela » bien voyons et du céléberrime : « Pourquoi ? J'avais vous dire pourquoi M'âme Chabot (euh ce n'était pas elle qui interviewait). » sans jamais dire le pourquoi, bien sûr. Le plus souvent vous revoyez une question : Est-il imaginable de laisser un assassin en liberté ? Lui ne répond pas. C'est le fameux principe du jésuite à qui l'on demande : " est-ce vrai qu'un jésuite répond à une question par une question ? " et le tonsuré répond : " Qui vous a dit ça ? ".

*La fausse qualité* : vous vous servez d'une qualité qui paraît l'être dans l'absolu mais qui ne l'est en réalité que selon le contexte et modulée par une autre. Un exemple simple un voleur cynique et franc vous rira au nez en avouant ses vols s'il sait qu'il ne risque rien. Vous direz : " mesdames et messieurs, regardez comme il est franc. Les autres ne l'étaient pas. Au moins lui joue la franchise. " Dans ce contexte cette

franchise n'est rien d'autre que du cynisme. Appliquez le au voyage à Malte et vous aurez : " au moins lui, il ne se cache pas. " On détourne le fond du problème en projetant une lumière crue sur une qualité qui dans le contexte n'est rien d'autre que de l'arrogance, car ce qui est critiqué ce n'est ni de se cacher ni de se montrer mais de jouir de cette richesse empruntée.

*Le tout fait ventre* : dans ce cas effectivement il faut mettre un mouchoir sur votre honnêteté et votre esprit de cohérence. Dans une même argumentation vous développez une idée et son contraire. Il faut pour cela que la connexion ne se voit pas dans l'immédiateté. Par exemple, si un président de la République un peu soupe au lait, un peu vulgaire traite un quidam de " Pauv' con" car il avait refusé de lui serrer la main, vous direz benoîtement, qu'un président de la République, c'est quand même quelqu'un, qu'il ne faut pas mépriser la fonction et que ce quidam, quoiqu'il en eût (comme l'on écrit à l'Académie), aurait dû serrer la main de la fonction. En d'autres mots, le président c'est pas m'sieur tout le monde. Plus loin, vous défendez le geste d'humeur du même président car il est un homme comme tout le monde (il paraît même nous apprendra Guéant qu'il a aussi des problèmes ménagers). Bingo ! vous gagnez sur les deux tableaux. Le chef des chefs est tout à la fois différent et pareil, intouchable et commun. La lumière noire en somme. Le yin et le yang, Caïn et Abel.

*La redéfinition d'un acte ou d'un fait* : ce que vous avait fait ou dit ne plaît pas, vous en changez la perception en redéfinissant l'acte ou le geste en contradiction même avec vos propres paroles antérieures si nécessaire. De toute façon le mensonge n'est pas ce qui vous fait peur, ni ne vous arrête. Par exemple vous partez d'un lieu parce que les échos qui viennent à vos oreilles vous susurrent que de rester est mauvais à votre image, vous affirmez orgueilleusement campé sur vos jambes, le torse avantageux, Ray Ban sur le nez, le menton volontaire que vous partez parce que l'action démange vos orteils alors que vous partez la queue basse contrairement à vos fiers propos. De l'extérieur, sans analyse, l'observateur vous a vu aller d'un point à un autre, vous lui avez donné la définition mensongère qui vous sied et sert. Il a oublié vos propos, on dit de vous que vous avez l'énergie d'une centrale nucléaire. Il vous croit, le benêt, même s'il n'est pas du Béarn.

*L'argument IPSOS* : vous devez l'utiliser tant en aval qu'en amont. Vous forgez votre argumentaire en fonction des sondages et vous justifiez vos déclarations (j'avais écrit idées, pour cela il faut en avoir des personnelles ce qui est antinomique avec cette rubrique) par ceux-ci. Cela vous évite d'avoir des convictions et les soucis qui vont avec. Vous dites : " j'avais raison. Regardez les sondages ! "

*La victimisation* : Faire de vous la victime, cela implique aussi mélanger sentiment et qualité, on vous plaint vous êtes donc bon. Mais cela nécessite évidemment de trouver un coupable que vous désignez à la vindicte populaire.

Tous les mois qui vont dérouler le tapis de leurs jours ne seront, et de loin, pas les mêmes en éléments de commentaires. Ce n'est pas qu'ils fussent tellement différents en nombre d'aubes et de crépuscules, mais au tout début, le premier est tronqué et plein de cérémonies, le second s'étale dans les élections, le troisième joue au bal des pompiers et le quatrième est le repos du guerrier du trimestre primordial. A l'autre bout de la chaîne carbonée, le dernier mois est le poids lourd du lot chargé comme un mulet. Voyons cela.

## 1<sup>ère</sup> lune

La réalité est toute autre. Tout avait mal commencé. On peut même dire sans prendre le grand risque de se tromper, que cela avait plutôt mal commencé. C'est un peu comme si Caïn avait quitté sa tombe pour venir jeter le mauvais œil sur la République, comme un voleur, le soir entre chien et loup. Et pourtant, pourtant il y avait des lumières et des paillettes à côté du chien et du loup. Serait-ce une sorte de rage qui courait des entrailles de la terre pour montrer au monde que la victoire ouvrait toutes les boîtes de Pandore et que dès lors qu'un suffrage avait parlé tout était autorisé ? Ici, pas de victoire modeste. Si, pour la galerie, pour répondre à la tradition, on ne rompt pas tout, non mais, (sauf le pain à Latran), de la fausse modestie, un peu, quelques mots creux et habituels. Le discours emphatique et œcuménique. Le blabla conventionnel, tourné à la plume Guaino. Le candidat s'était mué en président. Plutôt le chef de l'UMP s'était mué en vainqueur. Ce qui n'est pas tout à fait pareil ma bonne dame. Vae Victis, non dans les mots mielleux, mais dans la suite, dans l'arrogance des attitudes. Et cela n'a pas traîné.

Et pourquoi donc traîner quand la rupture, ce concept, ma foi, un peu brutal comme ligne de conduite, devait s'appliquer aussi vite que les jambes pouvaient porter le nouveau chef des chefs de son quartier général offensif et CRSisé de campagne au Fouquet's en passant par la concorde si mal nommée.

Premier soir, première euphorie. L'enfant déchire le paquet de son cadeau et saute comme un cabri. Ca y est. Il l'est. Pas de sceptre ni d'autocar, mais des caméras et des fans. La liesse est dans la rue, mais elle restera aux portes d'un des établissements les plus snobs et les plus chers de Paris. Le peuple, lui n'est pas du lot intra-muros. Le peuple, qu'on ne laissera pas sur le bord de la route, aura un peu de crémant. A l'intérieur, rouge et doré, on rit, on chante, on se tape sur le ventre, on se tutoie, on fume le cigare. Qui est ce " on " ? Oh, pas grand monde, mais du monde, du beau. Quelques banquiers, quelques industriels, quelques faiseurs de modes, quelques évadés fiscaux, quelques dopés à l'insu de soi-même, du dollar, de l'euro, de la paillette, de l'arrogance, de l'héritage. En fait la nouvelle France aux commandes de l'autre, celle que la rupture a larguée aussi loin que possible. La piétaille a le droit de voter mais non de participer. Le bonheur, idée obscure, il faut que les autres le sachent mais non qu'ils y participent si ce n'est en admirateurs clap-clapants. Restons entre gens du même miss univers. Enfin pas toujours. Car le canard est toujours un canard au milieu des signes, même s'il s'habille de lumière, quand il ouvre son bec, ne

sortent que des coin-coins. L'hypocrisie est à tous les étages de la société, du haut en bas, en bas elle se voit moins qu'en haut . Elle se cache derrière des jets, des sourires de façade, des accolades, des coupes de champagne. Si on accepte qu'il croit qu'il en est, ce n'est pas pour lui, mais pour ce qu'il est : le pouvoir.

Et donc qui sont ces " on ". Certains dont on reparlera, ils sont Prada et Tiffany, et accessoirement futurs pourvoyeurs de vacances présidentielles et américaines, Ils sont bistrotiers propriétaires de la cantine festive de soir d'élection, manchots comme des bandits, amateurs d'ovalie, de impair, passe et manque, et de gras de cochon au torchon télévisé, ils sont journaloux en chef, ils sont sondeurs profonds, industriels, ils sont maires détournants, ils sont héritiers, ils sont aussi canadiens, comme Paul Desmarais, dont rue 89 nous apprend le 17 février 2008, lors d'un article sur sa décoration de Grand Croix de la légion d'honneur, la plus haute distinction civile française et napoléonienne, dont on se demande en quoi elle est méritée par un descendant de Jacques Cartier, (sa fortune, la cinquième du Canada ?), qui aurait payé l'addition (ceci et cela explique peut-être cette breloque impériale). Canadien qui était à ce dîner avec aussi un belge – toute la francophonie -, Albert Frère, lui aussi médaillé ex urbi, et tous deux quoique étrangers à La France non étrangers à ce qui tourne autour de GDF/Suez dont on reparlera plus tard avec plainte escamotée. Enfin, que des Français moyens, comme vous le voyez : des raiders étrangers, des coureurs dopés, des chanteurs qui fuient le fisc, des couturiers qui fournissent les robes élyséennes et les promenades est-américaines. Oui, des Français moyens. Notre nouveau président commençait son quinquennat par un geste symbolique, mais non celui que nous attendions tous.

Evidemment, dire que cette escapade ait fait plaisir à tout le monde est un trop grand pas que je ne peux décemment pas franchir, car, comme Sarkozy, j'ai décidé de ne pas vous mentir, de ne pas vous décevoir, quoique, moi, je n'ai pas en charge votre pouvoir d'achat. Peut-être de votre pouvoir d'indignation et de révolte. Ah si je pouvais être votre comburant, les faits et gestes, paroles et écrits du guide étant le carburant !

Donc, on a un peu crié dans les chaumières et aux sièges des partis. Cette extravagante exposition de richesse indécente n'avait pas le goût de lait fraise – ah souvenirs ...- , mais celui de la provocation et de l'indécence. J'ai remarqué, fouineur que je suis, que l'on s'est moins offusqué d'un autre caprice d'enfant : rester coucher dans cet hôtel des Champs Elysée, à deux doigts de l'Etoile, alors que le lieu alors actuel de couchage du futur locataire de la Lanterne est à cinq minutes de sirène et motards. Ce n'est rien me direz-vous. Ah bon ? Un chef d'état qui peut envoyer des soldats à la mort, et qui pour un petit caprice d'enfant gâté va coucher à l'hôtel dans sa propre ville, ce n'est pas un détail, ce n'est pas un détail car c'est le caractère qui fait l'homme et qui dicte ses réactions quand le temps est compté et qu'il faut agir vite. Foin de la longue et lente réflexion. C'est agir dans ces cas-là qu'il faut. Et un enfant capricieux qui va à l'hôtel pour fêter sa victoire est étrangement dangereux par

l'infantilisme de la réaction. Si les rumeurs disent que la fonction crée l'organe, encore faut-il qu'il y ait de la matière première, on ne forge pas une réaction d'adulte avec un cerveau d'adolescent exalté.

Voilà le premier accroc de taille.

Un nombre, qui est loin d'être négligeable selon les statisticiens, de français se serrent la ceinture, et même il y en a qui ont voté pour lui, et lui leur jette à la figure sa joie fortunée et pailletée, comme on jette un gant à soufflet à qui l'on sait qu'il n'a pas les moyens de le relever.

Nous avons vu que cela commence dans les faits particulièrement mal. Le président de tous les Français est le redevable d'un citoyen canadien fortuné pour son festolement de victoire. Alors, comme cela grince un peu, les fidèles lieutenants vont monter aux créneaux et déverser d'huile bouillante par les chaudrons entiers sur les assaillants. Il est bon ici de faire une escale, même si je n'ai pas de Paloma ni d'amis qui en possèdent. J'aurai pu faire un chapitre appelé les mensonges de Sarkozy et de l'UMP, et un autre stratégie communicantes de la prise de pouvoir avec force exemples à l'appui. Je préfère en réalité relever à chaque fois que cela se produira, quel est le mensonge, et quelle est la stratégie. A force de voir de si multiples cas, comme on sculpte à petites touches délicates et imagées, j'espère qu'à la fin on verra ce qu'est l'homme politique Sarkozy : un menteur éhonté, le plus grand de tous ceux jamais eu à la tête d'un état et surtout avoir démonté sa technique de communication par les multiples exemples. Car de fait, ce soi-disant surdoué de la communication, dopé aux sondages, bourré de conseils communicants, d'abrutis du bourrage de crâne n'est que le clone de lui-même. Toujours la même technique dont je vous ai donné les clefs plus haut. Et cela marche. En fait cela marche tant que les relais d'opinion fascinés par intérêt diffusent le message sans mémoire et sans analyse. Mais dès qu'un garçon juste sorti du chou s'étonne que ce que dit le monsieur est assez différent de ce qu'il constate, de la vérité, que les mots n'ont pas pour lui le même sens que ceux que le monsieur et ses communicants veulent donner à entendre, la petite faille du barrage s'élargit et, petit à petit, par effet géométrique, le barrage se rompt à grand fracas. Et là, mes amis, il n'y a plus de retour en arrière.

Revenons à nos moutons, à notre Fouquet's et à l'inquiétude que cela a soulevé. L'argument immédiat du clan sarkozyaque est : finie l'hypocrisie ! Simple, efficace, car, pour un esprit cohérent et modeste, non jaloux, effectivement il faut ne pas être hypocrite, quoique la franchise - à méditer - n'a jamais été de dire tout ce que l'on pensait, mais de penser tout ce que l'on disait. Certes ne pas être hypocrite c'est bien, mais comme aurait dit le Cyrano de Rostand " c'est un peu court jeune homme, si vous aviez eu des lettres mais de lettres vous n'en avez que trois qui forment le mot sot etc. " Oui c'est un peu court car il n'a jamais été question de critiquer l'hypocrisie. Ce qui est critiqué c'est l'étalement abjecte de la richesse pour un président

fraîchement élu. Ce n'est pas du tout dans le même champ de pensée. Ceci est mon premier point monsieur de la bande des avocats. C'est indécent. Le deuxième point c'est qu'il y a un monde entre l'hypocrisie et l'étalage. Riche, vivre volontairement comme un pauvre, c'est de l'hypocrisie, si c'est naturel, ce n'est qu'un comportement. Vivre richement sans excès car c'est un fait d'être riche, c'est ne pas être hypocrite, mais l'étaler c'est de l'ostentation qui n'est en aucun cas le contraire de l'hypocrisie. Ne nous arrêtons pas en si bon chemin puisque nous sommes sur les bords de l'Euphrate. Etre riche n'est pas forcément un défaut, cela dépend quand même comment cette richesse a été acquise. Si c'est par la grande et délicate douleur d'avoir pris la peine de naître au bon endroit, si ce n'est pas illégal, ce n'est pas non plus très glorieux et parfois cela peut être amoral et même immoral en tout cas contraire au slogan de la réhabilitation du mérite. Continuons sur les berges dorées, car étaler l'argent qui est le sien, ce n'est déjà pas très beau, mais cela devient franchement déplorable quand on étale celui des autres, et cela devient dangereux quand en plus on est au pouvoir. Sarkozy étale l'argent de ses amis. Et cela n'a rien à voir avec la fin de l'hypocrisie, mais avec le commencement d'une attitude de mélange des genres du plus mauvais effet. Il devient redevable de ses loisirs à des héritiers puissants et patrons de presse.

Cette première lune de ce premier quinquennat allait être riche en démonstrations et découvertes. Pas vraiment des découvertes pour ceux qui, comme moi, n'ont jamais cru ni en la compétence ni dans le charisme pailleté de Sarkozy, ceux qui comme moi pensaient que son caractère, son ego surdimensionné, sa façon de faire de la politique et de voir la vie, la façon dont il avait conquis le pouvoir, était un danger pour la direction d'un pays comme le nôtre et que ce qui allait arriver devait arriver.

Internet - c'est un poncif de le dire - est la pire et la meilleure des choses. En l'occurrence Internet est l'allié, in fine, des fustigeurs de l'imposture. Sarkozy est l'imposture magique. Ses amis tiennent la presse et cela l'a aidé. Mais ses amis ne tiennent pas Internet. Or si tout peuple est frivole, oublieux, si tout peuple court au secours de la victoire, si tout peuple n'est pas ennemi de ses intérêts, si tout peuple préfère faire confiance soit parce qu'il y voit un avantage personnel, soit par élan de générosité et de confiance naturelles, Internet est là pour lui rappeler les paroles qui ne s'envolent plus. Et un peuple qui se sait trompé, et qui sait qu'il a aussi participé à sa propre tromperie en voudra à son bonimenteur d'autant plus qu'il aura été crédule et son contempteur. Internet est l'ennemi mortel de Sarkozy. Internet le marigot des ragots, et c'est son infini danger, Internet c'est aussi les vidéos - ceci a été écrit avant la vidéo céléberrime du "pauv' con" -. Quoi de plus terrible qu'une vidéo qui permet de rafraîchir la mémoire et de prouver ô combien plus que la reprise d'un texte. Car celui qui cause comme un damné et dit des paroles immortelles est bien celui à qui l'on va demander des comptes. La presse, qui suit comme un paquet de mer les bords que tire le navire de l'opinion, devient moins efficace dans les louanges, même si elle retarde les effets de la réalité. La vague, elle est incontrôlable. Et Internet c'est le

discours du candidat Sarkozy à Marseille. Internet c'est Sarkozy sortant à potron-minet (c'est une figure de style car ce n'était pas l'aube ni blanche ni rosée, mais j'aime tant cette expression qui veut dire de façon plus élégante que : " dès qu'on voit le cul du chat " ou plus tôt dans les siècles qui étaient plus champêtres, où l'on voyait celui de l'écureuil dit Jacquet, expression plus adaptée à un amateur d'oseille s'il peut le serrer (expression limousine et autre qui veut dire mettre en réserve) à la Caisse d'Epargne) applaudi par des employés à la sortie du Fouquet's .

Que cela ait assez mal commencé aurait pu augurer que la suite, par une conscience aiguë qu'aurait eu le cheftain de sa fonction, se passerait un peu mieux. Et ce d'autant que le futur chanoine et en prémisses du destin religieux que par la bouche du maître des lieux républicains, son âme damnée, le littérateur Guaino, allait promettre à notre pays en perdition de laïcité, laissait distiller avec gourmandise dans la presse, que son altesse bientôt régnante, comme tout dauphin accédant par un accident de l'histoire au siège supérieur de la Nation, allait passer un temps en retraite, tel Foucault, sans pendule mais avec Rolex. Notre jeune élu, non encore intronisé, soupesant la tâche qui l'attendait, allait faire de sa carcasse un anachorète pour, comme l'a diffusé la presse, l'inénarrable expression de se préparer à " habiter la fonction ". Avant de se plonger dans les eaux méditerranéennes dans quelques lignes, je voudrais faire un aparté, un petit détour par une explication de texte, qui a, contrairement à ce que pensent les survolants de la psychologie, une importance majeure car elle définit en partie le personnage. Et comme je prends les chemins buissonniers avant d'arriver là où je veux en arriver avec vous sur mon porte bagage, je fais ouvrir une autre parenthèse.

Parenthèse ouverte. Un homme politique se caractérise au moins par deux caractéristiques dont le point de contact – où la croisée des chemins c'est selon et dépend s'il y a un Christ en croix - n'est autre que lui-même : son caractère et son programme. Ce **programme** est de fait une référence que tout le monde peut consulter et que les mémoires écrites peuvent nous faire judicieusement remonter à la surface de nos esprits embrumés, justement quand ceux-ci sont enfumés par les rédacteurs d'iceluy plus haut cité. Le programme a deux incidences : Un - on combat ce qu'il contient si l'on n'est pas d'accord : combat d'idées, combat numéro un. Deux - le susnommé politique n'applique pas son programme et de ce fait il déçoit de facto ses supporters et trahit ses promesses qui n'engagent de fait, comme l'a assez souvent souligné le mentor sulfureux vendeur d'anisette, même à un buveur d'eau et fumeur de cigares, trahi par l'élève, Charles Pasqua, que ceux qui y croient. De ce fait l'opposition organisée possède de profundis ce droit d'essence non divine, ni royale, mais démocratique et constitutionnelle de révéler, car le politique s'en gardera bien, que le peuple est trahi. Ce combat, numéro deux, est le combat de la mémoire (mémoire qui fera quelque bruit des mois plus tard.) Le premier est politique, le second est politique et moral.

Son **caractère**. Il y a ceux, dont je ne partage aucunement l'avis, qui considère qu'un énervé sautillant n'est pas un problème car ce qui compte ce sont les faits et le programme. Or, la vie d'un représentant absolu du peuple n'est pas de tout repos et les événements intérieurs et extérieurs ne dépendent pas que de sa volonté, même si un slogan veut faire croire que tout est possible. Si Jésus a ressuscité Lazare, tout le monde n'a pas les clefs du paradis et de la multiplication des poissons et des pains, fût-il futur latranisé chanoine honoraire. Un exemple parmi tant d'autres. Si dans la vie de tous les jours, la maladie de Parkinson n'est pas drôle, elle ne représente pas de danger atomique, cependant je n' imagine personne confier à un parkinsonien une fiole de deux litres de nitroglycérine et ceci quelque soit son programme pour la transporter du point A au point B. De ce fait tout trait de caractère qui puisse mettre en danger une république par des actes et des paroles qui seraient dictés par les traits expansifs et puissants de ce politique se doivent d'être dénoncés. Dans ce cas il s'agit de santé publique. En d'autres temps on parlait de salubrité, je n'irai pas jusque là. Ainsi faut-il être d'une extrême vigilance quand celui qui peut envoyer nos braves soldats à la mort, détériorer à long terme nos relations diplomatiques par une attitude de gamin mal élevé et sans gêne qui se croit tout permis comme de faire la bise à cette femme de l'est comme il le dit si élégamment, a un caractère éruptif ou des réactions répétées et automatiques, des réflexes pavloviens aux événements, qui tutoie, comme un cheval l'obstacle, les limites de la raison humaine et ses coreligionnaires. Aussi faut-il dénoncer ce caractère, ses conséquences. Les attitudes et les habitudes quand elle provoquent des désastres.

Ainsi en est-il qu'il ne faut pas résumer à un combat en gants blancs du simple programme, mais il faut voir le problème que nous pose ce politique tant par ce programme-là que par ses réactions et sa façon de l'appliquer. Ceci nous donne trois points d'attaques démocratiquement légitimes : a- le programme notamment quand les faits prouvent les mauvais fondements de ses déclarations, b- sa non application partielle ou totale, c'est à dire la trahison de ses engagements et c- le caractère du chef des chefs et ce d'autant plus quand il court-circuite tous les intermédiaires et gouverne tout tout seul. Effet multiplicateur et dispersateur qui atomise tout et lorsque l'on atomise il y a un souffle dévastateur et des séquelles par effets collatéraux. Parenthèse fermée.

Cette vaticination avait pour objet de justifier a priori mon mécontentement envers cette phrase au sens inversé : " Sarkozy va se retirer pour habiter la fonction de président de la République ". J'ai peu lu - mais ma science est parfois du vide sidéral et mes lectures non saines - à dire vrai je n'ai jamais lu que qui que ce soit trouvait que cette expression était étonnante et permettait de confirmer un profil psychologique que l'on connaissait déjà : un orgueil dépassant celui qui se prenait pour le soleil, et un égocentriste que Narcisse lui-même jalouserait (cela a mal fini pour lui). En effet le sens littéral et philosophique, lorsque l'on prend un poste important c'est que c'est la

fonction qui vous habite. Cela va dans ce sens. La responsabilité, la lourdeur de la tâche, la conscience des enjeux vous habitent. Ils vous donnent le sens de l'action. Ils agissent sur vous. Sarkozy le magnifique, lui habite la fonction. C'est l'inverse. C'est lui qui donne un sens à celle-ci. Vous aurez remarqué que cela n'est ni rien ni anodin. Dès le début de son mandat, cette phrase non repérée, innocente en apparence éclaire d'une nuit à venir ce qui suivra (c'est un oxymore – oxymoron en anglais et langue savante, je sais, mais je fais du style, moi...). C'est cet élu nouveau qui va créer la Présidence de la République. C'est effectivement une rupture. Et c'est aussi ce qui se passera. Mais non au profit de la fonction. Mais non au profit de la France, ni de son rayonnement international, ni de son apaisement intérieur.

Sarkozy ne parle que pour plaire à ce qu'il croit que l'électorat qu'il a en face de lui veut, le fameux réflexe IPSOS. Sarkozy vit de et par les sondages. Un simple retour en arrière qui fera bondir les doux romantiques qui sont comme moi. Nous sommes en 2005, la future première dame de France vit sa vie aux USA, et le futur premier chef la sienne avec une journaliste du Figaro à qui il proposera le mariage au pied levé, devant témoin(s), au bas d'une tribune mais elle le refusera, épisode très transparent de sa vie puisqu'à l'époque il menaçait tous les journaux de poursuites judiciaires à qui en parlerait, dans le même temps, dans les bras de l'une, le bras dans le dos et l'autre au bout duquel les doigts sur les touches de son portable il envoyait force SMS à Cécilia. Faits avérés et sans tricheries. Dans le même temps, il fit faire des sondages, dont on ne sait si c'est le ministère de l'intérieur qui les a payés, une enquête serait la bienvenue, ou si c'est l'UMP, ce qui serait un abus de bien car il n'était pas candidat déclaré, pour savoir si un prétendant au trône avait les chances d'être élu dans le cas où il serait divorcé. On voit une autre facette du personnage, l'amour IPSOS. De ce fait l'indiscrétion sur sa prochaine retraite ne correspond qu'au *Réflexe IPSOS*, donner au bon peuple français ce qu'il veut, en parole s'entend. Il est du reste assez intéressant de lire le livre de Bruno Lemaire, qui est hallucinant concernant notre bien aimé guide en nous faisant découvrir que les seules convictions de l'alors ministre sont celles de la victoire et que son cynisme est absolu. Il dit clairement à plusieurs reprises qu'il ne sait foutre rien si une idée est bonne mais qu'elle plaise dans les sondages lui suffit amplement pour l'adopter et la défendre.

Personne n'avait demandé à ce jeune éphèbe de parler de retraite ressourçante. Nous sommes donc en droit de nous étonner et de nous choquer qu'en fait d'obscurité et de silence, il se grille la pilule en famille sur les eaux bleues et chaudes des rivages qui font à peu près face aux Syrtes, Malte la très française île, lui qui disait passer des vacances bien de chez nous. Ses anciens et néo-supporters, lui reconnaissent le droit aux repos très mérité du guerrier (il est parti avec son en-cas) et balaye d'une main pleine de dédain votre innocent rappel à ses déclarations. Il a bien le droit à des vacances ! C'est un homme après tout. On croirait entendre Brigitte Bardot. Second acte suivant la soirée mémorable, second acte qui ne dément pas le premier mais les paroles de l'élu recueilli.

Si les esprits chagrins trouvaient à redire et dans la somptuosité du Paloma et dans son financement, les premiers commentaires les renvoyaient dans leurs cordes car ils n'étaient que jaloux, aigri etc. Le grand thème de la réhabilitation de l'argent avait besoin d'un symbole. Ce fut fait. A nouveau l'argument de la non hypocrisie nous était servi sur plat d'argent par les maîtres d'hôtel de la Sarkozye. Il a le droit d'avoir des amis qui eux ont le droit de lui faire des cadeaux. Pour nous simple travailleur de l'ombre, nous trouvions un peu choquant pour notre morale simpliste qu'un chef de l'état soit redevable de ses villégiatures salines, aqueuses et ensoleillées à un industriel. Nous étions un peu choqué que ce luxe s'étale. Nous étions un peu choqué que cela représente quarante ans de salaire d'un smicard qui n'avait qu'à travailler plus pour gagner plus. Nous étions un peu choqué que cela ne fût pas très écologique que d'utiliser un Jet privé quand il y a des avions de lignes. Finalement notre vue de la saine politique ne semblait pas être partagée par les amis du pouvoir. Un autre argument extraordinairement fallacieux et arrogant fut de dire que nous devrions être bien contents que cela ne coûte rien à la France. Or le fait que c'est faux puisque le nouveau guide de nos lumières éteintes considère son importance au nombre de garde du corps (on en a comptés jusqu'à dix neuf quand les autres chefs d'état s'en contentaient de trois ou quatre fois moins, et lui dès qu'il fut ministre de l'intérieur) qui l'accompagnent coûte à nos cassettes quand il se déplace, mais on peut benoîtement lui répondre : et si vous payiez vous-même vos vacances comme tout administré ? Pas bête hein. Et si Sarkozy payait de sa poche ce que chacun fait normalement ? Mais c'est la tactique de l'arbre qui cache l'arbre que maintenant nous connaissons bien. Le chef lui-même répond au moment de son jogging en NYPD et Ray Ban, que, finie l'hypocrisie, il n'allait pas se cacher. Il veut nous faire croire qu'il reste droit dans ses bottes quand l'ouragan se lève La réalité est toute autre ici aussi, il ne fait que de la rodomontade de bateleur d'estrade et dès les micros tournés, il plie bagage. Une semaine prévue, trois jours sur l'eau, retour au bercail, car les sondages discrets indiquaient que n'était pas du goût de tous son escapade forfaitaire jet + yacht, salami compris. Les porte-voix, d'un seul et même cornet, parlent du retour non comme de la reculade peureuse, ce qu'elle est en réalité, mais de l'activisme forcené du Patron qui veut être le plus vite aux commandes (ceci sera contredit par ses autres vacances qui auront fait qu'en huit mois de pouvoir le chef des chefs aura usé ses 5 semaines de congés payés). Devant la forêt maltaise de micros et de caméras non cachées, répondant au juste souci des français de s'étonner d'un tel luxe, il avait auparavant vanté les qualités de ses amis en se disant fier que la France comporte de tels conquistadores. En effet des vacances qui coûtent des centaines de milliers d'euros font un peu désordre pour ceux qui ne peuvent boucler leur fin de mois et qui ont voté pour le lider Minimo. Là où le bât du " travailler plus pour gagner plus " blesse c'est que Bolloré est tout à la fois un héritier qui a donc eu le mérite extrême de naître, mérite qu'ont également 6 milliards de péquins mais sans cuiller en vermeille et diamants dans la bouche, tout en étant un trader féroce qui achète une entreprise, comme le poissonnier du coin un thon à la criée, pour la revendre un ou deux ans

après avec une belle plus value dans sa poche, peu soucieux que sa marchandise soit valorisée par des hommes et non des écailles et des arêtes, et comme Lagardère qui, avec EADS, gagne près d'un milliard quand nous nous goinfrons d'une moins value de 850 millions d'euros. On ne voit pas là du travail, ni du respect pour ceux qui sont dans ses entreprises vendues eux avec la coque comme du bétail que l'on aura étrillé et fait briller pour mieux vendre. C'est légal mais peu moral et encore moins honorable. Sarkozy peut donc garder pour lui ses exemples des fleurons français de l'enrichissement. Dassault, héritier. Bolloré, héritier. Bouygues, héritier. Lagardère, héritier. Ces deux derniers étant parrain et frère du charismatique fumeur de cigare et buveur d'eau sauf d'un petit verre de vin en campagne électorale avec ces bons vigneron qui ont de la gaudriole, eux. On peut lui faire crédit que son voyage à Malte n'a été qu'un pèlerinage où son illustre et colérique prédécesseur, le Caravage, est venu faire un tour pour en être chevalier et peindre, en prévision, par une prémonition divine, des futures convictions romaines du pâtre de la République, la décollation de Saint-Jean, baptiste avant d'être du Latran. Un chevalier pour un chanoine, un tient pour un rendu.

Les premiers jours, pour un observateur commun mais non aveuglé par un état de grâce qui me laisse toujours confondu, annonçaient une suite peut glorieuse pour l'idée que l'on se fait des notions de l'humilité et du mérite.

On pouvait se rassurer en se disant que ce n'était qu'un écart de jeunesse, et qu'après tout une petite crise de puberté permettait de faire évacuer la vapeur de la chaudière après une campagne de 25 ans, qu'une fois le poste convoité acquis, la pression sortie en paillettes et huile solaire, tout aller rentrer dans l'ordre des choses : un président qui soit un président, un président habité en quelque sorte. Las dès le retour sur le plancher des vaches hexagonal (le plancher, non les vaches, la biotechnologie n'a pas encore réussi ni les OGM à faire des angles avec les os de mammifère ruminant), ce sont les profondeurs du pouvoir qui vont subir un tremblement de terre dont on ne verra que des fissures en surface. Une déstabilisation des piliers que les bons commentateurs ne jugeront que vénielle, et qui ensuite sera oubliée de tous. En effet, le prince est au zénith et la presse déjà servile avant, le devient avec enthousiasme pour les plus lèche-cul journalistes et commentateurs spécialistes d'entre elle. Certains passent de la contrainte à l'apologie volontaire. On vient de mettre à la tête de notre pays, ce grand stratège politique qui a une volonté de fer capable de faire progresser de 120 points le PIB rien qu'en battant un cil. Les analystes béats devant la victoire proclament l'habileté du vainqueur confondant Attila et Sun Tzu, confondant ruse et intelligence, lancer de hache et jeu de go, confondant tabula rasa et stratégie. France is back. Cocorico ! (On dit que le coq est le seul animal à chanter les deux pieds dans le purin.) La politique c'est ça aussi : le volontarisme. Et finalement, se dit-on (enfin pas moi) que peuvent bien compter quelques entorses au protocole et à la constitution, si c'est pour le bien des masses votantes.

Et donc ce qui avait mal commencé par l'attitude et l'arrogance, allait encore plus

rapidement mal commencer pour la gouvernance. Sarkozy serait un président qui présiderait, gouvernerait, dirigerait. Pour cela nous ne serons pas déçus.

Sarkozy est élu, mais n'est pas en fonction lors de ce retour présenté comme glorieux de son escapade familio-gardes-du-corps-o-maltaise pré financée. Cette courte mais infranchissable distinction entre *élu* et *en fonction* n'est pas un obstacle pour un futur monarque électif. En effet, puisqu'il n'est pas encore en fonction, il ne dispose ni légalement, ni constitutionnellement, ni moralement d'aucun pouvoir. Chirac est encore président et Villepin à Matignon pour régler les affaires courantes. Mais l'élu des élus en décide autrement. Il s'assoit sur la courtoisie, s'assoit sur les principes et la constitution, s'assoit sur la légalité et avance dans le silence assourdissant des media à ce propos. Tout d'abord il faut au passage humilier un peu ceux que l'on aimerait voir pendu à un crochet de boucher. La Lanterne, non celle qui éclaire à la bougie, ni celle où l'on pendait les ci-devant(s) devenus si hauts et si courts - celle qui est la résidence des premiers ministres et encore théoriquement celle de Villepin, mais elle plaît à la femme de toute une vie - comme dirait Maupassant - passée, présente et future. Enfin cela c'est la déclaration AFNOR certifiée conforme Elysée et Nicolas. Les éclairés savaient qu'il y avait de l'eau dans le gaz. Mais chut, la transparence ce n'est pas pour tout. La dame s'y plaît, Nicolas vide Villepin des lieux, contre toute bienséance et contre les règles établies. La rupture commence là : la politesse et la courtoisie sont des hypocrisies d'ancien régime, enfin du régime précédent, car l'ancien régime a du bon, et nous le verrons qu'il possède quelques fauteuils où l'on se sent bien assis. Ainsi le nouveau chef des chefs demande au premier ministre encore en fonction de dégager. Galouzeau prend ses cliques et ses claques, et quitte les lieux la tête haute et la rancune au cœur. Ce n'est qu'une péripétie d'orgueil blessé peut-on se dire, et donc sans intérêt hors petit fiel et grand potinage de fin de soirée. Le diable continue de se cacher dans les détails. Cela nous prévient déjà que l'élu du peuple français fait ce qu'il veut et se contrefout de l'opinion de quelques uns car aujourd'hui - à recaser dans le contexte, mai 2007 - elle est favorable et lui croit que l'étoile qui s'est allumée au-dessus de sa chevelure couronnée est branchée directement sur le soleil et qu'elle brillera au firmament toujours quoi qu'il fasse. Il est vrai que ses conseillers ont voulu faire croire aux électeurs le soir des élections qu'aucun président de la Vé n'avaient été élu aussi bien que lui et qu'il n'y avait jamais eu autant de participation. Ce qui bien évidemment est faux (et même en dehors de l'élection fantoche de Chirac en 2002) et pour l'un et pour l'autre. Mais pourquoi ne pas se faire un petit plaisir et recevoir de bonnes flatteries toutes chaudes sorties du four. On n'est jamais mieux servi que par soi-même surtout si on a une longue expérience de l'auto-encensement et d'une immense fierté de soi reconnue par tous et légitimée par tous les sondages (quoique ça c'était avant, avant la future grande débandade, le space moutain de chez Mickey mais à tête en bas).

Le premier coup de canif (qui est selon moi plutôt un sacré coup de dague damasquinée) à la constitution ne tarde pas. Alors que, selon les bonnes pages,

comme disent les critiques, de ce texte bientôt cinquantenaire, le président nomme le premier ministre et le charge de former un gouvernement, alors que cela ne peut se faire légalement qu'après la prise de fonction du caput capitis, le guide bien aimé, encore souriant du sale coup qu'il vient faire à Villepin, reçoit à la Lanterne les futurs ministricules, Fillon devant en être le premier virtuel, un premier ministre facebook en somme, sera là pour écrire les noms sur son cahier d'écolier en s'appliquant d'une plume servile de scribe bien obéissant. On l'a pris à ce poste car il est sage, ne s'énerve pas, est bien élevé, se lève quand les dames entrent dans la pièce et a été premier prix de grammaire, d'orthographe et de calligraphie. Nous assistons donc à une autre rupture, celle de la Constitution. Pas grave, nous serinerons les affidés. Nous sommes entrés dans l'ère de la transparence, de l'action et du mouvement, de la rupture et du dynamisme et qui peut se plaindre que le Manitou, qui manie tout, fasse au grand jour ce que les autres faisaient à l'abri des caméras, dans des chambres obscures ? Sauf que là aussi, bien sûr, c'est faux. Ce serait un coup bas que de parler des cohabitations qui sont la contradiction absolue et incontestable de cette théorie. Le juge que vous êtes va me demander de retirer ma question, et comme dans ces tribunaux américains, modèles que devrait suivre la France sarkozyaque, je retire mes propos (cela n'est aucunement de l'hypocrisie, je l'ai dit mais retiré, comme devant la cour, donc vous n'avez rien lu). En revanche je vais prendre deux exemples un à droite : Giscard, et un à gauche : Mitterrand. Pour le premier, je vais user du premier premier ministre : Jacques Chirac. C'est bien lui qui a formé le gouvernement, et c'est bien lui qui a imposé ses ministres à Giscard. Il a condescendu à accepter certaines suggestions. Pour cela il vous suffit de lire journaux de l'époque et livres politico-historiques pour confirmer mes affirmations. Le second que j'use pour ma démonstration brillantissime est Rocard. En fait Mitterrand avait une certaine façon de voir la politique et il préférait placer ses proches ailleurs que dans les ministères. Parfois les ministères n'étaient que des manières de couler les ennemis de l'intérieur, mais Rocard a choisi ses ministres, secrétaires d'état et sous-secrétaires. Donc cette affirmation comme quoi autrefois c'est le président qui décidait seul de tous les ministres est fausses à 100 % pour plus de la moitié des anciens gouvernements et partiellement fausse pour le reste.

La présidence de Sarkozy commence par un déballage assez honteux de richesse et par une entorse grave à la constitution. Le mauvais œil qui allait planer au-dessus de la démocratie était sorti du tombeau. Le bon sens populaire n'a pas toujours raison et on n'est pas sûr que qui vole un œuf vole un bœuf, d'abord parce qu'il faut beaucoup plus d'énergie pour voler un ruminant de 650 kg que pour le produit d'une trentaine de grammes tombé du cul d'une poule, ensuite parce que le pire n'est jamais certain, bien que la tendance au mal soit dans nos gènes selon les pensées profondes du débatteur et contradictoire d'Onfray, En revanche la pratique va nous montrer que si Sarkozy viole un jour la constitution, il la violera toujours. Ce qui serait croustillant ce serait d'appliquer les lois sur la récidive au monarque non héréditaire, celui qui croit au mérite, le mérite de placer son fils dans un futur fiasco granguignolesque de

Neuilly. Le " fils de " qui sera éjecté par la petite porte des listes municipales, rentrant par la fenêtre, prendra son sort avec ses dents et négociera comme un grand sa candidature au canton sud de cette ville qui a une île que l'on appelle même de la Jatte et sans doute un garde meuble d'où les factures pour travaux se perdent, une île qui n'a rien à voir avec celle où régna avec justice, justesse et sagesse Sancho Pança.

L'on dit que le diable se cache dans les détails, et tout ceci (le Paloma, La Lanterne, la prise de pouvoir avant la prise de fonction, la nomination des ministricules,) tout cela mis dans le même sac et jeté immédiatement à la rivière de la futilité mais avant protégé par l'ambiance générale de l'apothéose victorieuse et du suivisme bien français, de l'état et des grâces, tout ce grand fatras qui pourtant a un sens véritable, profond, enfin tout ce qui pour les simples comme moi qui ont les yeux ouverts car méfiants, non de nature, mais pour avoir écouté sans faire partie de la secte et regardé sans œillères, a une indicible et magistrale importance. Ce n'est pas du détail, mais alors là, pas du tout. J'aurai bien l'occasion au long de mes pérégrinations dans ce pays d'Alice promis de m'en expliquer. Chaque chose en son temps. Cela me rappelle cette petite histoire qui définit la politique selon Saint Pasqua (vous savez : les promesses n'engagent etc.), celle mise en musique réglée par son Brutus de fils spirituel. C'est un promoteur qui arrive au ciel. Il demande à Saint Pierre ce qu'il a en magasin pour son séjour dans les éternités. Celui-ci lui ouvre une porte. Au travers de l'ouverture il voit un paysage enchanteur : musique douce, parfum léger, confort, ce que l'on nomme les jardins d'Eden, paradis en persan. Saint Pierre referme la porte et demande : « Souhaitez-vous visiter une autre de nos résidences ? » Le promoteur s'écrie. « Certes non, ce que j'ai vu me convient parfaitement. Et, si je puis me permettre, j'en ai l'eau à la bouche. » Saint Pierre lui donne sa clef (n'est-ce pas là son rôle à cet auguste concierge) et montre au promoteur la porte de son nouveau logis d'académicien. A peine a-t-il ouvert la porte que l'effroi le prend. Il n'entend que hurlements, des flammes lui lèchent la moustache. Il a franchi le Styx. Affolé, il dit au gardien des cieux : « Mais ce n'est pas ce que j'ai vu tout à l'heure. » Pierre, un peu dur ce qui est sa nécessité si l'on veut que l'Eglise qui en est bâtie tienne plus qu'une maison de maçon, lui répond « Oui, l'autre, c'était l'appartement témoin ! » et le pousse en fermant la porte. Sarkozy a vendu aux français l'appartement témoin.

Ce n'est pas grave, avant même la musique nous avons un gouvernement qui n'est ni paritaire (et de loin) ni restreint (vu de près), deux promesses n'engageant évidemment que les électeurs.

Revenons en à nos détails. Reposé et guilleret comme un Zébulon qui vient de faire un tour de manège enchanté, notre aimé président qui n'était jusqu'alors qu'élu, entre en fonction de façon solennelle. Il lui faut du grand, du mémorable et de la communication. Bien qu'il ne soit pas encore tombé dans la bassine divine ni dans la bétonnière à civilisation, il va commencer en un discours un seul à ébranler à coup de boulets le ciment de l'Europe et de la nation. Un seul discours et tout se dépeuple.

Guaino s'est lâché, toute voile dehors, toute tartufferie intellectuelle au vent. Il ne lui aura pas fallu très longtemps pour ébranler le fragile esquif qui nous mène du passé à l'avenir. Et ce sera la terrible affaire Guy Môquet. Il faut s'y attarder car ce n'est pas rien.

Pour cela il faut combiner l'histoire récente de la campagne électorale présidentielle à l'idée de l'union d'un peuple par ses instincts viscéraux qui en appellent à la vengeance sous-jacente à la compassion théâtralisée. Il faut faire vibrer les cœurs non par l'âme et le beau, mais par les tripes et le sombre. La différence entre l'exemplarité constructrice et la pitié malsaine, ferment d'une haine ultérieure. Il faut revenir à Marseille où dans une campagne purement franco-française, le futur leader Minimo tient un discours qui n'a pas outre mesure dérangé la fibre européenne et pacifique des journalistes et des observateurs patentés, les politologues. C'est le fameux thème de la repentance mis au goût du jour de la guerre de 39/45. Une phrase terrible à faire froid dans le dos : « Nous n'avons pas inventé la solution finale. » Il s'est attiré beaucoup d'innommables applaudissements. Giscard avait dit à Mitterrand en 1974, ce qui avait contribué à la victoire du centriste libéral et européen, de ce néo-cardiaque, lors du débat entre les deux tours, d'un cri sorti tout droit de son indignation : " Vous n'avez pas le monopole du cœur. ». Excusez-moi de contredire ce boutefeu de Sarkozy, mais l'Allemagne n'a pas le monopole des horreurs. Avant elle et après elle, d'autres nations, d'autres hommes ont eu des volontés génocidaires. La France, qui a battu sa coulpe par la voix de Chirac, a reconnu sa participation à cette ignominie mondiale. Cette affreuse et terrible déclaration était hors de propos dans cette campagne, était hors de propos dans l'histoire continue et chaotique de la construction européenne, était hors de propos alors que les Allemands sont nos amis et nos partenaires, était hors de propos d'un discours de chef d'Etat responsable, était hors de propos d'un simple citoyen. Cette déclaration n'avait que pour objet de souder autour d'un candidat qui ne recule devant rien, des électeurs au cerveau insuffisant et ainsi de lui apporter les voix des nationalistes creux et sanguins. On désignait une bête immonde tout en faisant croire que nous étions indemnes de cette tragédie. C'était faux, c'était indigne. Et ce n'était pas un détail.

Habitant la fonction, il récidive par un discours qui peut crever les cœurs de ceux qui se disent plus jamais cela. Alors que le soir même il va rencontrer Angela Merkel, il clame aux Français, en tant que leur représentant et élu suprême, que les Allemands qui ont fusillé les 35 martyrs du bois de Boulogne étaient des assassins et que Guy Môquet serait un symbole pour nos enfants. Ecoutons ce discours de violence : *Massacre inutile, absurde, à quelques jours seulement de la libération de Paris alors que tout est joué. Ce n'est pas un acte de guerre. C'est un meurtre perpétré de sang-froid, un acte de vengeance. Au moment même où ils sont exécutés, les 35 résistants capturés par trahison sont déjà des symboles. Ils le sont aux yeux mêmes de leurs bourreaux. Sur les visages des 35 martyrs dont beaucoup ont à peine 20 ans, les bourreaux lisent leur défaite désormais inéluctable et, ce qui leur est plus insupportable*

*encore, la préfiguration d'un avenir où ils n'auront plus leur place. Ils ont trop tué. Ils ont trop de sang sur les mains. Ce ne sont plus des soldats, ce sont des assassins qui ne sont plus mus que par le seul instinct de mort et de destruction. Ici en ce 16 août 1944, ces 35 jeunes Français qui vont mourir incarnent ce qu'il y a de plus noble dans l'homme face à la barbarie. S'il y a des victimes c'est qu'il y a des bourreaux. Des barbares ici, des héros là. Simple, facile. Cela vous prend aux tripes. C'est bon pour le cervelet, le blanc et noir, la vengeance et l'orgueil national. C'est oublié que s'il y a eu des trahis, il y a eu des traîtres. C'est oublié que ce n'était ni le lieu ni l'heure d'en parler. Que venait faire dans ce jour d'union et de rassemblement, ce germe de la division, de la vindicte, du bouc émissaire et de l'insulte ? Rien sinon ce discours courtement intellectuel de ranimer en nous cet orgueil d'une nation qui serait de retour, la flatterie par la démonstration d'un héroïsme qui serait beau et pur car le fusillé avait 17 ans. Un symbole qui pourtant traîne dans son sillage bien d'autres choses à relever avec son cœur, son âme, sa culture, sa civilisation et ses petites cellules grises qui ne s'arrêtent pas de phosphorer une fois que les claps claps ont retenti. Guaino est décidément un mal parlant.*

Ce discours est un signe définitif et avant-coureur de toute la suite. On dira plus tard que la République est en danger. On parlera de monarchie élective (et j'y reviendrai en temps et en heure), ce qui déclenchera des tombereaux d'insultes avec cette bonne technique de faire croire que de parler de monarchie veuille dire dictature. Certes la monarchie peut en être le premier pas, mais ce n'en est que le premier pas. Le Phare de la République décide tout seul sans consultation, par-dessus le ministre concerné, par-dessus le fantôme assumé de premier ministre, que, lors de la rentrée prochaine, les classes de quatrième se verront dans l'obligation de lire la lettre de Guy Môquet. Qui peut à cet instant dire que ce n'est pas un pouvoir monarchique qui s'exerce ? Qui peut contester que de passer au-dessus des ministres n'est pas la preuve d'un pouvoir personnel ? Qui peut contester que d'intervenir dans le programme éducatif des élèves français n'est pas une attitude souveraine et dédaigneuse de la démocratie ? Qui peut même contester qu'il y a un danger quand la République avec ses ministres et ses fonctionnaires obéissent sans broncher et sans réflexion à un ordre du chef de l'état qui pourtant sort de son rôle ? Il décide de tout, tout seul en dehors de toutes les règles démocratique, déontologiques, constitutionnelles, traditionnelles et éducatives.

L'affaire Guy Môquet, et que ses héritiers me pardonnent ici d'en parler bien que je ne sois pas à l'origine de sa prime utilisation, n'est pas mince. Il y a selon son esprit plusieurs niveaux de lectures ou plusieurs angles d'attaque. La première vue crée des hiérarchies, la seconde met tout au même niveau. En fait il y a une troisième voie celle qui considère que tous ne sont pas du même monde de réflexion. Je vais donc attaquer ce sommet d'ineptie selon mon humeur en suivant les chemins vicinaux qui aboutissent tous au même résultat : une idée tout simplement catastrophique. Le premier m'amène à un raisonnement simple, un raisonnement de principe : à la compassion malsaine rien ne vaut mieux qu'un exemple positif. Si l'objet est d'exalter

une sorte d'héroïsme, d'esprit français qui fasse notre fierté, le nombre d'exemples tant en science qu'en sport ne manquent, les chercheurs comme Pasteur, les inventeurs comme Montgolfier ou Moréno plus près de nous, les dévoués comme sœur Emmanuelle ou le docteur Schweitzer, les courageux de l'impossible comme Maud Fontenoy ou Jean-louis Etienne ne manquent pas. Le positif vaut mille fois mieux que le sacrifice subi ou non. Vouloir célébrer de façon solennelle le martyr nécessite d'emmener dans le même train de cet héroïsme, les causes et les raisons, et les coupables. Eriger une statue de gloire à un fusillé c'est aussi montrer à tous l'ombre portée du poteau d'exécution et des bourreaux. C'est par symétrie du haut vers le bas désigner les " assassins ". Et ces assassins ont des descendants, ces assassins viennent d'un peuple. C'est donc montrer du doigt les méchants et distinguer les bons. C'est stigmatiser les uns et glorifier les autres, c'est dresser à nouveau un mur à Berlin et en Europe. C'est culpabiliser et faire prendre en charge cette accusation secondaire et sous-jacente par tous les enfants. C'est par voie de conséquence à la suite de l'incompréhension d'un geste tel que l'envoi à la mort de façon injuste des innocents planter le germe de la vengeance et de la haine. Comment ensuite demander à ces jeunes de devenir les amis des descendants des assassins ? Comment à ces âges de l'absolu leur dire qu'il y a d'un côté la violence et de l'autre l'innocence et que le futur de ces tragédies n'est pas la guerre, mais la paix ? Comment cette idée a-t-elle pu naître dans un esprit sain, un esprit rassembleur et porteur de paix ? Ce genre d'idée naît du mélange malsain de la compassion maîtresse de l'émotion et l'émotion considérée comme mère de la fusion et de l'adhésion. Mais l'émotion n'est pas du rôle de l'état, mais l'émotion n'est pas la propriété du Président, mais l'émotion est un fleuve de lave qui déborde et que l'on ne maîtrise pas, mais l'émotion peut aussi détruire. Cette idée est inepte et dangereuse. Elle est née dans le cœur et un cerveau bâti au sable de la campagne électorale perpétuelle et à la chaux de l'adhésion à son candidat qui a découvert le mouvement perpétuel, et ne correspond en rien à un projet édifiant et fédérateur.

Cette idée qui est néfaste procède en plus d'une magistrale erreur historique. Guy Môquet est arrêté, non parce qu'il faisait de la résistance mais parce qu'il distribuait des tracts communistes non contre les Allemands, mais contre la guerre, qui n'était qu'une guerre capitaliste. Il ne se battait pas pour son pays mais pour un idéal international. Il est resté emprisonné pendant presque un an. Sa mort, il ne la doit qu'à un triste hasard et non à sa bravoure. Le hasard l'a choisi lui et 26 autres, non parce qu'ils étaient résistants, mais parce qu'ils étaient communistes. Des communistes avaient assassiné un gradé allemand, des communistes allaient périr pour cet acte, Guy Môquet allait périr pour cela, et pour rien d'autre. Et c'est un Français qui les a choisis, parce que pour lui ils étaient un peu moins français que d'autres. Un Français oublié de la diatribe présidentielle qui s'est concentré sur les Allemands avec son lance-flammes verbal. La mort de Guy Môquet est triste et injuste, mais elle n'est pas héroïque. Sa mort n'est pas héroïque et il n'est pas mort pour la France. En lisant les lettres des autres fusillés que l'on a retrouvées on découvre que beaucoup meurent en

l'honneur du communisme ou de l'URSS. De cette erreur historique on ajoute encore à l'erreur. Cela ne s'arrête pas là, car à glorifier un adolescent communiste on réduit la résistance aux communistes, on dit clairement que la résistance est le communisme, quand on sait la position du parti communiste français jusqu'en 1942, quand on connaît le pacte de non agression germano-soviétique, cette idée en plus d'être un erreur humaine, une erreur historique est une erreur politique. Et ce n'est pas la lettre en elle-même qui est en cause, mais elle n'est pas non plus une lettre ni admirable ni exemplaire. Elle est extraordinairement triste car on sait que quelques instants après l'avoir écrite un jeune homme de dix-sept ans s'effondrera sous les balles. Cela n'en fait pas pour autant une lettre remarquable ni exemplaire. Il ne faut pas confondre les circonstances avec les écrits. Comme on le voit cette idée saugrenue et destructrice est une erreur humaine, historique et politique. Lettre que la cousine de cet adolescent déclarera avoir découverte dans la presse. Personne n'ayant pris soin ni d'avertir la famille ni d'en demander l'avis. Comme d'habitude. Initiative que cette même cousine n'appréciera vraiment pas.

Il ne faut pas s'arrêter seulement à la lettre en elle-même, il faut aussi poursuivre au bout des choses et se poser la question de la légitimité d'un chef d'état à imposer ses lubies au contenu de l'enseignement et aux enseignants. Sarkozy impose cette idée sans consultation et en dehors de toute règle politique et institutionnelle. Il agit en parfait autocrate. Ce qui plus tard – quoique posant encore des problèmes pour le dénoncer – sera appelé une monarchie élective, avait pourtant déjà commencé le quatrième jour de l'élection du cheftain, bien avant sa prise de fonction, par le choix des ministres. La monarchie élective a symboliquement commencé le premier jour de la prise de fonction du néo-roi par les symboles de la présence de la famille royale, par le symbole de l'imposition de la lettre de Guy Môquet, comme Saint Louis imposait les mains pour soigner les écrouelles, et par les actes en mettant en application un caprice d'autocrate. Il est évidemment anormal qu'un homme seul, fût-il le chef de l'état décide du contenu de l'enseignement, qui plus est lorsqu'il mélange émotion et histoire et qu'il se trompe d'histoire et du fondement dans l'idéologie qu'il veut faire passer. Il est vrai qu'au temps de l'URSS et de Ceausescu, notre aimé président aurait joui de ce culte de la personnalité qui permettait de s'afficher partout. Il aurait fait, selon le Figaro du 18 juin 2007, à propos de cette lettre, cette surprenante et mégalomane déclaration : « il restera le Panthéon de François Mitterrand et la clairière du bois de Boulogne avec la lecture de la lettre de Guy Môquet ». Il aurait pu déclamer, sans rien demander d'autre à qui que ce soit, *La rose et le réséda*, cela eut été plus élégant et plus symbolique, même si de parler de résistance et de guerre était de toute façon fort déplacé à cette occasion.

On s'est donc trouvé dès les premiers jours avec les signes avant-coureurs d'une république aux ordres et d'une démocratie en voie de destruction. Les symboles les plus extrêmes : le luxe et l'arrogance d'une part la compassion graine de la vengeance d'autre part.. Le tout avec un dédain marqué de la discrétion et des règles, un pouvoir

qui s'absout des lois institutionnelles et constitutionnelles avant même d'être légalement dans la fonction, se servant de la légitimité des urnes comme d'une clef qui ouvre toutes les portes et quand elles résistent, usant, pour en écarter à grand fracas les vantaux sous les trompettes de la gloire, de l'effraction publique car montrer avec arrogance fait oublier le fait rejeté dans l'ombre pour ne plus faire qu'applaudir la lumière qui éclaire le geste qui ne se cache plus, laissant entendre que les autres, ces autres montrés du doigt comme indigne et négligeables, le dissimulaient, même si aucun autre ne fit un de ces gestes. De ces quelques démonstrations d'impudence et de sans gêne, transformées par la vox officialis en " rupture " et " transparence ", adoubé par les premiers sondages, toutes barrières, si tant est qu'il en existât, rompues, la coulée activiste et logorrhéique s'est déversée sur le pays comme un cheval au galop au travers d'une foule applaudissant comme le font les espagnols, la peine au cœur, sur le cortège d'un garde civil dégommé par l'ETA se dirigeant vers sa derrière demeure, pleuré.

On peut se demander à ce stade de l'arrivée au pouvoir de Sarkozy comment la population a pu être tant aveuglée. Pourtant certains avaient averti avant. Ce n'est pas faute d'avoir été éclairé avec effroi par l'hebdomadaire *Marianne*, ni par les propos prémonitoires de François Bayrou. Ce dernier avait pourtant montré la collusion entre le candidat UMP et la presse, entre le candidat UMP et l'argent, avait démontré le dangereux caractère du candidat UMP rappelant une de ses phrases terribles : " si vous n'êtes pas avec moi vous êtes contre moi ". La presse a été un des complices les plus coupables. Elle devra bien un jour en rendre des comptes. La presse savait beaucoup. En fait, il y a cette image qui me vient. Un Sarkozy, cavalier camarguais avec pour le suivre dans une bétailière, toute dignité perdue, un meute de journalistes et de photographes, entassées comme des condamnés à la pendaison, celle de leur honneur et de leur indépendance, pour le suivre. Cela devait sentir la sueur et le crottin. Pour la suite des événements, c'était comme si le peuple, de loin sur un colline ne voyait que des gestes désarticulés et une grande poussière soulevée sur le chemin du cavalier. Cette nuée en volutes épaisses donnait l'impression de l'action, le bruit celui de l'énergie. Un peuple loin, alors qu'aux côtés du ranchero, il y a des observateurs, observateurs qui voient que c'est un piètre monteur de pur-sang, qui se dirige sans plan pourvu qu'il avance. Arrivé aux abords de la mer, l'homme veut forcer le pommelé à entrer dans la mer. L'animal désarçonne son maître d'un court instant. Tombé, le chef des chefs va faire croire qu'il prend son bain comme Saint Jean se baptise. La foule avance à petits pas pour mieux voir la scène étrange. Les proches du divin baigneur savent qu'il ne sait pas nager. Conquérir n'est pas gouverner. Les journalistes savent. Et moi avec ma lunette je le vois qui s'avance, puis tombe dans un trou d'eau et comme tout noyé en puissance agite ses bras et fait autour de lui un gros bouillon d'eau de mer. La population encore trop loin voit ce bouillonnement qu'elle prend pour une centrale marée motrice : le cheftain est énergique pour sûr ! confondant des mouvements désespérés d'un noyé en sursit avec du mouvement utile, elle applaudit toujours en avançant encore, joyeuse encore, confiante encore. Mais, au

fur et à mesure que les mois passent et que le peuple s'approche du sable où meurent les vagues, des estafettes lancées aux nouvelles sont les premières à s'apercevoir de la supercherie. Le Guide ne sait pas nager ! Il avait menti. Comme ont menti les experts qui avaient certifié ses plans économiques, comme a menti la presse en parlant de sa compétence divinisée, comme ont menti ses thuriféraires disant que tout était prêt et qu'il suffisait d'appuyer sur le bouton des rotatives de l'imprimerie nationale pour que d'un coup d'un seul et simultanément les bonnes lois et les bons décrets sortent en crépitant tout frais odorant de l'encre républicaine. Comme vous le savez, tout d'abord, on punit les messagers néfastes. Et les estafettes furent envoyées au cachot non sans quolibets et crachats. Quelques uns, bien qu'au début incrédules, se rappelèrent le passé et coururent pour vérifier l'invraisemblable nouvelle. Puis la foule arrive au bord de l'eau, elle s'aperçoit dépitée et confuse que le lider Minimo est bien incapable de traverser à la nage la Méditerranée, quand bien même il voudrait en faire une union. Il restera évidemment une poignée de fidèles qui croient en Ron Hubbard et en Xenu. Mais cela c'est le futur qui le leur apprendra. Pour l'instant les législatives arrivent à grands pas et il faut les gagner.

Il est assez important pour la suite de se souvenir du premier discours du premier ministre fantoche qui avait, lui-même théorisé son futur effacement. Deux choses primordiales sont à retenir : François Fillon rappelle et insiste sur le fait que **tout** le programme et **rien que** le programme du candidat umpéiste sera appliqué. Vous avez bien noté : **tout** et **rien que**. Discours qui sera répété, avalisé, conforté, officialisé un nombre considérable de fois. Le second point indique que le gouvernement allait se plonger à fond et sans attendre la moindre seconde dans les réformes. Déjà l'urgence.

Ce qui a été remarquable dans la désinformation (qui sera constante de ce gouvernement, de son chef (le président pas le fantôme) et de la majorité UMP, comme par exemple, l'extravagant traité européen affublé par le gouvernement et répété sans bouger un cil par les journalistes des deux additifs : mini et simplifié alors qu'il est plus complexe et plus long que le traité constitutionnel. Alors si là il n'y a pas une désinformation magistrale, je ne m'y connais pas) c'est que ce gouvernement sera considéré comme : novateur, composé des meilleurs, en rupture, peu nombreux et en parité. C'est bien simple tout est faux. Il n'est pas novateur, il n'est pas restreint, il n'y a aucune parité (il suffit pour cela de regarder la première photo sur le perron de l'Elysée pour voir qu'il y a plus de costumes cravates que de jupes plissées, que nombre de têtes sont connues de longues dates et ont appartenu aux anciens gouvernements et que le total ne fait pas 15). Cela a été le plus beau tour de passe-passe du chef des chefs de son début de mandat, avec obligatoirement des media aveuglés ou incompetents ou complices qui n'ont pas vu ce qu'un enfant de 6 ans aurait remarqué si on lui avait fait commenter cette photo et si on lui avait demandé de dire s'il y avait plus de quilles à la vanille que de gars en chocolat, s'il y avait plus ou autant ou moins que quinze pingouins debout (ma nièce à quatre et demi savait compter jusqu'à 20, cela aurait été insuffisant mais elle aurait compris que c'est plus

que les 15 promis) et s'il reconnaissait sur la photo des têtes qu'il aurait vues sur d'autres photos. Même un bonobo aurait su faire pourvu qu'on le récompensât d'une banane. Nous avons des journalistes qui n'ont pas eu de banane sans doute ou qui ont moins de six ans. Va savoir. (Rappel 22 membres y compris Fillon qui est un ministre et Sarkozy qui est aussi tous les ministres dont seulement 6 femmes – 27,27 % ce qui est un exploit de faire croire qu'il y a parité - et 13 anciens ministres 6 anciens députés des vieux de la vieille deux conseillers et un seul vraiment nouveau : Martin Hirsch, belle nouveauté, belle rupture, autre exploit de l'information ou de la désinformation c'est selon).

Ainsi, donc (ce n'est pas du bon français, mais je me mets au niveau du guide si jamais il devait lire par dessus mon épaule) l'ectoplasme Fillon déclarait sa volonté d'agir vite et à fond les manettes. Mais voilà que le cheftain déclare une nouvelle règle qui continue à cisailer les mollets de la République et de ses lois constitutionnelles : les ministres qui ne seront pas élus ne seront pas légitimes. Ce nouveau coup de cimeterre ne semble pas affoler les commentateurs. Ces beaux experts ne voient pas toutes les contradictions que cela entraîne, contradictions que j'ai notées sur mon petit carnet et que je vous livre l'encre à peine sèche :

- La plus grave car c'est un épouvantable mélange des genres : la séparation des pouvoirs, la séparation entre l'exécutif (ministre) et le législatif (député), un des piliers les plus puissants et les plus stables de la Vé. Ainsi nos observateurs saouls, sans doute, ne se sont pas élevés contre ce coup de bélier contre la porte déjà ébranlée de notre maison commune. Cette déclaration était stupéfiante et anticonstitutionnelle. Bon, passons, les couleuvres devenaient des boas, et les Français semblaient avoir un grand gosier, merci Rabelais. On peut être moins indulgent pour les politologues si savants et si péremptoires et évidemment ces journalistes propagandistes contraints ou volontaires.
- La seconde est que l'on nous avait annoncé que ce gouvernement était le plus compétent que nous n'ayons jamais eu. Il faudrait donc savoir car s'il est compétent, et choisi comme tel et réclamé à hauts cris comme tel, il n'avait pas besoin de l'onction des urnes.
- Un ministre est choisi pour sa capacité à traiter des dossiers, également à en parler et convaincre, mais cela ne demande pas de l'oindre avec un bulletin de vote. D'autant que cette élection peut être gagnée d'avance si l'on fait le cadeau, dans une période favorable – ce qui était le cas avec cet fameux et incompréhensible état de grâce - une circonscription à 65 % majorité présidentielle qui ne prouve en rien la capacité à la victoire de ce ministre futur député. Cette idée est donc idiote et un abominable mélange des genres. De plus comme le prouvera le cas Juppé, cela donne une claque également à celui

qui a choisi le perdant car il aura choisi un compétent par résultat électoral devenu incompétent.

- Fillon nous avait dit que les ministres allaient se mettre immédiatement et à fond à leur boulot. Comment cela est-il possible s'ils partent battre la campagne et qu'ils passent une partie de leur temps à se faire élire au lieu de travailler leurs dossiers. Un- on perd du temps pour engager les réformes alors qu'il y a urgence comme le dira le Guide à Noël, et deux- ils ne peuvent s'y mettre à fond. Cela pose aussi deux autres problèmes éthiques. Ils sont payés par la République alors qu'ils jouent au soldat. C'est à dire que l'ensemble des Français les payent, y compris leur adversaire politique pour qu'ils soient élus. Cette partie-là de cette idée n'a pas choqué grand monde. C'est comme si un employé d'une entreprise travaillait pour une autre mais payé par la première. Cela est puni dans le monde réel, mais pas en Sarkozia. Là, dans ce monde étrange et étranger à la morale, cela est encouragé. Le second point c'est que c'est assez anti-démocratique. En effet entre un candidat auréolé de son maroquin brillant et sentant encore le neuf, des promesses plein la serviette et les clins d'œil pleins de sous-entendus (comme je suis ministre je peux tout pour vous tant est vrai que tout est possible) et le pauvre péquin qui a un pris un congé sans solde pour se présenter il y a un désert, celui de l'inégalité des chances.
- Il y a en paquet cadeau un mépris souverain pour les électeurs. De fait un ministre élu député n'ira pas siéger à l'Assemblée préférant la tapisserie du ministère et les petits fours des conseils. Il se moque complètement de ses électeurs. Et du reste je ne comprends absolument pas comment on peut voter pour un candidat qui ne sera pas à son poste bien qu'élus. Il devrait y avoir une loi qui l'impose. Cela éviterait ce problème. Mais le Nicolas nous prépare une loi plus inique encore, celle des ministres missionnaires qui pourront retourner à leur banc rouge de l'hémicycle, après une mission, comme si les missions n'existaient déjà pas. Cela parachève le mélange des genres puisqu'il y aura un vase communicant parfait entre l'Assemblée et le gouvernement. C'est vrai que la communication est le pré carré de notre aimé président.
- Il y a aussi cela de remarquable qui est que tous les ministres ne se présentent pas aux législatives. Seront-ils considérés comme non légitimes puisque non élus ? Une règle n'est valable que si elle est la même pour tous et reproductible ce qui ne sera pas le cas.

J'ai trouvé ce deuxième tour de passe assez remarquable. L'idée de légitimer les ministres par une élection est tout à la fois inique, anticonstitutionnelle, antidémocratique, non probante, et de plus même pas générale puisque des ministres ne se sont pas présentés, tout en étant contradictoire avec les déclarations antérieures

indiquant que les meilleurs avaient été choisis et que tous allaient travailler d'arrache-pied immédiatement. Cette idiotie est passée comme une lettre à la poste. Elle a bien sûr été applaudie par la masse non pensante et au garde-à-vous des militants UMP, mais également répandue et défendue par la presse.

Un autre miracle, une désinformation digne des officines comme la NSA, c'est cette fameuse " ouverture " qui pouvait se faire même jusque dans les rangs de l'UMP comme l'a déclaré le gentleman Devedjian, l'homme à la salope, comme on l'appelle maintenant dans les contrées reculées du Lyonnais. Voilà un coup de maître. Le nouveau chef des armées et des jets privés a décidé de l'ouverture. Peu importe qu'il ait dit dans sa campagne qu'il fallait choisir entre gouverner à droite et gouverner à gauche, et que tous le reste n'était bon pour que des chiens d'antidémocrates qui voulaient faire bouger les lignes. La rupture, c'est moi nous dit-il. Peu importe donc qu'il se contredise de façon absolue. Là, mon cerveau cale. Je n'arrive pas à comprendre un électeur qui vote pour le sautillant chef de l'UMP, qui tape des pieds de joie quand son maître à respirer claque le beignet de Bayrou et de sa volonté de gouverner avec une partie de chaque bord, une sorte d'union nationale, et qu'il braille au miracle quand le lider fait (ou feint de le croire) une ouverture à la mode marketing à l'opposé complet de son discours et des aspirations de l'électeur béat et trahi. C'est ce que l'on appelle le mystère de la foi. Peu importe aussi que cela est parfaitement en contradiction avec les déclarations du ministre en premier, le scribe du cheftain, qui répète que seul le programme de Sarkochef sera appliqué. Ce discours qui sera répété inlassablement pendant un an en même temps que l'ouverture est ce qu'il faut faire. C'est à ce moment que les communicants nous sortent ce que j'ai appelé tout fait ventre. Défendre une chose et son contraire en même temps, ou l'argument déviant. Vous prenez toujours ce qui vous arrange. Le Manitou ouvre (soi disante ouverture nous verrons plus tard) et par ce fait trahit ses électeurs. Guaino nous transforme cela en : " vous l'avez rêvé, je l'ai fait ". Il ne s'agit pas ici de juger le bien fondé de l'ouverture mais de la trahison de déclarations tonitruantes, la gouaille à la bouche et la main sur le cœur, de campagne électorale, la plus parfaite trahison. Et si l'on en croit l'adage populaire qui a trahi trahira : ce n'est qu'un début. Par ailleurs il est éclairant de se référer au livre de Bruno Le Maire pour connaître les convictions solides comme les sables mouvants du chef des chefs. Du reste à propos de l'ouverture Sarkozy dira, plus tard devant les députés UMP assemblés après le petit tangage suscité par cette " ouverture ", que s'il faisait l'ouverture c'est parce que cela marchait. Ce sera le 19 juillet devant les 2 000 cadres de l'UMP réunis au Carrousel du Louvre, une première dans la V<sup>e</sup>, un président qui s'adresse aux cadres d'un seul parti, le chef spirituel de l'UMP, et accessoirement président ce tous les Français, dira : «Je prends les meilleurs et les plus populaires»...«Le PS s'effrite, et ils sont là, dans les fonds de cale, à colmater les brèches, pendant que moi, là-haut, avec François, nous hissons la grand-voile. Je fais voter le bouclier fiscal, l'abaissement des droits de succession, le service minimum... Tout ce dont vous avez toujours rêvé.» Métaphore absolument ratée car elle dit des choses parfaitement à l'opposé de ce que veut dire

notre Guaino de la Catastrophe intellectuelle. Cette métaphore met tout le monde dans le même bateau, et c'est le PS qui répare les fuites de ce bateau. Ce bateau ne peut qu'être la France. Et Sarkocheff n'est que moussaillon, car il hisse la grand-voile et ne dirige pas le navire. C'est raté, mon petit, à vouloir faire le malin, il faut savoir ce que les mots veulent dire. Il a donc choisi Kouchner parce qu'il " est haut dans les sondages ". On remarque la grande innovation de ce presque-adolescent, jamais usé, jamais ministre, absent du paysage politique les années antérieures, abhorrant mai 68 et le droit-de-l'hommisme tout comme le caput capitis et ses fameuses et fumeuses déclarations vociférées les derniers jours de la campagne électorale. Que du neuf en somme.

Cette ouverture est électorale, faite pour déstabiliser fortement l'opposition avant les législatives. A ceci il faut ajouter qu'évidemment en dehors du fait que de pratiquer l'ouverture notre bien aimé guide trahit son électorat, la vérité est toute autre car ce n'est pas une ouverture. Fillon l'a bien dit. Ils appliqueront le programme du patron non remplacé de l'UMP. Qu'est l'ouverture selon Sarkozy ? : Plusieurs compagnies de cars postulent pour une concession de transport avec leurs chauffeurs, leurs trajets et leurs tarifs. La compagnie des Uniques Mobiles Parfaits gagne l'appel d'offre selon un cahier des charges strictes : son parcours, ses chauffeurs et ses tarifs. Ses soutiens applaudissent, ils ont voté pour elle au conseil de la communauté urbaine. Bravissimo. Après une installation en " fanfare " comme régisseur, le conducteur en chef surprend une partie des administrés - les trahissant quelque peu - en mettant au rebut certains de ses chauffeurs qui en sont un peu aigris comme notre amateur de " salope " (dont le vol est si élégamment glorifié par l'accompagnateur comique et priant de Sarkozy au Vatican), et va choisir dans les compagnies adverses des chauffeurs qui ont la moralité à l'épreuve de leur portefeuille. Une bonne place au chaud avec photo dans le journal et repas tous les mercredis chez le chef cela vaut bien de laisser la compagnie qui l'a formé et lui a permis d'être élu. Mais la suite on la connaît. L'agence Propaganda clame que : " voilà c'est l'ouverture ! ", slogan certifié BVP et les media très critiques clament que : « Oh qu'il est fort ce diable d'homme ! Il pratique l'ouverture et prend tout le monde à contre-pied ! » Peu importe que ni les autocars n'aient changé, ni les tarifs, ni surtout ni les destinations et ni les trajets, ce qu'a déclaré avec force le fantôme de Matignon en prenant son poste virtuel. Alors à quoi bon ces conducteurs venus d'ailleurs ? A rien d'autre que de leur donner des livrées différentes avec des couleurs flashies, des grelots qui font bling bling quand ils bougent, un chapeau pointu avec un gyrophare dessus afin que tout le monde remarque qu'ils sont là. Ils servent à cela : être montrés. Ce sont les femmes à barbe du cirque Sarkolium. Mais ils conduisent le bus selon les directives du grand manitou. Et cette liberté de parole me direz-vous ? Oui ces couacs, (couac : terme équivalant dans les faits à liberté de parole) ne sont en réalité rien d'autre que de petites crises d'alcooliques qui font tanguer le bus ici ou là et crier au conducteur quelques paroles fortes à la fenêtre contre la compagnie, mais quoi d'autre ? Rien. Le conducteur rentre la tête, le bus repart, suit toujours son trajet, s'arrête aux arrêts demandés, rentre sagement au dépôt

le soir et à la fin du mois : bling la paye tombe. Voilà l'ouverture. On verra que plus tard, Yama Rade et avant elle Fadela Amara ont ouvert la fenêtre, crié un peu fort en faisant faire un écart à l'un des bus présidentiels. Mais ensuite ? Rien. Pas plus pour l'une que pour l'autre. Elles ont repris leur petit bonhomme de chemin dans la caravane. Aucun infléchissement de la politique ne sera dû à l'un ou l'une quelconque de ces " ouverts ". Ils servent à l'ouvrir comme un four à en voir les dents du fond et la glotte, et ainsi à couper la chique aux vrais opposants. Le débat se déplace de la place publique à l'Elysée et au salon Murat (maréchal d'empire, ça tombe bien). A quoi bon alors écouter les autres courants de pensée et de propositions puisque tout se dit au château. Un faux débat s'instaure, mais la caravane passe, mais les lois scélérates aussi, mais les chiens qui aboient sont dans la caravane. Et si cela fait désordre, les bons porte-voix vous expliqueront qu'au contraire, c'est tout positif M'âme Chabot, on parle nous. Ils servent aussi à cela, les " ouverts " : supprimer la parole à l'opposition, ce qui est tout à la fois anti-démocratique et contre les promesses du candidat survolté.

Il ne faut pas oublier en ce mois de mai, 40 ans après une révolte honnie, que la France vient d'instaurer un ministère amer et scélérate : l'immigration, intégration et identité nationale. Sarkozy s'en justifiera par un mensonge gros comme le Groenland. Il dira que sur 15 pays européens 14 ont le même ministère. La première question est de se demander pourquoi choisir quinze alors qu'il y en a vingt-sept (si on le sait, il faut concentrer) ou bien les 6 fondateurs de l'Europe. La seconde c'est de savoir si cela est vrai. Et c'est faux et même tellement faux qu'il n'y a qu'un pays qui a ce genre de ministère qui est le Royaume Uni. Peu importe aussi que Minimo navigue entre deux arguments qui s'opposent : je suis le premier à le faire, et c'est cela la rupture, et d'autres le font alors pourquoi pas moi. Tout fait ventre. Evidemment le tragique c'est d'associer immigration et identité nationale. Evidemment le terme *identité nationale* a un relent d'absolutisme car il ne laisse pas le loisir à qui que ce soit de se sentir français selon ses propres critères et de bien se sentir français, lui imposant des critères d'Etat, et en l'occurrence celui d'un seul homme et de son ventriloque Guaino, comme par exemple arborer le drapeau français le 14 juillet à sa fenêtre comme le préconisait Marie du Poitou.

Alors qu'avec tous les autres symboles de ce premier mois écoulé tout montrait, dans tous les coins et recoins de la démocratie et de la civilisation, de l'union nationale, que la politique allait dans le mauvais sens et que le pouvoir devenu non hyperactif, mais bruyamment désordonné et savamment orchestré en matière publicitaire, personnel et personnalisé à outrance, foulait aux pieds, en chantant et applaudi par la foule béate notre démocratie. Il n'y avait pas besoin de boule de cristal, ni d'être grand clerc (non *clair* selon la bible de l'Eglise de la science logique) pour le voir et le dénoncer. Un an après on s'étonne. L'étonnement c'est que l'on n'en ait pas plus parlé, que l'on en fût pas plus ébouriffé dès le mois de mai 2007. Une mauvaise lune venait de passer dans le ciel de la France. Et ce ne serait pas la seule.

## 2<sup>ème</sup> lune

La première lune a vu les corneilles passer à sa gauche. Juppé, lui n'aura vu de ce mois que son éjection brutale. L'ex-brillant agrégé, Sciences-Po et ENA, ne valait plus tripette car battu. Et battu il était abattu. Dehors ! la règle était implacable. Pas pour tous bien sûr, car lorsque l'on fait des règles marketing, au sens profond fortement dévoyé, mais qui plait à l'électeur (ce qu'on appelle en langage compréhensible du vrai et bon populisme), au sens biaisé, faisant croire que cette légitimité des urnes était une bonne chose et intellectuellement valable alors qu'au contraire elle était et intellectuellement déplorable, et philosophiquement détestable et avait cet inconvénient supplémentaire d'être anticonstitutionnelle, ce n'est pas pour qu'elle soit cohérente et juste. Une règle ainsi faite s'auto dévalorisait car elle ne s'appliquait ni à toute l'équipe, ni dans le futur mais seulement à l'instant t, favorable pour espérer ramasser des voix, tout en récoltant au passage un peu d'ignominie et répandant une bonne petite désinformation comme l'on tire un rideau dans un hôpital public pour cacher le malade et sa maladie purulente.

Nous avons vu que du côté symbole, ce n'était pas tout à fait ça. Du reste, alors que l'ouverture est à la mode, le président reste maître de l'UMP. Ce qui ne choque personne des journalistes surtout quand ils continuent à affirmer que le président réussit cette fameuse ouverture. Il faudra qu'ils m'expliquent alors cette belle contradiction : président de fait de l'UMP et président de tous les Français. Pour que les choses soient bien claires Raffarin déclarera le 3 juin au grand jury RTL Figaro LCI : " Nicolas Sarkozy doit rester le leader naturel de l'UMP, même s'il n'en est pas le leader juridique. " Peu nous chaut le juridique, une sale petite bête inventée par cette opposition agressive, aigrie, jalouse et revancharde pour ne faire rien qu'à embêter le pouvoir. Allez hop, à la benne ! Nous allons découvrir que si du côté des symboles cela dérapait donc, du côté impréparation c'était le top. Dès le début, contradictions, faux-pas, erreurs grossières vont semer les chemins du paradis. Un premier faux-pas avait été fait non par Armstrong qui voulait, modeste, faire faire un grand pas à l'humanité, mais à Borloo avec la TVA sociale (bien joué Fabius).

Au fait, j'allais passer à côté d'un détail. Les législatives. Il y a le fameux lundi soir lendemain du premier tour, une autre première aussi. Un acte qui se renouvellera et qui porte aussi un coup à la fonction présidentielle et à la constitution. Sarkozy réunit à l'Elysée, donc dans les locaux de la République de l'élu des Français, et non des affidés du cheftain, avec un score dont 40 % vient d'un vote, il faut le rappeler contre Royal et non pour icelui cité trois virgules avant, les dirigeants du parti dont il est l'esprit saint. C'est contraire à la démocratie et contraire à la constitution. C'est la

République qui fournit les locaux et les petits-fours, les cigares et les rafraîchissements et sans l'accord de cette même République. C'est le chef de l'Etat qui prépare ses magouilles électorales, notamment la tentative de fusion des deux partis radicaux (un four complet) et le retrait du candidat UMP contre Bayrou pour lui voler sa victoire. Il n'y a pas d'insignifiants coups bas. Tous les coups bas sont autorisés des plus mesquins aux plus iniques. La morale n'a pas sa place pour la guerre au pouvoir absolu. Mais attention, ATTENTION, Maême Chabot, je suis au-dessus des partis et pour l'ouverture. Tiens donc cela en réunissant les caciques du parti élyséen. Remarquez c'est normal que les partis soient au-dessus de l'ouverture, surtout dans la position du missionnaire lorsque l'on s'isole en retraite pour habiter la fonction, celle qui crée l'organe. Ce nouveau signe, du canard parmi les cygnes, est désespérant pour la démocratie. Comme toujours la presse est aux abonnés absents. Elle s'attend encore à une vague genre canard WC, bleue lagoon. Oui, le chef des lumières espérait, modeste, entre 405 et 495 députés gouvernementaux. La logique veut qu'il y ait un effet de foehn après les présidentielles et une vague électorale doit s'ensuivre, genre tsunami politique. Las, c'est 150 de moins que le haut de la fourchette, de quoi faire perdre l'appétit au Gargantua des postes électoraux et du pouvoir, qui seront azur-élus, les azulejos. Le 18 juin, une pelle donc, souvenir de Collombey et ses deux églises qui n'avaient pas apprécié une matinale où un candidat était venu chercher les voix des morts à l'ombre d'une croix de Lorraine, seulement 345 députés, dépités. Ce n'est pas le sac, comme dirait Pasqua, mais le ressac. Et oui, ça va, ça vient, et quand ça vient ça va. Mais là c'est reparti vers l'horizon. Pas si fous les Français, quoiqu'encore bien enfumés.

Le roi des jets, des océans et des mers, des pyramides appuya alors sur l'accélérateur de l'ouverture et resserrait sa poigne sur le gouvernement. Le langage châtié entrainait à Matignon avec Fadela Amara. La diversité s'accroissait avec Rama Yade, un peu de classe sociale élevée, cela ne fait pas de mal même si on gomme son origine. Rachida Dati à l'entrisme féroce avait ouvert le ban. Au moins une chose les réunissait : l'ambition.

Ce nouveau gouvernement dont, non le premier ministre il est à la niche celui-là, mais Guéant, un de ces conseillers nouveaux qui parlent dans le poste et s'épandent dans les journaux comme le purin dans les champs – y sont ben bavards ceux-ci - en aura indiqué les dix nouveaux postes, me conforta dans l'idée du tout dans la vapeur et la communication et du rien dans le solide, la cohérence, la justesse, et la préparation à gouverner. En effet un étrange jeu de chaises musicales démontrait la double absurdité des déclarations intempestives du chef et du sous-chef de gare. Les meilleurs avaient été choisis et les élections les adoubaient. Nous avons the right men & women in the right places. Alors pourquoi Borloo a-t-il changé de poste, puisqu'il filait de mauvaise grâce des finances à l'écologie ? A part aux USA où le billet est vert, on ne voit pas où est le lien de compétence entre ces deux ministères. Le désordonné et chevelu Borloo aux pantalons tirbouchonnés, avait, il est vrai, parlé de TVA sociale, ce qui,

selon la vox officialis, avait été responsable d'une moins bonne fournée que prévue aux législatives. Le Manitou à tout faire est sorti de ses gonds en disant que s'il ne se mêlait pas de tout alors c'est la cata de chez cata et que la prochaine fois il serait au front. Décidément, il faut tout faire soi-même. On apprend, donc, tout étonné que Borloo, pourtant choisi au bon poste étant la bonne personne, devînt tout à coup trop brouillon pour tenir les cordons de la bourse nationale et républicaine. C'est vrai que Sauvagnac n'était pas disponible, trop occupé qu'il était de délier ceux d'une autre pour arroser tout ce qui pousse et en politique cela pousse bien si on fluidifie un peu. Nous découvrirons que le principe Balladur à la vie moins dure que la peau de crocodile de Santini qui, quoique mis en examen, est nommé - nommé pour faire plaisir aux journalistes américano-cinéphiles - ministre. Comme il a fait appel on attend. On attendra toujours même quand l'appel confirmera définitivement son renvoi devant les tribunaux. Chez Sarkozy c'est comme ça. On dit ci et on fait ça. Une autre rupture et découverte est celle de Laporte. On nomme un secrétaire d'état qui est en villégiature sur les terrains de rugby quand il ne s'occupe pas de ses affaires et du jambon. Il est vrai que le sport peut attendre quatre mois. Dans ce cas il aurait tout aussi bien s'en passer tout le temps. Ce Laporte aux affaires sulfureuses, et aux contrôles fiscaux anodins. Pourquoi s'inquiéter puisqu'en fait il y a un président multitâche qui fait tous les ministres. Çiva est là. Dans ces nominations, il y a un fait assez troublant. C'est un certain Richard imposé d'abord à Borloo puis à Lagarde par le chef de la monnaie. En effet ce directeur de cabinet des finances sera condamné à verser la somme de 600 000 euros de fraude fiscale et de pénalités. Il restera en fonction. Du jamais vu. Un fraudeur, pour des sommes colossales est le directeur de cabinet des contrôleurs des impôts. Un expert peut-être pour débusquer les autres ? On croit rêver. Non seulement il ne pense même pas démissionner alors qu'il y a un évident conflit d'intérêts, des doutes sérieux sur son honnêteté, et une incompatibilité entre l'irréprochabilité des servants de la République et les actes antérieurs ce personnage, mais personne ne le lui souffle ni ne le lui ordonne. C'est-à-dire qu'il paye ses amendes et pour une somme pharaonique pour tout Français même pas moyen, alors qu'il est en place. Et si certains disent qu'il a le droit de travailler, certes, mais non aux finances, mais non en tant que directeur de cabinet de ce ministère. C'est comme si on disait qu'après un vol imposant, du moment que la victime est remboursée par le voleur pendant qu'il est flic cela ne poserait aucun problème. J'imagine que personne ne trouverait la situation normale. En Sarkozie, si. Tout est possible. Ce ne sera pas le seul directeur de cabinet à avoir des ennuis. Il y aura ceux qui fuient la justice et son chef en jupon, la chouchoute de Cécilia, cette chouchoute qui donne des tours de vis et rectifie la carte judiciaire comme on alèze un moteur en disant le 22 juin (Figaro) une phrase assez étrange, reprise huit mois après par le lider Minimo : « La proximité de la justice, ce n'est pas forcément le fait d'être jugé à côté de chez soi » - traduction la proximité ce n'est pas être proche, mais être juste. Beau looping intellectuel. La forme a un plus bel avenir que le fond chez les sarkolatres -, il y aura celui qui loge là où il ne faudrait pas tout en fustigeant ceux qui trafiquent. Cela fait un peu beaucoup pour l'équipe de celui qui disait le 7 juin : « Je veux dire

avec la même force, pour que cela bien compris de toute le monde, qu'il en ira de même avec mon engagement en faveur d'une République irréprochable et d'une démocratie exemplaire » . On notera également que le gouvernement restreint, comme une peau de chagrin dirait Balzac, ne compte pas moins de 14 ministres, 17 secrétaires d'état, un faux premier ministre, un président-premier-ministre-ministre-de-tout-et-en-tout, soit au total un gouvernement minimaliste de 33 (chiffre choisi en préparation au voyage de Latran, car coïncidant avec l'âge du martyr du Christ, il faut ce qu'il faut) personnes dont seulement 10 femmes (Ah parité quand tu nous tiens !). Soit seulement 1/3 de femmes : l'aile ou la cuisse ?

La réalité était que contrairement à la vague rose de 81, la mer s'était un peu retirée genre méthode Ogino, cependant les sondages, eux étaient hauts et Massimo sur son nuage, le regard perdu au loin, fier. Du haut de l'Elysée et du bas de la Lanterne, il gouvernait le monde sous les projecteurs des extraterrestres dianétisés, qui eux aussi s'intéressaient à notre lider et à l'Histoire en marche ou en jogging je ne sais plus.

Il faut absolument se souvenir que l'on avait dit que notre néo-gouvernement était le meilleur de tout temps et de tout lieu, soudé, performant, ouvert et surtout que les brillants savants de l'UMP avaient concocté un brillant plan en or massif tout aussi cohérent, efficace, juste et performant, enfin aussi prêt que ce gouvernement. En d'autres mots : un plan aux oignons, ficelés comme une dinde de Noël, et une équipe d'attaque pour le mettre en musique avec à l'Assemblée un seul homme qui vote comme un seul homme. (Voyez-vous, moi aussi je sais faire des métaphores ratées à la Guaino, car mettre une dinde en musique, je vois mal comment faire sauf si elle est encore vivante et qu'elle a mangé une bonne dose de flageolets, autrement appelés les petits musiciens, et qu'elle fût en période aiguë de flatulence extrême.) Pas d'obstacle, l'horizon dégagé et une volonté d'acier suédois. C'est à dire qu'un observateur impartial se devra de dire que toute la responsabilité est engagée et par voie de conséquence toute la faute si cela n'allait pas reviendrait à son chef et à son parti de godillots. Enfin cela serait la logique, car en pays sarkozyaque la seule logique qui prévaut est : si cela réussit c'est grâce à moi (on verra pour les Bulgares) si ça foire c'est de la faute des autres, de la conjoncture, de la malchance, de l'incompréhension etc.

Vers la fin du mois, se mettent en place deux événements différents. La suite d'abord des couacs de cette nichée de canards qui nous gouvernent avec le 26 la prise en main du plan des universités par son Omnipotence (Pécresse au piquet). Ensuite le bureau politique de l'UMP décide une nouvelle gouvernance pour le parti et Sarkozy impose Jérôme Peyrat, un de ses conseillers, comme directeur général (on se croirait dans une multinationale) de l'Union pour Ma Personne, l'œil de Moscou en somme. C'est une période de forte communication, puisque l'Elysée met en place un système à l'américaine avec une conférence de presse hebdomadaire dans le studio du château jusqu'à ce jour rarement utilisé et maintenant décoré avec un pupitre etc. manquent juste l'aigle et les militaires aux multiples barrettes. Il est vrai que le Manitou, ou plutôt

le Parletout, n'a que très très rarement l'occasion de s'exprimer dans la presse.. Du reste Devedjian, le futur secrétaire général du parti de sa majesté ne se gêne et lâche en parlant d'Anne-Marie Comparini " la salope ". Sarkozy dit tss tsss à Lyon « Ce n'est pas une façon de parler aux femmes, ni à qui que ce soit d'autre. » Evidemment le mot le plus approprié est " pauv' con". Du reste on entend à cette époque les déjà Raffarinades des élus sarkozystes dire que ce n'est que de l'ordre du privé, - comme si cela excusait tout. Par exemple si vous tuez en privé, c'est pardonné. Si c'est en public, alors là il y a peut-être à redire. - une sorte de langage du commun, sauf que le commun ne parle pas comme cela. Une partie des voyous si.

Mais tout va bien madame la marquise en effet, monsieur Parletoutletemps déclame le 23 juin ses vérités : « Nous avons fait plus de choses en deux mois et demi que pendant deux ans ». Ce qui nous fait nous interroger sur la théorie de l'impatience des Français développée début 2008 par tous les hauts-et-beaux-parleurs du monde sarkozyaque alors que selon mes calculs pascaliens en sept mois et demi cela fait au minimum le travail de six ans de gouvernement Villepin. Pile entre le quinquennat et le septennat. Pas sympas les Français. Et exigeants avec ça. On se demande ce que sera l'accélération promise tous les mois. Pas sympa non plus cette parole de Sarkozy président contre Sarkozy ministre qui en deux ans à moins fait que Sarkozy président a fait lui en deux mois et demi. Je propose à Sarkozy président de châtier Sarkozy ministre. Tiens, de le pendre à un crochet de boucher.

### 3<sup>ème</sup> lune

Avant de m'étendre un instant sur les décisions estivales ce gouvernement il y a un événement qui est passé inaperçu mais qui m'a fait brutalement chuté sur mes deux et doux fessiers tant il était énorme et lourd de noirs présages. Minimo déclarait à l'Ile Longue le vendredi 13 (cela porte malheur) juillet 2007 : « *La sécurité de notre pays, c'est une priorité absolue et elle repose sur les épaules du président de la République et, en quelque sorte par délégation, sur les vôtres* », (c'est-à-dire celles des sous-marinières déclencheurs de missiles à têtes d'Uranus)... « *Je n'hésiterais pas à prendre des décisions qui s'imposeraient, si les intérêts vitaux de notre pays et si sa sécurité étaient menacés* » Alors que la guerre froide est morte, alors que l'AIEA s'escrime à dénucléariser le monde, voilà que ce boute-feu de va-t-en guerre de Président se met dans la posture de celui qui déclencherait le feu nucléaire. Personne ne lui demande rien. Aucun missile n'a sa tête dirigée contre la France. Personne autour de nous en Europe ne se prépare à une guerre atomique, il joue à se rendre important. Cette phrase est inimaginable quand on pense aux conséquences. Le voilà son plus beau jouet. Appuyer sur le gros bouton rouge (tourner une clef). Il est le chef de l'apocalypse (dans son sens populaire et non biblique). Le camarguais est un des quatre cavaliers et joue de la trompette de la mort. A entendre ça il y a de quoi tomber sur son cul et se taper la tête contre les murs. Et lorsque l'on entend l'ex-soixante-huitard droit-de-l'hommiste (tout ce qu'a condamné le lider lors de son dernier discours électoral mais qu'il a intégré dans son gouvernement) nous promettre la guerre avec l'Iran, on devient pâle et blême. Cette déclaration a paru insignifiante à tous les observateurs patentés, mais, à moi, elle m'a foutu une trouille de tous les tonnerres. A cet instant Massimo a dû jouir de la puissance du pouvoir absolu, celui que la Bible reconnaît au Dieu de vengeance, droit de vie ou de mort, à ce fameux anathème que jette Josué à toutes les villes sur son passage, en réalité droit de mort et droit massif de morts massives. C'est tout simplement hallucinant. Il reste à espérer qu'il y a de la sagesse dans ces coques d'acier qui voguent vingt mille lieues sous les mers. Je propose que l'on mette des moufles aux mains présidentielles.

C'est lors de cette lune dédiée à Julius Caesar, ce qui sied à Brutus et à son fils Ganelon, celui qui apprend vite à sortir un poignard damasquiné, le futur cantonnier en chef du sud de Neuilly, le damné gamin de 21 ans ne sera plus Sans Terre – il fera plus jeune que son père de président, mais moins brillant que le précédent élu, et c'est vrai que ce n'est pas du népotisme quand le fils du père à peine sorti des langes se voit attribuer une élection sûre à 103 % (on fait toujours dans le superlatif chez les Sarkozy quand il s'agit de sa petiote personne) – qu'une accumulation d'évènements fera jour et cette période une des plus néfastes de l'année première du dernier des

capétiens élus. Il y aura, pendant ces quelques trois cent soixante cinq premiers jours, des dossiers particulièrement lourds sur lesquels je m'attarderai :

- La libération des soignants bulgares
- Wolfeboro
- L'annonce du divorce royal
- Latran
- Le voyage en Chine
- Le voyage à Dakar et chez Omar
- Le voyage en Russie
- Le voyage à Riyad
- Le voyage en Inde
- Le voyage en Egypte
- L'UIMM la bombe à retardement sous une chape de plomb
- Les vœux à la presse
- Les sautes d'humeur
- Neuilly
- L'affaire Clearstream
- Les municipales

Parmi les événements qui minent peu à peu notre démocratie, nous verrons danser ce ballet très étonnant des nouveaux statuts de l'UMP avec en parallèle la main mise de l'Elysée tant sur cette dernière que sur Matignon. D'abord un certain Peyrat, Jérôme, conseiller du petit père des peuples, déjà directeur général de l'UMP assiste aux réunions à Matignon et à celles avec les responsables de la majorité : double déviance. Cet œil de Moscou surveille Matignon et les dirigeants de l'UMP. Déviance numero uno – le franco-italien c'est juste pour m'exercer afin de parler avec le bon ton transalpin de la future seconde première dame de France (nous sommes passés de doña à donna). C'est pour faire son union Méditerranéenne que notre amoureux choisira l'Italie chantante (*Lasciate mi cantare...*) venant de Corse en passant par l'Espagne musicienne. Restera : le Portugal (comme il l'avait annoncé quoique géographiquement il me semble que le Portugal n'a aucune côte donnant sur la Mare Nostrum), le Maroc, l'Algérie, la Libye, la Tunisie, l'Egypte, la Syrie, Le Liban, La Palestine, Israël, la Grèce, La Sardaigne, la Crète, Malte qu'il connaît par cœur, la Dalmatie, la Macédoine, Rhodes, la Turquie... Voilà de quoi faire et comme les divorces vont être confiés aux notaires, qu'un mariage sans cérémonies publiques (illégal) et sans publication de bans, il faudra tenir le rythme d'un divorce et d'un mariage tous les deux mois avec bien sûr un enfant à la clef à chaque fois ce qui lui donnera droit à une carte à 75 % de réduction à la SNCF pour cause de famille nombreuse. Et forcera de passer de la Lanterne à Versailles pour que chacun ait sa chambre. Mais, las, il préfère les avions et la Lanterne. Fin de l'union méditerranéenne. - De quel droit démocratique Fillon utilise-t-il, comme son président de chef, les locaux de la République et distribue-t-il les limonades d'icelle sur notre compte au profit d'un seul camp, et ce régulièrement. ? Déviance numero due. Mais Moscou ne surveille pas que Matignon, ni que l'UMP en

tant que parti, Moscou surveille aussi la réunion des élus UMP à l'Assemblée Nationale et ce pour défendre hardiment, je suppose, de la séparation des pouvoirs qui tient tant à cœur à Minimo. Cette séparation est particulièrement niée par la nomination de Dominique Paillé, battu aux législatives, comme conseiller du président en charge des relations avec le Parti. Ce même Paillé deviendra l'adjoint de Devedjian à la direction opérationnelle du Parti. On ne peut que remarquer le nombre impressionnant d'enchevêtrements entre l'Elysée, l'UMP, les ministres qui ont chacun des conseillers, imposés en ligne directe par le sommet de l'état, qui les surveillent, - là aussi du jamais vu car ils prennent aussi la parole dans les réunions et donnent des directives - , des ministricules dont les directeurs ou chefs de cabinet sont souvent nommés directement par l'Elysée comme le tricheur fiscal Richard aux finances, et enfin Matignon, tous ces fils qui ne partent que d'un point, le château, et à sens unique. Cela donne l'impression d'une organisation type Etat Chinois sous Mao Sait Tout, Mao titre joliment donné - et confirmant ma thèse - après les municipales par la condamnée Balkany à Devedjian lors de l'élection du bureau du département des Hauts de Seine. On voit bien là dans ces faits le terrible empire du chef ultime des armées sur la vie politique française, sur l'UMP, sur les ministres. Ceci est une des multiples preuves formelles du leurre de l'ouverture et une des preuves incontestables de l'autocratie toute puissante et toute surveillante du locataire de la Lanterne. Cela fait froid dans le dos pour la démocratie dont cette histoire de l'UMP nouvelle en est la plus parfaite dénégation. Une démocratie se doit d'avoir des partis indépendants du pouvoir, même si l'un d'eux le soutient. L'idée de supprimer le poste de président de l'UMP, poste qui avait été instauré pour le seul Sarkozy, démontre un pouvoir monarchique et tentaculaire, un pouvoir qui maîtrise les partis, notamment celui dont il est issu. C'est mauvais aussi pour la démocratie car le nouveau statut concocté comme une potion magique dans un vieux chaudron est taillé sur mesure pour garder au chaud la place de candidat aux prochaines élections présidentielles pour Sarkochef, au mépris du droit de choisir une autre personnalité qui pourrait être meilleure et mieux qualifiée. Du reste le 7 juillet (Figaro) Renaud Dutreil le futur double battu municipal souligne que le système de direction de l'UMP est « *dérogatoire* » : « *Il a pour objet d'organiser l'intérim à la tête du parti jusqu'en 2012, puisque le vrai président de l'UMP est Nicolas Sarkozy* ». Voilà, c'est fort proprement dit. Et où donc va se nicher l'ouverture après cela ? Le 8 de ce chaud mois d'été, 72 % de l'UMP vote la modification des statuts (une espèce d'hydre à six têtes) : trois vice-présidents (Gaudin, Raffarin, Méhaignerie) un secrétaire national (Devedjian) et deux adjoints (Cochet et Paillé déjà cité plus haut, le fil d'Ariane entre le château et tout le reste). Pour faire bonne mesure et pour encore plus miner la démocratie, le dernier des capétiens élus réunira tous les mercredis après le conseil des ministres, au mépris de la fonction de l'impartialité, à l'Elysée cette hydre à la tête de l'UMP. Ces réunions n'ont qu'un objet : le pouvoir et les élections. Notre timonier effectivement est dans la rupture et dans le jamais vu. On ne pourra plus le dire. Cette façon parfaitement anticonstitutionnelle de gouverner a pris ses quartiers boulevard Saint Honoré et n'a pas l'intention d'être délogée.

Dans tout cela, lors de cette lune césarienne, on va découvrir l'ouverture internationale avec l'affaire DSK et le FMI. Sarkozy le rusé matois, va faire croire, avec nos journalistes complices (ah cette formule-là je ne suis pas prêt de la laisser tomber tellement leur responsabilité apparaît majeure à ce qui nous arrive), que c'est lui qui a proposé au poste de Manitou de l'argent mondialisé le candidat malheureux à l'investiture du PS, le nommé tri-lettré DSK. En fait c'est le chef effectif du Luxembourg, l'europhile Juncker qui en a fait le projet. On verra que l'éléphant socialiste fera campagne internationale pour être nommé à la tête du FMI grâce aux fonds de la République et qu'il aurait été sain et juste qu'il rembourse ces mêmes débours de campagne internationale avec les revenus astronomiques et défiscalisés qu'il touche à ce poste assez rémunérateur (500 000 US \$ nets par an, il aurait préféré des euros ou du pétrole). Il n'y a pas de raison. Mais je suppose que notre socialiste de cœur, celui qui avait facturé de façon aussi astronomique la mutuelle étudiante pour des conseils hors statut (une mutuelle n'a pas le droit de faire de l'immobilier et DSK l'avait conseillé dans ce cadre et en plus sans faire de facture) ne rendra pas un kopeck à la caisse nationale. Ce n'est pas son genre. Certes il a bénéficié un non-lieu juridique mais non un non-lieu moral surtout quand on se dit de gauche et que l'on ponctionne de façon si drue les finances d'une mutuelle dont la vocation est plutôt d'aider les étudiants que de rémunérer très grassement des avocats. Dans ce coup-là Sarkozy avec ses 172 % d'augmentation de salaire est battu à plate couture. En effet DSK avait touché environ 92 000 euros (près de 82 années de SMIC) de la MNEF pour 12 demi-journées de travail soit 6 jours si je compte bien. Est-ce la raison du choix de Sarkozy ? Entre frère de gros salaires on s'entend bien. La raison est de nourrir cette idée saugrenue et fautive d'ouverture comme on bourre la chaudière d'un train à vapeur, fascinant les politiques et la presse. Il est bon quand même de leur apprendre à ces aveuglés ce qu'en dit le prince des pyramides à Tunis et à minuit (Figaro 11 juillet 2007) : " Mais il [Sarkozy] reconnaît [à propos de la nomination de DSK], avec un sourire qui en dit long, que le départ de l'éléphant « *ne serait pas sans incidence sur le PS* » ". Confiance d'obscurité, qui éclaire bien la démarche du Guide. Tout acte, toute pensée, toute position n'est que politicienne. Détruire l'adversaire électoral par tous les moyens et surtout ceux qui ne sont pas démocratiques, se servir de l'asymétrie de la position et du pouvoir du président de la République pour fausser les résultats à venir dans les urnes, brouiller tout le champ politique, mélanger les genres, dire tout et son contraire, mentir, tricher. Nous verrons du reste bien que cette ouverture de façade sera reniée après les municipales de 2008 malgré les déclarations de poursuite dans cette voie fabriquée d'illusionniste. Comme on verra les manœuvres de stratège aux petits pieds pour faire battre Bayrou à Pau. Sarkozy ne confond jamais stratégie et stratagème pour la bonne raison qu'il n'a dans son vocabulaire actif que le second terme de l'équation. On peut appeler cela aussi carambouilles. Quel que soit le voile qui habille l'acte, ce n'est jamais ni beau ni moral et par voie de conséquence ni démocratique car ce n'est plus les idées qui permettent de vaincre mais les magouilles d'arrière-salles de garde.

En plein milieu du mois, nous sommes en plein conte de fée et au summum du ridicule. Les caciques et les hérauts de la majorité présidentielle vont jouer à tout moment de deux arguments contradictoires :

- Le rejet de l'utilisation de la vie privée de l'amoureux pour l'éternité parce que c'est immonde, ce sont des attaques ad hominem insupportables, c'est de la boue que l'on remue à loisir (ce n'est pas non plus de notre faute si cette boue c'est de la fange et qu'elle pue quand on la touille, même de loin avec une longue cuiller)
- L'humanité commune et mortelle du petit père des peuples.

Cependant qui, lors de son intronisation, a mis sur une estrade la famille royale et recomposée ? Qui va dire ce fameux 14 juillet à faire pâlir de gêne Cécilia qui de colère (là je brode un peu mais la colère paraît être une des caractéristiques de la petite fille du tempétueux Albéniz, dit autrement : elle a du caractère) n'assistera pas au concert nocturne de Polnareff (de peur de voir les fesses peut-être du chanteur aux yeux cachés) : « Je voudrais dire à Cécilia et à Judith qu'elles sont très belles toutes les deux. » ? Il me paraît, sans être d'une particulière mauvaise foi, que c'est bien le néo-roi qui met en scène sa vie privée et ses sentiments. Et de façon publique. Et lors de la fête nationale, fête de tous les Français, moins les pacifistes, moins les royalistes, moins les bonapartistes quoique la Révolution a fait du Corse un empereur, enfin de presque tout le monde. Sarkozy impose à la France sa vie amoureuse comme le fameux bisou sur la bouche (mais sans tourner la langue) du grand jour " à Môquet ". Cette déclaration publique est également assez ridicule car elle n'est que l'expression d'un miroir. L'hyper-ego voit son propre reflet dans la flatterie qu'il adresse à Cécilia. C'est lui, le french lover qui a une femme qu'elle est belle. C'est une sorte de parvenu de l'amour. Cécilia n'est qu'un accessoire au même titre que ses Ray Ban et ses Rolex. Il les montre comme dans *la Vérité si je mens*. Il n'a pas compris que l'intimité était intime. Cette faute est vénielle et infantile. Elle serait pardonnable si ce n'était que naïveté et fleur bleue. Cette mise en scène de sa vie soi disante privée on la connaît sur le bout des doigts, comme les gondoles à Venise avec des photographes qui, par le plus grand des hasards, dans leur canot à moteur suivaient les sérénissimes Héloïse et Abélard – attention cela finit mal pour lui - le long des canaux de la cité des doges et des dogues. C'est par un autre des plus grands hasards que des journalistes étaient dans l'hélicoptère qui transportait le couple réconcilié au-dessus de la Guyane, à proximité de l'île du diable. Il y avait beaucoup de hasards chez les paparazzi officiels et convoqués. Ces épisodes et ceux qui vont suivre nous donnent bien évidemment les droits, tous les droits de nous intéresser à une vie qui n'est privée que quand cela arrange Minimo, et publique quand Massimo le veut. Oui cela nous donne tous les droits sauf la diffamation et sauf quand cela n'entre pas dans le cadre d'une influence politique ou d'une manipulation de l'opinion. Ce qui m'a semblé assez minable sur ce terrain, et particulièrement impardonnable, ce fut l'utilisation par Sarkozy de son fils Louis à peine âgé de dix ans, dans cette vidéo, bollywoodienne et granguignolesque qui disait " bonne chance " à son papa adoré pour son juste et courageux combat de

Saint Patrick contre le dragon de l'élection présidentielle lors du grand raout de l'investiture du candidat unique du comité central du parti de la droite réunifiée le 14 janvier 2007. Cela est à rapprocher des gestes qui se veulent symboliques et dont l'hypocrisie est à son comble. Ce fut le cas de la visite à Colombey les deux Eglises sur la tombe d'un général convoqué en soutien électoral puis devant une croix de Lorraine à la Boisserie qui cependant lui restera fermée au nez. Il pliera le genou aussi devant une autre croix, papale celle-là avec crosse et onction. Quelques cierges peuvent apporter quelques voix. Paris vaut bien une messe, la présidence, une genuflection quitte à s'abîmer les rotules. Cela aura été pire la veille, le 15 avril exactement. Tout seul, mais accompagné d'une caméra, il ira reconforter la mère de la suppliciée Ghofrane Haddaoui, morte lapidée en 2004, dans la nuit du 17 octobre. Une monstruosité. L'usurpateur en chef ne recule devant rien. Il se sert avec le cynisme d'un chien du désert de l'émotion d'une mère détruite à jamais pour sa petite promotion personnelle. La justice vient de condamner les mineurs de cette horreur et Machiavellicule use et abuse de cette visite publicitaire pour parler sécurité et montrer combien il sera efficace comme président (à comparer combien il l'a été jusqu'alors). Il est à noter qu'il n'est plus ministre de l'intérieur et seulement candidat. Il est surtout à noter que sa compassion aurait dû être intime et surtout beaucoup plus précoce en 2004 et non en 2007 en pleine campagne électorale. Il se sert de l'émotion de cette tragédie pour lui ouvrir les voies de la victoire comme l'on se sert d'un coin pour fendre du bois. Mais lorsque l'on se sert d'un coin c'est qu'il faut taper dessus à la masse. Cette attitude est à vomir. Tout simplement.

Parmi les turbulences de ce juilletiste de mois où Rachida Dati sera secouée par des départs de directeurs de cabinet et de collaborateurs (pas moins de cinq en un mois) en rafale (là où Dassault devrait en prendre de la graine) pour tant de raisons personnelles (oui cela veut dire question de personne et vous voyez bien de qui je veux parler), où l'Eurogroupe rabaissera le caquet de notre coq ergoté, qui, reniant, avant la réunion, la parole de la France, la redonne les oreilles basses et les joues rouges de colère mais faisant le cacou les doigts encore rouges des coups reçus de règles centimétriques, carrées et métalliques (option CM1) donnés en chœur par une flopée de ministres extra-hexagonaux, obligé de déclarer que le déficit sera réduit en 2010, penaud crânant, trahira à nouveau notre honneur en repoussant la date à 2012 sitôt retrouvé le plancher des vaches tricolores au lait immaculé et à la viande tendre. Il aura au passage brutalisé les institutions européennes, car personne avant lui, aucun chef d'état ni de gouvernement ne s'était jusqu'alors immiscé dans une réunion de ministres européens, humiliant au passage Lagarde et ridiculisant notre pays. Il me fait penser à ses mauvais blagueurs qui sont bien les seuls à rire de leur affligeantes plaisanteries et qui voient dans les sourires gênés du public alentour par tant de suffisance et de bêtise la confirmation de leur supériorité insondable. Quelques jours plus tard notre aigle négociateur se félicitera du réaménagement aux têtes austro-impériales d'EADS et d'Airbus, où la réalité fera de cette affaire entre notre pays et l'Allemagne un nouvel 1870. Il pensait sans doute s'être mis en selle pour avoir suivi

une boucle de la petite reine, lui l'admirateur d'Armstrong, le miraculé peinté à la dope de quoi remplir la pharmacie du memorial hospital, lui l'ami de Virenque le, vous savez, ... à l'insu de lui-même.

La grande affaire de ce début d'été est ce honteux hold-up élyséen sur la libération des soignants bulgares. Notre Osiris remembered est un pilleur de tombe qui se pare des bijoux volés. A nouveau le tribunal de l'Histoire devra juger cette presse auto-satisfaite. Pour s'en convaincre il suffit de la relire. Prenez par exemple *Le Figaro*, l'organe officiel de la présidence dont le Beytout assistait de toute son arrogante suffisance pleine de dédain pour la piétaille au dîner festatoire en l'honneur du big boss. Je prends cet organe vocal du château car ainsi il ne peut y avoir de contestation. Tout le monde peut aller à sa bibliothèque et en demander les exemplaires. Les consulter en somme, au calme, la tête reposée et l'impartialité aux ordres. Vous aurez cette stupéfaction de lire comment un coucou s'installe dans le nid des autres et vole tout ce qui passe à portée de son bec. Un peu plus loin vous aurez plus de détails pour conforter cette thèse que je nomme officielle. Vous lirez ceci : le 1<sup>er</sup> juin " *Hier, les familles des victimes ont fait état d'une rencontre mardi avec Tony Blair susceptible de déboucher sur un accord .... l'issue est attendue avant la fin juin.* " Après la venue à Tripoli le 10 juin de la commissaire européenne aux relations extérieures Benita Ferrero-Waldner le fils du guide indique : " *Si toutes ces conditions sont remplies* « à la fin, on pourra activer les accords d'extradition entre la Lybie et la Bulgarie.» "

C'est le 12 juillet que Cécilia Sarkozy va en Libye (elle ne pourra payer son voyage avec la carte de crédit du palais car elle a été obligée de la rendre quelques jours plus tôt - on nous disait que comme cela on pouvait suivre les dépenses de la première Dame comme si on ne pouvait pas les suivre quand elles étaient payées par les services de l'Elysée. C'est du reste pour cette raison que madame Devier-Joncourt avait une carte Elf. On pouvait suivre ses dépenses comme les cailloux blancs petit poucet). *Le Figaro* annonce le 17 juillet que les familles des victimes ont reçu chacune un chèque d'un million de dollars. Elles ont signé l'accord et la peine de mort a été commuée en prison à vie. Sitôt [la nouvelle] su[e, certaine et certifiée,] la Bulgarie a demandé l'extradition en raison d'un accord de coopération judiciaire entre les deux pays. La commission, elle n'est pas intervenue dans les tractations car ce serait reconnaître la culpabilité, mais a versé 2,5 millions d'euros pour une aide au plan d'action sida. Un Français Marc Pierini dirige un autre fonds " international pour Benghazi " habilité à recevoir des fonds du monde entier. La commission met aussi dans la balance la possibilité pour la Libye d'intégrer le processus dit de Barcelone [dont on reparlera pour cette fameuse et fumeuse union méditerranéenne] afin d'avoir accès aux généreux fonds Meda d'un milliard d'euros par an.

On voit que tout est en train de se régler. Sarkozy a en fait téléphoné pour la première fois seulement le 29 juin - soit 19 jours après un accord conclu sans lui ni

la France - à son homologue le Bédouin Suprême des tentes et du désert. Il porte secours à la victoire en annonçant le 19 juillet qu'il ira en Libye le 24. Le fruit et mûr et le renard va le barboter à la barbe de toute l'Europe qui s'est démenée notamment depuis 2005 comme une belle diablesse. La Pravda va alors donner du canon. Une pleine page avant le voyage de l'épouse aimée, émissaire de charme, soutenue en sous-main par un Guéant impérial. On y présuppose une victoire en laissant entendre que ce sera à la gloire de Minimo et de sa Pocahantas d'épouse. Le lendemain de la libération qui a eu lieu deux jours après l'arrivée de Cécilia le 22, ce ne seront pas moins d'une double page et de nombreux articles qui détaillent cette victoire. Les soignants libérés, Massimo avec Kouchner et Rama Yade qui, tout sourire, - il faudra vous souvenir de son franc sourire comme de son silence en Tunisie et son absence en Chine, mais présence de Dati - serrera volontiers la main du révolutionnaire Guide, rencontreront et congratuleront le noir-luneté devant une gigantesque main écrasant dans sa poigne formidable un avion américain, image immortalisée à mettre au compte des bienfaits de notre bien aimé défenseur des libertés et de la dignité française. Il vous suffit simplement de lire les articles de la Pravda pour vous apercevoir que de nombreux intervenants, dont, peu de temps avant cette libération, feront partie Tony Blair, le Français Pierini qui en écrira un instructif livre, et Benita Ferrero-Waldner, sont intervenus, que les accords sont signés et que les fonds sont versés avant l'entrée en lisse du couple magique. Vous remarquerez aisément que ces informations sont existantes et incontestables, mais se présentent seulement en petit paragraphe. Ces petits paragraphes, contestant de façon anticipée et formelle le rôle de Guéant, Cécilia et Sarkozy, seront balayés par la première salve " prémonitoire " du Figosky qui annonçait, si la libération avait lieu, une grande victoire pour Cécilia et son piller de mari et achevés par la seconde salve des articles triomphaux, dithyrambiques et macro-surfaciques des journaux. La vérité est qu'un pré-accord avait été obtenu en février 2007 avec une libération avant août 2007. La vérité est que l'intervention du couple maudit (même si Cécilia y a mis tout son cœur et toutes ses justes émotions, et même si elle a cru en son rôle et au bien fondé de son action), n'a permis que l'anticipation de quelques jours, mais pour une contrepartie que la morale et la justice, l'éthique et l'honneur réprouvent. Il s'est agi d'une aide réciproque entre un chef d'état terroriste et un chef autocrate d'une démocratie qui souffre. Un peu glorieux échange de procédés : l'un permet à l'autre une réhabilitation internationale, un retour dans le concert cacophonique des nations, et l'autre attribue à l'un une gloire volée à usage auto promotionnel hexagonal. Nous verrons cela plus tard lors de la venue carnavalesque du roi des chameaux et des yourtes - oui je sais, les yourtes c'est plus à l'Est que le rivage des Syrtes, mais c'est plus beau que tente - devant lequel la France va s'incliner bien bas à en avoir un mal au dos de l'âme.

Il faut savoir que cette libération a été le travail extraordinairement long et complexe, un travail qui a embarqué dans ses flancs : La Bulgarie, le Royaume Uni, l'Allemagne, les USA, le Qatar, la Belgique, l'Italie, l'Europe, la France d'avant Sarkozy, de très nombreuses associations humanitaires, Amnesty international, avocats sans

frontières, 114 lauréats du prix Nobel, Montagnié et autres, des avocats acharnés, des diplomates, des fonds européens, libyens, orientaux, publics et privés. Le 30 juillet 2007 à l'AFP on peut lire une dépêche qui dit :

*Les services secrets d'"une vingtaine de pays", surtout de Grande-Bretagne, mais aussi d'Italie, d'Etats arabes et même d'Israël, ont contribué à la libération en Libye des six praticiens bulgares, a indiqué lundi le chef du renseignement bulgare, le général Kirtcho Kirov.*

*Dès février 2007, on "savait qu'une solution serait trouvée vers la fin juillet-début août" pour libérer les cinq infirmières et le médecin, a raconté le général dans une interview détaillée que publie lundi le quotidien 24-Tchassa.*

*Leur sort n'était en fait qu'"un grain de poussière dans l'oeil d'un énorme ouragan où se croisent des intérêts gigantesques", avec ventes d'armes et concessions pétrolières. Selon lui, l'ex-directeur du département Opérations globales du MI-6 britannique, Marc Allan, a mis en contact les chefs des services de renseignements bulgares et libyens.*

*Le général Kirov a dit avoir rencontré cinq fois l'ex-directeur du renseignement libyen Moussa Koussa, en Libye, à Rome, à Paris et à Londres, un contact qui s'est poursuivi, à partir de 2004 avec son successeur Abdallah Sanoussi, beau-frère de Mouammar Kadhafi.*

*Il s'est dit convaincu qu'"une solution serait trouvée vers la fin juillet-début août", après un entretien nocturne en février dernier dans une villa viennoise avec Seif al-Islam, fils du numéro un libyen Mouammar Kadhafi, dont la fondation caritative a joué un rôle d'intermédiaire. Seif al-Islam a alors accepté de pousser à ce que la Libye ne lie plus le cas des praticiens bulgares à celui de l'officier libyen Abdel Basset Ali al-Megrahi condamné à la prison à vie au Royaume-Uni pour l'attentat contre un avion de la compagnie américaine PanAm en 1988, qui avait fait 270 morts au-dessus de la ville écossaise Lockerbie.*

*Ces deux affaires sont toutefois "indirectement liées au sein des schémas politiques globaux de la Libye, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis", a estimé le général Kirov. Alors Premier ministre britannique, Tony Blair a lui-même été impliqué, d'après le responsable bulgare.*

*"J'ai appris que M. Blair se rendrait en Libye et qu'une solution de principe serait trouvée avant son départ du pouvoir, et que nos praticiens ne sont qu'un grain de poussière dans l'oeil d'un énorme ouragan où se croisent des intérêts gigantesques. Je savais que de grands contrats d'armes et de concessions (d'exploration de pétrole) seraient conclus", a déclaré le général Kirov.*

*Kirtcho Kirov a précisé que son service avait au total eu des contacts avec "une vingtaine de services" homologues, dont le Mossad israélien qui a permis d'entrer en relations "avec des personnes, en Libye et dans le monde, ayant des capacités d'information et d'influence pour créer une ambiance psychologique favorable au règlement du problème".*

*Le général Kirov a aussi mis en exergue le rôle de plusieurs services de renseignements arabes -"nos amis palestiniens", l'Egypte, l'Algérie, Maroc- et des services italiens qui "ont fourni de l'information et ont mis à profit leur influence" sur la Libye. M. Kirov a encore révélé que son service maintenait un officier de liaison à Tripoli, car la Libye dispose d'"assez bonnes informations sur les activités de structures terroristes et religieuses au Proche-Orient (...), sur la situation en Irak et au Darfour (Soudan)".*

Un tel texte détruit complètement la gloire usurpée du pilleur crépusculaire, l'homme de la 25<sup>e</sup> heure.

Cette intervention nous ramène à celle du nouveau chef d'Etat, le soir de son intronisation, quand il téléphone à Uribe pour ordonner la libération d'Ingrid Betancourt. Les haut-parleurs annoncent cette forte et puissante initiative, car avec Notre Bulldozer ça bouge, le monde obéit le petit doigt sur la couture du pantalon. Et même si les spécialistes disent que cette affaire est complexe et qu'au jeu du poker menteur, notre Guide à nous est qu'un enfant, que la Franco-colombienne est une prise bien précieuse, lui fonce comme un taureau sur un chiffon rouge. Le terrible c'est qu'il réveille un espoir que le temps va nous prouver comme illusoire. Un an après elle est toujours dans la forêt amazonienne, malade ou non, et peut-être condamnée. Son coup de téléphone a un effet immédiat : l'annonce par le chef d'Etat colombien, de l'envoi de l'armée. La famille se récrie, et Hannibal, lui se terre. Plus une parole. Ce n'est même pas Kouchner qui prend la parole, le lendemain de l'affolement général qu'a créé l'intention d'Uribe, juste un message anonyme du ministère des affaires étrangère qui annonce que la France demande beaucoup plus de circonspection, moins de précipitation et pas d'action militaire. Sarkozy c'est : si ça marche c'est grâce à moi, si ça plante c'est les autres. Lui fait l'annonce première et se défousse quand cela tourne mal, tout en disant en tout lieu et en tout temps qu'il prend ses responsabilités. Un discours de façade d'un matamore sans courage. De même lors de la venue de

Gordon Brown le 21 juillet, il annonce qu'il ira faire un tour au Darfour pour " *faire cesser les morts et les souffrances* ". On l'attend toujours, hormis une escapade au Tchad, pas de président en jet sponsorisé chez les déplacés et massacrés du sud-ouest soudanais. Les morts et les souffrances ne cessent pas, les jeux olympiques auront bien lieu.

Une de ses techniques est ce que l'on appelle le coup de pied dans la fourmilière, ou alors pas de tabou, une autre variante. On va l'entendre de ses supporters notamment pour les privilégiés, pas les riches, non les autres, les fonctionnaires. Oh, il y aura bien quelques déclarations intempestives contre les parachutes dorés (quoique le silence sera de rigueur du côté du château pour Denis Gautier Sauvagnac, on en reparlera). Cette technique de la fourmilière est une idée bien ancrée chez les activistes du " *faire bouger les choses* ". Ils confondent avancer et bousculer. Car lorsque l'on donne un coup de pied dans la fourmilière, on ne fait que détruire et affoler une population organisée et laborieuse. C'est toujours la décision du fort, ou du moins de celui qui a pris le pouvoir, comme ces patrons qui réclament des réductions de salaires et qui empochent des petites dizaines millions de stock-options. Cette technique a un autre nom : on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs. L'étendue des dictons est vaste pour se donner raison. Cependant, notre bouillant donneur de coup de pied casse les œufs sans faire d'omelette. Il les jette par terre et saute de rage dessus comme Joe Dalton lorsqu'il est en colère. On appelle aussi cela la politique décomplexée et sans tabou. On va en parler.

Scipion l'Africain, va nous réserver une détestable surprise lors de son voyage outre Méditerranée. Après un passage par le désert de l'honneur, pour y rencontrer cet autre Guide de la Révolution, notre Grand Voyageur, s'arrêtera deux jours à Dakar où la plume de Guaino ne va pas faire fureur, mais des ravages indécents – ce qui vaudra un échange d'amabilité avec BHL qui, traitant le dernier de raciste, se verra auréolé en réponse radiodiffusée d'un "*petit con* [déjà à l'époque, un mot qui fera recette] *prétentieux*" – avant d'aller saluer son autre ami démocrate Omar Bongo au moment ou plutôt juste après que ce dernier en bonne compagnie (Denis Sassou N'Guesso du Congo) s'est retrouvé le 20 juin précédent sous le coup d'un enquête préliminaire pour recel de détournements de biens publics. Un sage libéral qui aime la pépète. Tout comme son visiteur gaulois. Laissons ces relations sulfureuses pour nous intéresser au plus tragique. Voilà que le maître d'école coloniale, va réprimander tout un continent comme l'on gourmande un enfant de quatre ans et lui montrer la voie avec condescendance. Ce discours est inimaginable. Mais il a bien eu lieu à notre grande honte. Si les paroles s'envolent les écrits restent et c'est bien pour cette raison que je vais incruster ici en lettres de deuil des morceaux de choix de cette ignominie, car Sarkoflûte et sa bande ont le génie pour affirmer avec l'aplomb d'un laser qu'ils n'ont pas dit ce qu'ils ont dit. « *le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain [...] dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé*

*par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès. Dans cet univers où la nature commande tout, [ il ] reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance. Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin.»* C'était le 26 juillet dernier. Je n'ai rien à dire car je vous laisse juge. Si d'aucuns n'y voient pas grand chose à redire, je ne prendrais pas la peine de leur faire une explication de texte. Aux autres : couvrons-nous le corps de cendres et demandons pardon.

Comme nous aurions ignoré qui commande, Sarkozy nous le rappelle au cours du mois par la publication des lettres de missions qu'il adresse aux différents ministres. Il est vrai pour que la face soit sauve, et qu'une brouille de contestation en vienne un jour gêner ce mécanisme bien huilé, les lettres sont contresignées par Fillon. C'est ainsi que l'on apprend qu'il sait écrire et qu'il n'appose pas de croix au bas des documents, mais une belle signature à l'ancienne, avec pleins et déliés. La politique de gouvernement ne se décide ni à l'Elysée ni à Matignon, mais à la Lanterne. Et de ses lettres de missions il y en a une qui est fort intéressante : celle qui fixe un quota de retour à la Frontière à Hortefeux qui se plaindra que les roumains étant devenus européens l'objectif est difficile à atteindre. Sarkozy veut faire sauter les quotas de pêche mais instaure ceux de l'expédition hors frontières, comme l'on traite du bétail. Il ne s'agit plus de cas humains, individualisés, mais bien de statistique. Décidemment notre philosophe premier est un homme de chiffre, et dans ce cas bien précis ce n'est pas vraiment à l'honneur de ce que les bien pensants et bons militants appellent le pays des droits de l'homme. Et pourtant, cette technique du chiffre n'est pas celle de l'intelligence même avec l'ennemi, autrefois la racaille, aujourd'hui les irréguliers, car les résultats au ministère de l'intérieur quand le guide en était le chef de service n'ont pas été brillants. La culture du résultat n'a rien amené de bon si ce n'est la course à la statistique et la déviation de la mission de protection du citoyen vers le résultat le plus flatteur pour l'avancement de l'opérateur de sécurité nationale.

Ce mois se termine par une des nombreuses contradictions de Sarkozy qui peut se contredire en un mois de distance, mais aussi en une semaine, du jour au lendemain, dans le même discours, dans le même paragraphe et même dans la même phrase. Cette dernière-là vous ne la croyez pas n'est-ce pas ? : en voici un exemple lors de la conférence de presse du mois de janvier 2008 à la suite de la question de Laurent Joffrin sur une possible dérive du pouvoir vers une monarchie élective à laquelle l'homo-contradicteur répond en quelque sorte (en faisant sauter l'adjectif *élective* qui était pourtant dans la question) : si c'est une monarchie c'est donc que c'est héréditaire... Belle preuve donc. (Une monarchie veut dire pouvoir d'un seul, différent de royauté, et ensuite monarchie élective veut dire monarque élu et les capétiens ont commencé ainsi). Le dernier jour du mois les amis du fieffé menteur annonce donc que

ce seront seulement 22 700 fonctionnaires qui ne seront pas remplacés au lieu des 40 000 promis au début du mois de juin. Pour memento voici les déclarations du prometteur et affirmez n° 1 (le 7 juin au *Figaro*): " *J'affirme que cette politique nous permettra de gagner la croissance qui nous manque* "... on a vu le résultat en 2007 malgré la mâchoire de notre archéoptéryx chasseur de croissance ... " *Je confirme la règle d'un non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux dès le budget 2008* ". Bon, tout le monde peut se tromper mais gare car si " *errare humanum est* ", " *perseverare diabolicum* " ...

## 4<sup>ème</sup> lune

Le projet a été réparé par des économistes, des législateurs, enfin toute une palanquée de bien pensants et d'experts. Ce ne sont pas des novices, l'Attila de la politique et de la démocratie étant en politique depuis plus de 25 ans et ayant été maire, conseiller général, président du conseil général, député, ministre (de l'intérieur et du budget), président de Parti (et parfois tout en même temps ce qui prouve la vigueur et la santé de ce pur-sang, la capacité stakhanoviste de ce bourreau de travail) il devrait connaître la musique. Woerth, après nombre de cafouillages sur la teneur de sa loi sur la réduction des intérêts d'emprunt, voit sa loi retoquée par son aspect rétroactif anticonstitutionnel. C'est là que l'on voit que tous les signes avant-coureurs de la monarchie étaient visibles comme une verrue à poireau sur le menton de la sorcière. C'est-à-dire qu'au lieu de faire amende honorable, au lieu que la presse fasse remarquer l'incroyable impréparation de cette loi et donc de ce gouvernement car la loi est passée avant en conseil des ministres dirigé par Massimo en personne, on attaque le Conseil Constitutionnel. Déjà, à cette époque initiale, on conteste ce que sont les lois " organiques " de nos institutions. Déjà, le désordre règne et la contestation de la République montre son nez et sort ses crocs. Le chef des Falcon s'insurge et engueule l'institution. Sarkozy le 22 août dit « *A ceux qui me reprocheront de n'avoir pas tenu ma promesse, je répondrai : " Adressez-vous au conseil constitutionnel " »* Voilà, c'est pas lui ! C'est lui qui, pourtant, est incompetent, incapable de voir l'aspect anticonstitutionnel de sa loi, c'est le perdant qui insulte l'arbitre. Le cheftain, furieux, rejette la responsabilité sur ces sages bafoués (enfin sages, je n'en sais rien), dégage la sienne, se victimise et se félicite d'une bonne loi qui, de fait, ne privilégie que ceux qui payent des impôts. Il est à rappeler que c'est le chef " au Paloma ", fier de se mettre encore en avant et d'épandre comme une semeuse frivole nos pauvres sous épargnés un à un, qui avait annoncé le 29 mai que ces intérêts s'appliqueraient aux prêts en cours. Ce qui a été rejeté. On le verra tout au long de ce triste pouvoir que les annonces les plus malvenues et farfelues, sans concertation et sans préparation viendront de ce charismatique et incompetent gaffeur (notamment pour la SNCF, les quotas de pêche). Lors de cette déclaration de guerre à ce qui lui résiste, il aura eu cette phrase qu'il niera et qui fera du bruit : « *Le premier ministre est un collaborateur, le chef c'est moi* ». Cela on l'avait deviné.

Mais Auguste, tel notre monarque non héréditaire, nous dédie ce mois aux vacances. Le quart d'heure américain. Le mois précédent n'avait pas été le quart d'heure de l'ectoplasme car il avait voulu légiférer sur le service minimum ubi et orbi, et plus particulièrement dans l'Education Nationale, les sondages n'étant pas pour et le corps enseignant puissant et non favorable, par les voix de Bertrand et de Karouchi, comme la hache, le projet est enterré. En vlà-t-y pas un gouvernement uni et cohérent où un ministre et un porte parole peuvent contredire le premier du conseil. Cependant l'heure n'est plus à ergoter mais à prendre de bonnes vacances bien méritées. Un règle d'or

est mise en place : chaque ministre doit être à moins de deux heures d'avion de son ministère. Oui il y a un danger qui rôde, si grand le danger que même le ministre des anciens combattants et celui de la culture sont concernés. Euh, oui mais pas tous. L'amie de l'épouse a le droit à une villégiature outre Atlantique au bord d'un lac. Vous savez celle de tous les voyages (on se demande pourquoi, peut-être que l'étude de tous les systèmes judiciaires de la planète (et de Wolfeboro) ont une utilité déterminante pour tailler à coup de ciseaux dans la carte judiciaire française et faire des lois sur les tests ADN et la multi-récidive. Qui sait ?). Elle, elle aura le droit à une dérogation.

Ainsi notre descendant de Clovis, lui qui aime à la folie notre belle pointe européenne, s'en va faire ses longueurs en brasse indienne aux USA. Les vacances en France c'est pour les septièmes classes. Une Breitling cela s'expose là où il y a des montagnes de dollars. Et à Wolfeboro, cela tombe bien, une petite villa se loue 30 000 US \$ la semaine, sans les faux frais. Il est vrai que 2 000 m<sup>2</sup> 8 chambres 11 salles de bain, cela coûte. Il faut savoir que dans un bon esprit de transparence, ces renseignements ne seront pas donnés, comme était cachée, mais seulement au Français, cette destination de congé payés, car les habitants de la cité lacustre eux le savaient comme le rapporte le Figosky : un habitant « *Ah bon les Français n'étaient pas au courant ?* » On rigole à Wolfe Tavern « *Nous, cela faisait des semaines qu'on en entendait parler* ». Pas de coup de tête. Tout était panifié. Et qui paye ? Agostinelli, l'amie intime de Cécilia, celle qui sera témoin pour Carla à son mariage – comme quoi les amitiés chez les riches (les parvenus) c'est du solide – une Prada woman (le diable s'y habille) dont le mari c'est Rhône investissement et les Cromback (Tiffany et Augis). Lorsqu'on est en vacances, il faut bien s'amuser. Dati se planque des photographes comme une gamine de 14 ans dans le canot à moteur et, Match gomme les poignées d'amour et Sarkozy s'en prend violemment à deux photographes. Et lorsque l'on est une cocotte minute en permanence sous pression, il faut que la vapeur s'échappe et faire des rencontres. Tiens cela tombe bien, les Bush ne sont pas loin. Mais à Wolfeboro, paisible bourgade pour milliardaire le temps est fort capricieux. Il déclenche des angines blanches qui fondent sur leur proie (en l'occurrence Louis et Cécilia Sarkozy) en moins de huit heures, mais quoique capricieux il est clément et les sorciers du coin font des miracles car cette angine repartira aussi brusquement qu'elle était venue. Cécilia fort dépitée n'a pu assister au repas des Bush mais a pu, remise, grâce au baume du Tigre, faire en short ses courses. La science nous émerveille tous les jours. Mais tout cela c'est la faute de Sarkozy comme il l'avouera à Bush, qui benêt comme il l'est l'aura bien sûr cru. En gros il lui a déclaré : " c'est de ma faute, je la lui ai passée " (pas la salière, mais l'angine fulgurante). C'était le 12 août, le 23 pour punir sa femme il lui interdira de parler devant la commission d'enquête sur les contreparties libyennes à la libération des Bulgares. On aura droit à de la haute voltige intellectuelle pour expliquer cette interdiction alors que Guéant lui pourra blablater devant les élus. Or la loi impose à toute personne de se présenter devant une commission parlementaire par la force s'il le faut. L'héroïque Cécilia souhaitait témoigner, mais son butor de mari lui refusera. A

ce jour Cécilia est dans de nouveaux bras déjà connus, la commission l'a oubliée et la vérité avec.

Il est bon de noter, pour ceux qui douteraient encore que cette nouvelle présidence est quelque peu médiatique, que l'INA a révélé qu'à cette même période Chirac avait eu droit en 1995 à 94 passages télévisés aux journaux de TF1 et France 2 quant notre Media-Star en assure 224, en 100 jours. Un beau record et une belle moyenne. C'est sans doute qu'il en a des choses à dire, c'est dire qu'il y en a des images à montrer.

Le mois se termine par un beau et bon discours du CEO de la France devant le Medef (30 août) où il promet qu'il va dépénaliser le droit des affaires. Selon lui si on paie une amende on n'a pas en plus à être puni. Le voleur n'a qu'à rendre le produit de son vol et il ne sera pas puni, celui qui a cogné, n'a qu'à demander à être pardonné et se courber un peu et tout rentre dans l'ordre. Le droit aux abus est ouvert. Merci qui ?

Septembre, chacun le sait c'est la rentrée. Si parfois l'été est chaud, la rentrée peut l'être aussi. Mais d'un coup c'est l'enthousiaste des professeurs qui va être refroidi par un pensum de 32 pages, pondue par Guaino et ânonnée par le GO en chef de l'Education Nationale, notre nouveau sacré, sacré Charlemagne imberbe à la barbe fleurie. C'est une préfiguration – comme dans la Bible – du futur discours civilisationnel. Comme à des petits enfants en mal de conseils, Charlemagne va donner ses directives aux enseignants devenus éducateurs. On peut rétorquer à ce malade de l'intervention : de quoi je me mêle ? Qu'a-t-on à faire d'une lettre au coût exorbitant (800 000 exemplaires envoyés aux adresses personnelles des enseignants, pas mal), d'une longueur et d'un langage digne d'un traité européen rejeté par référendum, que le scripteur n'est aucunement habilité à composer. Ce n'est pas du chef de l'Etat intuitu personae que les enseignants ont à recevoir des ordres et une philosophie fumeuse. Transformer le rôle d'enseignant en celui d'éducateur, rôle à priori de l'autorité parentale, est du plus mauvais goût et de la plus grande déviance démocratique. Un texte plein de poncifs, creux et inepte, un salmigondis où le scribe croit que la plume s'élève alors que les mots tombent à plat en faisant un bruit de casserole, qui devait laisser une nouvelle trace dans l'histoire de notre Alexandre le civilisateur n'a eu aucun autre effet que l'étonnement, la réprobation et l'interrogation. Sarkozy s'est trompé d'époque et de régime de gouvernement. En fait c'est son outrecuidance qui n'a pas de limites. Si vous voulez avoir une notion de l'infini, regardez le comportement de Nicolas Sarkozy de Nagy Bocsa. Vous en aurez une petite idée. Cet infini se développe dans les trois dimensions, ce qui donne une bonne notion de l'espace. Cherchez-y un signe et vous y trouverez peut-être Dieu. Bon, juste pour le plaisir une belle phrase de ce texte ampoulé où l'auteur ne doute vraiment de rien, pour la route : « *Le monde a besoin d'une nouvelle Renaissance, qui n'advient que grâce à l'éducation.* »

A propos de lettres dont Rostand fera dire à Cyrano qu'un certain imbécile n'en avait que trois, celles qui formaient le mot " sot ", on apprendra que notre aimé Governor, est quelque peu dissipé. Une sorte de mini scandale a fait long feu, quand le groupe Lagardère supprime une double page prévue montrant Sarkozy le pas alerte, se retournant, Boutin à ses côtés, et un dossier à la main avec dessus une lettre. Cette lettre se terminant par " des millions de basitos " serait celle écrite par Isabelle Balkany à son amie intime (qu'elle reniera quelque peu après le divorce, comme quoi l'amitié a ses saisons) Cécilia qui lui manque tant. Il y a trois jugements à retirer de cette aventure : un la censure de Lagardère. Deux un jugement politique : que fait donc notre Suractif et grand travailleur devant l'Eternel avec une lettre au-dessus du panier, qu'il lit donc vraisemblablement pendant le conseil des ministres. C'est tout simplement hallucinant. La France l'intéresse si peu qu'il lit du courrier pendant qu'on tente de se préoccuper de son passé (lettre de Guy Moquet, de son présent et de son

futur). En trois cela est plus intime car on ne sait rien des accords contractuels entre les époux élyséens, mais on peut s'interroger de quel droit notre Liseur, apporte une lettre qui ne lui est pas destinée (si c'est le cas) au regard et au su de tierces personnes qui ne sont pas concernées ? Cette histoire n'est pas anecdotique en réalité. Elle le paraît dans la forme, elle l'est beaucoup moins dans le fond. Elle nous démontre l'immense désinvolture du Chef de l'Etat pour sa mission. C'est à rapprocher de ce qui sera révélé en avril suivant lors du conseil des ministres où madame Albanel verra son projet adopté sans même qu'elle puit le lire, le président déclarant qu'il n'avait pas le temps d'écouter car il était attendu à Nantes et donc qu'il serait adopté sans être étudié. Bon. C'est de la gouvernance et de l'écoute ça.

Au début du mois, deux petits cailloux pointus ont décidé de se faufiler dans les bottes de sept lieues de notre énergique patron. Le premier s'appelle Villepin qui à coup d'émissions télévisées et radiodiffusées pour la promotion de son livre *Le " soleil noir " de la puissance* (suivez mon regard) n'est pas très tendre avec Ubu roi qu'il assimile l'œil amusé avec un certain bourgeois gentilhomme qui confond " gloire et pouvoir ". On a décerné à ce Galouzeau en pleine forme le titre envié de chef de l'opposition, bien que lui se situe dans la majorité. Le second est d'ordre hautement philosophique et symbolique. Le stratège Laporte, en bon caniche savant et ridicule imitateur, fait lire la lettre maudite aux Français an,t leur match décisif contre l'Argentine. Et c'est la cata en Ovalie. Il est bien meilleur en tranche de jambon au torchon et en vendeur de maillot de l'équipe de France (pas très légal cependant). On aura un ministre porte enseigne, homme sandwich. C'est lui qui apportera les en-cas au conseil des ministres, il a des accointances pour l'approvisionnement.

C'est le mois aussi où notre ami Brice, le surfeur de l'immigration qui engueule proprement ses préfets car ils ne tiennent pas le rythme des quotas. C'est le mois où l'invité sondagique du Fouquet's fait alors que les sondages de Capitaine sont hauts cette déclaration savoureuse et visionnaire quand on sait la suite : « *Pour les Français, la relation avec Nicolas Sarkozy s'est construite depuis 2002. L'omniprésence sur le terrain, le volontarisme sur tous les dossiers, l'accessibilité, le président de la République ressemble au ministre de l'Intérieur qu'il fut, et cela lui donne une grande solidité dans l'opinion. Depuis cinq ans, sa courbe offre une grande résistance au temps* », de Pierre Giacometti, directeur général d'Ipsos. Encore plus savoureux ce que lui avait dit devant une tasse de café son client privilégié le shooté aux sondages : « *Tu es celui qui ne s'est jamais trompé. Tu es le meilleur !* » Ce n'est évidemment pas du domaine de la physique des matériaux et de leur résistance au temps, cette science-là. Mais l'Ipsos s'est éloigné en décembre du commentateur patenté de France 2 qui l'a embauché pour les municipales de 2008 bien que plus du tout sondeur. Mais Maême Chabot aime les amis du président. Et comme notre Omniscient ne se trompe jamais et n'oublie jamais de donner des leçons, il se demande tout haut à propos de la banque centrale européenne, comme maître de conférence à Paris Dauphine : "*J'ai trouvé curieux d'injecter des liquidités sans baisser les taux*". Il est vrai que ce ne sera qu'une de ses

interventions à l'encontre de l'institution bien que par ailleurs il se flatte d'aimer l'indépendance de cette noble dame. Mais pour nous Français, cela ne peut que nous rendre fier que, à chaque jour qui passe, notre Guide vert se découvre une compétence majeure supplémentaire et qu'il fasse profiter de ses lumières le monde sombre des abrutis. Du reste nous avons donné à Porto le vendredi 14 (à 1 près on l'a échappé belle) une belle leçon d'économie présentant deux hypothèses, une modeste (2,5 %) de croissance et une ambitieuse (3 %). Les qualificatifs sont franco-gouvernementaux, parce que les qualificatifs européens sont : optimiste et farfelue. Mais, nous avons dans nos rangs un fort des halles à la mâchoire d'acier qui va aller chercher la croissance avec les dents s'il le faut. Il le faut. Il le faut. Allez au boulot.

Si notre navire tangue, c'est qu'il prend un brusque virage. Si comme moi vous pensiez que la solidarité vouait dire que tous crachent au bassinet pour assurer les soins de tous, vous vous trompiez. La franchise médicale – comme l'assurance auto – est payée par les malades et donc par ceux qui ont besoin de soin, ceux qui ont besoin de solidarité. Pour votre auto, vous ne payez cette franchise que si vous êtes dans votre tort. Pour votre maladie vous payez car par définition vous avez tort d'être malade. Cette mesure qui devait servir à constituer une cagnotte pour ceux atteints de la maladie d'Alzheimer a tout de la mesure injuste. Ce sont les plus pauvres à qui ce sera le plus difficile et quand ils s'y résoudront ce sera après avoir attendu et aggravé leur cas. Effectivement la rupture on la ressent bien au creux des reins dans des cas comme celui-là. La membrure craque et le bruit en est sinistre.

Les feux de l'été étaient encore chauds et Kouchner était jaloux des gaffes des autres, il voulait la sienne, aussi déclara-t-il la guerre à l'Iran. Tout seul, comme un grand et pas de demi-mesure. Quand faut y aller, faut y aller. Nous, on a la bombinette et un président qui sait où se trouve le bouton rouge. Ne craignez rien, l'intrépide bonhomme saura appuyer dessus : il l'a dit le 13 juillet précédent. Et fin août il avait précisé que c'était assez tendu avec l'ancienne Perse. C'est donc le dimanche 16 septembre, le soir, lors du Grand Jury, RTL/LCI/Le Figaro que le médecin volant a lâché son petit cri : "*Il faut se préparer au pire, et le pire, c'est la guerre*". Vous l'avez compris ce n'est pas un mot d'amour et Kouchner ne va pas embrasser l'allumé Mahmoud Ahmadinejad sur la bouche. Ni lui faire des mamours. On va calmer un peu notre porteur de riz somalien. Mais la chose est dite. Sans doute y a-t-il une espèce de parfum capiteux dans les salons de l'Élysée qui excite les narines des va-t-en-guerre de tout poil. Le parfum enivrant de la toute puissance de l'arme fatale, l'absolu pouvoir de rayer de la carte, comme le voudrait l'iranien souverain pour Israël, tout ce qui donnerait un bon prétexte. La bombinette c'est the joujou.

C'est le 20 septembre que le mot honte est venu s'inscrire à côté de Liberté Égalité Fraternité. La république s'est affublée d'une loi stupide et inapplicable comme s'est transformée la reine marâtre en sorcière pour aller empoisonner Banche Neige. Horetfeux a concocté une loi inique et inhumaine car ne tenant pas compte de

l'homme pour reconnaître la filiation par test ADN en cas de regroupement familiale. A l'époque, du reste, la belle Clara ne se sentait pas d'être sarkozyste, les feux de l'amour ont clos ses paupières et pincé son nez depuis. Au-delà de l'incertitude de cette loi, il y a une accumulation de bêtise à faire pâlir Gribouille. Tout d'abord ces tests devaient être masculins, mais nos savants se sont rendus compte, comme le dit la Romae lex (que le père est putatif, mais la mère certaine) que cela posait des problèmes. Voici en tout ça ce qui rend inepte cette loi :

- Que se passe-t-il en cas de décès de la mère
- Que se passe-t-il en cas de parents divorcés dont la mère est restée au " pays " ? et si elle se refuse au test ?
- Que se passe-t-il si l'enfant est légalement adopté ?
- Que se passe-t-il si le parent refuse le test puisque l'on nous dit qu'il n'est pas obligatoire ? Soit on lui refuse alors le regroupement car il n'y a pas de preuve et dans ce cas cela veut dire qu'en pratique il n'est plus facultatif mais obligatoire, soit on accepte le regroupement et le test est parfaitement inutile. Ce point est incontournable et prouve l'inénarrable amateurisme de la bande à Sarko
- Que se passe-t-il en cas d'immigration choisie, un savant mondialement reconnu par exemple qui daigne venir sur notre sol avec sa famille ? On lui fait un passe-droit ? Quelle est alors l'universalité et l'égalité de cette loi ?

Il y a dans ce doux mois de fin d'été et de début d'automne aux feuilles tourbillonnantes une sorte de délicieux cri du cœur d'un Premier Ministre qui n'est que l'ombre de sa fonction, mais qui d'un coup, comme si ce qu'il avait dans le cœur débordait à gros bouillons malgré une mine sévère et l'émotion apparente d'une carpe, nous sommes le 21 septembre, s'exclame : "*Je suis à la tête d'un Etat en faillite. Je suis à la tête d'un Etat qui n'a jamais été capable depuis 15 ans de faire un budget en équilibre...*". On y remarque qu'il rêve tout haut : il est à la tête d'un état, mais ce rêve est un cauchemar : cet état est en faillite. Immédiatement contredit par des salves élyséennes, qui le remettent à sa place. Cependant, seul le Maître des forges aura le droit d'annoncer, plus tard, en janvier, quand l'hiver fut venu et que la cigale ayant chanté tout l'été se trouva fort dépourvue, que les caisses étaient vides. Et pour l'équilibre, il va repasser, parce que son Etat à lui va augmenter les déséquilibres.

Notre Phare interstellaire a voulu faire fort lors de son passage à l'ONU (le 25) pour changer le calendrier des votes notamment sur le Tchad et que cela se passe pendant sa présidence de séance. Mais les chefs d'Etats africains connaissent le gus et la capacité qu'il a à s'attribuer le travail des autres, et donc des longues négociations qui se font depuis des lustres, le revoient dans ses cordes et lui font avaler son discours de révolution de l'ordre mondial. Cette journée sera émaillée d'un petit scandale. Le Lider Massimo, qui aime la presse comme l'aime Castro, a décidé de refusé le libre accès de sa conférence à la presse étrangère, une première. Ce qu'il adore, les

premières ! Nous, nous ne sommes pas sûrs que ce genre de première soit glorieuse. Enfin cela s'est fait après cette belle déclaration du Rupteur Permanent à la tribune: « *l'Onu est le seul lieu au monde où tous peuvent se parler* ». Mais pas à tous les journalistes, nuance.

Comme dans la vie il n'y a pas de petits profits et que la collusion est la règle, il était normal que ce qui était un site Internet jugé comme gagnant prît la place du ringard site de l'Elysée. A qui croyez-vous que ce travail épuisant fût confié ? A François de La Brosse (à reluire oui facile), ZNZ groupe, dont la femme fut le témoin de Cécilia à son second mariage (avec qui vous savez), celui qui avait réalisé le sarkozy.fr. Oui, ensemble tout devient possible. On reste en famille, et on confie le travail aux amis. Un travail qui a été colossal, copier coller le site du candidat à la place de celui de l'Elysée. Nous avons payé pour cela. Le mégalo site du candidat est devenu le mégalo site du président, jugé misérable à côté de ceux des autres pays et même de celui de la reine d'outre Manche qui est bien moins auto-centré que celui de notre orgueilleux national. Avant il y avait le site du président des Français, maintenant il y a le site de Nicolas Sarkozy à la gloire de lui-même. Vous noterez une légère différence.

## 6<sup>ème</sup> lune

A la mi-temps de cette année lunaire, il est bon de s'arrêter un instant et de contempler le paysage, de regarder le chemin parcouru et de s'étonner. Oui de s'étonner que le proverbe qui dit qu'un chat ne fait pas des chiens, ou celui qui dit que c'est au pied du mur que l'on voit le maçon, n'est pas dénué de fondement. Ce qui est advenu en six mois n'est que la résultante de ce qui était prévisible si on regardait d'un peu près le programme et le caractère du candidat Sarkozy. On n'a pas à être déçu mais on peut être effaré que dans ce cas le pire est certain.

Cependant ce début de mois, les oiseaux chantent et le chef de l'Etat s'indigne. Tiens par exemple le 8 *"S'il y a des gens qui ont fraudé chez EADS, il faut que la justice aille jusqu'au bout. Que l'on connaisse la vérité et que ceux qui se sont comportés de façon malhonnête soient punis à dure proportion de ce qu'ils ont fait. Il ne peut pas y avoir une règle en bas et une règle différente en haut. Et, j'irai jusqu'au bout de l'enquête pour savoir quelles ont été les responsabilités de l'Etat à ce moment-là"*. On sait bien qu'il s'agit de charger la barque Breton (on sait aussi par Yasmina Reza ce qu'il pense des Bretons grands ou petits, chevelus ou chauves) et de se laver les mains du copain Lagardère qui s'est dit incompetent mais pas malhonnête. L'AMF sera bien plus circonspecte quand elle va engager des poursuites. En revanche, huit mois après cette déclaration tonitruante, il semble que les services d'investigation élyséenne ne soit pas très performants car rien ne semble bouger ni aucun nom n'est donné en pâture à notre curiosité à avidité malsaine. Pourquoi - et qui en a donné l'ordre ? - la caisse des dépôts et consignation a-t-elle accepté d'acheter à Lagardère ses titres qui lui ont permis une plus value d'un milliard et nous une provision de 850 millions d'euros ? Une plus value qui bat monsieur S. et son appartement.

Au beau milieu des grèves, après dix jours d'intenses supputations, après les silences buttés d'un Martinon porte voix aphone, on apprend le divorce des amants du siècle. Le divorce qui fait que le juge dans tout le temps dont il dispose, temps uniment réparti entre les justiciables, temps d'attente, temps de réception, s'est déplacé pour prononcer la sentence fatale. Cécilia n'est plus Sarkozy. L'annonce se fait en décalé. C'est une sorte d'éclipse médiatique pour diminuer l'impact des grèves. L'ex mari du reste, toute mauvaise foi dehors accusera la presse d'avoir un cœur de pierre en l'accusant d'avoir divorcé exprès. Il sait bien notre Gonfaron que cette affirmation de victime expiatoire est totalement faux. Ce que la presse a tout doucement contesté c'est le silence puis l'annonce de ce divorce, annonce calculée juste à temps - comme disent les logisticiens - pour tomber au meilleur moment. Ce qui est à reprocher ce n'est pas le divorce mais plutôt la mascarade d'une union fausse et trompeuse d'un couple d'opérette dont la femme ne vota même pas pour son futur président de mari, dont la femme n'assista pas au déjeuner de Busch, dont la femme n'était qu'un

attifement de candidat ce que le divorce très proche de l'élection démontre sans l'ombre d'un doute. Et que penser de la une du magazine *Elle* le 20 octobre où Cécilia déclare : « *Je veux vivre ma vie sans mentir* » ?

Cependant tout n'est pas noir pour notre ami divorcé. En effet, un méchant olibrius de Neuilly avait eu l'incorrigible mauvaise idée de demander des comptes à Sarkozy par l'intermédiaire de la justice. Il est avéré que certain promoteur vendeur d'appartement à prix discount à un futur président avait obtenu des terrains leader Price du maire de la commune, un certain Nicolas S. Des travaux avaient été effectués dans un duplex dont les étages ont été reliés par un escalier d'une valeur de 72 000 euros la seule facture que le compétent avocat, qui n'ignore pas les lois ni que l'on doit garder toutes ses factures, ait retrouvé sur un montant global de 300 000 euros remise comprise. Le judicieux propriétaire de cet appartement a justifié les deux bons prix : du terrain et de son appartement par une crise de l'immobilier. Ce que contestent les faits qui sont têtus. La plus value ne sera que de 122 % pour ce fin investisseur qu'est Nicolas S. Du reste, ce qui n'a pas ému grand monde, c'est la petite différence entre la déclaration d'ISF de monsieur S. et celle de président monsieur S. qui présente l'écart palomesque de 1 million d'euros. En un an ! Il paraît peu probable que le salaire du ministre de l'intérieur, impôts payés et charges de la vie courante réglées ait laissé un million d'euros de disponibilités. L'immobilier a dû se reprendre depuis. 122 % c'est une belle reprise vous avouerez. Enfin, moi ce que j'en dis. C'est juste pour parler. En attendant le méchant quidam n'y était pas allé avec le dos de la cuillère car il accusait monsieur S. (excusez du peu) d'être coupable d' "*association de malfaiteurs, pacte de corruption, enrichissement frauduleux, prise illégale d'intérêt, corruption et immoralité d'un élu, violation de la loi SRU*". Heureusement la justice raide veille. Son bras séculier s'appelle Philippe Courroye, procureur de la République, à Nanterre soumis à son libre arbitre, déclare que la plainte subit un classement vertical. Ceux qui sont des mauvaises langues diront que ce même Philippe Courroye s'est flatté publiquement de sa proximité avec monsieur S.

L'intervention d'Henri Guaino à RTL est révélateur d'un mal profond qui s'installe en France. Ici - et même ailleurs - on parle beaucoup (trop ?) de Sarkozy, de sa vie publique/privée - privée/publique - ce qui déclenche des batailles de tranchées entre deux camps résolument opposés. Ce n'est plus 39-49 avec Guy Môquet mais bien 14-18. Selon moi - et les déclarations de Guaino en seront et un point de départ et un exemple que j'espère pertinent de ce mal qui ressemble terriblement et dangereusement au virus ébola appliqué à un peuple - une nation dirait les bonapartistes - et il y aura à l'avenir plus d'un saignement de nez. Guaino paraît calme, mesuré. On est loin avec lui des déclarations sursautantes de Sarkozy au débit haché, aux phrases imprécises, aux redites. Je parle de la forme. Avec Guaino tout paraît policé et le langage flamboyant.

Le combat que mènent certains contre le président se positionne au niveau du champ politique et de sa pensée néocon comme aiment quelques-uns à l'employer. Cependant la démocratie permet - du moins c'est à espérer - lors d'un renversement électoral de changer la politique. Ainsi un mal fut-il important et lourd de conséquence l'élection nous laisse-t-elle l'espoir d'en changer le cours. Mais il me semble que l'on se trompe de combat. Le danger vient d'ailleurs et risque d'être plus long et plus profond. Il tient en grande partie à la personnalité de Sarkozy et à un trait majeur de son caractère la réaction instinctive à tout avec action immédiate pour un seul objectif le pouvoir. Il est en campagne permanente. Sa seule réflexion est pragmatique, obtenir à tout prix le pouvoir et trouver tous les moyens pour y accéder et le conserver. Ce fâcheux penchant a de nombreuses conséquences dont une est gravissime car il touche à un aspect simple de l'identité nationale dont la définition pourrait être de faire partie de façon multiforme d'un peuple qui parle une langue et habite un pays. Alors Guaino et Sarkozy lequel est la doublure de l'autre ? Dans un article de liberation.fr Guaino, qui écrit les textes de son président, insiste à de nombreuses reprises sur le discours de Sarkozy comme si Guaino lui-même ne l'avait pas écrit. Il insinue donc que Sarkozy a repris à son compte ces textes et on ne sait plus s'il les a inspirés et que Guaino les a seulement mis en forme ou s'il n'a fait que les lire.

Venons-en au vif de sujet dont cette entrevue au journal *Libération* n'est pas le point de le départ, mais un complément. Ce qui a déclenché en moi l'envie de m'étendre un peu et de prendre un chemin de traverse, c'est la déclaration d'Henri Guaino à RTL en regard de la lettre imposée de Guy Môquet à lire le 22 octobre.

Voici quelques extraits (repris dans *Le Figaro* pour faire bonne mesure) : "Je ne comprends pas. L'école, ce n'est pas un self-service", a déclaré Henri Guaino. "C'est un très beau texte, ce n'est pas un texte de propagande. Le gouvernement a décidé que c'était un document intéressant. Il demande aux professeurs de le lire", a-t-il rappelé. Il a souligné que les enseignants étaient "libres d'analyser la signification du texte, le contexte historique dans lequel il s'inscrit". Mais "il y a des gens qui préfèrent une fois de plus en tirer l'argument de la division (...) je trouve ça très, très triste", a estimé Henri Guaino.

"Une prise en otage corporatiste".

Interrogé jeudi sur RTL sur le même sujet, Henri Guaino s'était montré beaucoup plus virulent à l'égard des enseignants qui ont annoncé qu'ils refusaient de lire cette lettre. Le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy les accuse d'avoir "une attitude purement politicienne" et de se livrer à "une prise en otage corporatiste, idéologique". "Tout ça est très triste, mais amène à s'interroger sur ce que doivent être au fond à la fois

l'éthique et les devoirs d'un professeur dont la nation a payé des études, dont la nation paie le salaire et auquel la nation confie ses enfants", avait-il déclaré. »

Le mal qui va nous ronger est en partie dans cette déclaration. Tout le système de Sarkozy est dans le mélange des genres, utilisation éhontée des sentiments, incohérence totale sur le fond et dans la forme. La seule cohérence - et c'est là que c'est grave - c'est le but final : le pouvoir. Tout fait ventre comme aurait dit ma grand-mère. Ces déclarations résument - selon moi - la caricature de ce système où l'amalgame est roi, où la confusion des genres est totale, où la vérité serait unique et édictée par une victoire temporaire et éphémère d'un sautillant paranoïaque à l'égo très dangereusement hypertrophié.

Dans ces courtes déclarations tout ou presque y est : la nation, l'éthique, la politique. Si nous regardons ce texte nous nous apercevons que les déclarations sont totalement réversibles et qu'elles pourraient s'appliquer à justement la volonté de faire lire cette lettre. En basse psychologie de cuisine, on appelle cela une projection : accuser l'autre de ce que l'on est soi-même profondément. Guaino met en accusation les professeurs montant ainsi la nation contre eux. Celui qui nous a pris en otage c'est bien Sarkozy avec cette lettre - et du reste on se demande si Sarkozy ne serait pas une sorte de Dr Faustus qui aurait vendu son âme à Guaino pourvu qu'il l'aide à conquérir l'ultime pouvoir - qu'il impose selon son bon vouloir. Le contenu de l'enseignement des jeunes Français n'a en aucun cas à être dicté par le chef de l'Etat. En aucun cas, un président n'incarne cette nation qui doit enseigner, tout juste s'il la dirige et la représente à l'étranger. Guaino associe donc une volonté - qui au fond est fort détestable - d'un homme à celle d'une nation. Il ne le dit même pas, il affirme incidemment que cette lettre est un texte que la nation réclame et a choisi en toute connaissance de cause. En dehors du fait que cela est proprement scandaleux qu'un désir ou un caprice devienne une règle, le texte et le contexte de cette lettre ne donnent aucun droit à sa lecture. Guaino compare cette lettre à un texte de Victor Hugo. Un amalgame tout aussi suffoquant quand Hugo est un écrivain et Guy Môquet un témoin. Cela n'entre pas dans le même champ et de plus Guy Môquet - paix à son âme - n'est qu'un hasard de la tragédie d'une sale guerre. C'est une victime au sort infiniment triste, mais ce n'est en rien un symbole et encore moins un objet d'éducation scolaire. Du reste, au fond des choses ce diktat éducationnel ne crée en rien une motivation et une exaltation des qualités qui devraient être tournée vers l'avenir - le passé n'est ni une honte ni un oubli, mais par définition c'est du passé -

et n'exalte en rien les qualités que l'on aimerait voir se développer : l'ouverture et la curiosité d'esprit, le travail, l'ingéniosité, la générosité. Le contexte de cette lettre est la guerre, la torture, l'assassinat, la trahison. Des exemples français, il y en aurait de bien mieux comme Pasteur, Latécoère, Mermoz, Montgolfier, le Dr Schweitzer (pas l'ancien patron de Renault), Maud Fontenoy pour faire plaisir aux sarkozistes, etc., mais jamais au grand jamais un texte qui sous-tend un héroïsme involontaire, une mort prématurée, un ennemi, qui plus est un ennemi qui est notre voisin immédiat, le tout qui peut développer l'esprit de vengeance et la haine de l'autre.

Pour en revenir à Guaino, il parle d'éthique et c'est que justement il en manque. En effet de quel droit un président impose-t-il un texte à cette nation tant citée ? Quelle éthique a-t-il de l'enseignement pour décréter sans concertation, uniquement par émotion et tactique, qu'un texte doit être lu ? Même à l'armée, il y a le devoir de ne pas suivre un ordre qui serait jugé en contradiction fondamentale avec les règles apprises. Ce droit est même un devoir. Cette lettre n'est en rien un fait historique unique et pertinent pour qu'il soit distingué des autres. Les arguments de fond de Guaino sont de pure forme en fait. Il utilise les mêmes techniques que Sarkozy : culpabiliser l'adversaire, se servir des sentiments, monter les uns contre les autres, montrer du doigt une catégorie de personnes, faire de l'amalgame, utiliser une idée supposée communément admise et la dévoyer. En fait, il fait comme son patron : il mélange tout.

Nous voilà arrivés au cœur de ce mal qui va nous miner : le délitement complet de la nation. Ce délitement n'est pas pris ici au sens moral, mais au sens de la destruction d'une cohésion délicate et non absolue de la France. Cette cohésion est fragile, non totale, mouvante, variable et multiforme et surtout vague, mais elle avait quelques repères, avait car ils disparaissent sous les coups de butoir de l'incohérence absolue de fond de Sarkozy. En effet, comme je l'ai dit plus haut, la seule cohérence de cet homme est le pouvoir, tout le reste est d'une incohérence totale qui a des conséquences désastreuses. Il agit en fait comme le petit voyou qui peut dire tout et son contraire quand il est pris la main dans le sac, qui persiste dans ses mensonges, qui change de vérité à tout instant, qui se victimise, qui s'insurge, qui accuse les autres. Un voyou utilise tout ce qui est à sa portée pour réussir son coup. Sarkozy dans ce sens-là est un voyou. Du reste son langage et son comportement y font penser.

A ceux qui n'ont cessé de croire en la magique compétence du néo-roi, ils devraient méditer cette bourde du 26 octobre. Lors d'une visite de matamore à un atelier de la SNCF (matamore car il va leur dire à ces braves cheminots, qu'il n'a pas peur. Ah bon

? Et que vient faire là cette affirmation ? Qui devrait avoir peur dans de telles circonstances ? Comme d'habitude il joue au caïd de petite banlieue ou au petit caïd de banlieue) notre chef de gare fait une déclaration fracassante que la nouvelle règle de retraite ne concerne pas les salariés actuelles. « *Les bonifications, les décotes, moi je pense que tout ceci ne peut s'appliquer que pour ceux que ne sont pas déjà rentrés à la SNCF* » Sauf que c'est faux, sauf que les conseillers sont immédiatement allés rectifier le tir, sauf que ce sera contredit le lendemain. Cela fera dire à quelque responsable syndical que le Président d'évidence avait fait preuve d'une bonne incompétence et qu'il n'avait pas étudié le dossier. Bon, la compétence ce n'est qu'une étiquette bien plantée sur le paletot (devant et derrière, gros caractères fluo) du boss par les journalistes et les fans émerveillés et aveuglés. Pas grave cela ne confirme que sa pré-gaffe (histoire de nous habituer) du 18 octobre alors qu'il disait que le service minimum s'appliquerait à la grève (sauf que là aussi cette loi demi-mesure est faite pour janvier 2008). Les bras m'en tombent. Pas vous ?

Et Sarkozy n'aime pas toutes les questions que les journalistes lui posent. Et cela il le montre. Et en direct.

Lesley Stahl, journaliste vedette de l'émission *60 mn* de CBS a sans doute posé une question (on parle d'une question sur Cécilia) qui n'a pas eu l'heur de plaire à notre Guide. C'est ce que l'on peut voir sur quelques vidéos au choix sur Dailymotion ou Youtube.

Cette émission passait au soir du 28 octobre aux USA. A 19 heures.

Si cela ne va pas améliorer son image outre-Atlantique après sa tentative de boxer un photographe en bateau (ah ! les vacances de monsieur Hulot !) - la presse y est là-bas parfois plus féroce qu'ici et surtout moins aux ordres - cela soulève également quelques questions non sans importance.

Sarkozy aura un mot doux pour le futur perdant de Neuilly, le futur consul californien, le dénommé Martinon qu'il traite devant un public international d' " imbécile ". En fait il dit : « L'imbécile ! » levant les yeux au ciel.

Pourquoi parler de cette affaire ?

1- Parce que cela montre le caractère explosif et dédaigneux de Sarkozy. Ce qui pour un chef d'Etat qui négocie à l'étranger, qui va prendre la tête de l'Europe ne peut que nous inquiéter. Ainsi, si cela ne va pas comme le leader Massimo le souhaite, s'énerve-t-il et dénigre-t-il les autres. On se souvient de son étonnement coléreux lors de la réunion des ministres des Finances de l'eurogroupe où il s'était invité et qu'il n'avait pas aimé qu'on lui parle à lui comme lui a l'habitude de traiter les autres. Il faut toujours avoir en tête ce caractère très particulier qui fait qu'il dit : "Qui n'est pas avec moi est contre moi."

2- - Cela révèle ce qu'est Sarkozy avec les journalistes et accrédite l'idée de ses pressions permanentes.

3- Le contexte aussi nous amène à réfléchir. Sarkozy n'est pas pris en traître. Il se sait filmé. Tout est officiel. Pas de paparazzi, pas d'images volées. CBS est une des plus grandes télévisions des USA. L'émission sera vue. Et beaucoup vue, et vue par beaucoup de monde. Les Etats-Unis sont le pays le plus puissant au monde. Tout ce contexte devrait amener un président à se contrôler. Cependant, notre chef, lui, fait ce qu'il veut quand il veut. Il a le droit de piquer sa petite crise en public. Mais, las, les Américains montrent tout.

Ce qui est aussi important dans cette affaire c'est que ceux qui sembleront découvrir lors du salon de l'agriculture, que notre Calme Timonier est un peu soupe au lait, ne se souviendront ni de ceci, ni de sa violente altercation avec les photographes de Wolfeboro, si ses déclarations contre Azouz Begag, ni ces propos rappelés par Yasmina Reza à propos des bretons, ni son croc de boucher, ni ses habituels insultes quand il n'est pas content lancées à tout ce qui bouge. Ces journalistes découvrent étrangement seulement au bout deux fois dix ans de fréquentation assidue de l'UMP's Caïd ce que tout citoyen même pas futé a vu et entendu.

Le mois se termine en feu d'artifice en Corse pour le président. *Le Monde*, révèle une note de l'Elysée qui préconise l'augmentation de la rémunération du chef de l'Etat. On parle d'abord de 140 %, ce sera 172 %. Comme ce n'est pas la mauvaise foi ni l'arrogance qui gêne notre Midas, il répondra aux étonnements, un tant soit peu justifiés, de la populace par ceci :

**« Toutes ces petites histoires où chacun faisait dans son coin c'est fini. Je veux de la transparence, je veux que ce soit une loi qui fixe la rémunération du président de la République. Ce n'est pas à moi de la fixer. »** Si vous pensiez qu'un sur doué de l'hypocrisie pouvait battre notre chef de l'Etat vous vous seriez mis le doigt dans l'œil à vous le crevez. En trois phrases il bat un record. C'est lui, dans son coin, dès son arrivée à l'Elysée qui a demandé à la mignonne Emmanuelle Mignon de se renseigner sur le traitement du président. Une de ses premières démarches, si ce n'est la première. C'est ensuite lui qui a demandé de réévaluer substantivement – adjectif dont l'adjectif est habituellement réservé à moelle - celle-ci et de trouver un biais pour faire avaler la pilule. Il parle de transparence dans ce mois où il sera hospitalisé dans le plus grand secret et ne publiant pas son bulletin de santé périodique comme il s'y était engagé. Il dit que ce n'est pas lui qui fixera la rémunération mais la loi, il nous prend braiment pour des demeurés. La loi c'est le moyen, mais le montant c'est lui. Dans la même veine il augmente de le budget de l'Elysée en le faisant exploser à 300 millions. Une belle petite PME. S'il est vrai qu'il y a transfert de personnels des ministères d'origine vers l'Elysée, un détail semble être passé inaperçu, c'est que la contre-partie de ces budgets n'a pas été diminuée dans les ministères concernés, la loi de finance ayant été votée, cela n'apparaîtra plus jamais. La note globale de l'Etat s'augmente d'autant. Mais qu'est que 270 millions de plus au plus profond de nos

abysses où se précipite notre vaisseau amiral, la France en coulée apnéique ? Par ailleurs Sarkovantard ne fait qu'appliquer ce qu'impose la LOLF qui oblige à un rapport d'activité et de justification des dépenses. Il se flatte de ce que d'autres ont mis en place et parle de transparence comme si c'était lui l'initiateur de la chose. Très fort, Bernard. Et ce petit coup de pouce au pouvoir d'achat de l'homme de La lanterne, est accompagné d'un codicille. Le traitement du chef de l'Etat étant inférieur à celui de ministre, il a eu la bonne idée, contre toute légalité, mais nous savons que la loi ce n'est pas ce qui embarrasse notre Rakam le rouge, de prolonger au-delà des six mois autorisés sa rémunération d'ex portefeillé de l'intérieur. Démissionnaire en mars, il pouvait (pouvait, un honnête homme aurait décidé d'arrêter son traitement le jour de sa prise de fonction de chef de l'état pour en toucher les revenus y associés) bénéficier de sa rémunération jusqu'en septembre. Lui, il aura droit jusqu'en décembre, de quoi faire le lien avec celle augmentée du Gouverneur de la Banque de Soi-Même à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Sous la pluie, Sarkodollars explique malhonnêtement que jusqu'à présent le président touchait son traitement en plus de sa retraite. C'est un argument de la plus parfaite mauvaise foi car Chirac avait plus de 70 ans (né en 1935), quand Nicolas le jeune en a 54, que celui-là était en âge de toucher sa retraite et celui-ci avec le recul de l'âge de départ en est loin. En toute légalité, le premier a tous les droits de cumuler une retraite pour laquelle il a cotisé et son traitement. C'est donc un faux procès. La question de savoir si les conditions et de durée et de montant des cotisations de la retraite de Chirac sont justes et ou morales, est un autre débat. Nous ne nous situons ici que dans l'argumentation d'Amalgameur premier. Pour certains politologues patentes, ce coup-là sera le coup de canon du départ de la débâcle de la cote de popularité du Bling Bling grippe sou. L'augmentation aberrante du futur chanoine est l'acte de naissance du décès de sa popularité. D'autres arguments viendront à la rescousse comme les pépètes que touchent les autres européens, sauf que les autres payent leur logement et leur nourriture, quand pour Parasite Roi ce n'est que de l'argent de poche. Il faut aussi ajouter pour répondre à ceux qui disaient (à ce jour en 2008, ils ne doivent plus être si nombreux) que les dirigeants des multinationales touchaient bien plus je leur répondrais simplement que si nous étions dans le champs du véritable libéralisme économique avec un tel déficit budgétaire et de telles dettes c'est lui qui devrait payer, mais ce serait faire leur jeu. Un chef d'état n'est en rien un chef d'entreprise. Un chef d'Etat doit se consacrer à sa mission avec une juste rémunération mais celle qui doit lui permettre de nous représenter honorablement. Pour le reste sa véritable rémunération c'est le pouvoir.

Pour clore ce mois d'octobre, il faut revenir à son dernier jour. Le 31 pour être précis. Alors qu'en janvier On nous annoncera que les caisses sont vides, en octobre tout est encore possible. Par exemple 15 avions pour transporter 2 000 hommes de sécurité, les avions ministériels et présidentiels, boucler tout le quartier de la préfecture pour célébrer la libre circulation des biens et des personnes lors de l'établissement de

Schengen, en d'autres mots un coût exorbitant, un bilan carbone déplorable, une efficacité nulle, de la retape et du tape à l'œil pour un conseil des ministres " délocalisé " en Corse. En somme la mondialisation. La Chine étant trop loin, on choisit les petites mains en Méditerranée. L'essai à Strasbourg n'avait pas coûté assez cher, sauf la vie d'un tireur d'élite qui est passé au travers d'un toit et des media.

## 7<sup>ème</sup> lune

Ce serait être d'une mauvaise foi patente, qualité qui m'a épargné, pour ne pas reconnaître que the american Sarko tour a fait un tabac lors de sa promenade aux USA. Standing ovation. Pas moins. Bon il a serré la main de Kennedy, avant et après le discours, sans savoir qui il était bien qu'il l'ait cité dans son texte. Petite attaque vicieuse de ma part. C'est vrai qu'il leur a servi une soupe digeste, c'est à dire le contraire de ce qu'il avait promis pendant sa campagne, comme pour l'Afghanistan. Bon il a résumé sa vue de l'Amérique aux grands espaces, au Coca Cola et au débarquement de Normandie des GI's répétant pour la seconde fois : Lafayette nous voilà !. De vilains journalistes diront que c'était " émotive " mais creux et que Blair avait fait " plus puissant ". Blair a quitté la chaude place de levrette du roi. Sarkozy s'est coulé dans le moule et s'est couché dans le panier encore humecté des odeurs de l'Anglais. On retiendra que Nicolas aime Georges et ses concitoyens, qu'il a promené comme un montreur d'ours Rama Yade et Rachida Dati pour bien suggérer que nous avons nos minorités visibles et la discrimination positive aussi en France, qu'il a promis que l'Afghanistan serait notre borbier à nous aussi et que pour bien faire la guerre à l'Iran nous rejoindrions le commandement intégré of Nato. Le tout en français.

Quasi tout ce mois sera consacré, du 5 au 28, au mentor poignardé de l'ancien maire de Neuilly, le dit anisé Pasqua. Voilà une bonne toile de fond pour un mois assez sombre. Sombre à cause ds grèves comme le 14 novembre dans les transports " publics ", à l'université, sombre comme la loi Hortefeux, sombre comme la loi de la franchise médicale votée au Sénat le 15 novembre. Et d'abord quelle est cette loi dite de franchise médicale ?

- . A chaque fois qu'un malade se rendra dans une pharmacie pour s'y procurer une boîte d'un médicament remboursé, il prendra à sa charge 0,50 euro non remboursé ;
- . A chaque fois qu'un malade bénéficiera d'un acte paramédical (soins réalisés par les infirmières, les kinésithérapeutes, les orthophonistes, les orthoptistes et les pédicures), il prendra à sa charge 0,50 euro non remboursé ;
- . A chaque fois qu'un malade effectuera un transport sanitaire remboursé (trajet effectué en taxi ou ambulance), il devra déboursier 2 euros non remboursables.

Ces frais seront plafonnés à 50 euros par an et par personne.

Les objectifs de cette loi sont de deux ordres : responsabiliser les malades et faire profiter des sommes économisées pour s'attaquer de front à la maladie d'Alzheimer.

Vous remarquerez que le terme de franchise est généralement approprié en matière d'assurance, notamment automobile. Mais sans être sorti dans la botte de l'ENA, tout un chacun peut se rendre compte que la franchise s'applique au cas où vous êtes en tort. Ceci veut dire que philosophiquement, à défaut économiquement, on accuse le malade d'être malade, d'être responsable de sa maladie. C'est évidemment une absurdité humaine et scientifique. Il ne s'agit pas de fraude, mais de maladie. Il est évident que tout fraudeur doit être sanctionné, tout abuseur professionnel comme ceux qui touchent par exemple des salaires de ministre quand ils n'y ont plus droit et qu'ils sont Président de la République, ou comme tout député UMP qui touche les indemnités ASSEDIC en même temps que celles de maire et de membre de la confrérie de l'hémicycle doit être sanctionné. Donc tout abus doit être sanctionné, d'où qu'il soit et où qu'il amène. En revanche un malade sain moralement n'est pas responsable de sa maladie et c'est la solidarité qui doit jouer. Il y a déjà les franchises journalières hospitalières qui se comprennent mieux puisque la nourriture que l'on soit malade ou non, sauf régime spécial, doit être à la charge de celui qui se nourrit. Cette position de nouvelle franchise est humainement et philosophiquement détestable. Ce qui l'est encore plus c'est que ce sont les malades qui seront solidaires des malades d'Alzheimer et non les bien portants, et non la communauté. Et pourquoi monsieur ? Là, j'aimerais comprendre. J'ai la comprenette difficile, et particulièrement bouchée dans ce cas précis. Au lieu de s'attaquer une bonne fois pour toute aux ordonnances longues comme un sermon de Bossuet alors que les autres médecines européennes aussi efficaces en donnent deux tiers de moins que chez nous, aux laboratoires, aux hôpitaux qui gaspillent, on fait dans l'idéologique stupide et au file droit au plus facile. Si nous poussons le raisonnement, plus d'impôts, les élèves payent pour les élèves, les automobilistes pour les routes et les piétons pour les trottoirs ce qui posera quelques problèmes pour un piéton de Strasbourg qui viendra se promener à Paris. Il devra payer une taxe, non à la ville mais aux habitants.

Il aura fallu peu de temps pour se rendre compte de la dégradation rapide et inéluctable de la fonction présidentielle par notre Imperator. L'actualité se charge à la vitesse grand V : grève des marins pêcheurs, grève à l'université, grève à la SNCF et la RATP, broncas répétées contre Rachida Dati et affaire de l'Arche de Zoé. Sarkozy est déjà allé jouer les gros bras devant les salariés d'un entrepôt de la SNCF, il est allé au Tchad et devant les marins pêcheurs. Sarkozy prend la place de tous ses ministres (Lagarde, Kouchner, Barnier). Il intervient partout à la vitesse de l'éclair. Où serait le mal ?

Sarkozolutione a décidé que s'il y avait un problème, se déplacer résolvait tout, comme dans les contes pour enfants où il suffit que le héros parle pour que tout s'accomplisse. Cette précipitation a des conséquences dangereuses car la précipitation fait que les contradictions s'accumulent. On l'a vu pour le Tchad. Petit rappel quand même puisque nos médias semblent penser que seul Sarkoman ait agi pour les

inculpés de cette triste Arche, un article de *Libération* du 31 octobre dernier montre que l'Espagne a aussi agi. Du reste, il faudra revenir sur l'action très trouble de la presse en France dans cette histoire comme si elle voulait enfoncer avec un marteau pilon cette Arche folle pour sauver trois des leurs dont il faut souligner que la journaliste de FR3 y était en congé humanitaire et était prête à l'adoption d'un enfant. Elle sera pourtant libérée parce que journaliste. Extrait :

**Accusés de « complicité de trafic de mineurs », les sept membres d'équipage espagnols de l'avion affrété par l'Arche de Zoé, obtiennent un grand soutien de leur gouvernement. Alors que Paris insiste sur la « souveraineté du Tchad », le secrétaire d'Etat espagnol aux Affaires extérieures, Bernardino León, veut « résister avec fermeté » et a défendu fermement la présomption d'innocence des sept Espagnols. Il s'est dit en « désaccord profond » avec les chefs d'accusations et affirme qu'il n'existe pas de preuve contre eux. Le ministre des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, affirme même qu'ils ne sont « responsables de rien ». De quoi souligner l'impression de mollesse de la position française.**

Comme vous pouvez le lire dans la fin le journaliste parle de mollesse française et également d'une vision côté espagnol au départ en contradiction avec celle de Sarkozy et Rama Yade. Sarkozy est entré tard dans la danse, et pas avec le dos de la cuillère puisqu'il a enfoncé tous les opérateurs de cette Arche en perdition. Puis il a indiqué que le Tchad était un Etat souverain, poursuivant plus tard qu'il fallait tenir compte de la présomption d'innocence, distinguant par la suite les journalistes des autres et allant avec son petit avion à CO2 Grenelle chercher les trois journalistes et quatre hôtesses de l'air (on se demande pourquoi les stewards seraient plus coupables que les hôtesses du reste et on se demande pourquoi l'ambassadeur de France sur place n'aurait pas pu accompagner les sept personnes jusqu'à un avion). Il termine aujourd'hui en disant qu'il ira chercher tous les Français. Ce dernier point est à rapprocher de cette sortie qu'il a faite à un marin pêcheur, événement dont je reparlerai. Voici retranscrites ses paroles (en bruit de fond on entend 140 %, putain, etc.) « Qui est-ce qui a dit ça ? C'est toi qui as dit ça ? Descends pour le dire, descends. Si tu crois, si tu crois, si tu crois qu'en insultant cela va régler le problème des pêcheurs . Permets-moi de te dire, permets-moi de... baffouillements... Bien, viens, viens, viens. »

L'énervement est une marque de fabrique de Nicolas Sarkozy. L'énervement et le tutoiement méprisant. Mais ce que je voudrais surtout souligner, d'où le titre de cet article, c'est qu'il n'agit pas en chef d'Etat. Il agit en parfait petit caïd de banlieue entouré de ses gardes du corps. Si je lie cet incident à l'Arche perdue, c'est que là aussi, au-delà du fait que pour la seconde fois il embrasse un dictateur et celui-ci a

utilisé des enfants de 13 ans dans sa milice, au-delà du fait qu'il donne à nouveau une tribune à un dictateur, il ridiculise la diplomatie, il court-circuite ses ministres alors qu'il n'y avait aucune obligation de son intervention. Cela pose de lourdes questions. Un Etat est formé de ministres et de conseillers, de préfets, d'agents de l'Etat, de diplomates, de personnes compétentes en somme, personnes qui connaissent leur travail, qui ont tissé des liens, qui connaissent les lois (mieux que Sarkozy), les circonstances, la jurisprudence, les canaux et les passages obligés. Cet Etat a un ambassadeur à N'Djaména. Si le chef d'Etat supprime dans une opération tous les intermédiaires pour une efficacité spectacle - car le problème n'est que partiellement résolu et il l'aurait été sans lui -, que se passera-t-il à chaque problème international ? D'une part s'il traite le problème dans l'urgence et la médiatisation (on l'a vu pour Ingrid Betancourt) il va commettre des erreurs dont un jour celles qui seront irréparables. D'autre part s'il ne s'en occupe pas cela crée une distorsion entre le traitement des problèmes donc de l'injustice. Et que fera-t-il en cas de, disons, trois problèmes simultanés ? Mais il cumulera forcément les deux : des affaires qui ne seront pas traitées par lui et celles qui amèneront des dégâts irréparables. Pour cette histoire de Tchad, en intervenant en chef suprême, il ne laisse plus aucune place pour qu'un autre instance au-dessus puisse intervenir ensuite. Sa rapidité a déjà créé des contradictions (Etat souverain, puis intervention dans la justice de cet Etat), mais nous entraîne sur une piste glissante : l'ingérence juridique. Pour l'instant l'avocat de l'Etat tchadien a répondu à Sarkozy que ce n'était pas à lui à dicter la justice au Tchad. Le ministre de la Justice de N'Djaména démontre que cette convention n'est pas applicable et enfin déclare qu'aucune demande n'a été faite encore. Par ces paroles de matuvu, il va énerver considérablement les Tchadiens et, par voie de conséquence, mettre en péril pour la suite la défense des "humanitaires" emprisonnés. De même, la fonction de président subit de plein fouet une dégradation ultra-rapide par démonétisation de son rôle. S'il n'y a pas de gradation dans les interventions, il y a nivellement par le bas et plus aucune porte de sortie par le haut. Mais elle prend aussi un coup à cause de ses énervements répétitifs et surtout avec ce comportement de caïd de banlieue, de caïd à tous contre un comme le sont tous les caïds de banlieue. Dans cette altercation on croirait entendre l'un d'eux. Ce "Viens, viens, viens" qui ne l'a entendu par un voyou qui veut se battre ? Toute dignité perdue, il bafouille de rage. Mais quel courage y a-t-il à demander à un marin de venir "s'expliquer" comme deux hommes s'expliquent - et lorsque l'on dit que deux hommes s'expliquent on dit qu'il vont essayer de s'envoyer quelques horions, alors qu'il est chef d'Etat ? C'est ce comportement qui lui fait dire qu'il va aller chercher les Français au Tchad. Non seulement c'est un erreur magistrale en matière de diplomatie, mais en plus c'est d'un orgueil démesuré. Comme il va aller chercher la croissance à 3 %. L'activisme a ses limites et la démonstration de force aussi. Sarkozy dérape - semble-t-il - de plus en plus. Et sa fonction perd toute dignité, tout recul, toute réflexion et toute action calme et efficace. Une fois son rôle dévalué, son influence va suivre. La peur et la lèche lui permettent encore de se dresser sur ses ergots devant les députés UMP, mais bientôt l'équilibre entre la peur et la révolte va se rompre, et ses ouailles qui en ont déjà

assez des couleuvres et des engueulades vont faire quelques dégâts. Mais cela n'est que de la politique interne à l'UMP. En France et à l'étranger, son comportement colérique va avoir des conséquences autrement plus graves, dont une perte d'influence, une image dégradée de notre pays. Alors ceux qui croient que sauter dans un avion avec des caméras, cela résout tous les problèmes vont déchanter.

L'obscurité de ce sombre mois étend son ombre jusqu'en Chine où la République emmène dans ses valises, la mère et le fils du roitelet (qui paye?), pour faire plaisir à Royal qui aime la justice de cet empire du milieu (in medio stat virtus) deux repris de justice et dont une épistolière qui fait des fautes d'accord et qui parle espagnol, les Balkany, Rachida Dati, la co-équipière de tous les voyages, mais pas de Rama Yade. Il ne faut pas fâcher ceux qui tiennent le stylo qui signe pour 20 milliards d'euros de contrats. Peu importe ici comme ailleurs et comme avant et comme après, les incontournables Airbus dont je n'ai plus à présenter le miroir aux alouettes qu'ils représentent pour nous Français, peu importe l'obligation de transfert de technologie qui va nous dépouiller dans l'avenir tant il est vrai qu'en matière des droits de l'homme et des droits du commerce ce pays est recordman du monde de leur négation, peu importe que la copie est leur nature première, peu importe ce qui sera fabriqué sur place. On globalise, c'est plus simple et plus flatteur (surtout très mensonger). On se courbe comme il est séant de se courber et recourber pour dire saluer en Asie, et on reste le dos courbé tout au long du voyage. Notre Phare universel n'a pas pris sa pile Duracell pour ce long voyage, et sa lumineuse défense des opprimés sera à la cave, restée en France pour les discours mobilisateurs.

## 8<sup>ème</sup> lune

A tous points de vue (politique, humain, économique, image et honneur) la venue en France du bandit vert et rose, roi du désert et du pétrole, dandy assassin en gandoura et lunettes Men in Black est une catastrophe. Pour son aura personnelle Sarkozy a honteusement profité des négociations ayant engagé une vingtaine de pays, de nombreux services secrets, d'un accord déjà obtenu en février, du versement d'une rançon (le kidnapping le plus juteux de l'histoire du kidnapping) versée par nos amis du golfe et qui va nous coûter à nous un jour ou l'autre et qui a remboursé les dommages payés par la Libye aux victimes des avions détruits par elle-même, pour faire croire qu'il a obtenu la libérations des soignants bulgare-palestiniens. Pour obtenir cette gloriole immonde il a promis au cheik sanglant une réhabilitation internationale. Il vient de faire payer à la France sa dette envers Kadhafi. Il l'a invité en grandes pompes assez funèbres avec tapis rouges et petits plats dans les grands.

Pas un, ni deux, ni trois, mais c'est bien cinq jours que le truand tortionnaire a été invité ici sur cette terre que l'on croit être à l'origine d'une certaine déclaration des droits de l'homme. Ici où les *french doctors* ont été inventés. Il arrive en limousine blanche démesurées comme un Al Capone anté-saharien protégé par ses amazones armées et sa suite de roi soleil. Il loge non dans les palais de la République mais sur son gazon dans sa yourte africaine. Il ne respecte rien et impose ce qu'il a envie d'imposer. Mais que l'on se rassure ce n'est pas une visite d'Etat mais officielle. On l'aura compris l'honneur est sauf. Quant à moi je n'y vois pas grande différence.

On, impérial, nous avait donné au moins trois raisons pour la venue de ce monstre, en repentance selon l'Elysée :

- 1- la libération des bulgares et du néo-bulgare
  - 2- il faut parler avec les ex pour qu'ils rentrent dans le droit chemin
  - 3- les contrats ! les contrats comme Harpagon avec sa cassette. Petit rappel " Mais que diable allait-il faire dans cette galère ? "
- Mensonges et échec sur toute la ligne.

Pour les otages libyens toutes les preuves ont été données mille fois que Sarkozy n'a fait qu'avancer de quelques jours ce qui était prévu de longue date faisant par ce geste un mauvais échange de mauvais procédés : gloire pour l'un réhabilitation pour l'autre.

Décidément Kadhafi n'est pas docile. A France 2 il contredit les affirmations de Sarkozy et Guéant. Non, notre lumineux guide (pour distinguer entre eux les deux guides il ne faut pas se fier aux lunettes de soleil tous deux en portent, ni aux gardes du corps

chacun à une armée, mais à la tente dans le jardin, ici il ne s'agit pas du bédouin) n'a pas parlé des droits de l'homme. Qui ment ? Cela importe peu car cela prouve deux choses : un qu'on ne peut pas faire confiance à Kadhafi si ce qu'il dit est faux et qu'il est incontrôlable, qu'il se moque comme d'une guigne des droits de l'homme et donc que nous réhabilitons un fou dangereux. Deux que si Kadhafi dit vrai c'est notre lider Massimo qui est un fieffé menteur et un lâche. De toutes les façons le doute est jeté et le mal a commencé à ronger. Il faut ajouter à cela que nous l'avons reçu en belles pompes bien cirées alors que 48 heures auparavant il venait de justifier le terrorisme. Or on nous avait dit qu'il était rangé des voitures depuis avant la libération des infirmières et du médecin. N'y aurait-il pas là une contradiction fâcheuse ? Enfin pire c'est Kadhafi qui devant l'UNESCO qui nous donne des leçons de droit de l'homme sous les applaudissements.

Pour en terminer, ces fameux contrats, ceux qui autorisent tout et font 10 milliards ! et des milliers d'emplois pour 5 ans. Qu'en est-il ? *Libération* nous sort un article assez intéressant. Il est dit des éléments essentiels quant à la tartufferie de la venue du guide du désert. Les Airbus étaient signés avant la libération des otages en juin au salon du Bourget. Leur montant n'est pas de 2,7 milliards mais de 2,17 un petit 530 millions en moins. Oh juste deux trois jours de vacances de Sarkozy. Il faut de plus rappeler d'une part que la France tant en capital qu'en retombée économique est largement minoritaire et d'autre part que le plan power 8 va s'appliquer et qu'Airbus envisage de délocaliser du travail dans la zone dollar donc encore moins de travail pour les Français. Il restera des queues de cerises de ce contrat (là c'est vrai j'exagère un peu. Mea Culpa). Pour le reste l'article vous le confirmera tout est très vague, non certain et non signé. Il se trouve aussi que certains contrats concernent EADS et donc une seule partie se fera en France ce qui diminue d'autant la valeur de ces très hypothétiques contrats. L'addition s'élève selon *Libération* à 300 millions.

La conclusion de tout cela est d'une tristesse infinie. Sarkozy nous a emmenés dans une galère amoral, déshonorante à partir de faux prétextes et avec des justifications de " realpolitik " qui s'avèrent fumeuses. A tous ceux qui défendaient cette belle théorie des contrats regardez donc la vérité en Face. Kadhafi comme le prouve son attitude dans ces deux faits : sa tente où il veut comme il veut et son démenti à France 2 a roulé Sarkoléon dans une fange morale qui ne sent pas bon et Sarkoléon a entraîné avec lui tout un pays et toute une histoire dont il se réclame et qu'il clame glorieuse. Il a écorné notre histoire. Il devra en rendre des comptes. Le mal est incommensurable. Kadhafi pousse le bouchon jusqu'à nous renvoyer la pierre. Il vient ici sur notre territoire se faire réhabiliter et nous insulter après avoir glorifier le terrorisme. Quant aux contrats ce sont des châteaux en Espagne (ou en Libye). C'est 20/20 pour lui et zéro pointé pour nous. Echec partout, l'infamie en plus. Voilà la belle réussite de notre capitaine qui vogue le doigt au vent. La tempête des sondages le coulera peut-être, mais pour nous son vent à lui a déjà commencé à nous couler.

Il nous reste la honte.

Le mal qui couve en France depuis le mois de mai s'aggrave. La France se déchire à l'intérieur et se couvre d'opprobre à l'extérieur. Ces derniers jours de mi-décembre nous sommes arrivés à un paroxysme de poissonnerie de quartier où tout le monde se met à hurler. C'est comme un incendie dans maison France on voit courir dans tous sens des brûlés en hurlant. Ayant pour seul ligne de conduite le pouvoir, comme seul objectif le bling bling et la gloire et comme seul moyen la communication-propagande Sarkozy a atteint le sommet du cafouillage et la termitière minée depuis le début de sa présidence craque de toutes parts. Ce qui devient plus lourd de conséquence c'est que les media - consciemment ou non - amènent cette pierre non à l'édifice mais à la destruction de notre pays.

Nous voyons sous nos yeux notre pays s'enfoncer dans l'incohérence la plus totale, le Barnum désordonné où on aurait lâché les tigres sous la tente. Malheureusement il n'y a pas dans tout cela un pire mais des pires : l'incohérence de gouvernement, " l'attisement " par Sarkozy des affrontements des uns contre les autres, la dégradation immense de notre image, des faux contrats, le délitement total d'une nation. Nous savions que la presse subissait des pressions, nous savions qu'une certaine presse était complice par conviction, par lâcheté ou par intérêt, nous nous apercevons maintenant qu'elle paraît si fascinée par ce pouvoir qu'elle crée elle-même les conditions de l'annihilation de l'opposition en glorifiant ce pouvoir de sa technique magistrale de destruction politique de ses opposants.

Cette affaire-là n'est pas anodine et porte en elle les germes d'un danger des plus grands. Le gouvernement n'est en ce moment qu'une fanfare municipale d'amateurs déboussolés qui font des couacs et sortent parfois du rang alors que l'UMP voudrait une escouade de la légion étrangère, au pas lent et puissant, défilant en tablier de sapeur un 14 juillet ensoleillé chantant la gloire du prince de voix chaudes et profondes. Où est la presse ? Dans la fanfare alors que son rôle est d'être à l'extérieur et de regarder cette compagnie dépenaillée avancée en désordre vers là où le chef les mène, c'est à dire vers le gouffre.

L'affaire extraordinaire - outre celle de la venue de Kadhafi aux lunettes de star de romans noirs avec contrats en papier de chiffon, petits mensonges entre amis etc. - c'est celle de Rama Yade. Au-delà des théories qui disent le partage de rôle entre *l'ange blanc et l'ange noir* (ce n'est pas une formule que j'ai inventée mais reprise à un journaliste), qu'en somme tout était arrangé d'avance permettant ainsi à notre lider Massimo de recueillir malgré tout les lauriers, ce qui me choque profondément c'est - et honte à ces media - la présentation des faits, la communication en somme. Quels sont les faits ? D'une part Rama Yade fait une déclaration fracassante dans les journaux et reprise ensuite à la radio. Dans le même temps différentes voix s'élèvent au moins aussi violemment parmi lesquelles Delanoë, Royal, Hollande, BHL (le maudit je sais), Bayrou tant dans la presse, à la radio, à la télévision, dans l'hémicycle que sur

le terrain avec un acte symbolique de vouloir planter une tente devant le mur de la paix interdit par la préfecture. Que font donc ces media damnés ? Alors que l'opposition est présente, avec des arguments et des indignations forts, avec des gestes symboliques visibles, elle monte en épingle la sortie de Rama Yade la sur-développe au détriment des autres interventions, crée un sur-événement - bien sûr que ce n'est pas anodin, bien sûr que c'est important ce qu'a fait notre secrétaire d'état, mais pas plus que tous les autres réunis, moins, bien moins - et de cette excroissance injuste en fait la nourriture d'une théorie qu'elle aide à créer et à alimenter : l'opposition est au sein même du pouvoir et rend inaudible l'opposition réelle, l'ouverture permet les discussions et tout se passe finalement dans ce lieu clos. Exit l'opposition. Or ceci est aussi faux dans le fond que dans la forme. Ces media sont au milieu de la cacophonie gouvernementale sans aucun recul. Vu de l'extérieur, on ne devrait trouver cela que comme une immense pétaudière. Que font les media ? Ils renversent cette évidence en tactique subtile et efficace du très intelligent et très travailleur Sarkoboulot. Ce qui est un défaut majeur devient une qualité extrême. Ces media accréditent dans un même mouvement que notre Guide détruit l'opposition et pratique l'ouverture. Pour la destruction de l'opposition - alors qu'il disait qu'il était le président de tous les français et qu'il voulait donner sa place à celle-ci c'est intéressant comme démonstration du : « je dis ce que je dis mais je fais ce que je fais » - que l'omniscient s'y engage est une certitude. Il lance sa machine de guerre depuis qu'il est président, ce n'est pas nouveau. Mais que les media lui facilitent la tâche ainsi c'est nouveau. Ces media qui aident à créer un phénomène de destruction car ils en sont l'amplificateur-déformateur deviennent une honte. Alors qu'ils devraient analyser la situation et relever que ce désaccord de Rama Yade est surtout un couac de taille, un couac sans conséquence - sinon justement de faire désordre et superficiellement de bâtir la théorie des media - car Rama Yade avait auparavant serré la main tout sourire du cheik sanglant quand elle était en Libye, car elle est restée au gouvernement, car elle a ensuite modéré ses propos, car enfin cela n'a pas fait partir Kadhafi, ce n'est donc qu'une indignation temporaire sans aucune efficacité, ils font tout autre chose. Ils font l'analyse non du fait - et j'y reviendrai - mais des à-côtés communicants. En somme le Maître haut-parleur fait très fort car il crée en son gouvernement la discussion et coupe l'herbe sous les pieds de ses adversaires qui deviennent inaudibles. Or s'ils deviennent inaudibles la faute à qui ? Justement à ces media qui sur-donnent la parole à Rama Yade, sur-commentent ses déclarations et surtout l'environnement et coupent la chique aux opposants. Ainsi font-ils eux-mêmes le travail en déséquilibrant les informations puis en disant que ces informations sont déséquilibrées grâce à la tactique géniale de Sarkoviel. Ils sont donc acteurs et complices et surtout traitent plus de la forme que du fond. Il travaillent à l'œil, pris dans la fanfare, assourdis par les fausses notes et vont boire un bon coup au banquet offert par la municipalité. Au lieu de cela ils devraient en sortir, la regarder passer et réfléchir. Que verraient-ils ? Un : que c'est effectivement une véritable cacophonie et que la cacophonie n'a jamais été une harmonie qu'elle fût municipale ou orchestrale. Deux : que ces fameuses discussions, que cette fameuse opposition au sein même du gouvernement n'est qu'un pitoyable

leurre. Une véritable opposition aurait empêché la venue de Kadhafi dans ces conditions. A quoi bon des cris d'orfraie si la chouette ensuite retourne dans la meute et suit le parcours imposé ? Car que voit-on ? Il y a des déclarations qui sont discordantes - et donc doivent être prises pour des couacs et rien d'autre - mais les musiciens amateurs qui les font sortir un peu du rang, lancent leurs fausses notes à coup de trompette, regardent la fanfare qui continue son chemin et courent à toute vitesse reprendre leur place. Qu'est-ce que cela a changé au cours des choses ? Rien. Strictement rien hormis le désordre. Cela n'a fait que du désordre. Que retiennent les media ? Le désordre ? La rentrée dans le rang ? La fanfare qui continue son parcours comme si de rien n'était ? Non ils applaudissent un chant de rossignol aveugle et inutile, flatte le courage de ce rossignol et s'ébaudissent du talent talleyrandesque de Sarkozy. Machiavel est de retour. Le prince nous gouverne et les media sont ses laquais. Cette même presse ne découvrira ces couacs qu'en avril 2008 alors que depuis juin ce n'est que successions de déclarations contradictoires, de bisbilles intergouvernementales. Il lui aura fallu, à cette presse sourde et aveugle 10 mois d'un bruit infernal de discordances pour s'en apercevoir. Il lui a fallu attendre que le Guide tape du poing et qu'il flirte avec le plancher des vaches des sondages pour oser le remarquer.

Après avoir été l'un des premiers et seuls chefs d'Etat à avoir félicité chaleureusement le dictateur brutal russe d'une victoire entachée, Sarkozy s'est dit très heureux de recevoir Kadhafi quand celui-ci défend, juste avant sa venue en France, la légitimité du terrorisme.

Cela fait près de huit mois que Sarkozy règne sans partage sur la politique intérieure, extérieure et économique en France. Bien heureux et très savant est celui qui sait où notre guide nous guide. Pour un observateur un peu simple comme je le suis, on ne voit que du pointillisme réactif à l'actualité émotive avec un dessein clair - celui de faire parler de lui et d'user des médias complices comme d'une arme de propagande - mais sans tableau cohérent qui se dessinerait même à l'œil d'un professionnel (peut-être à celui d'un astrologue ou d'un scientologue). Une des rares clartés de cette politique est le business quel qu'en soit le coût pour les libertés, l'humanisme et l'honneur. Je dirai de tout cela : Sarkozy ou la politique de l'iceberg avec la France dans le rôle du Titanic

Pour définir ce qu'est une politique de l'iceberg, il faut poser quelques jalons. Les faits et les actes se jugent dans un contexte, mais également en regard des promesses et des déclarations antérieures à ces actes et faits. Il faut donc ne pas avoir la mémoire courte et se souvenir. Pour cette démonstration - je me flatte - nul n'est besoin de prendre mille et une références - que le sultan Shâriyâr me pardonne, mais je n'ai pas assez de place ici - seulement deux ou trois. En politique intérieure il nous était

annoncé deux éléments fondamentaux : Sarkozy et sa bande UMP avaient un programme de gouvernement prêt, cohérent et salué par des organismes d'analyse financière indépendants, dépendants du patronat. Une fois en place on appuyait sur le bouton de la machine à loi et le doux crépitement des imprimantes nationales donnerait un son mélodieux qui déclencherait joie, richesse et choc de confiance. Les jours heureux allaient chanter. Et élément corollaire non moins certain : une équipe gouvernementale soudée, compétente (la meilleure non seulement possible, mais jamais vue depuis la création de la terre - peut-être même était-ce écrit dans la Bible dans le chapitre de l'Apocalypse qui n'est pas le désastre, mais bien au contraire l'avènement du royaume de Dieu sur terre). En politique extérieure, il en serait enfin fini de la langue de bois, des reculades diplomatiques, du repentir, d'une France inaudible et éteinte, avec Sarkozy sur le théâtre international France *would be back* !

Que voit-on dans la réalité ? Borloo - compétent mais amer - que l'on change de ministère car il parle trop et est trop brouillon - deux questions : ne le savait-on pas avant - il semble que Sarkozy devait le connaître un peu quand même ? Et pourquoi donc lui avoir confié ce ministère ? Juppé incompetent car battu aux législatives. En ce qui concerne une équipe soudée et appréciée il suffit d'ouvrir un journal pour lire que Yama Rade n'apprécie pas la favorite Rachida Dati - petite digression sur notre ministre de la Justice car cette femme est effectivement stupéfiante : a-t-on jamais vu un ministre devenir mannequin Dior dans un magazine ? On ne pourra plus le dire -, que Fadela Amara - dont le langage ravit tous les poètes dont Nadine Morano - n'aime guère Hortefeux, mais ne se retire pas et que le Grand Chef passe régulièrement des avoïnées aux uns et aux autres en fonction de son humeur, des baisses de sondage ou de la conception égocentrée qu'il a de la communication. Que voit-on d'autre ? En matière de lois des reculades (Université, service minimum), des incompétences (intérêts d'emprunt) alors que tout était soi-disant prêt et aux petits oignons et par-ci par-là : des cadeaux non prévus injustes car catégoriels et restrictifs (marin pêcheurs) ou alambiqués (la complexité des heures supplémentaires est telle que personne n'y comprend rien et c'est de toute façon anticonstitutionnel). Nous pouvons aussi parler de la contradiction de cette politique à la petite semaine. Exemple : notre lider Massimo annonce aux Français - obligatoirement béats et fascinés - que les 35 heures n'existent plus. Et donc quid des heures supplémentaires ? Notre père Noël comme la semeuse d'un geste large distribue à chaque réunion publique quelques millions. Ce fut le cas avec les pêcheurs juste après un petit accrochage verbal avec un marin et menace de bagarre à poings nus. On attend maintenant les routiers, les chauffeurs de taxi, les ambulanciers, les coursiers. Devant la CGPME d'une phrase (mais où est donc Christine Lagarde ?), notre Manitou incantateur supprime l'IFA (l'impôt forfaitaire annuel). Rien de tout cela n'était dans un programme quelconque et rien de tout cela ne procède d'une vue d'ensemble ni d'une cohérence de gouvernement. J'y reviendrai plus loin.

Quelques mots maintenant en politique étrangère. On nous avait dit - le "on" vous

savez qui sait, suivez mon regard - donc on nous avait dit que nous aurions désormais un héraut sur la scène internationale et que tout allait changer : les dictateurs et autres autocrates allaient trembler dans leur culottes : Duguesclin était là ! Que remarque-t-on ? Rama Yade ne va pas en Chine, Dati oui. Elle va en Tunisie, mais se tait. Sarkozy va en Russie et tout d'abord comprend les "spécificités russes" - vous savez celles qui donnent le droit dans une salle d'opéra de gazer des centaines de personnes ou à Boslan de dynamiter les enfants, celles qui autorisent l'emprisonnement de Kasparov (Sarkozy silencieux là-dessus) ou de journalistes quand on ne les tue pas, celles qui autorisent le massacre des Tchétchènes ou l'asphyxie de l'Ukraine par coupure du gaz, quelques bonnes petites spécificités russes spécialités d'un ancien du KGB, cette ONG humanitaire communiste qui réservait des traitements corporels pour aider à perdre du poids et parfois une dent ou deux ou un œil ou sa raison mentale et qui offrait des séjours de survie dans les conditions extrêmes, sorte d'exercice de motivation (un management à l'américaine en somme) - puis a félicité son éminent dirigeant après une élection douteuse - c'est cela notre honneur retrouvé celui d'avoir à la tête de notre monarchie républicaine un des rares et premiers chefs d'Etat à féliciter un tortionnaire. Vient ensuite la Chine où le Tibet et Taiwan - alors que personne ne demandait rien à notre omniscient - sont par évidence pour Sarkozy des provinces chinoises. On couronne ce tour du monde par la venue de l'autre guide, celui de la révolution libyenne qui va loger sous sa tente sans égard pour le pays qui le reçoit montrant que le chef des deux c'est bien lui, le roi du désert, lui qui vient juste de légitimer le terrorisme, lui dont la photo parue dans *Le Figaro* montre un personnage de film noir avec ses lunettes de soleil et son sourire de bandit de grand chemin auquel répond celui d'un Sarkozy béat et indigne. Tous ces reniements et toute cette honte pour notre pays en politique étrangère pour quoi et pourquoi ? La réponse est multiple. Il y a cette dualité du discours pour l'intérieur de nos frontières opposé à celui pour l'extérieur, il y a flatter le côté coq de bruyère des Français avec la lâcheté fondamentale de Sarkozy qui est fort et méprisant pour les faibles et faible et obséquieux devant les forts. Et il y a son environnement, le business et l'argent roi. Ses défenseurs vont nous seriner que derrière il y a des contrats. Ah les contrats ! Si ce n'est pas nous, ce sera les autres. Soyons pragmatiques tonnerre de Brest (et d'ailleurs) ! Voilà, la morale du compte en banque. Peu importe que l'Allemagne ne suive pas ce chemin et ait pourtant plus de contrats que nous. Mais il est vrai que ceux qui ont payé les vacances de Sarkozy à Malte ou aux Etats-Unis, les amis de Sarkozy sont des conseillers philanthropes qui ont dû glisser quelques mots bien sentis dans le tuyau de son oreille fort réceptive. Il serait bon de rappeler la mauvaise foi des journalistes dans ces fameux contrats tant en Chine qu'en Algérie. En Chine, d'abord, ils ont négligemment oublié de dire que la France dans Airbus n'est qu'à une minorité tant dans le capital qu'en retombée économique - se trouvent dans ce consortium également l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne et, à une moindre mesure, l'Italie - comme pour Areva une part sera localisée avec un investissement de cette société sur place avec création d'une société commune. Ceci réduit de façon significative ces contrats d'une part et ensuite Sarkozy n'est en rien responsable de ces

signatures dont certains sont en négociation depuis plus de quatre ans. En ce qui concerne l'Algérie, l'amalgame est plus complet encore. Sont allègrement mélangés les contrats de fournitures algériennes (gaz), les investissements français (Total) et les contrats au bénéfice de la France. En somme, on additionne pommes, poires et carottes et on présente le tout dans un beau paquet cadeau en sous-entendant ou même en le criant sur les toits - voilà l'efficacité de Sarkozy. Ici aussi, il est évident que ces contrats sont négociés depuis des années et, en ce qui concerne le gaz, la date ne correspond à rien d'autre qu'à la date d'échéance et de renouvellement d'un contrat d'approvisionnement. Du reste, bientôt, on va féliciter Sarkozy que le jour de l'an (en l'occurrence celui de 2008 le premier de son quinquennat) tombe un premier janvier.

Ne croyez pas que j'ai oublié où je voulais en venir : la politique de l'iceberg. Tout ce qui est écrit plus haut en est la démonstration. Sarkozy règne comme un capitaine qui n'a jamais navigué (ohé ohé), mais qui a tout fait pour être capitaine : mensonges, promesses éhontées, tromperie manifeste sur sa supposée compétence, tromperie sur sa préparation à gouverner, sur son trajet maritime, sur ses réserves de carburant, sur son équipe de matelots. Il voulait le bateau et faire une petite croisière, mais ignorait complètement comment le diriger et vers quel port il allait le diriger (vers les Etats-Unis ?). Capitaine incompetent, colérique et sûr de lui, celui qui donne à tout le personnel de bord les ordres en passant par dessus tous les lieutenants, quartiers maîtres et maître queue. Le navigateur c'est lui, sans boussole et sans carte. C'est son jouet et qu'on ne vienne pas l'emmerder. Le premier grand coup de barre qu'il donne pour donner du punch à son navire coûte un petit quatorze milliards d'euros. Et le bateau quitte le port en tanguant. Malheureusement sa route est très vite déviée au nord (contrairement au réchauffement climatique) : choc de confiance inexistant, grèves, économie en berne, subprime américains qui plombent les marchés, etc. Un capitaine au long cours possède une carte, un trajet, tient compte des éléments et doit tout en conservant son objectif à long terme (son port d'arrivée) tenir compte du moyen terme et du court terme, cependant il délègue aux compétents concernés leurs tâches respectives et se contente de donner la direction au navire et de répondre aux urgences quand cela concerne son grade. Notre actuel capitaine bondissant qui navigue, lui, à vue, sans carte, mais sous les projecteurs des médias et pour tout outil d'orientation les sondages, regarde ce qu'il voit sur les flots en l'occurrence les icebergs qui dérivent. Or, comme il ne traite que ce qui se voit (média oblige), qu'il ne cherche pas à traiter le fond (la partie non visible des icebergs), qu'il arrive directement sur eux car il n'a pas de plan cohérent à long terme et qu'il réagit en donnant des coups de barre ici et là en fonction uniquement de l'actualité, et, comme il est sûr de lui et croit en l'insubmersibilité de notre pauvre France, il fonce sur l'iceberg comme on joue aux auto-tamponeuses. Comme il n'a qu'une courte vue, il voit les icebergs juste quand le navire les aborde et réagit à l'instinct communiquant : presse, compassion et aucun recul. Un des plus beaux exemples en a été la réception à l'Élysée des parents des deux adolescents morts dans ce qui est un banal accident

de la route. Certes la police a été engagée, mais ce n'est qu'une coïncidence. Ce n'est ni politiquement ni moralement juste de recevoir ces parents-là. Va-il recevoir tous les parents de tous les accidentés de la route ? Il est allé voir les policiers blessés lors des émeutes qui ont suivi, mais non (à ma connaissance) le conducteur du véhicule et ceux qui étaient avec lui qui, s'ils sont des êtres normaux, doivent être terriblement choqués d'avoir été impliqués dans un accident qui a ôté la vie à deux hommes encore bien trop jeunes pour mourir, comme il n'a pas rencontré les parents de la jeune fille assassinée dans le RER. Sa compassion est médiatique et opportuniste. Cette politique de l'iceberg est aussi appliquée dans le choix des ministres notamment Rachida Dati, Fadella Amara, Rama Yade et les ouverts. On les prend parce que sous le soleil, comme le haut d'un iceberg, ils sont beaux et brillent. Peu importe tout ce qu'il y a sous la ligne de flottaison. Ils sont en fait représentatifs, plutôt démonstratifs. Des marionnettes que l'on montre en foire. Ils possèdent en plus - ce pour quoi ils ont été choisis - en eux une contre-attaque permanente à toute velléité de mettre en cause leur compétence ou leur honnêteté intellectuelle. A toute critique est immédiatement opposée une série de contre-feu difficilement contrables : vous les attaquez parce qu'ils sont minoritaires (femme, d'origine immigrée) ce qui fait de leurs détracteurs au choix des jaloux, des racistes, des machistes, des aigris, des malhonnêtes. Du reste Rama Yade s'en servira pendant la campagne municipale de mars 2008 ce qui vaudra un beau tollé, comme Rachida Dati dira à un militant du Modem qu'elle ne lui parlait pas parce qu'il était raciste. Sans preuve. Tout est dit. Du reste Sarkozy aux Etats-Unis les a montrées comme des animaux en disant voyez regardez-les bien, moi je fais de l'ouverture tous azimuts. Voilà ce que c'est que la politique de l'iceberg et j'ai bien peur que notre pauvre France ne soit en fait qu'un *Titanic* en devenir.

A l'approche de la naissance du petit Jésus, en villégiature au Vatican avant un bon repas méditerranéen notre lider Massimo, juste honoré chanoine mais sans la bure, mais avec Rolex, a lâché cette phrase, prise dans notre élégant journal le Figosky (je prends souvent cet organe de presse car il divulgue les paroles d'Évangiles et ainsi je ne peux être taxé d'avoir choisi un media qui s'oppose bêtement et brutalement dans la plus parfaite malhonnêteté) qui va faire date :

« *Les racines de la France sont essentiellement chrétiennes* »

Mais l'arbre que nous propose notre guide ne semble pas pousser dans l'Eden - peut-être que le serpent... ?- car ses fruits ne ressemblent en rien à ces pommes du savoir mais plus à celles des Hespérides avec cette juste comparaison qu'elles sont peu nombreuses et strictement réservées à cette rare élite à Ray Ban même en hiver, Rolex et chaîne en or autour du cou, à une caste melting pot (potes ?) d'héritiers blindés, de stars expatriées et de sportifs dopés à l'insu d'eux-mêmes. J'allais oublier les mannequins croqueuses d'hommes qui aiment, elles aussi comme notre américain Bambi, se divertir dans les affriolantes descentes de Mountain Space. En tout cas il arrive au Vatican en homme dans le péché chrétien du double divorcé et cocufieur

avec une journaliste de ce même Figosky pendant l'escapade américaine de la première C...A.

Il m'arrive de lire les commentaires des journalistes tout comme ceux des internautes qui s'expriment dans les forums - je n'écrirai pas fora car le débat orthographique des pluriels des mots étrangers n'est pas clos - multiples qu'ils soient des journaux ou indépendants c'est-à-dire juste forum à part entière. Les commentateurs qui aiment avec la retenue qui les caractérise nous disent qu'enfin l'hypocrisie a passé l'arme à gauche (ah ah) et que montrer que l'on peut dépenser l'argent que l'on a bien sué à gagner est rafraîchissant et à glorifier. Ils oublient juste un peu que Sarkollards profite surtout de l'argent des autres et que dans ce domaine comme dans d'autres sa fortune personnelle n'arrive pas à la cheville des Bolloré, Dassault, Bouyugues, Arnault et autres Lagardère, et que la manière qu'il a eu de gagner la sienne n'a été que trahison, mensonges, insultes et menaces, et travaux gratuits et cumul de mandats - petit rappel pour les amnésiques : avocat, maire de Neuilly, conseiller général et président du conseil général et ministre de l'intérieur, plus augmentation auto-déterminée après le 1er janvier car avant il touche jusqu'au 31 décembre, soit 3 mois de plus que ne l'autorise la loi, son " salaire " de ministre de l'intérieur supérieur à celui du président faisant par là comme le démissionné de Boutin : charité bien ordonnée commence par soi-même. Quant aux journalistes, ils nous déclarent, béats, que ce président dépoussière la République et nous montre au grand jour ce que les autres cachaient dans les alcôves.

Que vient donc faire cette diatribe me direz-vous avec les racines chrétiennes ? J'y viens, car si je n'étais pas assis quand j'ai lu cet article mon fondement aurait touché brutalement le sol. Ce ne sera pas le choc des photos, réservées à cette nouvelle marque de tapis que l'on nomme *Paris Match*, mais bien celui des mots. Je laisse la parole au travers de son porte voix le Figosky :

*« Ce que j'ai le plus à cœur à vous dire, c'est que, dans ce monde obsédé par le confort matériel, la France a besoin de catholiques convaincus qui ne craignent pas d'affirmer ce qu'ils sont et ce en quoi ils croient »*

ce à quoi s'ajoute ce savoureux :

*« Je comprends les sacrifices que vous faites pour répondre à votre vocation parce que je sais ceux que j'ai faits pour réaliser la mienne »*

Ainsi il ose. Il a osé. Lui dont ses fans disent qu'enfin il réhabilite l'argent et son ostentatoire démonstration ose nous parler du monde obsédé par le confort matériel. C'est à vomir. Il nous parle de catholiques convaincus à l'instant où l'un d'entre eux nommé non par Boutin mais par lui-même et ses conseillers diaboliques (pas mal un

conseiller diabolique quand on parle avec le représentant sur terre du Paradis) depuis 26 ans fraude au détriment des plus démunis et se fait mettre dehors non sans cris et dénonciations bruyantes. Il nous parle de catholiques convaincus dont la morale financière est fortement éloignée de celles de ses amis. Il nous parle de catholiques convaincus dont la charité - celle qui est dite chrétienne - s'oppose aux tests ADN, s'oppose à l'échelle de Jacob des inégalités sociales que nous dressent Sarkeuros et ses affidés. Il nous parle donc de l'Évangile dont un des " épisodes " majeurs est bien Jésus chassant les marchands du temple. Il glorifie devant le Pape tout le contraire de ce qu'il met en place, tout ce qui est sa démarche personnelle et gouvernementale. Janus est un ange devant Sarkozy. Un certain psychiatre lors d'une émission *C dans l'air* disait que notre sous-chef de gare égaré à la tête de l'État était un être multiple et qu'en cela il était moderne et plaisait aux foules fascinées. Multiple ? Non un menteur n'est qu'un menteur, ce qui est multiple ce sont ses mensonges et ses positions. Il est fort avec les faibles et rampant devant les forts. Et là il n'est pas multiple. C'est une constante comme dirait Planck. Juste quatre exemples : avant de voir Poutine il ne lui aurait pas serré la poigne (se sont ses paroles) le lendemain en conférence de presse il parle des " spécificités russes " qu'il comprend, la Chine ici devant nos caméras est le démon du Darfour, sur place le Tibet et Taïwan sont des provinces chinoises, passons rapidement sur les tapis rouges et les plats en argent pour Kadhafi, voilà que devant le Pape il lui sert la soupe que celui-ci veut entendre : le bling bling quelle honte, vive la bure, le cilice et la procession à genou !

Notre néo-chanoine n'affine jamais sa tactique, il ne fait qu'enfoncer son sillon détestable : monter les uns contre les autres, trouver des responsables et flatter son auditoire : « *la République laïque a longtemps sous-estimé l'importance de l'aspiration spirituelle* » ... « *La laïcité n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû.* » La vilaine république, les gentils croyants. Il use et abuse de sa victimisation personnelle. Il a ainsi rappelé qu'il avait été critiqué en 2003 lorsqu'il avait mis en place sa fameuse machine où les extrémistes islamiques ont eu ainsi un porte parole officialisé. Devant le Pape aussi il ne peut que parler de lui (avec cette autosatisfaction citée plus haut où il peut comparer les sacrifices des catholiques aux siens, serait-il Saint Etienne percé des flèches empoisonnées de ses ennemis ?), ce qu'il a fait, ce qu'on lui a fait, ce qu'il dit, ce qu'il écrit, ce qu'il fera. Il pousse la modestie à offrir au Pape un livre de ses joyeuses élucubrations, dit le Figosky : **Il avait aussi « rodé » ce discours dans son livre d'entretiens avec le dominicain Philippe Verdin et le philosophe Thibaud Collin, La**

**République, les Religions, l'Espérance (Cerf).** Ce livre, il l'a offert dans la matinée à Benoît XVI, à l'issue de son tête-à-tête de plus d'une demi-heure avec le Pape, à qui il a confirmé l'invitation à venir en France. Vous remarquerez que l'un est dominicain et l'autre philosophe : que du spirituel en somme. Mais le Pape serait-il taquin quand il lui répond à propos des deux originaux de Bernanos (auteur d'extrême gauche comme chacun le sait) dont l'un est son parfait reflet *L'imposture* - c'est à mourir de rire cet acte manqué - : « *Je les ai déjà lus dans la Pléiade* » ? Et toc un coup de crosse : Pléiade contre Harlequin.

A cette mascarade et ce reniement très passager, à cette carpettisation de la politique s'ajoute le danger de l'effritement d'un des socles de notre démocratie qui est la laïcité.

Finalement sur l'autel de sa gloire Sarkozy sacrifie tout. Et finalement il a donc raison, le monde est spirituel et sans cesse, même si quelques malintentionnés nous en éloignent, lui nous ramène à la Bible.

Juste en passant, de mauvais plaisants ont relevé que pendant l'audience du Très Saint Père, notre petit père des peuples consultait ses textos, comme il le fera en Inde. Gare à lui, car si le Pape ne s'en est pas aperçu, Dieu, Lui voit tout.

En plein milieu du tohu-bohu de la venue du dictateur blacko-lunetté et amazoné et des 97 mesures pour réformer l'état une proposition de notre Ubu Roi a, semble-t-il, peu attiré l'attention alors que sa mise en application sera une des clés qui soldera définitivement la séparation des pouvoirs. Cette proposition va créer le lien ombilical insécable entre l'exécutif et le législatif. Notre lider Massimo a proposé de créer de nouveaux ministres : les ministres missionnaires. En dehors de cette question qui vous brûle les lèvres alors que pourtant dans ces temps de parité homme/femme vous avez au moins une réponse : Quelle sera la position véritable de ce missionnaire ? - je sais elle est facile mais elle n'en est pas moins réelle dans son sens premier - reste que ce nouveau poste pose beaucoup de problèmes.

Il sera facile de dire que notre Guide n'a pas réinventé le fil à couper le beurre mais juste l'eau tiède (tout est dans manière : laisser refroidir de l'eau chaude ou mélanger en quantité égale de l'eau froide à de l'eau chaude ou inversement. Et encore on n'est pas sorti de l'auberge s'il s'agit de déterminer à partir de quelle température nous obtenons de l'eau tiède) car chacun sait que pour les missions gouvernementales il existe déjà au moins deux moyens :

    tout simplement les chargés de mission ministérielle  
    et de façon contractuelle des préfets hors cadre qui représentent l'Etat avec tous les pouvoirs nécessaires

Là où le bât blesse (juste avant le croupion) c'est tout d'abord au niveau des moyens, de la logistique : bureau, secrétaires, conseillers, voitures de fonction etc. Mais cela n'est pas tout. Quel sera son positionnement entre ministre d'Etat, ministre, secrétaire d'Etat ? Sera-t-il protocolairement entre un secrétaire d'Etat et un ministre ou derrière le secrétaire d'Etat. Quelques égos vont sans doute se fritter sur cette question. Mais cela ne sont que des broutilles. Le plus grave est ailleurs. En effet ces postes n'ont qu'une vocation car nous l'avons vu tout existe déjà pour donner une mission à des hommes à récompenser ou si l'on est moins cynique pour de réels besoins. Il faut juste noter au passage que cela est assez amusant quand en même temps on réduit les postes de certaines missions administratives au milieu des fameuses 97 propositions de rénovation de l'Etat. En somme l'Etat doit maigrir quand l'Elysée s'empiffre (je n'oublie pas que statutairement les ministres dépendent de Matignon, mais cela c'est de la préhistoire. Nous sommes en période post-moderne de la rupture et dans la rupture les ministres et premier ministre sont morts, seuls leurs fantômes assistent au conseil des ministres et l'Elysée avec sa cohorte de conseillers gouvernement). Cette vocation est la suivante : détruire la séparation entre l'exécutif et le législatif car ces missionnaires viendront de l'Assemblée Nationale avec un nouveau statut pour le député et son suppléant. Ainsi en sera-t-il de ces postes que lorsqu'un député sera nommé ministre missionnaire, avec coupe coupe et sigle UMP à la main, son suppléant lui gardera bien au chaud sa place qu'il récupérera dès la mission finie ou dès le renvoi prononcé. Le président prend ainsi le pouvoir à l'Assemblée. Il élargit sa cours. Tout député étant susceptible de devenir sub-ministre et tout sub-ministre susceptible d'être renvoyé illico à son poste. Les ministres ne seront plus pris pour leur compétence mais s'ils sont députés. Exit la société civile, exit la réelle compétence, exit la séparation entre exécutif et législatif. Il s'instaurera un flux tendu entre le productif et le magasin de pièces de rechange pour une période intérimaire. Ces sub-ministres seront des députés en location. Il va falloir pour cela changer quelques lois et casser l'esprit de notre constitution.

De fait la création de ces postes inutiles et redondants, coûteux et honorifiques, courtisanesques et créateurs de dépendance, vont servir à détruire l'indépendance très relative de l'Assemblée vis à vis du pouvoir et asseoir l'autorité de celui-ci pour un système qui ne sera plus que présidentiel.

Pendant ce temps-là, notre Pravda local annonce le 20 décembre en une que Fillon réclamait la démission de Jean-Paul Bolufer, directeur de cabinet de Christine Boutin.

Effectivement cela fait un peu désordre d'avoir un directeur de cabinet de la gent dame qui s'occupe des logements sociaux quand son bras droit en bénéficie d'un et depuis de longues années à Paris. On parle d'un loyer qui serait trois fois inférieur à la norme pour ce quartier de Paris et pour 190 m2 (a-t-il lui aussi sept enfants comme Gaymard ?). Avant Xavier Bertrand avait souhaité que la situation se régularise

argument repris par cette savoureuse déclaration (je cite notre Figosky) :

**Un argument également avancé par le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, Raymond Soubie, pour qui il « faut toujours faire preuve d'exemplarité lorsqu'on a quelque pouvoir dans la République ».**

Ce conseiller doit faire référence à Sarkozy et sa petite augmentation de salaire.

Donc si cela fait désordre qu'un directeur de cabinet non seulement dans la crise du logement bénéficie d'un logement, mais que celui-ci est d'une surface que l'on peut qualifier, sans mauvaise foi aucune, de respectable ou exemplaire et à un tarif EDF ancien abonnement ou loi de 47. Cela est d'autant plus remarquable que sa ministre est censée s'occuper des sans-abris. Il est vrai que ce gouvernement aime les proverbes : charité bien ordonnée commence par soi-même.

Mais ce qui est à remarquer c'est que cette affaire fait un beau tohu-bohu avec démission à la clé ou chasse à l'homme si l'on se réfère aux paroles du futur SDF, mais qu'une autre extraordinairement similaire dans le parallélisme est passée aux oubliettes. En effet, souvenez-vous, en octobre dernier (époque du divorce) un certain Stéphane Richard s'était acquitté de la banale somme de 660 000 €. Vous avouerez que c'est une pacotille de 55 ans de Smic. Remarquez ce n'est qu'un mois de Bolloré's Maltese Hollydays. Un chiffre somme toute palomesque. Mais que vient faire cette somme de 660 000 euros ici ? Oh juste une petite comparaison : l'un habite indûment un logement parisien étant directeur de cabinet dans un ministère qui traite du logement social et des sans-abris, et l'autre fraude le fisc étant directeur de cabinet dans un ministère (celui des Finances) qui traite de l'impôt. On peut supposer que Lagarde le garde (facile je sais) pour aider à débusquer la fraude. Il y a quand même un petit goût de poison sur la langue. Il est vrai qu'on atteint au comble de l'arrogance et du cynisme quand ce gentil fraudeur dandy déclare benoîtement :

**L'hebdomadaire évoque un éventuel "conflit d'intérêt" compte tenu des fonctions qu'occupe Stéphane Richard, au ministère de l'Economie et des Finances. Interrogé sur ce sujet, le directeur de cabinet a déclaré à l'AFP : "par chance, le problème a été réglé le 15 mai, à un moment où personne, à commencer par moi, ne pouvait imaginer que j'irai à Bercy".**

Extraordinaire non ? Il dit par chance. Pour lui, le fait qu'il ait payé les impôts et amendes dus - il y a eu une pénalité de 5 % pour mauvaise foi (spécialiste financier il

a bien entendu fait une fraude en toute connaissance de cause à l'insu de lui-même comme Virenque l'invité du Fouquet's) - suffit à toute chose. Qu'il ait fraudé, faute éminemment grave vus les montants et au regard de son poste, ne lui soulève pas la moindre objection. Mais il est conforté en cela puisque personne n'a semble-t-il demandé sa démission. Eh bien moi pour l'égalité des chances dans la vie ou pour l'égalité des salaires : même travail/même salaire, (parité homme/femme) je demande à Fillon la même intransigeance, la même rigueur, je demande la simple justice : un fraudeur au logement au ministère du Logement doit démissionner, un fraudeur à l'impôt au ministère des Finances doit démissionner. Stéphane Richard dehors ! En fait, ils devraient être renvoyés. Fillon n'a qu'un poing. Dommage.

De son côté Sarkoléon va faire un pèlerinage en mémoire de Cécilia au bras de Carla. Voilà qu'en quelques jours Notre Don Juan admiré aux abords du Nil vient de nous faire un concentré de ce qu'il y a de pire en politique. Le point de non-retour est atteint, et si certains parlent de rupture c'est de fracture ouverte dont il faut parler, d'une fracture qu'aucune attelle ne pourra soutenir et qu'aucun spin doctor ne pourra plus réduire.

Sarkozy nous a parlé de rupture et pour expliquer certains de ses actes qu'il n'avait pas à se cacher. Ses thuriféraires, contrairement à toute vérité, nous parlent alors de transparence et qu'évidemment cela nous change du passé. On assiste là à une manipulation intellectuelle et à un glissement du jugement à émettre sur un acte sur celui de le reconnaître. On confond franchise et arrogance, authenticité et morgue. Ensuite il y a un amalgame étrange entre le fait d'être authentique dans tout acte et ce qui est une qualité. Juste un exemple : j'avais lu cette définition qui me plaît : "la franchise n'est pas de dire tout ce que l'on pense, mais de penser tout ce que l'on dit". En effet qu'elle serait la qualité d'un homme qui par franchise se moquerait avec force et méchanceté de la laideur d'une autre personne sensible et complexée ? Ah pour sûr il serait franc, mais d'une part son avis n'intéresse peut-être personne et d'autre part il ferait un mal bien lourd pour qu'il puisse se targuer d'être franc. Ceci s'accorde parfaitement au comportement de Sarkozy et à la défense qu'en font ses affidés. Ainsi suffirait-il de dire qu'au moins il ne se cache pas de bénéficier d'avantages immoraux de ses amis milliardaires pour que cela nous interdise le droit de juger ses actes. Du fait même qu'il le montre cela l'absout de ce qu'il fait de répréhensible. De ce raisonnement frelaté on pourrait dire qu'un assassin du simple fait qu'il le crie sur les toits qu'il a tué et que c'est dans sa nature pour que l'on s'exclame : "quel homme authentique (il fait ce qu'il veut sans complexe) !" et "quel homme transparent (il dit ce qu'il a fait) !" Ce comportement d'exhibition correspond exactement à celui des voyous, des trafiquants de drogues qui ne peuvent s'empêcher de s'acheter des voitures de luxe et de parader avec au vu et au su de tout le monde. Vouloir dévoyer notre regard de l'acte vers la "transparence" n'est que de la communication et procède d'un esprit plus fanatique que réfléchi pour ceux qui reprennent ces formules en chœur et infiniment plus inique pour ceux qui les envoient

comme des poulets, des amants à leurs maîtresses, les hommes de communication du linder Minimo. Ceux-ci n'ont strictement aucune référence morale, et n'agissent qu'en rapport d'un gain d'image potentiel.

Pourquoi ce voyage en Egypte serait-il le point de non-retour ? Parce qu'à lui tout seul il cumule toutes les contradictions de ce triste personnage qui nous gouverne et tous les arguments honteux de ses défenseurs. Voici ce que l'on nous a dit : Cécilia est la femme de la vie de Sarkozy, avec Carla Bruni Sarkozy joue à la transparence et fait à visage découvert ce que faisaient ses prédécesseurs dans les alcôves, cette histoire Sarkozy/Carla Bruni est un conte de fées (Disney) quant le pape de la communication et du retournement de veste électoral a assisté en direct à ce coup de foudre à devenir légendaire, au pape Sarkozy lui a dit : « Ce que j'ai le plus à cœur à vous dire, c'est que, dans ce monde obsédé par le confort matériel, la France a besoin de catholiques convaincus qui ne craignent pas d'affirmer ce qu'ils sont et ce en quoi ils croient » et enfin on a reçu avec honneur et plats en argent le cheik du désert car il faut parler à tout le monde. Ce dernier argument repris avec force par tous les admirateurs de notre guide à nous

Que nous apprend ce voyage dans la vallée des rois (il a dû se dire qu'il y avait sa place) ? Il nous apprend que le deuil de son amour est extraordinairement court et qu'il se remet facilement d'un amour de sa vie. Pour ceux qui sont passés par là, ils savent bien qu'il faut quand même un peu plus de temps. Mais cela n'est pas l'essentiel, même avec en juillet petit bisou public alors que la première dame de France n'avait même pas voté pour lui au second tour ce qui affirmait clairement donc qu'elle ne voterait pas pour lui ce qui par voie de conséquence veut nous démontrer sans fard que ce bisou du mois de juillet était une mascarade pour la presse. En effet les thuriféraires du nouveau gouvernant en chef de la France nous parlent de transparence et que lui nous montre ce que les autres faisaient à l'ombre de chambres obscures. Or ce raisonnement repris par les caciques de l'UMP joyeusement relayé par la presse aux ordres c'est que Sarkozy est divorcé (deux fois même plutôt qu'une). Cette comparaison déviante qui paraît anodine entre des relations extra-conjugales et cachées et une relation non adultère, car ni l'un ni l'autre ne sont mariés, permet par ce rapprochement mensonger de faire croire à une espèce de nouvelle transparence. Premier point cette aventure au grand jour n'est donc en rien une transparence en regard de liaisons hors du lit officiel. Second point et ce n'est pas mince, cela camoufle une liaison extra-conjugale, un adultère donc, de Sarkozy avec Ana Fulda. Ainsi les chiens de garde de Sarkozy qui nous aboient du Mitterrand et Mazarine à chaque fois qu'on parle de Carla Bruni ne mouffent-ils mot quant à Ana Fulda, du secret qui a entouré et entoure cette liaison et qui est donc comme celles des autres hommes politiques, secrète, protégée et sans transparence. Mais là où notre chef de sous-gare atteint le sommet de l'ignominie c'est qu'il fait faire un sondage ou des sondages afin de savoir ce que pensent les Français de sa relation privée/publique ou publique/privée avec Carla Bruni. Ainsi en est-il de cet homme amoureux qui fait

sonder l'opinion des Français sur son "amante" et sur leur couple. C'est purement à vomir. On lui a prêté d'autres sondages encore plus ignominieux, le bouquet en somme comme l'on dit chez les fleuristes, quant au choix de la meilleure future dame comme s'il s'agissait de savoir dans quelle voiture de luxe il devrait se déplacer si c'est une Jaguar ou une Ferrari.

Lors de sa visite au pape, notre très chrétien roi de France a rappelé nos racines religieuses et, tout double divorcé qu'il était et après avoir été au moins une fois en péché d'adultère, a fustigé « ce monde obsédé par le confort matériel ». A peine quelques jours après ce grand exercice de courbure d'échine devant le représentant du Divin sur terre, il utilise l'avion de Bolloré au mépris de la morale, au mépris de ces mêmes paroles, en contradiction avec ses déclarations de son voyage aux Etats Unis " en avion de ligne " (l'avion de Bolloré n'avait pas assez d'autonomie peut-être) pour des vacances payées par deux fournisseurs de la première dame de France de l'époque qui a disparu depuis de façon tristement brutale et définitive des médias (ah la fidélité de la presse à son tirage mais reviendra pour un sms bruyant et un mariage sans Versace à Nex York)) et enfin au mépris du Grenelle de l'écologie. Il va dans un hôtel à 1 000 euros la nuit (cinq suites réservées pour lui à ce prix plus 15 chambres à 750 euros en somme plus d'un an de Smic pour une nuitée on a vu mieux). Le confort matériel est haïssable, non ? Et à propos de transparence, la vraie serait de nous dire : le coût et qui paye quoi.

Enfin ce voyage se termine au Caire avec un Sarkozy ministre des Affaires étrangères qui rompt les liens de la France avec la Syrie. Nous en avons entendu des vertes et des pas mûres lorsque nous disions que la réception du Man in Black du désert n'était pas dans la digne ligne de notre pays, pauvre pays qui sombre dans le ridicule et le grand n'importe quoi. Il fallait parler à tout le monde. Mais tiens on ne parle plus avec Assad qui lui aussi pourtant clame qu'il n'est pour rien dans le terrorisme international. Il y a quelques semaines on recevait un tyran sanguinaire car il faut parler à tout le monde et ceci applaudi par les UMPistes et autres électeurs satisfaits, maintenant il ne faut plus parler avec la Syrie. D'un côté celui qui est responsable de la mort de seulement un peu plus de 100 Français, ce qui nous touche quand même un peu, et de l'autre un demi-sel qui alimente en armes les terroristes palestiniens et libanais et fait tuer à la petite semaine quelques personnalités dérangeantes.

Ce qui m'étonne définitivement c'est comment l'on peut, si l'on a un tout petit peu d'honnêteté intellectuelle, après ce voyage en Egypte soutenir encore cet homme qui, un mois après avoir fustigé le confort matériel et serré joyeusement la main d'un preneur d'otages en babouche, se promène en Nabab en jet privé et rejette un Etat alors qu'il faut parler à tout le monde.

Et ce n'est pas les mensonges qui gênent notre Raïs. En effet la suite suivra dans un autre avion, et l'airbus air one sera aussi présent. Ceci veut dire qu'il y aura eu non

un avion mais trois. L'argument de l'économie est doublement fallacieux. D'abord c'est à lui à se payer ses escapades amoureuses et non à la France et ensuite c'est faux.

Pour moi, ce voyage en Egypte est le concentré définitif que rien n'est récupérable, que le mode d'action de Sarkozy est coulé dans le marbre de la réaction médiatique instantanée, privée de toute réflexion, la contradiction insoutenable entre les paroles et les actes, le comportement d'un voyou arriviste et qu'il n'y aura de ce jour plus jamais de la part de notre lider Massimo la possibilité de trouver un peu de sagesse et de dignité.

## 9<sup>ème</sup> lune

Lorsqu'un conte se passe pendant la période de Noël, qu'il commence à Disney et après qu'un de ses héros est passé par la case papale, quoi de plus naturel que tout se termine à l'église. D'autant que la France a de profondes racines chrétiennes et que le lider Massimo comprend parfaitement les sacrifices des catholiques, comme il l'a confié dans le tuyau de l'oreille du Pape à Rome, car il les a lui-même faits pour en arriver au poste de chef suprême de la néoroyauté française.

Ah ces damnés sondages. Le capitaine du paquebot en déperdition a jusqu'à présent navigué aux sondages comme un sous-marin navigue au sonar. Sondages qui continuent à décliner à l'aube de la nouvelle année. Ce coup de foudre politique tombant à point, il faut le régulariser car la politique internationale et ses protocoles un peu rétrogrades - voyage en Inde impose - ne voit pas d'un bon œil un président accompagnée de sa maîtresse en titre. L'Ancien Régime s'accommodait assez bien des Maintenon, Montespan, Pompadour et autres Diane de Poitiers là où il y a justement le futuroscope. La rupture, c'est cela : redorer notre histoire avec un badigeon de royauté.

Donc notre prince va se marier - Martinon, comme il se doit, n'a aucun commentaire à faire, c'est du reste sa grande spécialité, à se demander à quoi cela sert de payer un porte-parole qui ne sait rien, ne dit rien et ne commente pas plus, changeons son titre en porte-silence, c'est d'or - sans doute pour mettre un peu de bleu à son ciel et de rose à son destin. Car le ciel se charge ces temps-ci. Tous les sondages se suivent et se ressemblent, la confiance envers le président suit la pente naturelle prévisible non seulement des lois de Newton qui précisent que tout ce qui pèse (ou pèze) va vers le bas, mais également de la règle de la désillusion qui dit que lorsqu'au spectateur le tour de passe-passe du prestidigitateur sur la scène est dévoilé, la magie s'est enfuie et ne reste que la dure réalité des augmentations du gaz et des franchises médicales.

A ce titre l'article de *l'Express* qui dévoile des extraits du livre de Bruno Lemaire révélant les entrevues entre les trois UMP : Jacques, Dominique et Nicolas - un titre de film à la Lelouch - est édifiant, malheureusement édifiant. A ceux qui sont encore aveuglés mais honnêtes, cette lecture devrait, s'ils ont la volonté et l'envie de ne pas rester en catalepsie, relever leurs paupières abaissées et leur faire regarder la vérité en face. Notre guide n'a strictement aucune conviction hormis celles d'accéder au pouvoir et jouir de l'argent des autres dans la plus parfaite arrogance. Tout au long de ces extraits on apprend par trois fois au moins que les mesures préconisées, ou les idées développées n'avaient que l'importance qu'elles amèneraient Sarkozy au pouvoir et qu'il fallait dire au peuple ce qu'il demandait. Ce combattant pour la présidence a le cynisme absolu de dire qu'il avait offert aux électeurs de Le Pen ce qu'ils attendaient

et qu'en des mots à la Fadela Amara, ils se foutait bien de savoir s'il y croyait lui-même, si c'était efficace et bon pour la France du moment que c'était bon pour sa cote de popularité et ses chances d'accéder au palais élyséen. Or voilà que non seulement les Français (enfin ceux sondés) ne lui font plus confiance, mais voilà que - *damned* - ils commencent à rejeter massivement l'exposition médiatique et sentimentale de notre acteur sautillant perpétuellement en mouvement ou en vacances.

Alors que l'on disait que le choc de confiance était au rendez-vous et que les Français adoraient la rupture, que cette nouvelle façon de faire de la politique agréait aux citoyens, et surtout tellement moderne, le vernis se décolle et la réalité reprend peu à peu ses droits. Les porte-voix de l'UMP et du gouvernement nous disent maintenant - alors que c'est l'inverse qui aurait dû se passer : les Français ayant voté pour ce président, les Français adorant cette rupture et ce président étant déclaré par les sondages et les caciques de la majorité comme efficace, en rupture positive avec l'immobilisme ambiant, devraient le soutenir à une large majorité - que ces baisses sont normales car il y a de l'impatience dans l'air. Tiens donc ! Je croyais que ce super gouvernement avait agi tout de suite, massivement, dans toutes les directions. Ces mêmes haut-parleurs beaux parleurs nous disent aussi que 2008 sera la rupture (« tiens donc ? » puis-je me permettre de dire à nouveau) et que ce sera une période plutôt revigorante car cela va saigner (tiens donc !? 3e fois ! pourtant le credo c'était : rigueur aux oubliettes ; y voyez-vous vous aussi poindre une légère contradiction ?). On nous a dit qu'enfin depuis des décennies ce gouvernement - ou devrions-nous dire ce présidement - agissait quand l'histoire était faite d'immobilismes successifs depuis des années et des années. Le simple raisonnement logique nous pousserait à penser que la cote de popularité de ce chef d'orchestre devrait être au zénith. A partir de cette série de sondages, les aficionados se doivent de reconnaître que plus de mécontents que de contents ce n'est pas - malgré toutes les grilles de lecture possibles - ce qu'il y a de plus encourageant pour Nicolas Sarkozy. On va maintenant parler de la période d'avant et d'après les sondages reconnus comme mauvais (car mauvais, ils ne cessent de le montrer par le glissement vers les abysses depuis août dernier) avec un marqueur temporel que je vous propose : Carla.

Ce qui est nouveau - et je crains ou plutôt j'espère - c'est que le mariage du conquistador avec la belle Italienne risque d'être non le réconfort et le nouveau rebondissement médiatique, mais la goutte qui fait déborder le vase électoral et que les municipales seront un bon coup de pied au cul - merci Fadela car depuis qu'un ministre a le droit d'être grossier nous avons nous aussi ce droit - à cette majorité. On dit que dans le cochon tout est bon, pour Sarkozy tout est humainement petit. Il se marie finalement très très rapidement après le départ de la femme de sa vie et aussi vite que les sondages le lui disent et que la bienséance internationale le lui impose. Ce n'est pas simplement le fait qu'amener dans sa valise diplomatique une maîtresse à un dîner à New Delhi soit plus important en la transformant en madame première, non c'est qu'il ne fût plus célibataire. Voilà la grande histoire. Sarkozy ne

peut pas être célibataire, cela fait tache dans les dîners mondains et aux tables des autres chefs d'Etat. L'amour, vous plaisantez. Le cœur de cet homme est un bulletin de vote. Non je me trompe, son cœur est entouré de la graisse du clinquant et de l'arrogance de la richesse vite et mal acquise, c'est un cœur qui carbure au sang du pouvoir. C'est en lui (il le dit lui-même dans le livre de Bruno Lemaire, en lui vous dis-je).

Le 8 janvier a une importance particulière car ce sont les vœux à la presse. De grands sujets seront abordés, il est nécessaire de s'y arrêter un tant soi peu. La forme n'est pas à négliger. Les journalistes libres de leur mouvement n'auront droit qu'à une question et aucun droit de suite comme cela se passe dans toute démocratie qui fonctionne normalement.

Afin d'éviter toute pré-polémique sur ma partialité je n'ai utilisé ici qu'une seule source concernant la conférence de presse de Sarkozy, le Figosky qui est bien connu pour sa neutralité. Pour vérification vous pouvez aller sur le site Internet du quotidien et pour vérification sur celui de l'Elysée qui où la vidéo est visible. Cela donnera foi à mes dires. Voici quelle a été la tonalité de cette conférence en deux phrases tirées de ce même organe de propagande : « Peu prolixes sur les mesures concrètes, le président s'est attardé en revanche sur les valeurs qu'il veut mettre au cœur de son « projet de civilisation ». » et également « Nicolas Sarkozy a répondu à vingt-deux questions au cours d'un échange ponctué d'interruptions de la salle, mais aussi de l'orateur, qui ne s'est pas privé de remarques ironiques ou cinglantes, pour la plus grande joie de ses collaborateurs et du gouvernement presque au complet, assis dans l'auditoire, de part et d'autre des rangs de la presse. »

On se souvient du mot d'ordre de Sarkozy des vœux qui était l'urgence, comme quoi les séries américaines ont du bon. La remarque que nous serions en droit de faire c'est que ce même chef d'Etat avait indiqué qu'il allait mettre tout de suite tout en chantier et en septembre nous indiquait que jamais rien n'avait été jusqu'à présent fait d'aussi rapide et d'aussi profond. On se rend compte que pour Sarkozy l'urgence est comme l'horizon, la date de la mise en application recule à chaque fois que l'on avance. En un mois avec 21 ministres contre 15 prévus, une parité inégale, on est en droit de se demander si 8 mois - sachant par ailleurs que l'UMP avait dans ses cartons toutes les lois et mesures prêtes et donc qu'il suffisait de laisser crépiter les imprimantes nationales pour que tout roule et se déroule comme du papier à musique d'une orgue de barbarie - ne serait pas largement suffisant pour traiter les urgences. A dire vrai il vaudrait mieux que ces gouvernants ne soient pas aux urgences des hôpitaux sinon le taux de mortalité croîtrait en flèche ce qui ne serait pas bon pour la médecine française réputée - sur notre territoire et dans la bouche de nos politiques - comme la meilleure au monde. Nous sommes passés de la rupture à l'urgence. Remarquez c'est normal lorsque l'on se rompt quelque chose il faut agir d'urgence, malheureusement ce gouvernement n'agit que dans l'urgence, celui du fait divers dès l'instant où il y a une

larme à verser et un bulletin à récupérer. Mais je m'égare.

Voici ce qu'annonce notre quotidien républicain et national : « « Politique de civilisation », Carla Bruni, « capitalisme moralisé », visite du colonel Kadhafi, « révolution culturelle dans le service public de la télévision », 35 heures... En balayant lui-même tout le spectre de l'actualité, Nicolas Sarkozy a instauré dès sa première conférence de presse la liberté de ton promise avant son élection. », cependant je ne pourrais pas parler de Kadhafi respectant ma parole de ne prendre que cette unique source (je me trahirai quand même un peu juste à l'occasion de rétablir une ou deux vérités, car l'organe de la France n'a pas fait de résumé de cette partie-là. En revanche je parlerai de la majorité des quelques autres sujets.

### **La fin des 35 heures annoncée pour 2008**

C'est répondant à une question que Sarkzoy a enterré les 35 heures. Enterré est un peu vite dite car on sait que la continuité n'est pas la vertu principale de ce gouvernement, du reste Raymond Soubie conseiller es-spécial de l'Élysée a déjà commencé à contredire son chef. Je n'ai même pas à faire une critique car la presse gouvernementale s'en charge : « De fait, à quatre reprises déjà, les lois Audrey ont été assouplies. À chaque fois, les gouvernements de droite se sont appliqués à contourner les 35 heures sans mettre en cause la durée légale. Mieux : avec la loi de juillet, les heures supplémentaires, décomptées à partir de la 35e, ne supportent désormais plus ni impôts ni charges, et sont dans toutes les entreprises majorées de 25 %. Mettre en cause la durée légale, ce serait aussi revenir sur cette loi. Schizophrène. » ». Je n'ai à ajouter que la contradiction est déjà arrivée avec la loi pour le pouvoir d'achat qui en permettant de racheter ses RTT faisait fi des heures supplémentaires détaxées. On nage en plein dans la contradiction et la politique à la petite semaine. Du reste le ministre de l'économie, Christine Lagarde, le même jour sur deux radios différentes s'est contredite concernant le taux de l'inflation, la première fois étant supérieure à ce que le gouvernement indiquait dans ses prévisions et la seconde le soir rectifiant pour être conforme aux vœux de notre bien aimé président. Sarkoléon démentira ensuite la fin des 35 heures en disant que les journalistes avaient mal compris. La vidéo aussi.

### **Reconstruire en priorité l'école primaire**

Notre guide a indiqué : « cette politique prendra du temps, du temps pour être mise en œuvre, du temps pour produire ses effets mais le rapport de nos enfants à la culture, au savoir, à la pensée est ce qu'il y a de plus essentiel pour l'avenir » phrase

avec laquelle on ne peut qu'être d'accord. Mais encore selon nos sources bien informées : À cet égard, concernant l'élaboration des programmes, il a indiqué que « le contenu d'une politique éducative n'appartient pas aux seuls professionnels ». « L'école doit redevenir l'affaire de tous », a-t-il souligné. En clair, l'élaboration des programmes éducatifs doit également faire l'objet d'une vaste consultation. Il est étonnant de supposer que les professionnels dans ce cadre précis ne puissent pas être tout autant parents qu'avoir été élèves, mais surtout, alors que Sarkozy nomme commission sur commission avec des experts, que l'Éducation échapperait à la règle qu'il vaut mieux un compétent qualifié que le vote d'une masse assemblée pour résoudre un problème. C'est mélanger l'élection et l'action. L'élection est là pour donner une orientation générale mais dans ce cas je ne vois pas pourquoi ce ne serait pas le public qui ne déciderait pas de la technologie d'un TGV chacun y allant de sa petite bidouille personnelle. C'est en fait le mélange des genres. Mais cela fait plaisir aux électeurs, ils seront ainsi concernés. Bientôt on demandera aux malades - car il n'y a aucune raison qu'ils soient exclus de discuter de leur traitement - de voter leurs soins. Du reste c'est ce qui se fait maintenant avec la mise en concurrence des méthodes, des médecins eux-mêmes. Enfin on eut aimé qu'alors que l'acte éducatif de Sarkozy avec la lettre de Guy Môquet suive le même raisonnement et passe à la moulinette du public et ne soit pas imposée d'en haut.

Je ne parlerai pas du Grand Paris qui n'est en fait qu'un débat secondaire sauf sur le plan de la politique politicienne puisque c'est le moyen pour Sarkozy qui va s'engager dans la campagne municipale pour l'UMP de soutenir de Paname-fleur. A ce propos Sarkozy en bon chef de l'UMP va politiser ces élections alors qu'aux vœux il annonçait être le président de tous les français, qu'il parle d'ouverture, que 1 000 transfuges d'ouverture sont sur les listes UMP et alors que les municipales sont affaire locale ce que disent 63 % des français. Contradiction avez-vous dit ?

Au suivant !

### **Le président veut une Europe protectrice**

Commençons par le préambule même de cet article : Une Europe plus humaine, plus proche de ses citoyens. Une Europe « qui protège et non qui inquiète ». Lors de sa conférence de presse, hier, Nicolas Sarkozy a poussé sa « politique de civilisation » sur le terrain européen, en préambule à la présidence française de l'UE qui commencera le 1er juillet prochain. Car le président de la République en est bien

conscient : le traité simplifié, première étape négociée de main de maître pour relancer la machine, ne « résoudra pas tout » quant à la profonde défiance qui s'est installée entre les Européens et les institutions bruxelloises. « L'Europe a besoin d'une politique de civilisation », a insisté Nicolas Sarkozy. Evidemment tout ceci ce sont des mots. Tout d'abord ce traité que les journalistes et notre guide continuent contre toute vérité à appeler simplifié s'est dénudé complètement de tous les symboles civilisationnels, et Sarkozy grand fervent de ce complexe et éclaté traité en est donc le premier complice. Ensuite veut-il faire de l'Europe une Europe chrétienne, ou religieuse ? N'a-t-il pas dit sa reconnaissance de ces mêmes racines de la France ? De plus son discours toujours incohérent car il répond symptomatiquement à tout problème pris isolément, l'un même non après l'autre mais en même temps que l'autre et se moque de toutes contradictions puisqu'il ajoute « Si on a fait l'Europe, c'est pour la préférence communautaire » et ce dans le domaine économique, or on a fait l'Europe nous pour cette préférence communautaire mais pour la paix, pour réunir les peuples et la CECA a été un premier ciment, un mode d'action et non une finalité. Mais cette contradiction se poursuit et comme à sa désagréable habitude notre Civilsateur balaye tout argument par un définitif " c'est absurde " : Une position en ligne avec la volonté de Nicolas Sarkozy, affichée par ailleurs, de défendre les entreprises nationales face à la montée des fonds spéculatifs. Un des instruments privilégiés de cette défense sera la Caisse des dépôts et consignations, a annoncé hier le président de la République. Il sera nécessaire de préciser comment un tel dispositif pourrait s'articuler à l'échelon européen. Mais quoi qu'il en soit, a estimé hier Nicolas Sarkozy, il faut « arrêter d'opposer cette volonté industrielle qui est la nôtre avec le libéralisme, ce qui est absurde ». Pour le chef de l'État en effet, « on peut être parfaitement libéral et dire : nos entreprises, on va les défendre ». . Il se dit libéral mais agit comme le pire interventionniste qui soit et nous cite la caisse de dépôt et consignation quand on sait le rôle éminent qu'elle a joué dans la défense des intérêts français en rachetant à Lagardère ses actions dans Airbus lui faisant faire une plus value de près d'un milliard d'euros et nous une moins value latente de 850 millions. Passons à côté du gadget de moraliser le capitalisme (mais non l'UIMM), et du bla-bla de l'avancée de l'Europe dans l'énergie, l'environnement, l'immigration etc. ce qui est le commun avis de tous les pays européens et ce qui date de Giscard (et par parenthèse ce qui était un des objets du traité européen).

Je passe aussi à deux pieds joints au-dessus de l'article concernant la participation car contrairement à ce que disent les journalistes, des entreprises de moins de dix salariés

peuvent déjà faire participer leur salariés car il existe des systèmes mutualisés qui le permettent. Donc cela existe déjà et c'est une tarte à la crème. En fait il ne s'agit que d'une mauvaise information des petits patrons, d'une mauvaise volonté ou d'un non intérêt de ceux-ci et parfois de leurs salariés et peut-être aussi qu'ayant le nez dans le guidon ils ne prennent ou n'ont pas le temps ni l'esprit disponible pour s'y intéresser. Et je saute aussi la caisse des dépôts qui saute d'elle-même et j'ai abordé ce point avec l'Europe. En un mot pour Sarkozy interventionnisme d'état = libéralisme, et Europe = préférence française.

### **Constitution : Simone Veil \_doit compléter le préambule**

Voilà typiquement là où mène la communication et la politique du détail et du saucissonnage. Sarkozy nous dit : « Je souhaite que le préambule de notre Constitution soit complété pour garantir l'égalité de l'homme et de la femme, pour assurer le respect de la diversité et ses moyens, pour rendre possible de véritables politiques d'intégration, pour répondre au défi de la bioéthique », a-t-il déclaré dans le propos liminaire de sa conférence de presse. Et d'ajouter : « Il s'agit que sur les problèmes philosophiques, moraux, éthiques posés par la modernité, notre Constitution soit en avance sur notre temps et non pas en retard. » il fait donc ce que note le Figosky. Le président de la République envisage donc d'étoffer cette courte déclaration placée en tête de la Constitution en lui donnant un contenu spécifique. Le terme abominable " spécifique " est lâché et la boîte de Pandore ouverte. La déclaration universelle des droits de l'homme indique que nous naissons " libres et égaux en droits ". Rien n'est à ajouter tout y est contenu. Mais lorsque l'électoratisme et la défense catégorielle sont chevillés à son âme on ne peut que faire de l'esbroufe qui n'est qu'un danger : éparpiller une notion qui est universelle. Obliger à intégrer chaque nouvelle revendication : les enfants, les handicapés, les femmes battues, les femmes seules, les homosexuels, etc. Cela n'a aucun sens notamment dans la notion de civilisation. Il se sert d'arguments comme l'immigration et la bioéthique. Non seulement les problèmes d'immigration ont été connus comme celles des polonais, des italiens, des espagnols et des portugais mais de plus l'arrivée de nouvelle technologie, que ce fût la bioéthique ne change en rien l'universalité de l'égalité des droits et du respect de la vie. La bioéthique a un comité et c'est le moyen adéquat d'y répondre.

### **Sarkozy nie toute « dérive monarchique »**

On entre ici dans la politique annexe, qui paraît être hors des chemins royaux de la

vie de la cité et pourtant, et pourtant c'est fondamental. A sa triste habitude notre sire assez triste utilise des arguments et non des preuves. C'est son réflexe communicationnel : l'ironie destructrice, l'utilisation de comparatifs qui sont faux et non vérifiables dans l'instant ou avec un tel culot (ou lâcheté) que personne ne dit rien. Voilà le morceau de bravoure : À une question sur les risques d'une « dérive monarchique » dans sa pratique du pouvoir, le président a répondu du tac au tac : « Vous croyez que je suis le fils illégitime de Jacques Chirac, et qu'il m'a mis sur le trône ? », provoquant un fou rire dans la salle des Fêtes. « Soit c'est une monarchie, donc c'est l'hérédité. Dans ce cas-là, je voudrais qu'on m'explique de qui je suis l'héritier », a-t-il poursuivi, en faisant valoir qu'il avait été « élu démocratiquement » et n'avait « volé (sa) responsabilité à personne ». Il a feint de s'interroger : « Vous pensez que le général de Gaulle, Georges Pompidou ou François Mitterrand ne disaient pas ce qu'ils souhaitaient ( à leurs gouvernements, NDLR ) ? ». « Ce n'est pas moi qui ai inventé la Ve République ! », a-t-il plaisanté. Historiquement il a complètement tort les rois francs (donc en France) étaient élus. Ce n'est pas un détail mais ce n'est pas le principal. Le principal est de déformer la pensée et de faire un comparatif biaisé. La question est *une dérive monarchique* et non un statut de roi, non le titre mais le comportement. Monarchie ne veut pas dire roi mais " pouvoir d'un seul " et seul héréditaire veut dire qu'il y a une dynastie. De plus la dérive veut bien dire ce que cela dit. S'il y a dérive c'est qu'il y a un point de départ et que l'on s'en éloigne. Certes le roitelet a été élu démocratiquement (Tudieu cet argument que l'on nous ressort perpétuellement comme quoi cela autoriserait tout) mais dès l'arrivée au pouvoir il a bafoué la constitution ce qu'aucun président avant lui n'avait fait : il a consulté et nommé lui-même les ministres et ce avant même d'être " intronisé ". Ensuite il conduit une politique complètement anticonstitutionnelle court-circuitant son Premier Ministre de même que ses ministres. De plus ses comparaisons avec les autres présidents est complètement fausse - à ajouter que c'est complètement contradictoire avec son argument qu'au moins lui gouverne alors que les autres ne faisaient rien - car si, certes, ils donnaient des indications - ils ne prenaient aucunement la place de leur Premier Ministre. C'est d'autant plus vrai sous Giscard avec d'une part Chirac qui lui avait imposé certains des ministres et ensuite Barre qui était jaloux de ses prérogatives. Lisez donc son livre et vous verrez qu'il agissait et bien plus, beaucoup plus que Fillon ne le fait et jouissait d'une liberté incomparablement plus grande. Souvenez-vous également de la campagne où Bayrou refusait la sanction des 100 jours en disant qu'il fallait du temps pour agir, ce à quoi répondait ironique Sarkozy et sa clique qu'il fallait agir tout de suite comme un grand coup de marteau pilon, qu'il fallait battre le fer tant qu'il était chaud, souvenez vous du discours de François Fillon où on allait faire en six mois tant de choses que tout serait bien parti, notamment avec le fameux choc de confiance (même argument pris par notre Dame du Poitou), et voilà maintenant que, je cite le guide : À la question de savoir quand les Français pourront juger ses réformes, Nicolas Sarkozy a voulu se donner le maximum de temps, estimant que « le vrai juge de paix », ce serait « le quinquennat » dans son entier. Les mauvais sondages sont passés par là. A ce propos ont a entendu par les caciques

de l'UMP que malgré ces baisses Sarkozy faisait bien mieux que ses prédécesseurs. Toujours cette tactique du gros mensonge, plus c'est gros plus ça passe. Pas un journaliste pour contredire alors qu'en fait et Giscard était beaucoup plus haut et ne parlons pas de Mitterrand qui avait atteint je crois près de 80 %, et je parle de plus haut également après 8 mois (Giscard 60 %). c'est donc un énorme mensonge. Mais tout ne s'arrête pas là voici ce qu'ajoute Sarkozy « Regardez comment je gère les ministres. Rama Yadé, Martin Hirsch, Fadela Amara ont exprimé leur désaccord. Qu'est-ce que j'ai dit ? Rien. C'est comme cela que l'on mène une équipe, par la tolérance ». Il a, à nouveau, mis au défi les journalistes de « trouver un président de la République et un premier ministre qui acceptent tant de débats au sein du gouvernement sans aucune crispation et sans aucun problème ». Voilà le lider gère les ministres ! Et il dit qu'il fait comme les autres présidents ! Il se moque de nous. Et cette tolérance, qu'elle tartufferie. Il faudra bien que l'on se souvienne de ces arguments-là quand en avril il demandera de la cohérence gouvernementale, ce qui contredit les paroles de cette conférence de presse. Les divers ministres ont pu s'exprimer, hormis le fait que certains se font taper sur les doigts, qu'ils ont été convoqués au château, c'est une belle hypocrisie quand tant Rama Yadé que Fadella Amara sont revenues sur leur propos après avec triple pirouette mais les journaux ont fait les gros titres sur leurs rébellions jamais sur leur reniement qui a suivi. De plus à quoi cela sert-il de hurler dans le désert si la caravane passe et que les chameaux vont s'y recoller. Personne n'a démissionné et toutes les lois sont passées sans aucune modification. Alors la tolérance pour que l'on entende des cris inutiles d'orfraie n'est en rien de la tolérance mais une tactique électoraliste. Et c'est bien vite oublier la sortie publique et télévisée contre Martinon. Ensuite par rapport à son prédécesseur et son augmentation il nous dit : À ceux qui s'indignent de l'augmentation de salaire qu'il se serait consentie, Nicolas Sarkozy a vigoureusement remis les points sur les « i » : « À l'arrivée, cela fait un peu moins que ce que gagnait mon prédécesseur », a-t-il souligné, en rappelant que Jacques Chirac cumulait son salaire et sa retraite. « Cela s'appelle du populisme que de dire que je me suis augmenté de 140 % », s'est-il indigné Son prédécesseur touchait une retraite en plus or la retraite à la différence du salaire est obtenue après cotisation. On peut remettre en cause le taux et la durée de cotisation, le montant et la durée de cette retraite mais en aucun cas comparer un salaire unique avec un cumul avec sa retraite. C'est d'une malhonnêteté crasse, mais habituelle. Il faut aussi s'appesantir une seconde sur la méthode exécrationnelle du Saqueur patenté qui humilie Joffrin en public, alors que celui-ci n'a aucune possibilité de répondre, alors que celui-là a tout faux, mais vraiment tout faux. Les autres journalistes courtisans ont bien ricané. Aucun n'a ensuite dans leur presse respective fait de papier rétablissant la vérité par une solidarité salubre et justifiée avec leur collègue honteusement bafoué. Terminons par Sarkozy pris en flagrant délit de mensonge, comme à son habitude : Il a cité dix-sept fois François Fillon et mis au défi les journalistes de retrouver dans ses propos publics la trace du mot « collaborateur » pour désigner son premier ministre. Extrait de *Sud Ouest* 22 août 2007 page 6 :

«Bronzé, détendu, séduit par ce coin «magnifique» d'Amérique du Nord où il vient de

passer deux semaines de vacances controversées, Nicolas Sarkozy attaque cette fin d'été à son rythme habituel: en surrégime. Tandis que François Fillon effectue sa rentrée avec un entretien accordé au quotidien *Le Monde*, lui reçoit la presse régionale. "Le Premier ministre est un collaborateur. Le patron, c'est moi", rappelle-t-il à toutes fins utiles.»

### **Sarkozy donne le coup d'envoi à la politique des quotas**

De fait Sarkozy ne fait que suivre sa logique d'immigration choisie. cependant cette politique des quotas d'après ce qu'en dit le Figolsky devrait passer par une révision de la constitution. Si c'est le cas, il me paraît douteux que la gauche le vote. Il ne s'agit même pas ici de s'étendre sur l'ignominie de l'immigration choisie en regard de notre histoire qui a bénéficié de main d'œuvre et qui donc se doit de retourner l'ascenseur. Limiter l'immigration passe par surtout une aide au développement dans le pays concerné et l'arrêt de la corruption. Le reste c'est une chasse aux sorcières peu humainement acceptable et en parfaite contradiction avec cette notion de civilisation d'humanisme et de générosité dont il parle sans savoir ce qu'il dit. Toujours le discours catégoriel sans aucune vue d'ensemble.

### **Sarkozy : « avec Carla, c'est du sérieux »**

L'argumentation de Sarkozy est toujours la même est bien évidemment fausse. Il se compare à Mitterrand qui avait une maîtresse et une enfant alors que sa transparence à lui n'est en rien comparable puisqu'il est divorcé et Carla Bruni libre. C'est une fausse transparence. Juste un détail complémentaire à propos de cette transparence d'état. Ici toujours dans ce même haut parleur élyséen vous lirez que le 21 octobre dernier Sarkozy a été hospitalisé en grand secret. Transparence, transparence... Pour en revenir à Carla Bruni, Sarkozy nous joue à nouveau du violon, de la culpabilisation des journalistes et de la victimisation. Il feint de croire que les journalistes aient dit qu'il avait divorcé pour masquer les grèves. Comment peut-on dire une telle contre-vérité alors qu'en fait ce n'est pas non le divorce mais bien la date de l'annonce qui a été mise en cause, ce qui est parfaitement différent. De plus ce divorce en lui-même n'est que la conclusion d'une mascarade, celle des bisous. Et ce qui est condamnable c'est cette fausse union Sarkozy Cécilia et que ce divorce aurait dû être prononcé en juin ou juillet 2006. il est donc toujours aussi lamentable. Du reste puisqu'il parle de cœur - je sais c'est un coup bas, mais moi aussi j'ai le droit d'être tout petit (non en rapport à la taille mais de l'esprit, sa taille n'a jamais été pour moi l'argument définitif) - il a offert - semble-t-il - la même bague à Carla qu'à Cécilia (ou la lui aurait-elle rendue ?, là je descends aux enfers de la pipolisation et c'est assez honteux, pardon), cœur de Christian Dior dessiné par une amie de Cécilia. Voilà toute l'élégance et la délicatesse

de l'homme amoureux. Cette annonce mal venue, dans un vocabulaire de pilier de bar qui demande un boc de bière n'est pas pour créer une nouvelle civilisation. C'est lors de cette question qu'il nous fera le coup du français moyen (ce qui était en parfaite phase avec son expression d'amoureux transi), c'est à dire qu'il avait un cœur comme tout le monde, et que s'il n'avait pas le droit à plus de bonheur, il avait le droit d'en avoir autant que les autres. Et pourtant c'est une litote de dire qu'un Chef d'Etat ce n'est pas tout le monde, et que la fonction et la mission du gouvernant suprême impose des sacrifices. Aurai-je la cruauté de lui rappeler ses propres paroles ? Oui je l'ai : A Tours, en avril 2007, notre futur Convoleur déclarait : « être Président de la République c'est une ascèse, c'est l'oubli de soi, de son bonheur personnel, de ses sentiments, de ses intérêts pour ne plus avoir en tête que le bonheur des Français, le prestige de la France, la grandeur de l'Etat et le bien commun ». Rien à ajouter.

Cette conférence de presse a été pitoyable sur le fond et dans la forme. Il a lancé une grande idée de civilisation qui sera aussi vite oubliée qu'elle avait été lancée. Il annoncera aussi la fin de la publicité à France Télévision, sans que ce ne fut dans son programme électoral, mais que Bennamou lui a soufflé car il fallait dire quelque chose, sans que ce ne soit préparée, ce qui fera remonter les actions de TF1 (+ 9,94 %) en pleine baisse boursière. Cette annonce est à rapprocher d'une révélation qui sera faite en mars par le Monde : **Le financement du service public "uniquement par des fonds publics" figure en quatrième position parmi les huit propositions du livre blanc de TF1, rapporte le quotidien. Citant en exemple le modèle britannique, le groupe de Martin Bouygues fait valloir que cette mesure aurait le mérite d'assainir le marché publicitaire, soumis enfin aux seules lois de l'offre et de la demande** Aux yeux de TF1, les chaînes publiques opèrent **"une ponction très significative sur le marché publicitaire" et "mènent une véritable politique de dumping, entraînant une pression artificielle à la baisse du coût des écrans"**, tirant l'ensemble du marché publicitaire vers le bas.

On se souvient également qu'un certain Laurent Solly, un très proche de Minimo, avait intégré par le haut la filiale à bourrage du temps libre des cervelles de téléspectateur pour Coca-Cola, du groupe gouverné par le parrain du fils de. On se souvient qu'Étienne Mougeotte a rejoint le *Figosky*, bras armé politique d'un ami du chef des chefs, Dassault, Etienne Mougeotte qui fait son boulot avec ferveur en sanctionnant un article de Dupin qui parle de la baisse dans les sondages de Minimo qui joue au Maximo. Enfin on se souvient que le Manitou de ce dernier, Beytout, a rejoint après force turbulence *les Echos* d'autant que notre monarque électif avait annoncé lui-même la nouvelle, lui qui ne peut forcer les entreprises à embaucher peut annoncer à leur place leur recrutement.

On se rappelle aussi que cette suppression de la publicité voulue par le château a déclenché une belle grève (à se demander s'il n'y avait pas là une collusion entre syndicats et capitalisme puisque la publicité en représentait à leurs yeux autrefois comme un concentré diabolique) a amené à créer la 1 001<sup>è</sup> commission (Sarkozy et

ses dalmatiens) par le monsieur j'irai-jusqu'au-bout-mais-je-recule-si-ça-chauffe, le monsieur courage-fuyons, dirigé par le travailleur du samedi et dimanche chez les baveux, symbolique chef de groupe parlementaire de cette UMP du travailler plus pour gagner plus, Copé, qui tente de s'arranger avec la bible présidentielle. Du reste on ne sait plus où l'on va. Suppression totale, partielle, progressive, pas à la radio. Un beau bordel. Pas grave, Sarkozy nous avait dit en campagne que tout était prêt et aux oignons, mais là, un peu désordre quand même, un peu précipitée, un peu dictatoriale comme décision, sans consultations et sans préparation mais... mais avec une idée qui ne vient pas de derrière les fagots. La commission Copé en avril ne saura toujours pas comment faire avec cette suppression.

Il est vrai que des mauvaises langues disaient qu'il y avait une possible collusion entre le pouvoir élyséen et le pouvoir des media, on peut se demander si cette publicité supprimée n'est pas le premier et véritablement personnalisé retour d'ascenseur. Les cadeaux fiscaux ayant été une louche de cadeaux à distribution large bande. Ici nous nous trouvons dans un cas beaucoup plus précis. Le quatrième amendement du livre blanc de TF1 remis à La Lanterne, concernant les curieuses lucarnes magiques, quelques semaines seulement avant la déclaration qui a marqué son coup, avec un Solly sarkozyste à TF1, avec un Bouygues parrain du fils de, enfin avec beaucoup de fils entrecroisés, sera à marquer de la première pierre blanche, pierre celle sur laquelle Saint Nicolas bâtit son Eglise, lui qui aime tant Dieu et les SMS, Eglise à l'auberge espagnole, genre Fouquet's, décorée d'un soupçon de dianétique et de paillettes dorées, de vacances Egipto-américano-yachtiques et de déclarations d'amour.

TF1 ne veut plus de publicité pour les chaînes publiques. Sarkozy demande la suppression de la publicité des chaînes publiques. Est ce que cela " fait sens " de mettre côte à côte ces deux phrases ? A vous de juger.

Lors de cette conférence de presse, le Conférencier magique sera même d'un dédain épouvantable et presque colérique quand il répondra à la question du pouvoir d'achat. Il dira que c'est absurde de résumer la politique au pouvoir d'achat. Il se dédouanera alors qu'il avait de ce thème un des piliers de sa campagne électorale; Ce n'est pas de sa faute si les entreprises n'embauchent pas. Il n'a pas d'ordre à leur donner (pourtant il en avait pour la démission de Bouton, et pourtant les lois devaient créer du pouvoir d'achat et les réductions de charges aussi, et le rachat des RTT et le choc de confiance).

Voilà qu'en janvier l'entreprise entre au gouvernement. Le pseudo chef des ministres est décidé à appliquer une promesse du candidat UMP et décide, enfin que les ministres vont être évalués. Ce qui fera grand cri, se fera en réalité en chuchotement. On se

demande quelle est la légitimité d'un cabinet (Mars & Cie) pour évaluer l'action des ministres alors que ce gouvernement est théoriquement sous contrôle de l'Assemblée Nationale apte à jauger ses actions et les juger. On se demande en quoi il serait nécessaire de faire entrer n management à l'américaine au pouvoir. Peut-être pour Dati qui use autant de conseiller qu'elle change de paires de chaussures. Mais les autres. Ils sont si effacés et tellement sous influence que c'est alors aussi le président dont on devrait évaluer l'efficacité, sans oublier notre ectoplasme de premier en écriture.

Le pape c'était avant Noël et la nouvelle année, après comme si les plateaux de la balance n'étaient pas divinement équilibrés, notre Prophète va saluer Allah en terre sainte. Et c'est un désastre pour les valeurs de la république.

Le ventriloque Guaino joue, au travers de sa marionnette aux lèvres toujours en mouvement, avec l'irréversible. L'orgueil démesuré, le péché d'Ubris ne l'arrêtant pas pour si peu, il veut voler le feu aux dieux et fera finir la France comme Prométhée, le foie renaissant chaque jour, puis dévoré chaque jour par un aigle, Prométhée enchaîné au rocher des paroles hérétiques qu'il n'aura cessé de faire prononcer à Sarkozy, descendant de Zeus sur terre. Le 14 janvier dernier, à Riyad, notre omniscient a lancé cette phrase terrible : « Dieu qui n'asservit pas l'homme mais qui le libère, Dieu qui est le rempart contre l'orgueil démesuré et la folie des hommes. »

Que peut-on être autre qu'atterré à ce genre de phrase. Tout laïc un peu sage, sans être révolutionnaire, tout croyant tranquille et républicain, n'avait pu qu'être un peu inquiet en apprenant les genuflexions orales de notre illuminé guide devant le pape. Ce Nicolas (petit aurait écrit Sempé), tout orgueil dehors et sans sentir la démesure de ses paroles, se comparant aux catholiques sacrifiés, ceux des fosses aux lions, ceux lapidés, ceux percés de flèches et celui cloué sur la croix, à cause de ses sacrifices pour accéder au pouvoir, a alors parlé de nos racines chrétiennes. Voilà que devant les rigides coraniques d'Arabie saoudite où l'on coupe encore des têtes en place de Grève, les mains qui traînent et où l'on condamne, la justice condamne, les femmes violées à recevoir des coups de bâtons ou à être fouettées. Guaino transforme notre fou d'orgueil en fou de Dieu comme l'écrit *Marianne*. Etrangement la presse est peu disserte et la polémique semble s'étouffer. Sarkozy quitte la terre. Le concret, le pouvoir d'achat : la page est tournée. On navigue entre terre et ciel, entre philosophie et déification. Sarkozy a raillé Joffrin, tout à son inculture historique et linguistique, confondant monarchie et royauté héréditaire, va finir sur le trône d'un roi d'essence divine. Sarkozy est l'icare aux ailes de cire enduite par Guaino qui lui montre le Soleil comme si celui-ci était sa destinée. Sarkozy a quitté le sol de la France et navigue là-haut vers ce qu'il croit être, le soleil de l'humanité. On en connaît à l'avance le destin, mais ce sont les ailes de la France qui brûlent avec lui.

L'orgueil des hommes qu'il fustige à Riyad est le sien, mais en croissance géométrique. Nous lançant la civilisation comme d'autres disent qu'ils vont acheter une baguette de

pain aux six céréales. Dans un monde où l'économie façonne une partie de notre vie, où l'Europe nous contraint par des lois supranationales, où Internet, les technologies bouleversent notre monde, notre guide en trois coups de cuillère à pot va nous créer une nouvelle civilisation aux accents chrétiens quand dans sa vie c'est Bollywood et Ray Ban. Qui sont les hommes qui ont fait des civilisations ? L'Empereur Constantin, Charlemagne, François Ier, Henri IV, Hitler, Mao, Staline et sa bande. Ceci est loin d'être exhaustif et n'oublie pas tous les philosophes dont les pensées ont laissé des sillons profonds. Mais dans ce monde où la France n'est qu'1 % de la population mondiale, où sa force politique décline, où les forces technologiques, économiques, populationnelles nous dépassent à 1 000 coudées, notre demi-roi nous parle de civilisation. Il franchit le Rubicon qui sépare encore l'orgueil démesuré de la démesure de l'orgueil. Il y avait des rois anglais papistes, il y a un empereur républicain qui est déiste. Voilà ce que la chimère Sarkozy-Guaino nous dit nous proposant de choisir : « Dieu qui n'asservit pas l'homme, mais qui le libère, Dieu qui est le rempart contre l'orgueil démesuré et la folie des hommes. » Les agnostiques disent que que Dieu existe ou non, nous n'en aurons jamais la preuve et qu'il est stupide de se poser la question. Ils ne nient pas Dieu, mais nie la possibilité d'en vérifier l'existence. Les croyants le certifient et les non-croyants pensent que ce concept est l'asservissement de l'homme. Ainsi Sarkozy en défendant d'une part la laïcité et Dieu commet-il un oxymore, puisque la laïcité comprenant des incroyants il donne une suprématie au Dieu des croyants sur l'incroyance et parle de l'asservisseur pour les non-croyants comme du libérateur. Sarkozy commet l'irréparable erreur de favoriser la foi à son détriment. Et pourtant, je suis de ceux qui espèrent qu'il y aurait quelque être ailleurs qui donnerait un sens qui s'ajouterait à celui de donner la vie, mais en faisant la distinction entre cette croyance qui m'est personnelle et qui est bien à l'étroit dans une religion et qui ne concerne en rien l'État ou la République, et de rendre Dieu coresponsable de la politique. Cette phrase de Guaino est inepte philosophiquement parlant et dangereuse pour la paix. Elle est inepte car Dieu est Dieu, il n'est pas anthropomorphe. Sarkozy décide de choisir Dieu. Il le définit, lui donne des qualités. Il confond parfaitement la religion et Dieu. Dieu est indicible par définition. Du fait de donner un choix entre différents dieux, ou entre différents caractères du même Dieu, il détruit sans le savoir l'unicité du Dieu des monothéistes. En donnant des bons points, il se place au-dessus de Dieu. Cette déclaration est extraordinairement dangereuse car elle place Dieu au milieu de la politique et du destin des hommes, elle supprime le droit au libre arbitre puisque Dieu, selon lui, est supérieur aux hommes, Dieu seul et non la sagesse des hommes empêcherait la folie des hommes. Seul Dieu serait le rempart. Celle-ci rejoint l'autre facette, celle de la prédestination des malades et des criminels qu'il défendait en débat avec Onfray. Avec Sarkozy, l'homme est pris entre sa prédestination et Dieu. Et nous alors, et notre liberté de penser et d'agir, et tous ces hommes qui se battent pour la paix où ces sages qui cherchent le bonheur des autres ? Rien le néant. Naissez vous êtes condamnés, vivez et vous êtes sauvés par Dieu.

Guaino est un être extraordinairement néfaste. Il confond l'alignement de formules avec la réflexion ou alors, si ce n'est pas le cas, c'est pire. Ses phrases n'ont pas de sens humaniste, mais sont des réponses ponctuelles à des idées électoralistes. Et si cela était efficace, puisque nous sommes dans la religiosité, je me mets à genou devant la Madonna del Poitou et je lui glisse tout bas : priez pour nous...

Vous vous souvenez qu'en septembre dernier, notre Premier ministre maintenant plus aimé que notre guide - ce qui les gêne tous les deux, mais pas pour les mêmes raisons on s'en doute - avait décrété la France en faillite. Début janvier le lider annonce que les caisses étaient vides. Vous vous souvenez également que les avions c'est la marotte de notre chef d'Etat.

Les caisses sont vides, mais pas quand les élections approchent. On saupoudre ici, on sème là. Vous l'aurez remarqué comme moi, les pêcheurs ici, Arcelor là, là-bas les retraites.

On avait tous compris que le couple Sarkozy n'aimait pas la compagnie Ryanair. Il est vrai que le low-cost c'est bon pour le pouvoir d'achat qui avait pour candidat à la présidentielle, vous savez qui, mais pas du goût du confort dû au rang du président. Nous savions aussi qu'Estrosi était un des plus proches des députés d'abord, puis des ministres du jeune marié élyséen. Quant aux psychologues, eux, ils savent - vous avez remarqué que j'ai utilisé en trois phrases les trois pronoms personnels pluriels et avec le même verbe, un exploit - que l'amitié n'est jamais symétrique et qu'il y a un dominant et un dominé. Le dominé fait tout comme son dominant. Dans le cas précis qui nous occupe le cheftain s'appelle Nicolas et le louveteau Christian, pas celui de Roxane, non celui de la Côte d'Azur. Estrosi qu'il s'appelle.

Donc notre secrétaire d'Etat d'Outre-Mer avait un choix cornélien à faire :

représenter la France à Washington, où il devait aller le 23 janvier défendre l'inscription du récif coralien de Nouvelle-Calédonie au patrimoine mondial de l'Unesco et prendre un vulgaire avion de ligne. Ryanair ne délivrant pas de billet en direction de Washington, Ryanair qui est une bonne occasion pour gagner 60 0000 auros.

assister à un pot du Grand manitou qui avait réservé cette soirée à ses plus fidèles amis, dont le Corse secrétaire d'Etat et... prendre un jet privé. Bolloré ne se décarcassant que pour son ami et non les amis de son ami, il n'y avait comme jet disponible que celui du propriétaire du Figaro : Dassault. Mais Dassault avec ses Rafale qui ne se vendent pas et le Figosky qui perd de l'argent, il ne fait pas de cadeau.

On peut dire que si un pot ne vaut pas une messe (la messe c'est pour la civilisation) cela vaut bien un Dassault.

Que croyez-vous qu'il fit notre secrétaire d'Etat, président du fan club sarkoziaque ? Il a préféré la coupe de champagne du pot plutôt que celle de l'avion de ligne. Ainsi le Christian utilise-t-il Dassault et cela coûte la bagatelle somme de 138 000 euros à la France. Cette misérable somme est à comparer à un Smic, aux 200 euros d'avance promis aux petites retraites par le lider lui-même (attention les caisses sont vides ce n'est qu'une avance). C'est de la macroéconomie, ce que l'on appelle la relance de l'économie par la dépense de l'Etat. Le bonhomme s'excuse. Cela tombe bien, on m'avait appris que c'étaient les autres qui vous excusaient, donc autant le faire soi-même cela va plus vite et c'est acquis. Ce secrétaire, comptable de nos sous, ne savait pas ce que cela pouvait coûter. Il ignorait que son cheftain avait utilisé celui de Bolloré et que les chiffres stratosphériques d'un jet privé avaient été publiés. Il ne suit donc pas l'actualité, et pourtant il l'a bien défendu sur ce coup-là, l'Estrosi, l'ami d'entre les amis. Enfin, c'est la vie ...

Comme un enfant qui a un nouveau jouet et veut l'user dans les dix minutes qui suivent son déballage, notre lider monarcho-chef d'Etat, use de la politique étrangère comme d'un vaste terrain de Jogging. Il a lancé le pari - qu'il a déjà gagné - de battre le record de Phileas Fog. On ne compte plus ni les miles ni les tonnes de kérosène. Du reste, si comme Borloo avec son voyage dans les très nordiques contrées septentrionales, l'Elysée devait payer les taxes carbone compensatoires, son budget déplacement serait plus lourd en taxes qu'en contrats ramenés (euh, c'est déjà le cas).

De fait Sarkozy aime les avions, ceux de Bolloré, amitié oblige, mais aussi ceux de la République qui, comme en Egypte ou aux Usa, font doublons dans les voyages privées - et ce malgré les mensonges présidentiels, mensonges publics et télévisés. Il y avait un codicille dans le Grenelle de l'environnement : il a été prouvé que les voyages forment la jeunesse, aident aux idylles, et si ce sont des avions dans lesquels est ou n'est pas le Guide, ils aident à la reconstitution de la couche d'ozone, d'où l'obligation de les utiliser un max. Voilà la première caractéristique de la politique étrangère : engranger des nautiques aériens (oui c'est contradictoire) car cela donne des miles gratuits pour voyager en privé ou les renégocier comme certains sportifs sous le manteau pour se faire un peu de gratte. Je parle là de la politique étrangère étrangère c'est à dire à l'étranger, car la politique étrangère étrangère (étrangère à la morale et à notre compréhension) et nationale c'est le genre chameau, tente, contrat bidon et honte réelle. Donc des voyages supersoniques aux USA, en Afrique noire (trois d'un coup) et sub-saharienne, en Arabie et au détroit d'Ormuz pour y déposer sa collection de soldats de plomb - car Massimo ne collectionne pas que les montres et les timbres, aussi il collectionne au choix : les gaffes, les mensonges et l'énergie nucléaire, enfin celle-là il ne la collectionne il la sème à tout vent comme la souffleuse du Larousse premier âge -, en Russie, en Chine et maintenant en Inde.

La seconde caractéristique est pour une part terriblement japonisante : photo devant le Taj Mahal, palais à sa mesure, le Sphinx (enfin ça je n'en sais rien, mais c'était un clin

d'œil), la tour Eiffel (non ce n'est pas là c'était chez Mickey), enfin plein de photo-reporters partout (même dans une charrette camarguaise à foin) pour immortaliser la France en plein bouillon de culture touristique et en pleine nikonographie (mot à trois entrées, japonaise, grecque et diminutivesque). Là c'est en fait plutôt le manège enchanté, car pour être du manège c'est un beau bûn comme son dernier voyage en Inde où *le Monde* dans un article circonstancié du 28 janvier nous apprend que les conférences de presse se font par portable main libre vibrant sur une table avec les journalistes penchés dessus comme sur un nouveau-né incompréhensible et braillard, à essayer d'entendre les paroles divines des maîtres es-communications du révérend maître de l'Hexagone, où tout le monde arrive au dessert ou rate les correspondances ou ont quitté les cérémonies avant leur fin car il faut, comme tout pingre qui se respecte, en avoir pour son argent et faire le plus de visites dans le moindre temps possible. C'est aussi un capharnaüm enchanté, l'article est un régale du bazar de cette expédition. Car c'est là la caractéristique du Zébulon, il ne tient pas en place, et au mépris de la simple courtoisie, arrive en retard et part en avance. Certains on semble-t-il peu apprécié l'étroitesse du temps accordé à la fête nationale par le Chef en chef de notre diplomatie. Ce sont des voyages enchantés car ils sont magiques : regardez dans ma main droite plein de contrats, plouf, coup de baguette magique : Et où qu'y sont passés nos petits contrats ? : dicheparus dans le désert et dans le Gange ! Merci Garcimore, mais on l'a vu ton truc. Allez va t'entraîner un peu.

Mais ce qui nous fait quand même moins rire - quoi que déjà pour les finances publiques, pour le Grenelle de l'environnement, pour la courtoisie, cela nous fait une image d'un style nouveau tel qu'il aime à le dire - Sarkozy ne rompt pas avec la politique de Chirac (cf. ses dernières déclarations qui sont pourtant le contraire de la rupture annoncée, mais c'est vrai que depuis un mois (enfin j'exagère, cela dure depuis vingt ans, jusqu'avant c'était camouflé) on commence à voir poindre qu'il y a quelques petites contradictions dans le discours du cheftain) : c'est l'arrogance. Il y en a qui considèrent que lorsque l'on a un reproche à faire à quelqu'un, on le prend entre quatre yeux, sans témoins et on s'explique (non comme à Guilvinec bien sûr, je pensais à une explication entre gens bien élevés, argumentée et non à vociférations et coups de poing) et certainement pas en public surtout lorsque l'on sait que l'on est le seul à avoir la parole et que celui qui est attaqué n'a aucune possibilité de réponse. Il a fait le coup à Toulouse avec un pauvre policier devant caméras et micros. Le pauvre en effet, il n'en dort toujours pas la nuit. Il l'a fait contre cet autre pauvre gars, le Joffrin, même pas défendu par ses coreligionnaires, et voilà c'est-y pas qu'y recommence avec Lakshmi Mittal comme on peut le lire dans cet article du *Monde* dont je ne peux m'empêcher de reproduire ces paragraphes :

NEW DELHI (Reuters) - Nicolas Sarkozy a interpellé à New Delhi le P-DG d'Arcelor-Mittal, Lakshmi Mittal, qui maintient son projet de fermeture d'une aciérie de Moselle, mais il n'a pas rencontré en tête-à-tête l'homme d'affaires d'origine indienne.

Lakshmi Mittal était assis au premier rang, dans le salon d'un grand hôtel de New Delhi, où plusieurs centaines d'hommes d'affaires indiens et français étaient rassemblés pour écouter le président français conclure une conférence sur les relations économiques entre l'Inde et la France. " Je veux dire, et je vois un certain nombre de visages connus, ici, en France, qu'il y a pu y avoir (...) tel ou tel problème pour tel ou tel investisseur indien", a-t-il dit. "Vous vous sentez visé ?" a-t-il poursuivi en regardant Lakshmi Mittal, ce qui a déclenché des rires dans la salle. "Vous avez raison. Alors vous pouvez porter témoignage que quand il y a eu la polémique, moi je vous ai reçu et je vous ai reçu comme un investisseur et jamais comme un adversaire."

Mittal qui a aimé notre France pour y marier sa fille avec un peu moins de dépenses que n'a offert la Société Générale aux contrepartistes qui se sont gorgés de ses déboires, mais tout de même avec une somme rondelette, 55 millions d'euros quand même et à Vaulx le Vicomte et Versailles. Parlez nous du peu. Mais lui, à la différence des amis héréditaires du monarchique président, a aidé son père et a poursuivi une réussite exceptionnelle. Donc notre Aimé va donner des leçons à un des hôtes chez lui, devant ses pairs. Il va lui donner une leçon de démocratie, lui l'ultime démocrate (au fait où était Kouchner, j'ai juste entr'aperçu Rachida Dati dont on se demande ce qu'elle va chercher tant aux USA qu'en Chine ou ce qu'elle y apporte, mais elle est de tous les voyages. Et pourquoi donc demande la petite souris ? Mystère et boule de gomme lui répond la presse.) Donc alors que Mittal ne peut répondre immédiatement parce qu'il n'en a pas la possibilité et parce qu'il est courtois, Sarkozy à son habitude d'arrogance indicible envoie un scud - de ceux qui sont appelés dommages collatéraux dans la guerre, le problème avec Sarkozy c'est qu'il n'y a aucune cible principale mais que des collatérales (la collatérale cela vous dit quelque chose ?) - et se fait donneur de leçon. Du reste il se croit subtil, il parle de démocratie, il attaque avec sourire par la bande. mais ce simple : « Vous vous sentez visé » est pour moi un des pires affronts que l'on puisse faire. D'un mot il le met en accusation, et chez lui, alors qu'il a félicité le premier Poutine sous prétexte qu'il était, comment avait-il dit déjà ?, quelque chose comme aimé ou le plus haut dans les sondages, enfin vous voyez ce que je veux dire - pour à nouveau se faire applaudir en France il tacle méchamment, dans le dos de l'arbitre, son hôte. Mais ce geste n'est applaudi que par la canaille. C'est sa fameuse technique de coup de pied dans la fourmilière ce qui l'a fait insulter le continent africain, moquer Angela Merkel qu'il a, du reste, élégamment traité de " femme de l'est ", ce qui l'a fait siffler les allemands pendant sa campagne présidentielle à Marseille en disant que nous nous n'avions pas inventé la solution

finale et le jour de son intronisation dans un discours lamentable, méprisant et méprisante dire que les soldats allemands étaient des assassins. On le voit la politique extérieure de Sarkozy n'est pas étrangère mais étrange. C'est une politique du tourbillon (les montres ont ça le tourbillon, cela en augmente leur prix), du déplacement, des discours arrogants et creux, des leçons données dans tous les domaines à tout le monde, une action pour - explication absolue - notre commerce qui se solde par des contrats 0% d'efficacité, contrats taille fille dont rêve toutes les mannequins (comme le zéro défaut, c'est la méthode de management élyséenne).

Les caméras indiennes relèveront qu'il part avant la fin des cérémonies et qu'il consulte ses textos pendant la visite officielle. Il l'a fait avec le pape, ce n'est pas un enturbanné qui va l'en empêcher.

Ah ma bonne dame, avec lui aux commandes de notre paquebot, on sait déjà où il va finir : désamianté en Inde....

## 10<sup>ème</sup> lune

Alors que la France est en pleine morosité et que *Les Feux de l'amour* perdent un peu d'audience il y a un feuilleton qui va redonner du sourire à une bonne partie de la population française : c'est la campagne électorale de M. Hulot. Ah si Sarkozy n'existait pas il faudrait l'inventer ! A moins que ce ne soit Devedjian qu'il aurait fallu inventer. Enfin n'exagérons pas, une franche rigolade à Neuilly ne compense en rien une belle tristesse pour la France et une saine colère contre la présidence sarkozaque. Vous me pardonnerez j'espère de repiquer au jaja, mais cette histoire nous ferait mourir de rire s'il était vrai que l'on pouvait en mourir.

Voilà pour les municipales qui approchent une telenovela avec tous les ingrédients d'une tragédie grecque et des rebondissements à tiroirs du meilleur effet. Ce qui me réjouit c'est que cette affaire qui mérite un prix de tactique électorale (cette grande qualité reconnue à Sarkozy que les politologues ont érigé en stratégie, je leur propose un nom Pyrrhus).

Tout le monde connaît Martinon par quatre caractéristiques :

porte-parole sans commentaires

gendre idéal (en concurrence avec Laurent Wauquiez) gominé (en concurrence avec Valentino)

momentanément imbécile

parachuté à Neuilly

Sarkozy, le monarque qui n'est pas le fils caché de Chirac, n'agit pas en roi, mais fait du népotisme. Il a(vait) casé son choucho Martinon et son fils Jean pour les municipales à Neuilly, la mairie qu'il a prise en hussard en son temps à 28 ans. Le premier comme futur maire, le second en soutien logistique. Mais tout a mal commencé. Les carrés Hermès et les Rotary club's men se sont révoltés. Donc comme un conte de fée, cela commence mal. Il y a le choucho du père et cendrillon qui doit récupérer les casseroles, non celles de l'ancien maire car le challenger ne veut pas de cette cuisine-là. Ainsi donc la bouture sarkozaque de Martinon ne prend pas dans son fief, en tout cas les débuts sont difficiles. Le gominé n'aime pas trop les campagnes

électorales, serrer des mains lui donne des cales. Son appui Jean, le fils de son père, celui qui n'est pas le fils de, mais élu démocratiquement par plus de 50 % des voix etc., celui que la presse maltraite comme aucun autre président dicit son avocat (un encore qui n'a pas entendu parler des diamants de Bokassa, des caricatures de de Gaulle...).

Pour la tragédie grecque nous avons des traîtres à foison - à propos de trahison voici quelques lignes délicieuses du *Nouvel Obs* : Comme dit Charles Pasqua à propos de Nicolas Sarkozy, " il a, dans le domaine de la trahison, une certaine constance " : les trois atrides Jean Sarkozy qui suit pas à pas les pas de son père à Neuilly, poignard en main, Teullé adjoint et responsable local de l'UMP, Marie-Cécile Ménard conseillère générale, elle aussi. Il est bon de le rappeler que Jean Sarkozy ne devait pas faire de politique (trop occupé à faire du théâtre, des études et du scooter) et qu'il soutenait à mort Martinon comme le révèle deux vidéos sympathiquement mises sur leur site par rue89.

Le tout début de l'histoire commence avec un sondage peu favorable à Martinon la semaine dernière. Le dimanche il y a flottement. Le dimanche soir le guide passe une avinée à Martinon et le prive de Kourou. Voici ce qu'en écrit *Libération* : En fin d'après-midi dimanche, il a en effet eu rendez-vous avec un Nicolas Sarkozy peu pressé de le rencontrer. Les deux hommes finissent par se voir et la colère du président éclate : « Je t'ai donné mon fils, je t'ai donné ma ville et tu m'as mis dans la merde ! Tu devrais t'excuser ! » Il lui signifie aussi qu'il ne sera pas dans l'avion qui doit l'emmener en déplacement officiel en Guyane.

De là, c'est le maelström qui s'enclenche : d'abord Martinon annonce une conférence de presse puis l'annule lors d'une journée de grande confusion. Le lendemain son directeur de campagne annonce qu'il se maintient et coup de théâtre, ses colistiers le lâchent. *Le Monde* nous en dit les raisons : « Les dirigeants de l'UMP de la ville, Marie-Cécile Ménard et Arnaud Teullé, ainsi que le fils cadet du président de la République, Jean Sarkozy, ont annoncé, dimanche 10 février qu'ils faisaient leur propre " liste de rassemblement " pour les élections municipales en raison de " désaccords majeurs " avec le candidat David Martinon. " Nous avons décidé de conduire la liste de rassemblement pour les élections municipales à Neuilly, afin de faire cesser les divergences au sein de la majorité présidentielle sur notre commune ", déclarent-ils dans un communiqué à l'AFP. ».

Que peut-on tirer comme conclusion de cet événement, de cette titanique (non de Titan, mais du navire) candidature élyséenne à Neuilly ? Est-ce une tempête dans un verre d'eau ? Est-ce le tir sur une ambulance ? On voit déjà qu'un parachutage, même en commando, n'est pas sûr de réussir. Ce qui est étrange c'est de voir une révolution dans les beaux quartiers. Besancenot a sa chance à l'ouest de Paris. On imagine les zibelines dans les rues le poing vengeur dirigé non vers le ciel, mais au-devant des grilles de l'Élysée. Une révolution non de velours, mais de soie et de Rolex. David n'a finalement été que Goliath. Le Golem avait eu son âme insufflée par le château, mais quand le maître se dégonfle l'air fuit et toutes les baudruches qui l'entourent s'aplatissent avec lui. La foule est injuste. Peut-être. Mais un roi nu ne peut pas tout et encore moins quand la populace (amusant, la populace à Neuilly sur Bérézina) a décidé de prendre la Bastille. Le cas de Neuilly est éclairant quoique assez embrouillé. Le fils spirituel en conflit avec le fils réel. Le parachuté contre l'héritier. Deux fers au feu en somme. On remarque aussi la constance des candidats, ceux qui hier trouvaient Martinon l'idéale tête de liste, mais qui, sondage oblige, aujourd'hui le lâchent.

Martinon finit, le cœur serré, par démissionner et Fromantin décide, devenu vedette nationale, de rester en place. Il l'annonce à France Info à 12 h 15 le lundi. 10 mn d'interview, imaginez du peu ! L'UMP, Devedjian en tête se réunit lundi à 18 h 30 pour décider quoi faire. Ce parti à but uniquement électoral doit trouver une solution. L'UMP battue à Neuilly ? Impensable ! Le fief de son ancien président, que croyez-vous ? Impossible. Or le hic s'appelle Fromantin. Cet animal-là peut bien gagner contre toute autre tête de liste, que cette tête fût blonde et chevelue, ou bien un UMP bon teint et bien neuilléen. En soirée, il est décidé que ce serait l'adjoint Teullé, celui qui devait être, en fait avant le parachutage, le porte-drapeau UMP. Coup de théâtre, puisqu'il ne faut perdre à aucun prix, courage fuyons, puisque le Fromantin a la tête dure, on passe sous ses fourches caudines et on lui adjoint, parité oblige, Marie-Cécile Ménard. Tiens dans les dents de Teullé. Mais celui-ci s'est écrasé une fois, pas deux. On en a quand même ! Il se flatte d'être le seul à avoir donné de son temps et de sa compétence tant à Neuilly la belle en tant qu'adjoint qu'à l'UMP la fourbe en multipliant comme Jésus l'a fait avec les poissons et les petits pains, les adhérents dans une contrée revêche à la droite. Un exploit quand le guide était l'étoile montante. Il a le droit d'en être fier. Ainsi, ce candidat a-t-il trahi le porte-parole devenu le premier sur la liste d'élections post-municipales (bien que cela me démangeât, je n'ai pas écrit

déjections), pour des prunes (ou des nèfles selon la "régionalité" de l'expression) et pour un adversaire qui recueille l'appui de son propre parti. Là on peut rire sous cape, en coin, aux éclats ou jaune. Vous êtes libres de vos zygomatiques.

Et voilà même que le Nouveau Centre donne des leçons de moralité. On rêve. *Le Nouvel Obs* nous apprend ceci : "Ceci est à l'opposé des valeurs d'humanisme et de loyauté auxquelles nous sommes attachés et remet en cause notre soutien à la liste UMP", a ajouté la responsable. Elue dans le conseil municipal sortant à Neuilly-sur-Seine, Claire de Lesquen est également la suppléante pour l'élection cantonale de Neuilly d'Arnaud Teullé, l'un des membres du trio qui a débarqué David Martinon. Interrogée par l'AFP, la présidente NC à Neuilly a précisé que "si nous décidons de ne pas soutenir l'UMP, il est évident que je n'irais pas à la cantonale. En tout cas, je ne peux pas cautionner ce qui s'est passé hier. C'est digne des *Tontons flingueurs*". Audiard à Neuilly et la loyauté au Nouveau Centre. Tout y est vous-dis-je ! Tout. On voudrait faire une pièce de boulevard, qu'on ne ferait pas mieux.

Les scénaristes d'Hollywood sont en grève, mais nous, nous n'avons pas à nous plaindre. Voici le plus beau scénario de toute l'histoire politique des mille dernières années : un roi nomme le chouchou de sa future ex-femme tête de liste et en bon parrain lui adjoint son fils, celui-ci trahit le gominé et fait en sorte que la brillantine ne brille plus sur les affiches. Le chef du parti dominant, quoiqu'en perte de vitesse, négocie son soutien à son adversaire et éjecte son représentant local qui se rebiffe et se présente. Il va jusqu'à pousser vers la sortie Jean Sarkozy comme nous l'apprend *Le Figaro* : ... on ne connaît pas encore précisément ses intentions. Selon des sources politiques locales, citées par l'Agence France-Presse, il ne devrait pas figurer sur la liste Fromantin. C'est du reste ce qu'avait évoqué Patrick Devedjian mardi matin. Sur Europe 1, ce dernier a expliqué que le fils de Nicolas Sarkozy ne serait pas tête de liste. « Jean Sarkozy a beaucoup de talent, c'est un garçon intelligent, sensible, qui adore la politique » mais « son temps n'est pas venu », a justifié le secrétaire général de l'UMP, soulignant qu'« il n'y a pas de monarchie à Neuilly », fief de Nicolas Sarkozy. On peut lire dans cet article une belle langue de bois ou un mensonge assez gros (vous savez que cela passe mieux quand c'est gros) pour figurer dans un livre d'heurs. Devedjian nous dit selon *Le Figaro* : « David Martinon avait l'intention de se retirer

», (...). « Ce ne sont pas les mauvais sondages » qui l'ont fait partir, a également tenu à souligner Devedjian. David Martinon lui aurait ainsi personnellement confié son intention d'abandonner la tête de liste. Mais comment donc ! Décidément, ils nous prennent pour des Béarnais, ces élites de la vérité.

Comme dans toute bonne "novela" il faut un dernier coup de théâtre qui est comme dans Guignol un bon coup de bâton sur le nez de Gnafron, en l'occurrence l'UMP par son chef aux ordres Devedjian. Voilà t-y pas que le rude Fromantin refuse à l'UMP la seconde place de sa liste qui est déjà occupée par une femme médecin de Neuilly : Je n'ai négocié aucun nom avec l'UMP. J'ai déjà en numéro deux un médecin de Neuilly, Valérie Gallais, qui est adhérente à l'UMP. Ma liste compte déjà un tiers d'UMP qui sont tous représentatifs. Je ne suis pas contre le fait d'intégrer quelques personnalités de l'UMP, mais je ne veux pas tout ramener à des problèmes de personnes. Là, c'est le feu d'artifice final ! Un zigoto cravaté et quadragénaire qui fait plier sans aucun ordre : le guide bien-aimé en villégiature chez les orpailleurs, l'avocat en chef des Hauts-de-Seine et cheftain de l'UMP et l'UMP dans son entier. Chapeau bas l'artiste. Clap clap entend-on dans le public en Chanel et YSL. Ce qui est particulièrement jouissif, c'est que tout vient de l'organe officiel de la propagande officielle, j'ai nommé *Le Figaro*, du début (indiscrétion sur le sondage) jusqu'à cette fin (on ne sait jamais, il peut y avoir encore des rebondissements) l'interview de Fromantin qui donne un dernier coup de l'âne à l'UMP qui vient d'avaler sa plus grosse couleuvre.

Si on se résume, voici le résultat des courses :

Martinon, l'ex-chouchou, et le fils de imposés par Sarkozy : out of order, autrement écrit triple. Mais il y a un doute. Que va faire Jean Sarkozy ? Trahir ceux pour qui il a trahi ? Et s'il rejoignait Teullé, ce serait la cerise sur le gâteau et s'il perdait, cela alimentera pendant cinquante ans les coins du feu des cheminées neuilléennes à l'heure du thé avec friandises d'Hédiard. Il pourrait être candidat aux cantonales. Enfin, c'est le brouillard, pour ne pas employer un mot qui commence par la même lettre et que les Italiens appellent casino en disant Che casino !!!

L'Universelle Mauvaise Perdante n'a plus de liste officielle, Fromantin ne s'encartera pas à l'UMP, aucun de la triplète ne sera sur la liste sinon en bien plus mauvaise place que prévu, et Teullé n'est pas soutenu par l'UMP qui soutient son adversaire. Clair, non

?

C'est la Bérézina politique du grand stratège politique Sarkozy et de la petite main Devedjian. Remarquez que Fromantin a peut-être eu tort d'accepter le soutien de l'UMP. En tout cas si le ridicule ne tue pas, au moins il nous fait rire et je propose le prix Société générale au couple Sarkozy-Devedjian pour ce fiasco historique.

Ah j'allais oublier. Il faudrait un titre à cette novela. Un peu fainéant je vous propose : *Il ne faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages.*

Passons du local au national. la démarche politique de Sarkozy est essentiellement électorale, ce n'est plus à démontrer. C'est un candidat permanent qui sort des poches de la France les billets que l'on a plus chaque fois qu'il sert une main ou sent une contestation montée. On l'a vu à Guilvinec. On la Vu à Gangrange. C'est un candidat qui sort des poches de la République un découpage des idéaux et prend chaque élément qui en compose la force comme un cuisinier à l'envers qui retirerait les ingrédients d'un plat cuisiné pour en donner les principes initiaux ici et là à tel client ou à tel autre. Sa façon de gouverner est en réalité celle du bateleur qui donne une réponse individuelle à chaque auditoire sans tenir compte ni des cohérences des paroles entre elles, ni d'un dessein global, qui ne peut en aucun cas être ici intelligent, ni des capacités de notre pays ni à les fournir ni à en accepter les conséquences. Sa politique ressemble à l'atomiseur qui à l'inverse d'un jet cohérent et ayant une direction se répand dans l'atmosphère en désordre et élargissant la dispersion en s'éloignant. Plus le temps passe, plus chaque particule se trouve isolée et indépendante du reste du flux initial. L'atomisation est utile quand il s'agit d'emplir un vaste espace, mais cela se fait de façon de plus en plus dilué au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la source et cela crée un brouillard et en aucun cas une cohérence globale, en aucun cas cela ne peut donner de la force à une action politique. De ce fait Sarkozy n'est plus le chef d'Etat il est chacun des exécutants de sa politique, même plus ministre.

Lorsque chacune de ses particules, chacune des paroles de Jefaistout, s'éloigne dans le temps, qu'une nouvelle réunion a lieu, qu'une nouvelle rencontre se présente, le Guide propose une solution individuelle, un discours ciblé. Mais la croissance géométrique entre chaque point, entre chaque parole rend l'exercice difficile. Sa technique de faire passer les paroles les unes derrière les autres, un sujet en chassant un autre pour éteindre un feu qu'a déclenché la dernière parole, lui a longtemps fait croire que cela était possible en tout temps et en tout lieu. Il devait penser que la mémoire collective est proche de l'amnésie totale, permanente et définitive. On change de sujet et cela permet d'enterrer le précédent si une monstruosité ou une bêtise majeure avait été dite. Peu importe la contradiction puisque l'on répond ponctuellement à l'attente de son interlocuteur. Lorsque l'on a vécu et fonctionné que comme si la vie n'était faite que de vassaux et de quémandeurs on ne peut continuer qu'ainsi.

Malheureusement pour lui et heureusement pour nous, si le peuple imbécile comme il pense qu'il est n'a que peu de mémoire, Internet en a pour lui.

Lorsque la température monte, le mouvement brownien va en s'accélération. En fait le désordre est croissant. Il y a une sorte d'effet multiplicateur. Ce qui fait que l'accumulation des contradictions des divers discours de Sarkozy sont un tel piège qu'il va se retrouver rapidement comme la mouche engluée par la propre toile qu'il a lui-même (bien aidé en cela par ses conseillers) tissée. De plus en plus chacun de ses discours doit compenser le précédent sur le même sujet ou doit apporter des explications et des justifications à d'autres sujets. Cela rend ce dernier de moins en moins audible et de plus en plus incohérent. On ne peut pas se contredire de façon géométrique ainsi *ad vitam aeternam* (en voilà une référence à Dieu). Lorsqu'il s'agissait de mensonges électoraux ou lorsqu'il était ministre, lorsqu'il était bien plus puissant qu'aujourd'hui, les aveuglés volontaires l'acceptaient. Les contradictions et mensonges n'étaient pour ceux-ci que des dénonciations calomnieuses des adversaires politiques du futur lider Minimo. Mais avec le temps la vérité apparaît à grand pas. Elle sort du puits (Dieu sait comment !).

Cette longue digression nous amène à la stupéfiante déclaration de Sarkozy lors d'un dîner avec le CRIF, la première fois pour un président de la République - il aime les premières fois -, le mercredi 13 février dernier comme le relate *Libération* : "J'ai demandé au gouvernement, et plus particulièrement au ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, de faire en sorte que, chaque année, à partir de la rentrée scolaire 2008, tous les enfants de CM2 se voient confier la mémoire d'un des 11.000 enfants français victimes de la Shoah", a déclaré M. Sarkozy. " Les enfants de CM2 devront connaître le nom et l'existence d'un enfant mort dans la Shoah. Rien n'est plus intime que le nom et le prénom d'une personne. Rien n'est plus émouvant pour un enfant que l'histoire d'un enfant de son âge, qui avait les mêmes jeux, les mêmes joies et les mêmes espérances que lui ", a-t-il ajouté.

Notre triste Sire agit comme s'il était en campagne permanente et jette en pâture aux attentes des foules assemblées vraisemblablement bien plus que ce qu'elles en attendent. Sans doute pense-t-il que tout un chacun est vénal et qu'aucun ne peut penser au-delà de lui-même pour le bien général et ne puisse oublier ses petits intérêts partisans et personnels. Sauf lui bien sûr car il a des soucis personnels dont Guéant nous parle, il a le droit d'être heureux après avoir dit que la fonction de président méritait une abnégation totale et une vie rude et engagée, et il faut qu'il se paye quelques Rolex par une douce augmentation. Ainsi en est-il de cette stupéfiante déclaration dans la droite ligne de Guy Môquet. D'abord un jeune communiste, non mort par héroïsme mais par le triste concours d'une haine quotidienne, d'une arrestation pour un acte de profession de foi communiste, et mort sans autre fait d'arme que d'avoir été là au mauvais moment. Et que sa mort fut d'une tristesse inouïe, elle ne l'est pas plus que des milliers d'autres et certainement pas héroïque. C'est une tragédie douloureuse mais

ordinaire dans cette guerre. L'année dernière, toute démagogie dehors et toute monarchie assumée, notre Cheftain impose à la nation son caprice Môquet, sans concertation. Il impose du fait du prince. Le voilà qu'il recommence ! Il va imposer sans consultation aucune une sorte de parrainage historique. On peut se poser la question de quel droit un président impose un contenu éducatif à un peuple de manière souveraine. On peut passer en survolant les aspects pratiques : comment va être choisie la distribution des noms ? S'il n'y a pas un multiple exact entre le nombre de ces noms et celui des élèves qui sera " adopté " trois fois ou quatre fois ? Quels critères vont-ils présider au choix de savoir lequel enfant sera parrainé en plus grand nombre qu'un autre ? On ne peut passer à côté des questions éthiques : et si une famille refuse que le nom d'un de ses enfants soit " adopté " et ce en toute légitimité, que fait-on ? Si une autre ne le veut pas pour une raison simple : ne pas donner un atout à la propagande pro-domo du Président ? Qu'en est-il des autres enfants non victimes de la Shoah ? Qu'en est-il des autres morts ? On voit très rapidement que ce caprice est une sorte d'illumination de marketeur sans aucune réflexion de fond.

La tactique compassionnelle a des limites qui sont atteintes extraordinairement rapidement. La première limite est le choix. Pourquoi lui plutôt qu'elle ? Soit c'est tout et le tout devient le rien, soit c'est rien. La justesse et la justice est d'utiliser un symbole. N'est-ce pas la raison du soldat inconnu ? La seconde limite c'est en dehors de l'injustice du choix de l'individu et celle du choix de la cause. Peut-être faudra-t-il que chaque élève retienne un nom de l'accident du tunnel du Mont Blanc. Non seulement cette initiative personnelle (ou gauinoïque) est prise dans l'obscurité d'une réflexion personnelle électoraliste est une ineptie en soi, mais en plus elle répond à toutes sortes de critères futiles mais en aucun cas à ceux qui définissent la juste politique intérieure d'un chef d'État. Non seulement elle ramène " notre civilisation " à des valeurs que seule les immondes guerres entraînent et non à celles plus positives que sont les avancées pour le bonheur de l'humanité, mais en plus elle continue et amplifie une manière de gouverner solitaire, abrupte, irréfléchie et électoraliste qui ne construit aucune civilisation mais détruit la cohérence nationale faisant de notre peuple divers mais réuni, tout au moins qui pourrait l'être, en une juxtaposition de communautés que l'on flatte les unes après les autres, faisant de ce pays une mosaïque qui vue de loin ne fait plus un dessin harmonieux mais une explosion de particules qui vont finir par devenir antagonistes.

Sarkozy par l'opposition permanente qu'il crée entre les diverses strates de notre peuple, par la vassalisation vénale des électeurs divers, par la communautarisation de la population en favorisant à chaque fois de façon catégorielle une partie de celle-ci, détruit progressivement mais sûrement cette civilisation dont il nous parle.

L'atomisation n'est pas d'aujourd'hui. Elle est inhérente au personnage. Cela est dangereux et triste. Cette atomisation, cette marketisation en secteur de consommateurs-électeurs sondés entraîne des contradictions bientôt intenable. Sarkozy

à Latran a déclaré sous la plume de son double démoniaque le 20 décembre 2007 : "dans la transmission et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur". Il avait auparavant parlé de nos racines chrétiennes. Il avait ajouté à Riyad le 14 janvier dernier cette phrase tout autant hallucinante « Dieu qui n'asservit pas l'homme mais qui le libère, Dieu qui est le rempart contre l'orgueil démesuré et la folie des hommes. ». Hier soir comme le rapporte *Le Monde* : Après avoir évoqué, ces derniers mois, les "racines chrétiennes de la France" et fait l'éloge de la foi, gage d'espérance à ses yeux, il a voulu rappeler qu'il n'avait " jamais dit que la morale laïque était inférieure à la morale religieuse ". " Ma conviction est qu'elles sont complémentaires et que, quand il est difficile de discerner le bien et le mal, ce qui somme toute n'est pas si fréquent, il est bon de s'inspirer de l'une comme de l'autre ", a-t-il précisé. " Et jamais je n'ai dit que l'instituteur était inférieur au curé, au rabbin ou à l'imam pour transmettre des valeurs. Mais ce dont ils témoignent n'est tout simplement pas la même chose. Le premier témoigne d'une morale laïque, faite d'honnêteté, de tolérance, de respect. Que ne dirait-on pas d'ailleurs si l'instituteur s'autorisait à témoigner d'une morale religieuse ? Le second témoigne d'une transcendance dont la crédibilité est d'autant plus forte qu'elle se décline dans une certaine radicalité de vie", a-t-il dit.

Mentir est non sa seconde nature mais sa première nature. Comme il a menti en disant qu'il n'avait jamais parlé de collaborateur en parlant de Fillon lors des ses vœux à la presse, comme il a menti en accusant la presse d'avoir dit qu'il avait divorcé uniquement pour atténuer l'effet des grèves alors que ce que la presse disait c'était que l'annonce avait, elle, été différée pour cette raison et non, bien sûr, le divorce en tant que tel. Il ment encore quand devant le Crif il dit : Le chef de l'Etat a condamné par ailleurs, sans le nommer, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, qui souhaite la disparition de l'Etat hébreu. " Je ne rencontrerai pas, je ne serrerai pas la main des gens qui refusent de reconnaître Israël ", a-t-il assuré., ce qu'il avait dit de Poutine à qui il a serré la " louche " et alors qu'il a serré plutôt deux fois qu'une celle de Khadafi qui pourtant ne reconnaît pas plus Israël.

Comme on le voit dans cet exemple il est obligé de répondre et de faire écho à ses anciennes déclarations contradictoires. Et c'est là qu'Internet intervient, comme Internet a pu diffuser la vidéo de son fils disant qu'il soutenait à mort Martinon. Si autrefois les mensonges, qui étaient tout aussi gros - pouvaient s'oublier pour la plus grande part, aujourd'hui cette mémoire collective et ces activistes d'Internet font ressortir les contradictions et les mensonges de façon quasi immédiates et explosives à l'encontre des usurpateurs.

Il faut aussi revenir un peu sur les deux phrases de Guaino, son scribe : Le premier témoigne d'une morale laïque, faite d'honnêteté, de tolérance, de respect. (...) Le second témoigne d'une transcendance dont la crédibilité est d'autant plus forte qu'elle se décline dans une certaine radicalité de vie. Dans cette première phrase le mot "

témoigne " est de la même racine que le mot chrétien. Un instituteur ne témoigne pas il enseigne ce qui est parfaitement différent. Il apprend et surtout n'est pas le témoin. C'est une profonde erreur philosophique et dialectique. La seconde phrase est tout simplement incompréhensible. D'une part la transcendance n'est en aucun cas une valeur morale, mais est spirituelle, d'autre part qui peut expliquer ce que veut dire " se déclinier dans une certaine radicalité de la vie. " ? C'est une expression vide de sens. Une " certaine " et " radicalité " ne peuvent aller ensemble, c'est ce que 'on appelle un oxymore. Ou c'est radical ou c'est approximatif (ou incomplet) ce qu'indique en l'occurrence " certaine ". Et qu'est une radicalité de la vie ? Ce n'est qu'une expression d'intellectuel fumeux.

Finalement Sarkozy chute dans les sondages car il a promis ce qui était intenable. Il atomise la politique intérieure en autant de brosses à reluire qu'il y a de cas particulier, il veut s'élever dans les débats en parlant de civilisation et se retrouve aux fourneaux des chaudières électoralistes. Notre civilisation, il la casse. Il la casse par son comportement bling-bling, ses vacances de milliardaires, par ses oukases, par ses parachutages, par sa cour et ses favoris du jour ou ses disgraciés du lendemain, par sa vie privée usée d'abord comme d'une arme électorale, par ses colères et son instabilité, par ses positions en politiques internationales, par ses discours de Dakar et de Riyad. Il la casse par ses incursions illégitimes dans l'éducation des enfants à partir de caprices personnels et compassionnels hors de propos, par sa volonté de créer ceux qui sont ici contre, et bien sûr car il faut des contres, ceux qui sont là. Il casse notre civilisation parce qu'il trahit et ment et parce qu'il est le chef de notre état.

Lors de cette soirée mémorable au Crif il fait cette autre annonce parfaitement incongrue devant cet auditoire, car il confond encore une foi une confession religieuse, le judaïsme, pratiquée par des français, avec une nation, Israël, par inculture ou bêtise, par électoralisme pour acheter des voix, qu'il se rendra en Israël où il prononcera un discours, bien sûr important. Toute chose émanant de sa personne, de ses actes, de son comportement, de ses non pensées est importante.

Voici un texte de rejet complet de cette volonté absurde d'imposer un parrainage à un enfant encore dans sa chrysalide un mort et martyr.

#### Préambule

Comme l'a dit mieux que quiconque jusqu'alors Simone Veil, du droit de sa déportation et de sa confession, de sa nationalité, qui a senti son sang se glacer à la seconde où elle a entendu la proposition du président de la République : que cette proposition est " *inimaginable, insoutenable, dramatique et surtout, injuste* ". " *On ne peut pas infliger ça à des petits de 10 ans, on ne peut pas demander à un enfant de s'identifier à un enfant mort, souligne-t-elle, cette mémoire est beaucoup trop lourde à porter.* " La suggestion de M. Sarkozy risque d'attiser les antagonismes religieux, dit-elle encore : "

*Comment réagira une famille très catholique ou musulmane quand on demandera à leur fils ou à leur fille d'incarner le souvenir d'un petit juif ? "*

Déportée à l'âge de 16 ans, elle témoigne : " *Nous mêmes, anciens déportés, avons eu beaucoup de difficultés, après la guerre, à parler de ce que nous avons vécu, même avec nos proches. Et, aujourd'hui encore, nous essayons d'épargner nos enfants et nos petits-enfants. "*

Ainsi :

Parce que l'on ne peut imposer à un enfant de dix ans de supporter une compassion virtuelle envers un enfant qu'il n'aura jamais connu et parce que le destin inéluctable de cette possible amitié fantôme est la torture et la mort sans échappatoire

parce que la shoa est du domaine de l'histoire

parce que c'est mentir de dire que la France ne se souvient pas, alors que l'enseignement en parle, alors que les livres en parlent, alors que les films en parlent, alors que les documentaires en parlent, alors que les murs en parlent

parce que s'il y a eu la shoa il y a eu Nuremberg et ses condamnations et Bousquet et son procès et sa condamnation

parce que de parler de victime c'est forcément parler de coupable et c'est mettre en accusation, des hommes, une nation et un peuple, tant ceux qui ont laissé faire que ceux qui ont fait

parce qu'ainsi en mettant en accusation des autres on sème le germe de la vengeance et de la haine

parce que cette compassion est asymétrique et que s'il y a eu des salauds il y a eu la liste de Schindler et les justes

parce que ne montrer que le pire alors que la vie n'est pas que le pire

parce que cette décision se fait sans aucun consensus et qu'une telle décision ne peut se faire qu'avec l'aval d'une grande majorité du peuple français

parce qu'il est injuste de distinguer les morts les unes des autres et que les guerres et les haines ont été multiples et diverses ne serait-ce en France que la Saint Barthélémy

parce que faire une distinction entraîne forcément la jalousie, l'incompréhension.

parce que s'il y a eu le soldat inconnu c'est au nom de tous les combattants et qu'il vaudrait mieux alors un martyr inconnu.

parce qu'il est amoral d'user de prénom et de nom sans en demander l'autorisation aux familles et que celles-ci ont le droit de ne pas étaler leur vie s'ils le souhaitent, que ces prénoms et noms ne sont pas la propriété ni de Nicolas Sarkozy ni de l'Etat et qu'ils n'en disposent pas comme bon leur semble.

parce qu'il existe le principe de précaution et que ce principe impose des normes draconiennes en matières de produit, et se doit d'interdire une idée qui serait la cause déclenchante ne serait ce que de la mort d'un seul enfant qui ne pourrait supporter l'idée de la torture et de la mort.

parce qu'il est criminel de vouloir faire en sorte qu'un enfant s'identifie à un autre dont le destin n'est que souffrance et mort.

parce que la vie c'est aussi ceux qui sauvent et ceux qui se battent pour la liberté,

Et de manière générale parce qu'il est extrêmement dangereux qu'un président décide de façon souveraine et sans concertation ce qui doit être appris à l'école et que ce n'est pas à l'état de forger les émotions des enfants :

nous demandons à monsieur Nicolas Sarkozy, président de la République Française, laïque, une et indivisible, le retrait immédiat de l'idée d'imposer à chaque enfant ou à chaque classe de CM2 le parrainage d'un enfant de la shoa.

C'est le 16 février que Paul Desmarais a reçu la plus haute distinction de l'état français des mains de Sarkozy, distinction très rare la Grand' Croix de la légion d'honneur. Il y avait toute la clique de Sarkozy : Bernard Arnault, Martin Bouygues, Claude Bébéar, Serge Dassault. La fine équipe terminant au restaurant de quartier le Georges V. Ce qui dans cette distonctyion peut nous laisserrêveur, c'est le discours du Nicolas :

*« En fait, a-t-il raconté hier soir, si je suis aujourd'hui président de la République, je le dois en partie aux conseils, à l'amitié et à la fidélité de Paul Desmarais. »*

*« 1995 n'était pas une année faste pour moi [la défaite d'Édouard Balladur, que soutenait Sarkozy]. Un homme m'a invité au Québec dans sa famille. Nous marchions de longues heures en forêt et il me disait : Il faut que tu t'accroches, tu vas y arriver, il faut que nous bâtissions une stratégie pour toi. Preuve, cher Paul, que tu n'es pas Français, car il n'y avait plus un Français qui pensait ça. Nous avons passé 10 jours ensemble, au cours desquels tu m'as redonné confiance à tel point que, maintenant, je*

*me considère comme l'un des vôtres. Et, sans vouloir inquiéter tes enfants, je peux dire que je me sens un membre de la famille – l'héritage en moins bien entendu. »* Vous noterez outre l'étrange proximité entre pouvoir et argent, cette inquiétante proximité, que notre malappris de chef d'état ne peut s'empêcher de faire cette remarque d'un humour douteux qui révèle surtout son incapacité à se détacher du brillant et du doré qui sonne en trébuchant : l'héritage en moins. On a honte pour lui.

Du reste il l'a reçue comme Albert Frère, lui le 26 février. La même en cérémonie privée avec Rachida Dati (encore elle !) et François Fillon.

Qu'ont-ils de commun ? L'un est canadien, l'autre belge, aucun français. Aucun service signalé rendu à la nation. L'un 5<sup>e</sup> fortune du Canada, l'autre 1<sup>ère</sup> de Belgique. Si vous allez sur le site de l'Elysée et que vous tentez une recherche pour l'un et pour l'autre vous n'obtiendrez aucune réponse. Si vous recherchez dans l'agenda aux deux dates des remises de décoration, aucune indication, comme vous ne verrez aucune indication des réunions qui ont pourtant lieu à l'Elysée avec les dignitaires UMP tous les mercredis. On est en droit de s'étonner d'une part parce que cette distinction est donnée au nom de la France et ensuite au nom de la sacro-sainte transparence. L'un et l'autre invité du Fouquet's. L'un et l'autre impliqué dans l'affaire GDF/Suez. C'est une affaire très compliquée dont vous trouverez en annexe un document fort éclairant, car à l'image de celle de l'UIMM c'est une bombe potentielle, ce que l'on appelle une affaire d'Etat.

Ce mois de février nous fait voyager entre le national, l'international et le localo-local à résonance nationale, notamment à Neuilly dont le feuilleton aura quatre épisodes. Jean Sarkozy, après avoir dit qu'il soutenait à mort Martinon, a, tout le monde s'en souvient, aidé en cela par Arnaud Teullé et Marie-Cécile Ménard, conseillère générale, trahi ce dernier avec un putsch qui devait aboutir à une liste commune. Cette liste ne vit par le jour car l'UMP après, un soir d'hiver, avoir fait croire par son chef Devedjian que le chef en serait Teullé, a soutenu le futur gagnant avec le beau courage de celui qui vole au secours de la victoire.

Cela c'était l'épisode 3, 4 ou 5 on ne sait plus. Teullé fait un beau tollé (facile, je sais) et monte sa liste. Teullé secrétaire local de l'UMP, adjoint au maire, ancien dauphin désigné, est désavoué, mais Marie-Cécile Ménard doit être sur la liste de Fromantin. On a d'abord annoncé qu'elle serait en seconde position, puis bien plus bas. Un bon feuilleton n'a jamais de fin. Voilà que cette pauvre Marie-Cécile n'a plus de place. Le fiasco est complet. Mais dans le rôle de magouilleur en chef, le fils dépasse le père. A traître, traître et demi. Comme on lui a demandé d'attendre un peu pour se faire élire, il décide qu'il ira chercher sa place avec les dents comme son père la croissance et avec un nouveau coup de poignard comme son père à Neuilly et ailleurs. Il va

négozier auprès de Fromantin (on croit rêver, vous avez bien lu, ce n'est pas ni auprès du Guide, ni de l'UMP, mais de Fromantin) l'autorisation de se présenter aux cantonales en éjectant la Marie-Cécile de sa liste. L'hypothèse venait d'une indiscretion du Figaro (j'ai pris la précaution d'en copier le texte intégral) qui décidément a décidé de faire de Neuilly le pays de Ganelon. La politique, ah !, quand on y a goûté, c'est comme le chichon pour les bobos, ou le jaja pour les pochards. Foin des hypothèses : le Jean y est candidat ! C'est officiel. Si l'on peut s'étonner que le fils demande l'adoubement d'un candidat qui n'a aucune responsabilité politique à Neuilly, même s'il paraît probable qu'il en sera le prochain maire, pour se présenter, on est en droit de s'étonner plus que fortement encore de quel droit Jean Sarkozy - peut-être pour éviter d'être *sans terre* lui qui se clame neuilléen à tue tête - s'impose comme candidat, alors qu'il doit avoir un candidat sortant qui n'a peut-être pas démerité, alors qu'il n'a prouvé nulle part une quelconque qualité politique, si ce n'est de singer les simagrées et locutions verbales de son père. C'est ce que l'on appelle un coup de force, une prise d'assaut. Que ce soit lui qui s'impose de son propre chef profitant sans complexe de l'ombre de son père, de son nom, ou que ce soit du chef de son chef de père pratiquant la royauté héréditaire, c'est purement scandaleux. Il nous faut choisir donc entre népotisme ou abus de position dominante, entre royauté élective et *coup d'état permanent*. Mais on devine, on subodore dans cette aventure que le fils va bientôt dépasser le père. Comme le montre une vidéo de rue89, il est capable de mettre celui-ci au rencard, de lui dire de se mêler de ses oignons (excusez du peu), lui qui l'a pourtant mis le pied à l'étrier en l'imposant à Martinon, lui qui lui a donné le jour et avec ses premiers biberons, les premières leçons de Real Politik, autrement appelée la technique hybride, bien à la mode aujourd'hui, mensonge/trahison. Cette vidéo a du charme car le père ne pourra pas renier le fils tant les mots, les intonations, les expressions sont génétiques. Freud aimait bien le complexe d'Œdipe, cependant, ici, en l'occurrence, si le fils tuait un jour le père, ce serait en connaissance de cause. Bon sang ne saurait mentir. Enfin façon de parler. Pour parler le fils le fait dans le *Figaro*. Le néo-candidat cantonnier, prophète sud-neuilléen diffuse la bonne parole par le bon canal. Mais notre chère tête blonde est modeste, répondant à une question du mélange local/national il nous dit : « **C'est une élection locale. Le président de la République est, par nature, une personnalité d'envergure nationale. Ma démarche est une démarche humble et tout à fait locale. Je n'ai pas l'intention de m'arroger le droit d'investir le champ de la politique nationale.** » On se demande juste pourquoi il n'était pas candidat avant mais juste le dernier jour du dépôt des candidatures, pour quelqu'un qui a « **envie d'être utile à cette ville pour laquelle j'ai un attachement profond, sincère** », ne serait-ce pas un peu léger comme attitude ? N'est-ce pas un peu court pour connaître son canton ? les problèmes de celui-ci ? Cela doit lui faire tout chose à lui de s'engager, lorsqu'il déclarait le soir de l'élection que l'on ne l'entendrait pas pendant cinq ans, qu'il ne ferait pas de politique. On voit que le petit a le même courage que le père. « **Qui allez-vous soutenir entre Arnaud Teullé et Jean-Christophe Fromantin, le candidat investi par l'UMP ? \_Je vais respecter la plus grande neutralité. Je ne souhaite pas intervenir dans le débat des municipales. Je réserverai à**

**l'isoler le secret de mon vote.** » Après avoir trahi Martinon en compagnie de Teullé et Ménard, les avoir abandonnés l'un et l'autre, avoir dit qu'avec Teullé c'était la bonne équipe, il ne s'engage pas, reste neutre comme un bon suisse. Pourtant il doit choisir : UMP ou Teullé. Tout Sarkozy qu'il est, il a quand même demandé l'investiture de son parti et du Nouveau Centre qui pourtant soutiennent Fromantin. On apprend également : **« Avec cette candidature, allez-vous abandonner le théâtre et le droit ? Je suis passionné par l'art dramatique, c'est vrai, comme je le suis par plein de choses. Je souhaite poursuivre ma formation de juriste. »** ». Ben oui, avocat, comme papa. La scène, il la connaît puisqu'il en joue tous les jours sur celle de la politique. L'art dramatique est un terme bien trouvé, je lui propose des pièces de Shakespeare *Hamlet* par exemple, ou Racine, *Britannicus*. Eh oui, trahir ou ne pas trahir, le fils a choisi, il y a quelque chose de pourri au royaume d'Elseigneur...

- **indiscrétion du Figaro du mardi 19 février 2008** *Jean Sarkozy rêve désormais d'être élu conseiller général des Hauts-de-Seine, lors de la cantonale partielle qui aura lieu le 9 mars. Écarté par Jean-Christophe Fromantin de la nouvelle liste d'union aux municipales de Neuilly, Jean Sarkozy, en accord avec l'UMP, ne devait plus faire parler de lui après le putsch anti-Martinon, mené avec ses colistiers Arnaud Teullé et Marie-Cécile Ménard. L'UMP avait négocié avec Fromantin que cette dernière, conseillère générale, aurait une place sur la nouvelle liste. C'était sans compter sur la détermination du fils du président. Celui-ci a discrètement rencontré Fromantin samedi matin pour lui proposer un deal : « Vous me laissez me présenter au conseil général, et vous ne prenez pas Marie-Cécile Ménard sur votre liste. » Une proposition que Fromantin s'est empressé d'accepter, trop content de laisser tomber une colistière dont il ne voulait pas.*

Après la laïcité, Dieu de Latran, Allah de Riyad et la Shoa devant le CRIF, voilà ne nouvelle tornade qui s'annonce. Les météorologues aiment donner des prénoms à ces petites bêtes-là, en voici un trouvé : Emmanuelle, comme la sœur. Décidément on ne sort pas du religieux. En d'autres mots si on avait voulu chasser la scientologie par la porte, elle pourrait rentrer par les fenêtres de l'Élysée.

Peut-être est-ce le moyen qu'a trouvé le château pour réunir la laïcité et la religion grâce à la réhabilitation en France de l'Église de Scientologie. En une expression tout est réuni : l'église, la spiritualité, le religieux et dans le second plateau de la balance aveugle la scientologie (discours de la science ou sur la science), le positivisme, le laïc. Dieu ne s'affronte-t-il pas à la science ? Ou l'inverse même si à la fin de sa vie Einstein voyait Dieu dans ses calculs.

Ce nouvel ouragan en perspective dont on voit pointer les prémisses à l'horizon par les réactions des politiques y compris à l'UMP, c'est dire, a été déclenché par les déclarations assez étonnantes et troublantes d'Emmanuelle Mignon, la directrice de

cabinet de Nicolas Sarkozy dans *VSD* en date du 20 février.

Que nous rapporte *VSD* qui affirme ceci : " En France, les sectes sont un non problème" (...) "Je ne les connais pas mais on peut s'interroger. Ou bien c'est une dangereuse organisation et on l'interdit, ou alors ils ne représentent pas de menace particulière pour l'ordre public et ils ont le droit d'exister en paix". » ? Madame Mignon, comme c'est joli, dément, *VSD* confirme que ces paroles ont été bien tenues pour un article intitulé *Scientologie : la secte américaine vise la respectabilité. Pourquoi la France laisse faire*. Ce qui est assez savoureux c'est que dans ce démenti elle ajoute « *Interrogée de manière informelle sur les positions du président de la république, j'ai rappelé la position constante de Nicolas Sarkozy sur ce sujet.* » Elle nous indique donc, mais c'est assez flou car trop général, que notre guide voudrait que la Scientologie soit laissée en paix. Mais quant à ces affirmations *VSD* donne quelques précisions pour accréditer ses informations. : « M. Emmanuel Fansten, journaliste à *VSD*, a rencontré Emmanuelle Mignon à son bureau de l'Élysée le mercredi 6 février, de 11 heures 15 à 12 heures. La rédaction de *VSD* confirme que les propos cités dans l'entretien ont été tenus dans le cadre de ce rendez-vous. » . Ce qu'il faut remarquer que ce n'est pas un propos de couloir, de paroles volées entre deux portes, d'un coup de téléphone à la va vite. Non dans de bons fauteuils, dans un bureau, au calme accompagné du gazouillis des oiseaux du parc de l'Élysée, quoiqu'en hiver ces migrants devraient être avenue Bourguiba, à Tunis, mais avec le réchauffement de l'atmosphère et avec un président avec qui tout est possible, et bien tout est possible, y compris les oiseaux gazouillant en hiver.

Mais tout ceci est-ce aussi grave ? En tout cas cela réjouit cette bonne vieille église comme le rapporte *Le Figaro* Cependant ce doit être la première fois qu'au plus haut de l'Etat on contredit publiquement les travaux de la Miviludes (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires) qui dépendant des services du Premier ministre (encore un clash Sarkozy/Fillon ?) ne fait aucun commentaire de cette affaire mais ce qui comble pleinement les héritiers de Ron Hubbard.

Est-ce étonnant quand Sarkozy en 2004 a rencontré celui que l'on dit être le numéro 2 de la scientologie, Tom Cruise. Sarkozy était alors ministre de l'intérieur dont une des missions est la lutte contre les sectes.

Quelques mots sur l'Église de scientologie : Son fondateur Lafayette Ronald Hubbard (13 mars 1911, 24 janvier 1986) est un auteur de science fiction. Il aurait eu la Révélation et fonde une philosophie religieuse pragmatique à partir de découverte venues de l'espace. Il y a un petit fondement délicieux dans ses théories. En particulier un certain Xenu, puissant prince intergalactique dont les envoyés à la suite d'une gigantesque explosion atomique auraient intégré le corps des hommes. Cette science

(fiction), a des outils à sa disposition pour chasser les engrammes de notre esprit source de tous nos maux. Cette science de soin est la dianétique, car nous n'utilisons selon eux que 5 % de notre cerveau et que grâce à cette science avancée nous utiliserons les 95 manquants. Cette notion est une perversion de la déclaration de scientifiques indiquant simplement que nous utilisons en même temps 5 % de nos cellules cérébrales mais bien 100 % du cerveau. Par exemple c'est comme si quand vous êtes en phase de sommeil profond et que votre cerveau n'utilise qu'une partie de ses fonctions cela voudrait dire qu'au réveil vous n'utiliseriez pas celles qui étaient au repos. Enfin d'après Ron Hubbard vous avez en vous pendant votre développement embryonnaire de vilains engrammes qui seraient la source de tous vos maux. Pour vous en débarrasser il faut passer par l'audition, on vous écoute, et on va trouver ces implants maléfiques grâce à une machine l'électropsychomètre ou électromètre. Il va déceler votre état psychologique. Votre objectif est de devenir clair, c'est à dire (sans doute une mauvaise traduction entre clear et clair) libre de tout engramme. Pur. Tout cela est bien beau, mais ça coûte, car si ces mais-là vous veulent du bien c'est surtout à votre portefeuille qu'ils en veulent. Il faut d'abord acheter la bible du lieu, puis les CD, puis les machines, puis se faire auditer, puis se faire clarifier, puis s'impliquer beaucoup plus. Mais tout cela, ma bonne dame, cela coûte. Ah les petits sous...

Pour terminer une petite expérience personnelle. En effet, étudiant, j'ai été abordé un jour. Moi tout jeune à peine sorti du chou du jardin de mes parents, encore de la rosée sur le bout du nez, ne connaissant rien à la vraie vie, celle des engrammes, encore moins de Xenu, de la dianétique, mais ayant en moi un élan vers la pureté et pourquoi pas le bonheur, abordé donc par un joli sourire et un petit flyer offrant un test gratuit pour connaître mon niveau d'énergie. Pourquoi pas ?

Connais-toi toi-même disait l'autre. Et c'est parti. Bien sûr mon test révèle que je suis en gros en pas trop mauvaise forme, mais, diable, il y a, les courbes jaunes le montrent, quelques pics qui sont autant de mauvais signes. Je méritais un bon petit traitement. Donc première étape je lis la bible hubbardienne. Cela me paraît assez fumeux. Mais il faut que je rencontre ensuite un " clair " quoique brun foncé de cheveux. A mon grand étonnement, la dianétique n'avait pas été très efficace pour ce jeune auditeur. Il fumait comme un pompier, trembler comme une feuille à l'automne, à moins qu'il n'ait eu une crise de paludisme. En fait d'évidence il se sentait assez mal dans sa peau. Serait-ce donc si efficace cette damnée dianétique ? Mais ce qui m'a fait tourner les talons car ma perspicacité légendaire m'avait fait soulever un lièvre est ce qui suit. Cette bonne médecine scientologique, une fois clair de clair comme dirait

Virenque à l'insu de lui-même vous étiez à l'abri de toutes maladies. Ma question au clerc pas très clair assis derrière son bureau de notaire : pourquoi votre manitou est-il mort si jeune ? Il ne s'appliquait pas à lui-même cette science d'immortalité ? Pas de réponse. Je suis parti et jamais revenu.

Quittons les sphères célestes pour reposer les pieds sur terre. Une initiative de *Marianne* a créé un débat en déclarant que la République était en danger. Hebdomadaire du 23 février. Il y a même eu une foire d'empoigne à deux entre Apathie et Khan, noms d'oiseau à la clé. Au Figaro, Sarkozy annonce qu'il missionne la Cour de cassation par son président, la plus haute autorité judiciaire française, à trouver une solution pour que la loi dite de rétention de sûreté s'applique immédiatement.

Dans son analyse, le Conseil constitutionnel a décidé d'encadrer la loi de Rachida Dati. Notamment comme le publie *Le Nouvel Observateur* : **Le Conseil constitutionnel avait stipulé jeudi que cette rétention de criminels jugés dangereux à l'issue de leur peine "ne saurait être appliquée à des personnes condamnées avant la publication de la loi" ou condamnés "pour des faits commis antérieurement" à cette publication.**

En pleine période électorale, notre doux guide décide de trouver une solution pour court-circuiter ce fameux conseil. Comme l'annonce *Le Figaro* : **L'Élysée souhaite rendre possible l'enfermement à vie des criminels dangereux déjà condamnés, en dépit de la censure partielle du Conseil constitutionnel.** C'est par un communiqué de l'Élysée que l'on apprend qu'une mission a été demandée par le président de la République lui-même pour essayer de faire appliquer cette loi immédiatement. Voici le texte de ce communiqué, en fait sa partie contestataire et, en italique, ce qui nous pose un certain problème : **Le Conseil constitutionnel a accepté toutes les mesures d'accompagnement de la sortie des criminels actuellement détenus que contenait la loi. Pour autant l'application immédiate de la rétention de sûreté aux criminels déjà condamnés, qui présentent les mêmes risques de récidive, reste un objectif légitime pour la protection des victimes. — Le président de la République a demandé au premier président de la Cour de cassation d'examiner la question et de faire toutes les propositions nécessaires pour l'atteindre**

On peut se dire que la conception présidentielle de Nicolas Sarkozy n'est pas dans la droite ligne de la constitution de la Ve République. On peut dire sans se tromper qu'il y a une dérive qui semble s'accroître vers un pouvoir personnel sans contestation possible, pouvoir qui conteste celui des autres et maintenant de la plus haute instance de la France. Du reste, tout avait mal commencé. Alors que la Constitution stipule que le président nomme le Premier ministre et que celui-ci compose le gouvernement et le présente pour acceptation, le nouveau chef de l'État s'est comporté comme un farouche partisan de foulement aux pieds de cette Constitution. Tout d'abord, alors qu'il n'était pas encore président, bien qu'élu, donc qu'il n'était pas en fonction, il s'est

installé à la Lanterne, résidence habituelle du Premier ministre et Villepin toujours en fonction, il a reçu les ministres potentiels pour former le gouvernement. Non seulement il agissait alors qu'il n'était pas en fonction, et ensuite il a agi contre la Constitution. Les arguments développés par ses soutiens ne tiennent pas la route. Ces soutiens ont défendu l'idée que l'on sortait de l'hypocrisie car, avant, tous les présidents formaient le gouvernement par-dessus le Premier ministre. C'est tout à fait faux et dans la forme et dans le fond. On peut déjà parler des deux cohabitations où c'est bien le Premier ministre qui formait son gouvernement. Je prendrai comme autre exemple Chirac, Premier ministre de Giscard et Rocard Premier ministre de Mitterrand. Lors de ces deux gouvernements, ce sont bien les Premiers ministres qui ont formé leur gouvernement et ils ont pu imposer une partie des ministres, même si les présidents ont imposé certains d'entre eux et, de plus, ce n'était pas une imposition directe, mais un acquiescement indirect. C'est donc une contre-vérité flagrante de dire que c'était une habitude présentée différemment de façon hypocrite. Il y avait des négociations entre le président et le Premier ministre avec des nominations de l'un et de l'autre. Avec Sarkozy, cela n'a pas été le cas. C'est lui qui a nommé tous les ministres.

Ensuite, il a nommé les conseillers de ces ministères qui prennent les ordres au château. C'est donc une autre dérive, celle qui fait que le président décide à la place des ministres. Comme il décide à la place du Premier ministre, comme il prend la place des ministres dans les réunions européennes où jamais jusqu'à présent un président n'avait assisté à une réunion de ministres de l'Eurogroupe.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir qu'il y a une dérive monarchique. Cette dérive s'accroît, comme les décisions souveraines de retirer la publicité aux chaînes publiques, comme celle d'imposer un devoir de mémoire et maintenant de contester dans le fond et publiquement une décision du Conseil constitutionnel en essayant de trouver par la forme une solution pour contourner la décision de ce même conseil. On s'approche d'un pouvoir monarchique, électif ou non, mais absolu sans doute.

Lorsqu'à peine élu, mais non encore en fonction, en contradiction avec la Constitution, un président nomme les ministres, quand un président décide que les ministres ne sont légitimes que lorsqu'ils sont élus ce qui est anticonstitutionnel car contre la séparation des pouvoirs, quand un président prend les décisions à la place de ses ministres et sans ensuite passer par l'Assemblée nationale, quand ce sont les conseillers sans mandat et sans responsabilités qui parlent au nom de la République, quand le président parachute des candidats à lui, quand le président reçoit dans les locaux de la République les membres d'un seul parti, quand ce même président reçoit à l'Élysée tous les mercredis les responsables d'un seul parti, celui dont il est issu, quand enfin il critique l'instance suprême et par le fait même de trouver un contournement de ses décisions qui pourtant constitutionnellement s'appliquent à tous y compris le président, on peut se dire légitimement que la République est en danger car chaque jour une marche de plus est montée vers le pouvoir monarchique, pouvoir entre une seule main.

Est-ce parce que Fillon est à 19 points au-dessus de Sarkozy dans le dernier sondage (-9 à 38 pour l'un et + 7 pour l'autre) que notre Guide n'est pas dans son assiette et s'échauffe. Est-ce au contraire par ce que c'est son caractère un tantinet taquin qu'au salon de l'agriculture il se met à parler comme un poissonnier ? Nous le savions, le lider minimo, courageux entouré de 19 gardes du corps, a le sang chaud. Un rien lui fait monter la température, et en bon avocat l'argument fuse. Par exemple à Guilvinec il se dresse sur ses ergots :

Nous le savions, le lider minimo, courageux entouré de 19 gardes du corps, a le sang chaud. Un rien lui fait monter la température, et en bon avocat l'argument fuse.

Il y eut en son temps Guilvinec et ses mots tendres. Cette fois-ci on assiste à un banal échange entre gens de bonne compagnie. Cela se passe au salon de l'agriculture. Porte de Versailles. Un homme portant fièrement ses lunettes et son âge lance au Guide qui serre les mains et dit merci (on se demande pourquoi) à tout va sans même regarder à qui s'adressent ces mots doux, donc, ce vilain (terme signifiant au haut temps paysan) se recule brusquement, un peu dégoûté on suppose car il lance " Ah non touche-moi pas...". Minimo répond du tac au tac " casse-toi alors ", lui, le pataud ne se démonte pas et lui rétorque " tu me salis ", ce à quoi le sang bouillant ne fait qu'un tour et impavide, tellement habitué à insulter : " ca -casse, casse-toi alors, pauvre con ! " Un conseiller lui glisse à l'oreille " on est filmé ", - effectivement la caméra du *Parisien* était là. Damned ! comme l'on dit dans la police de New-York (NYPD) pendant ses séances de jogging. Changement instantané de visage, la caravane passe, son chef sourit et serre des mains et reprend " merci, merci". Si c'est bien de l'écrire c'est mieux de le voir. Les vidéos sont visibles par Internet.

Lorsque l'on regarde bien cette vidéo on s'aperçoit, ce qui a son importance, que le vil visiteur fait la queue, et qu'il ne demande rien à personne. Ensuite on voit bien que Sarkozy s'approche pour aller serrer des paluches, pendant que l'on entend en arrière des " Hou ! Hou ! ", sans doute une chouette ou une orfraie volait par là. Il faut aussi se pencher sur le terme " tu me salis ". En effet dans certaines régions, cela se traduit par " tu m'insultes ". Là je donne ma langue au chat. Etait-ce ce sens-là ou celui d'avoir été sali parce qu'il avait été touché ? Je penche plutôt pour cette seconde hypothèse, mais je n'ai pas l'omniscience de notre cheftain. Par ailleurs si on se demandait avant l'algarade bien pourquoi il disait tant merci, après cela devient un mystère encore plus épais. Les voies du Seigneur sont impénétrables, mais les voix du saigneur sont cinglantes, elles. Quant aux commentaires de cette nouvelle délicatesse de style, il y a deux camps qui s'affrontent (au-delà du camp très particulier des dénonciateurs de vidéos truquées ou des dénonciateurs du provocateur oui, le

provocateur c'est celui qui ne demande rien à personne, il y en a qui lui trouvent un air de petit malin qui veut se faire mousser à la télé alors qu'il est de dos et attend sagement son tour) : ceux qui considèrent que Sarkozy a raison de se mettre au niveau de ceux qui l'insultent, - c'est ce qu'on appelle rehausser le débat et la fonction présidentielle - et les autres qui ne trouvent pas cette attitude tout à fait dans la droite ligne de ce que doit dire et comment doit agir un président de la République. Certains ont même l'audace de s'inquiéter de l'image de notre pays à l'étranger. *El Pais*, repris par *Courrier International* comme nous le dit Rue89 a tranché : c'est un grand malade.

Ce qu'on peut également relever c'est cette attitude extérieure qui tranche. Il insulte avec un visage impassible, genre pas vu pas pris. Le petit coup en douce, comme le basketteur qui donne un coup de coupe à son adversaire quand l'arbitre a le dos tourné. Assez minable, et très petit voyou de banlieue.

Il se trouve que le réflexe conditionnel de notre lider Massimo habitué qu'il est à utiliser le mot "con" et ses dérivés, a choqué, sans doute bien plus que le château ne s'y attendait. Les contre-feux n'ont pas été assez efficaces. Cela a entraîné une levée de boucliers comme jamais dans l'entourage du chef de l'Etat. Cette levée de boucliers a usé de trois d'arguments qu'il faut regarder de près. Ce qui fera l'objet d'une première réflexion. La seconde sera consacrée à la désinformation dont *Le Parisien* est complice à l'insu de lui-même en donnant une explication bafouillée peu acceptable.

### Trois arguments

- 1- Celui du lent ravi, l'ancien Premier ministre, Raffarin (encore une raffarinade) : il s'agit de l'aspect privé. D'autres ont parlé de réaction volée par les téléphones portables, par les mini-caméras, par les vautours d'internet. Evidemment cet argument est risible au possible. Comment oser défendre au milieu de la foule, lors d'un événement officiel, avec des caméras partout et des journalistes en troupeau, des serrages de pinces tous azimuts qu'il s'agit d'une scène privée ? Raffarin, sur le coup, est ridiculissime. Par ailleurs cela n'est que le premier étage de la fusée. Car cet argument des réactions privées déconnectées des réactions publiques n'a pas de sens. Si un homme est violent, il est dangereux tant en public qu'en privé et donc tant en privé qu'en public.
- 2- Le second tient de la sphère de l'émotif. Péresse parle de la sensibilité d'homme. Il est un homme comme tout le monde. Sauf que tout le monde ne s'énerve pas, sauf que tout le monde ne parle pas comme un poissonnier, sauf que d'autres chefs d'Etat ont eu d'autres réactions (le "vaste programme" de de Gaulle, le "moi c'est Chirac, Jacques", de lui-même), sauf que le chef de l'Etat n'est pas tout le monde.
- 3- Le troisième justifie la réaction par l'action qui en est, elle, responsable : on ne doit pas mépriser un chef d'Etat et se comporter avec lui comme avec un autre péquin moyen. Respect. Argument à l'opposé de celui du petit 2, mais l'UMP

n'en est pas à une contradiction près. A ces arguments, s'ajoute une autre approche : la décrédibilisation (ou tentative), genre 11/09, le complot, c'est un coup monté. Il y a deux variantes : a- les images sont fausses et b- cet homme n'était pas là par hasard. Il est venu provoquer, au choix : pour avoir son heure de gloire, ou parce qu'il a été télécommandé. Cela m'amène à la seconde réflexion : la désinformation.

## La désinformation

Elle se situe à deux niveaux qui sont imbriqués. Avant de parler de celle du *Parisien*, il y a celle de la théorie de l'homme **posté** sur le passage de Sarkozy. Cette théorie est en train de devenir la théorie officielle. Le pouvoir utilise cette technique habituelle des autocraties : déformer les faits, une partie des faits quand l'impact est très négatif et qu'il est absolument impossible d'en nier un volet, en l'occurrence : "*pauv' con*". C'est la raison pour laquelle vous pouvez aussi reprendre le film autour de ce passage. On voit très clairement, je veux dire sans aucun doute possible, que ce monsieur devenu en un jour une gloire internautique et galactique - Britney Spears peut l'envier - fait tranquillement la queue et ne demande rien à personne. On voit deux personnes devant lui qui sont dans la queue. Le plus proche, cheveux courts, a un sac à dos, le second baisse la tête. Ils sont alignés comme des oignons et regardent dans la même direction, comme du reste le " con " qui les suit et ne tourne que sa tête et un tout petit peu le haut du corps pour parler. Il ne s'avance pas vers Sarkozy. En revanche, c'est Sarkozy qui s'avance pour serrer des mains et touche au passage le brave homme. La désinformation première est là : tenter de faire croire que c'est l'homme qui va à Sarkozy bien que ce n'est absolument pas vrai. Faire croire à une provocation alors que c'est Sarkozy qui prend le premier le contact. On remarquera aussi que l'expression "*casse-toi*" est symptomatique du caractère du Guide. C'est lui qui vient, c'est lui qui touche le corps du quidam, mais c'est lui aussi qui demande à l'autre de partir. Intéressant comme attitude. Cette désinformation stratégique et vérité officielle, il la reprendra dans le dialogue du *Parisien*. Il ajoutera qu'il aurait dû faire comme d'habitude, c'est-à-dire le traiter par le mépris, par un "*pfff*" contredisant en cela ces autres paroles qui disent : "*si on me cherche on me trouve*", langage de voyou de quartier ou de marin en goguette. Ce "*pfff*" ne trompe personne, car il ne faut pas oublier, dans le désordre, "*le salopard finira sur un crochet de boucher*" (Villepin), "*connard*" (Azouz Begag), "*l'imbécile*" Martinon, "*je vais être au milieu de dix connards*", les Bretons, propos rapportés par Yasmina Reza, "*viens, viens, etc.*" à Guilvinec et enfin le *workwilde* "*pauv' con*". A qui veut-il faire croire qu'il aurait réagi différemment ? A qui veut-il faire croire que son habitude est de réagir différemment ? Ce sera le discours officiel : un homme a provoqué volontairement le chef de l'Etat. Celui-ci ajoute du reste, en contradiction avec tout ce qui s'est dit, pensé lors de cet échange avec les lecteurs du *Parisien*, que même si ce lascar ne l'aimait pas à titre personnel, il aurait dû lui serrer la main en respect à la fonction présidentielle, bien que cet honneur à la position soit incompatible avec une réaction d'homme ordinaire, et du "si on me

cherche on me trouve". Mais là où la désinformation devient de la propagande d'État, c'est quand *le Parisien* fait un titre dans le journal du mercredi 27 février avec une phrase de Sarkozy "**J'aurais mieux fait de ne pas lui répondre**". Vous avez noté que ces excuses, qui n'en sont pas, ne collent pas non plus avec la réaction d'homme. Il y a là deux réactions officielles complètement schizo-phréniques. Or il y a un double hic. Le premier c'est qu'il n'a jamais prononcé cette phrase lors de ces débats, il n'a même jamais présenté le moindre regret. C'est donc un arrangement après coup, sans doute un sondage de plus a-t-il dû démontrer qu'il fallait quand même y aller du violon. Le second hic c'est que *Le Parisien* non seulement passe le rectificatif élyséen et tardif de dernière heure, rectificatif trafiqué et faux, mais en plus le journal fait de cette parole réintroduite le titre. Quand on tire à 500 000 exemplaires ce n'est pas anodin. Cela devient de la désinformation d'État avec journal complice (volontaire ou non). Monsieur de Montvalon explique de façon alambiquée qu'il y a un contrat moral pour chacun des débats avec l'intervenant lui permettant de rectifier pour préciser les choses sans en changer le sens ni sans en ajouter. Certes mais, même si le journal fait une rectification parlant du texte corrigé et mettant le texte sans correction, prévue pour le jeudi, il a mis un titre à partir d'une phrase qui n'était pas prononcée, et il n'a pas ajouté d'additif au texte indiquant que cette version était la version élyséenne et non la version réelle. Le fait qu'elle soit "*très percutante et très intéressante*" serait selon Montvalon un argument en sa faveur. Si c'est faux et connu comme tel, cela n'aurait-il donc pas d'importance ? Très étrange conception de l'éthique et du journalisme. On se demande même si la rectification du titre frauduleux ne vient pas de la bronca des lecteurs, comme on se demande si ce débat n'a pas été programmé pour amadouer le cheftain à cause de la responsabilité du *Parisien* dans la diffusion de la vidéo. Cet accroc déontologique est particulièrement grave dans l'histoire du journalisme. Quant à la désinformation élyséenne elle est constante et multiple.

A vous de juger.

Cependant les choses ne s'arrêtent pas à cette altercation verbale et sa réécriture par l'Elysée. A sa grande habitude Menteur premier, revenant spontanément à son augmentation déclare : «Qui a fixé le salaire du premier ministre? Lionel Jospin. Quand Lionel Jospin dit que le premier ministre doit gagner 20.000 euros, il n'y a pas de polémique parce qu'il est de gauche». Cette assertion est démentie par Jospin et les dires de ce dernier sont vérifiables : «Il [Sarkozy] a prétendu que j'aurais fixé moi-même le salaire du premier ministre (c'est-à-dire mon propre salaire). C'est faux.» Lionel Jospin déclare que son salaire était fixé «comme celui des ministres, par décret du président de la République [Chirac]» «C'est encore faux [le traitement de 20 000 euros]. Celui-ci était, quand je suis arrivé à Matignon en 1997, de 59.000 F net (indemnités comprises), soit 9.000 euros» «[n'augmentant] qu'au rythme des augmentations opérées dans la fonction publique».

Cette visite au salon de l'agriculture a pour autant été culminante dans le ridicule par cette extravagante proposition d'intégrer notre cuisine au patrimoine de l'Humanité. Notre délégué des galeries Lafayette où il se passe tous les jours quelque chose est tellement peu convaincu du génie de son idée qu'il a ajouté en disant que notre cuisine était « la meilleure du monde » une de ces deux phrases – ma mémoire me fait défaut et ma paresse m'impose de ne pas vérifier quelle est la bonne – *enfin pour moi...* ou ... *enfin je crois*. De toutes façons un déni qui contredisait la demande d'inscription. En dehors de la suggestivité de cette affirmation et de l'orgueil déplacé qui en découle, il y a l'aspect pratique que la cuisine se fait par celui qui l'exécute, elle en est donc variable de chef à chef, d'humeur à humeur, d'approvisionnement à approvisionnement, et surtout mortelle et que le patrimoine de l'humanité est à son contraire immortel et constant.

## 11<sup>ème</sup> lune

Le début de ce mois ce n'est pas encore le printemps mais notre Prince amoureux est heureux. Voilà, cela nous fait plaisir de le savoir. C'est la conclusion d'une entrevue majeure, à trois jours des municipales, accordée à notre *Pravda*, le dénommé *Figosky*. En effet à la question de l'organe officiel de l'Elysée de savoir si on pouvait être à la fois président de la République et heureux, il se trouve, que notre lider Massimo, l'est. Grand bien lui fasse.

Notre guide a l'art consommé de l'autosatisfaction. Une pleine page de louange pro-domo. Nous sommes assez heureux d'apprendre que Sarkozy a été au zénith dans les sondages pendant six ans. Vous avouerez que cela sera le cas bientôt des prix pour lesquels il ne se flatte pas, car tout simplement il n'en parle pas. Nous apprenons aussi que si EADS a signé un superbe contrat avec l'armée américaine, ce n'est parce qu'ils étaient moins chers ni plus performants, mais, je vous le donne dans le mille, parce nous avons Sarkozy à l'Elysée et que nous étions redevenus les amis des Américains. Comme quoi l'amitié cela compte. Peu importe que le marché avait été remporté en 2003 (qu'est-ce que cinq ans ? Sarkozy n'était pas là c'est sans doute pour cette raison que Boeing l'avait emporté). Peu importe qu'il avait été annulé, et peu importe aussi que cela fait cinq ans de négociations et qu'il faut bien qu'un jour ce contrat tombe. Peu importe que ce contrat n'est pas purement EADS (allié à Northrop Grumman), et peu importe que la majeure partie des 35 milliards de dollars sera dépensée aux Etats-Unis et peu importe que les emplois seront américains (*Libération* : **le groupe européen a promis qu'il délocaliserait à Mobile (sud) l'assemblage de l'A330 cargo et allait créer un total de 1 300 emplois.**). Sarkozy en fait une victoire personnelle qui va nous apporter des milliers d'emplois (là je brode un peu, il ne l'a que sous-entendu).

Notre chef des armées et des jets privés est assez content de son gouvernement qu'il ne changera pas, et de Fillon qui est le meilleur pour appliquer la politique que les Français ont voulu. Il rappelle du reste qu'il a gagné les présidentielles. Ah bon ? Et les législatives. Ah tiens ? Aurait-il commis des erreurs ? *Le Figaro* nous transmet sa flagellation limitée à une phrase : **Avez-vous commis des erreurs qui expliqueraient cette baisse dans les sondages ? Qui serais-je si je ne reconnaissais pas mes erreurs ? On en commet, j'en ai commis. Je ne m'exonère de rien, mais je ne crois pas utile de commenter en permanence l'écume des choses !** Pas mal donc. Ses erreurs ne sont que « l'écume des choses ». Erreurs sur lesquelles il est parfaitement inutile de s'attarder ni, crime de lèse-majesté, y trouver des remèdes.

Ce qui est passionnant dans la façon de s'exprimer du roi du Paloma, c'est quand même de ne pas répondre aux questions, mais de se féliciter d'être le sécuritaire de la planète qui répond à ce que les Français voulaient. Ainsi lorsqu'on lui parle d'ouverture

il répond : obligation de résultats pour la reconduite à la frontière, 4 000 décisions de justice contre les multirécidivistes et évidemment du laxisme des autres car tout un chacun sait que Sarkozy n'a pas été ministre de l'Intérieur et que quand il n'était pas ministre de l'Intérieur il y a eu une tolérance zéro, plus aucun trafic de drogue, plus aucune voiture brûlée et une criminalité inexistante.

Nous serons heureux d'entendre que l'ouverture c'est de refuser le sectarisme. A entendre Morano, Devedjian, Karoutchi et Fillon lui-même, on est fort satisfait de cette décision présidentielle, car ils n'auront plus rien à dire, eux qui parlent de journaux de 1930 et quelques, Yade de racisme quand elle parle de la gauche. Enfin, vous les avez tous entendu être d'une tolérance maximale à l'égard de leurs opposés. En réponse à cette question sur l'ouverture, le chef des chefs nous dit : « **Nous faisons après l'élection ce que nous avons promis avant. C'est une question de respect, de crédibilité et même de morale.** ». Pourtant avant les élections n'avait-il pas crié sur tous les toits que la France devait être gouvernée soit à droite soit à gauche ? Ne serait-ce pas un peu, oh un tout petit peu contradictoire ?

Cette baisse dans les sondages aurait-elle calmé les réactions quotidiennes de notre Massimo ? Il nous affirme : « **Pour autant, le rôle du chef de l'État, c'est de garder une certaine distance par rapport au quotidien. Il n'a pas le droit de céder à l'agitation.** » Ah bon. Il y en a un au Salon de l'agriculture qui n'a pas dû apercevoir le rôle du chef de l'Etat comme celui-ci nous le décrit dans l'organe de presse de propagande élyséenne.

Tout au long de son plaidoyer, nous apprenons en fait que rien n'a été fait depuis cinquante ans et que tout a été fait depuis, mais curieusement que cela va s'accélérer. Que reste-t-il donc à faire ? Guéant est bon, Dati mérite les félicitations du jury, alors qu'autrefois la France oubliait les victimes, c'est réparé, la proximité ce n'est pas la proximité, mais la justice. Comprenne qui pourra. Le népotisme ce n'est pas l'élection, mais la nomination, parce que la nomination comme candidat à 22 ans quand il y en a d'autres ce n'est pas du népotisme ?

Mais soyons rassuré, notre bien-aimé timonier est heureux. Il tombe dans le piège car il ne comprend pas la question. Si on lui demande si l'on peut être et président de la République et heureux, on lui demande en fait si la fonction de président ne nécessite pas de mettre en parenthèse sa vie personnelle, et que la notion de bonheur n'est plus quantifiable. Il répond béat qu'il est heureux. Justement ce qu'on lui reproche : ne pas être assez président pour se pavaner au bras d'une tellement elle est belle qu'elle a été mannequin.

A propos, juste un petit oubli. Que suis-je bête ! Et le pouvoir d'achat ? Oui, vous savez ce qui permet de boucler les fins de mois. Un petit rien. Oui, justement, un petit rien. Sarkozy l'a oublié. N'était-ce pas un des thèmes principaux de sa campagne. Ne

serait-il pas le président du pouvoir d'achat ?

C'est bien qu'il fût heureux car comme cela il sera plus efficace. Enfin c'est la conclusion que j'en tire car Guéant, un mois avant expliquait la baisse des sondages du Prince des cimes par : « Chacun le sait, le président a eu à gérer des problèmes personnels. Il a dû consacrer un peu de temps à régler ces soucis et, du coup, les Français ont eu le sentiment qu'il ne leur appartenait plus complètement. » Vous avez remarqué cette espèce de rapport fusionnel qu'il essaye de nous vendre : les Français avaient l'impression que le Prince des nuées ne leur appartenait plus. Ce n'est pas un chef d'état c'est notre nounou. Guéant, c'est la dérive émotionnelle poussée à son paroxysme. On peut aussi rétorquer que les déclarations d'avril 2007 d'abnégation de notre chanoine inspiré est en parfaite contradiction avec cette déclaration. Dans ce long entretien accordé à l'Express, le secrétaire général tout modeste qu'il est répondait à Kouchner qu'il ne faisait pas de politique étrangère parallèle mais comme il était proche de l'Elysée il était mieux vu et mieux compris des pays arabes et moyen-orientaux que le ministre en fonction, et aux députés il leur disait qu'ils devaient être heureux parce que s'il prenait la parole cela ajoutait une voix aux autres de la majorité. Peu importe que la démocratie veut qu'un conseiller ne s'exprime pas, il y a les hommes politiques pour cela et les porte-parole. Ce dernier point nous démontre que la démocratie se sent mal, car ces voix s'ajoutant les unes aux autres suppriment du temps de paroles à l'opposition d'autant que le CSA se refuse obstinément de décompter le temps de parole du chef de l'Etat qui pourtant se compote en chef assumé de l'UMP et de la majorité. A ce propos une étude sur Agoravox donnait pour les émissions principales de RTL, RMC, Europe 1 et France inter le score sans appel suivant (entre le 15 novembre et le 15 décembre 2007) : 29 passages pour le gouvernement (48,3 %) 9 pour la majorité (15 %) total 38 (63,3 %), 2 pour le Modem (3,3 %), 19 pour le PS (31 %) et 1 pour les autres partis (1,66 %). A comparer aux scores des présidentielles (35 %, 18 %, 22 %). Domination totale de la majorité, sur estimation importante du PS et élimination radiophonique du Modem. C'est ce que l'on appelle la démocratie et c'est ce qui fait ensuite dire aux journalistes que le Modem est inaudible. Evidemment comme les radios ne donnent pas la parole, il ne risque pas d'être audible. Pas mieux pour la télévision du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2008 entre TF1, France 2, France 3 et M6 cela donne comme résultat 69,4 % pour le président, le gouvernement et la majorité, 2,7 % pour le Modem (!) 18 % pour le PS et 9,8 % pour les autres partis. Si on exclut le Président cela donne 59 % majorité plus gouvernement, 3,7 Modem (re !), 24 % PS et 13 autres partis. Dans ces conditions le score du Modem est un miracle aux élections.

Une des grandes affaires de ce mois du dieu de la guerre et du champ, fut bien sûr les élections municipalo-cantoniales. En dehors même de ces élections, il semble qu'il faille soulever un problème de fond, dont le gouvernement Sarkozy en est la caricature. Il faudrait tout bonnement interdire à tout ministre de se présenter à une élection. Pourquoi me direz-vous ? Les raisons sont multiples dont celle de la défense de la

démocratie dans le sens où il y a un déséquilibre patent entre un candidat lambda et un candidat qui peut se targuer d'avoir de la notoriété et du pouvoir. Tout le monde se souvient par exemple, bien que Gaudin ne fût pas ministre, qu'il lut juste avant le second tour une lettre d'Attila au gazon rasé devant sa glace lui annonçant des moyens pour Marseille. En somme on achetait les électeurs, et les électeurs ne sont pas plus honnêtes que le commun des mortels car ils sont ce même commun. Ils ne sont pas ennemis de leurs intérêts, c'est Adam Smith qui nous le dit. On leur offre un sucre d'orge, ils le prennent. Bien tiens, pardi. C'est vrai que je mets souvent votre mémoire à l'épreuve, mais c'est bon pour elle. Cela garde jeunes ceux qui ont quelques années de vol et pour les autres cela les maintient en bonne santé. Vous vous souvenez donc que le fantôme de Matignon, dans son premier discours avait clamé de façon assez intelligible que les ministres allaient se mettre au travail tout de suite et à 1825 % (chiffre déduit de mes calculs rénaux). Et la première chose que fit la majorité d'entre eux fut d'aller battre la campagne. Et voici que rebelote, une bonne vingtaine part la musette autour du ventre, le fusil à l'épaule conquérir (façon de parler, car on leur a donné du facile, de la guimauve) un siège de premier magistrat (ou de simple adjoint c'est selon, mais dans ce cas la presse télévisuelle ne parlera pas du tête de liste élu, mais bien du ministre comme si c'était lui qui marchait devant la musique, étrange information qui fait du gouvernementier colistier un chef de bande). Cela veut donc dire qu'en pointillé pendant le mois de janvier, puis de façon plus soutenue en février et enfin à plein temps les ministres vont faire le candidat, c'est-à-dire, faire les marchés, lever le coude, bavasser, serrer des pognes, enfin vous voyez ce que je veux dire. En d'autres mots, ils vont être présents sur le terrain et sur les plateaux de la lanterne magique. Ils participeront à des débats. En fin de compte ils seront payés par la République pour travailler pour leur propre compte tout en abandonnant leur poste. Pour ceux qui eurent à subir un deuxième tour, cela dura une semaine de plus. Quand au fils de notaire il sera sur tous les fronts, en Normandie et à l'Est (là je m'amuse). La vérité m'oblige à dire qu'ils ne travaillaient plus, mais pas une seconde ce pour quoi ils étaient payés : faire le ministre. Il est vrai qu'ils ont un remplaçant de choix, le premier d'entre eux, non pas la doublure, mais le vrai, le tatoué, le Nicolas. Il faudrait d'office intégrer leur salaire dans leurs comptes de campagne. Et ne peut-on pas supposer que les services de l'État et des ministères sont mis à contribution dans cette affaire ? Et qu'en est-il des déplacements ? Qui les paye ? Ce sont des questions légitimes. La France n'a plus eu de gouvernement pendant au minimum quatre semaines. Cela est déjà scandaleux en soi. Le second scandale concerne la justice et l'égalité des chances. Si le péquin moyen monte sa petite liste, il devra prendre soit sur ses congés, soit un congé sans soldes. Lui ne sera pas payé. Lui ne pourra pas se prévaloir de la notoriété acquise par exemple en trahissant ses amis pour obtenir un maroquin ciré. Le ministre fera savoir ce que son élection pourra apporter à la cité bienheureuse qui l'aura mis dans le bureau du dernier étage, celui à côté du secrétaire général. Le problème se pose également lorsqu'il sera élu. Une ville de moyenne importance nécessite une bonne dose de travail et un ministre une autre dose de travail autrement importante. Il est impossible de faire les deux. Ensuite on peut se

demander qu'elle est la hauteur de la motivation d'un ministre pour son travail s'il préfère la municipalité à son poste de ministre comme le motard de la cité des anges. Pourquoi a-t-il accepté ce poste sachant qu'aux municipales il serait candidat et qu'élu il abandonnerait son poste ? Et qu'en est-il de la continuité à ce poste de portefeuille ? La conclusion se fait d'elle-même. Un ministre n'est pas un élu cumulard. Un ministre choisi doit abandonner tout poste électif pour incompatibilité de contrainte et pour ne pas mélanger exécutif et législatif quand il s'agit de députation ou de sénatorial, et de conflit d'intérêt entre le local (maire, conseiller général ou régional) et national (membre de l'équipe matignonesque). De même un ministre ne devrait pas pouvoir se présenter à quelque élection qui soit une fois en place. Sur quelques 44 millions de Français-électeurs-éligibles il me semble que nous trouverons assez de candidats compétents pour faire de bons élus.

Lors de ce tour à démocratie variable, nous avons assisté à une belle tentative de propagande de la majorité, tant entre les deux tours qu'après le second tour. Prenez vos journaux, ouvrez les et relisez les sondages pré-électoraux. Par exemple celui des 23 et 24 janvier de CSA qui donnait 46 % pour la gauche et 40 % pour l'UMP, celui du 19 février donnait 45 % contre 39 et celui du 7 mars 44 % contre 41 %. Ni ceux-ci, ni la gauche n'annonçaient de déferlante sinistre. Souvenez-vous des paroles de Hollande affirmant que reprendre à la droite impériale une trentaine de villes serait déjà un très beau résultat. Sous l'impulsion de l'Elysée et transmis par SMS, un message simple et répété à satiété sur tous les plateaux télévisés a peu à peu fait force de loi quoique bien contraire à la vérité : le mouvement à gauche n'était pas si fort qu'annoncé. Toute la ruse du renard était là : grossir a posteriori les attentes a priori de la gauche pour en diminuer les effets d'annonce. En gros vous faites bien moins que prévu. Un additif était de dire que de toutes façons cela ne serait qu'un juste rééquilibrage de la victoire de la droite en 2001. Le président mi-silencieux mi-beau-parleur va nous sortir une contorsion dont il a l'habitude. Il va s'appliquer à dire tout et son contraire, que c'est une élection locale, mais qu'il tiendra compte du résultat. Local ou non local ? Il faut trancher. On se souvient qu'en janvier en pleine période de glissement vers l'abysse de la popularité, il avait déclaré que c'était une stupidité de dire (il aime bien insulter les autres) que l'élection municipale n'était pas politisée, et que de ce fait, il allait s'engager à fond dans la bataille en respectant par là de façon scrupuleuse son rôle d'arbitre. De fait les sondages ont plutôt enfoncé notre Massimo dans les tréfonds de la boue, bien plus haut que le rebord de ses bottes d'égoutier éclaboussant son jean camarguais et ses Ray Ban. Cette belle déclaration d'équilibrisme politique était, pour ce qui concerne de tenir compte de l'humeur des Français supposé traduit de ces élections, à l'exact opposé de sa volonté de poursuivre coûte que coûte sa politique. Les Français ne lui en voulaient pas, ne dénigraient aucune réforme puisque le fantôme de Matignon grimpait dans les sondages comme une femme apeurée sur un tabouret devant une souris. Les Français, ce corps uni dont se réclament tous les politiques, avaient voté de façon claire et définitive par deux fois : les présidentielles et les législatives. On respecterait leur vote

contre vents et marées, contre les anarchistes de carrière et les destructeurs du vote universel qui ne se remettaient pas d'avoir perdu aux élections magistrales et néo quinquennales de leur pays. Peu importe que 40 % des voix du roitelet du second tour avaient pour origine une détestation encore plus forte de la Madone socialiste, et peu importe que le c'est le scrutin majoritaire inique qui offrait sur un plateau doré à l'UMP une majorité confortable, quoiqu'en baisse drastique, à l'Assemblée Nationale et que le pourcentage des voix obtenus par le parti du chef n'avait qu'un rapport des plus lointains avec le nombre de sièges acquis. Et, bien qu'en juillet Gargantua, celui qui l'ouvre et enfourne, avait glorifié son action clamant qu'en deux mois et demi il avait fait plus que le gouvernement précédent (dont il fit partie si je ne m'abuse) en 2 ans, nous en étions à plus de 7 mois et demi et donc 6 ans d'action de l'anté-gouvernement comparé. On peut supposer qu'à ce rythme les plus gros problèmes avaient pu être réglés. D'autant plus que tout le pouvoir était dans les mêmes mains – ses petites mimines à lui - et que rien ne faisait obstacle ni à la fabrication des lois (déjà toute prête dans le programme électoral du président en devenir, enfin soi-disant), ni à leur application, d'autant plus que le choc de confiance était créé, d'autant plus qu'il était allé chercher la croissance avec les dents, d'autant plus qu'il avait dit que les ministres de l'Eurogroupe n'étaient que des abrutis et que lui, s'il le voulait pouvaient vider les caisses vides pour relancer la croissance car de toutes sa mandature pas un seul plan de rigueur ne pointerait ne serait-ce que le bout de son nez, foi de menteur professionnel. Pendant des mois, haut parleur au vent, la vox officialis nous a abreuvé de ses succès et du nombre impressionnant – je veux dire qui devrait nous impressionner - de réformes en rupture, rupture elle réussie d'avec Cécilia, et à l'efficacité redoutable qui avaient été réalisées. Bertrand le roué, le plus faux-cul de la terre avec petit sourire mielleux et cette malhonnêteté intellectuelle particulièrement aiguë et camouflée qui se déverse par tombereau de son gosier d'une voix doucereuse, maniant sa langue de vipère comme une diseuse de bonne aventure, par exemple jette lors de la campagne électorale le chiffre qui se veut faramineux de 20 millions d'heures supplémentaires pendant le dernier trimestre 2007. Non seulement ce chiffre n'est pas corrélé aux lois votées, mais en plus il est à répartir entre les 6 millions de salariés qui en ont pris, soit en moyenne une heure par personne et par mois. 20 millions cela vous marque la ménagère de 50 ans, en tout cas bien plus qu'une heure, petite heure bien seulette. Voilà un grand succès. Son mentor, lors de sa fameuse conférence de presse en janvier 2008 engueulant les Français – dans le ton et par la forme – en disant - vous vous en souvenez - que les caisses étaient vides et surtout que ce n'est pas lui qui allait prendre les chefs d'entreprise par la main pour les forcer à donner à tire et à larigot des heures supplémentaires. Ce n'était donc plus de sa faute, du reste cette vulgaire histoire de pouvoir d'achat n'était pas un sujet digne. Il y en avait un qui était " du sérieux ".... Alors là, vous avez le droit de lever la main – je vous donne la parole - et de dire : " M'sieur, M'sieur le professeur mais n'est-ce pas vous et vos savants experts qui aviez promis que cette mesure étaient la panacée à tous nos maux de pouvoir d'achat et de chômage ? n'est-ce pas vous qui aviez fait croire qu'il suffisait de vouloir travailler plus

pour gagner plus ? " Qu'importe, nous savons tous qu'au championnat du monde du mensonge et du retournement d'opinion, le châtelain aurait la médaille d'or et ses sbires toutes les autres médailles. Avec accessits pour Devedjian, Jégo, Dati, Morano et Péresse. Félicitations du jury pour Karoutchi ex-aequo avec Estrosi.

Le soir de ce fameux premier tour duquel étaient exclus chiffres et commentaires sur les élections cantonales qui n'intéressant ni les journalistes ni les politiques ne devaient pas intéresser les français bien que le taux de participation prouvait qu'elles intéressaient pratiquement autant que les municipales, les sbires sarkozyaques tinrent à peu près ce langage : ce n'est pas la Bérézina annoncée. Et effet majeur : c'est une élection locale. Traduire : pas de sanction nationale. Tous uniment d'une même voix convaincue. Il y eut cependant deux anomalies :

- La première a concerné le taux d'abstention annoncé à 32 % rectifié seulement un jour plus tard à 39 %. Excusez du peu. Plus de 20 % d'erreur, ou 7 points si vous voulez. Cela a permis de dévier la conversation en partie vers le bon taux de participation – du reste je n'ai jamais compris pourquoi tous les pouvoirs se félicitaient du faible taux d'abstention. C'est toujours ça de gagner. Comme si ce point à la limite pouvait être positif pour la démocratie le devenait pour le gouvernement en place. Etrange.
- La seconde tient de la plus parfaite manipulation d'état. Notre MAM intérieure et nationale, tout en faisant une réserve que je cite ici intégralement car cela vaut son pesant de cacahouètes donnera des résultats stupéfiants :

*Trois phénomènes rendent difficiles une lecture en termes partisans des résultats du 1er tour :*

*l'élargissement des listes à la société civile selon une pratique traditionnelle depuis 1989 ;*

*l'ouverture des listes à des personnalités n'appartenant pas au même camp que la tête de liste, ce qui est spécifique à ce scrutin de 2008 ;*

*l'affirmation d'un centre indépendant qui n'existait plus depuis les élections municipales de 1977 et qui selon les lieux a fait le choix de conduire des listes autonomes ou de s'allier avec la majorité ou l'opposition selon les circonstances locales. Il en résulte, d'une part, une lecture brouillée en termes de gauche et de droite stricto sensu et, d'autre part, une relocalisation des enjeux, assez naturelle compte tenu de l'objet même des élections municipales. Le panachage des listes municipales, qui devront être déposées avant mardi à 18 heures, clarifiera le jeu des alliances, au moins au niveau local.*

Notre ministre nous annonce donc qu'il est impossible de donner des chiffres qui aient un sens. Et pourtant elle le fait. Elle sort de sa casquette de chef de la police les chiffres suivants : extrême gauche : 1,49 % ; gauche : 47,94 % ; MoDem : 3,22 % ; droite : 45,49 % ; extrême droite : 0,68 %. Si vous alliez jeter un coup d'œil sur le site officiel du ministère vous vous rendrez compte que pour les villes de plus de 3 500 habitants le score détaillé donne 12,64 % pour le PS et 25,05 % pour les majorités présidentielles (non UMP). Tout être logique et honnête se dit que d'annoncer des chiffres comme la fait MAM est une belle mascarade. D'abord elle compare des conglomerats de pensée (gauche et droite) et un seul parti, le seul à être cité indépendamment) au le Modem. L'objectif est clair détruire l'image de ce dernier. Or partout où ce mouvement s'est présenté la moyenne avoisine 16 % Ce qui n'est pas si loin que cela du score de Bayrou aux présidentielles. Divisez les voix des seuls lieux où il y a une candidature officialisée Modem avec toutes les voix de tout le territoire est une manipulation devant laquelle la cour impériale non seulement ne recule pas, mais en fait la propagande, relayée par les journalistes fainéants qui n'approfondissent rien et les politologues patentés dont l'ex chef de la IPSOS invité du Fouquet's (cela marque à vie), hurlée par les leaders UMPS. Ces mêmes leaders UMPS pourtant vont faire une danse du ventre à la Shéhérazade autour du Mouvement Démocrate avec la déclaration de la belle du Poitou qui veut un accord national et une raffarnade du côté de l'UMP suivie par le prim' fantôme qui lui aussi veut un accord officiel général et national avec ce parti, cependant selon eux en perdition. Il est évident qu'il était impossible de faire cet amalgame. Cela était d'autant impossible que le désordre était ambiant et généralisé lors de ces élections. En effet on ne comptait plus les listes dissidentes à l'UMP à Paris notamment, ne parlons même pas de Neuilly et de son carnaval d'hiver, où de Dutreil officiel et futur battu contre Vautrin. Le PS n'allait pas mieux. En hauts lieux et dans la presse ces délires électoraux étaient, ou minimisés ou tout simplement occultés. On préférait de loin se focaliser sur la mise en chanson du Modem de ses théories : à élection locale, stratégie locale. Ce qui était ma foi parfaitement cohérent, on vote pour un maire qui est compétent s'il se situe dans le champ démocratique (hors extrême donc et hors PC). C'est pourtant ce discours que tiendront le Manitou et son ectoplasmique fils de notaire sarthois de récompense des compétences locales et édiliques (nous y reviendrons). Cette mauvaise foi a eu cela d'extraordinaire, comme dans un procès en corruption où paraîtraient sur le banc des accusés corrupteur et corrompu et que le juge et les journalistes n'accuseraient qu'une des deux parties. En effet, la stratégie de l'entre deux tours, qui correspondait exactement aux théories du MoDem d'avant premier tour, de s'allier à la droite ou la gauche en fonction du contexte local, était fustigée violemment avec la complicité des media, alors que d'une part le PS puis l'UMP dans un premier temps avaient tous deux demandé une alliance à ce même MoDem maudit, en double contradiction avec sa soi-disant disparition électorale et son flou politique (on acceptait de passer par dessus ses déclarations pour gagner les élections) et que d'autre part si le Modem s'est allié aux uns ou aux autres cela veut dire, et avec Lapalisse en plus, que ces mêmes uns et ces mêmes autres se sont liés à lui. Que ces mêmes uns et ces mêmes autres

appartenaient au PS et à l'UMP et que ces instances nationales ne voulaient plus d'accord avec le Mouvement Démocrate. Donc avec la plus parfaite malhonnêteté intellectuelle on reprochait à un parti ce que l'on acceptait des sous-fifres locaux alors que ce parti suivait sa ligne politique et que les autres la trahissaient. Extraordinaire non ? Il en est de même de l'accusation d'aller à la soupe. Ainsi si le MoDem s'alliait c'était pour avoir des places, et uniquement pour cela alors que ceux qui s'associaient à lui bien évidemment c'était par grandeur d'âme et pour perdre. Dans cette manipulation chiffrée et gouvernementale du premier tour des élections municipales, en cherchant bien on va trouver un comportement assez curieux. D'abord on associe le centre dit nouveau comme le Beaujolais (cela ne dure qu'une saison) à la droite. Il faudrait savoir : soit c'est le centre soit c'est la droite. Ensuite des plus détestables : on fourgue dans les " divers droite " tout ce qu'un très large râteau peut ramasser. Et ce sont les employés préfectoraux qui se chargent de la basse besogne. Un exemple parmi tant d'autres : monsieur Mohand Hamoumou qui se déclare lui-même de la gauche centriste, futur maire de Volvic est classé divers droite. Le divers droite est l'auberge espagnole du ministère des élections où y sont comptabilisés même ceux qui n'y ont jamais mis les pieds. Cela rend moins rose et plus bleue la carte hexagonale des résultats.

Le score du second tour est plus terrible que celui du premier, cette vague rose non annoncée mais portée en chœur comme telle par les porte-voix ministériels et les porte-flingues de l'UMP, finalement se concrétise. Le nouveau message est que c'est un rééquilibrage de 2001. Las, en 2001 le solde des grandes villes passées à droite est de 17, cette fois-ci le balancier dépasse les 30. Mais nos fainéants de journalistes qui ne prennent pas la peine d'aller vérifier, et la gauche trop bête de son résultat laissent dire. Le message passe tant bien que mal. Quoiqu'il en soit, la MAM du premier tour disparaît au second. Juste une pique inadmissible contre le MoDem qui n'est pas classable parce qu'il n'a aucune idéologie mais pas de résultat. L'exercice de classification de ces municipales étaient périlleux, et forcément guidé par la mauvaise foi d'où qu'elle vint. En effet tout a été chamboulé, des associations multiples (PS, PC, verts, Modem), (UMP, NC, Modem), dissidents en pagaille, PS contre PC ou contre verts, alliances hétérogènes au premier tour, au second tour. Deux listes sont exemplaires à ce titre : comment le ministère a-t-il comptabilisé la liste Rebsamen alors qu'on impose une tendance générale : au PS ? Et les MoDem inscrits sur cette liste ? comment le ministère a-t-il comptabilisé la liste Juppé à Bordeaux élue au premier tour ? UMP ? Alors que Juppé a fait un vaste rassemblement de tous bords y compris du MoDem, alors qu'il a refusé l'étiquette UMP ? On l'a pourtant comptabilisée dans la majorité présidentielle. N'est-ce pas là un faux en écriture ? Globalement les sondages, eux, ont donné une victoire à la gauche. Un peu simpliste et pas d'une fiabilité à toute épreuve, mais certainement plus juste que cette escroquerie du ministère de l'intérieur. Cette victoire s'est précisée avec les conseils généraux qui sont passés dans le giron de cette gauche multiforme opposant aux media un front uni d'un corps éparpillé à cinquante têtes.

La lecture que va faire notre Grand Coësre et son équipe sera simple : c'est une élection locale qui cependant montre une soif de résultats. Local et impatience sont les maîtres mots. Cette impatience est l'abracadabra de nos magiciens, le sésame pour qu'Ali Baba et ses trente-huit voleurs (selon les chiffres de la police) récupère un jour les trésors de leur caverne électorale. Aucun journaliste ne relève la belle contradiction qu'il y a à trouver cette élection locale tout en même temps lui trouver une impatience nationale. Cet argument de localisation extrême, démentie par les enquêtes d'opinion qui donnent une coloration nationale, d'où la grande difficulté d'interprétation, sans qu'il soit pour autant possible de nier qu'une partie de la population (où et à quel niveau ? là est la question crânienne) a sanctionné le Sauveur de la Patrie, démontre incidemment, sans que qui que ce soit le révèle, que si c'est local et uniquement local et si les maires implantés et faisant leur travail ont été battus, c'est qu'ils étaient mauvais, et que si ceux qui ont été battus étaient de l'UMP c'est que cette élection locale prouve que les élus locaux UMP sont des mauvais, d'autant plus que les bons et travailleurs sont récompensés quelle que soit l'étiquette cousue à leur écharpe tricolore. La conclusion simplissime et incontournable est : soit c'est une sanction nationale de la Sarkozye, soit c'est une sanction locale de l'incompétence des édiles sarkozyaques. A mon sens il eut mieux valu reconnaître tout de suite qu'une partie du vote est provenue d'une sanction nationale, cela aurait moins décrédibilisé les hommes du terrain. Mais le château fait bien comme il veut.

Cette élection aura aussi montré la propension qu'à ce parti héritier du RPR à manier la carambouille et la triche. Sarkozy, en vouant à son adversaire le plus crédible, selon les organismes qui testent nos entrailles, une haine des plus farouches a organisé en son bureau élyséen en compagnie d'Alain Marleix, une cellule, comme à Vincennes, de dégommeage de Bayrou à Pau. Ils choisissent de dévoyer un pisse-froid qui rate dans sa ville bien qu'en en étant le maire, Uriéta. Avec les fonds de la République et l'impartialité de son poste de rassembleur au-dessus de la mêlée, à l'époque où il s'engageait dans la cohue car à l'époque les élections étaient nationales, et lui pas encore en bas du toboggan, le roitelet du stratagème, vient soutenir le maire exclu du PS et officialisé UMP. Mais comme on n'est pas sûr des électeurs, ces imbéciles qui peuvent voter différemment des espoirs du Mousse qui gouverne la France à la godille, fait passer le message au secrétaire départemental de l'UMP, Jean Goujy, de faire voter contre l'honneur, la logique et l'honnêteté intellectuelle – et bien évidemment contre les règles les plus élémentaires de la démocratie – les affidés les plus nombreux possibles pour madame Lignières Cassou, quand au premier tour ils avaient voté Uriéta, et quand le PS associé au PC est leur ennemi éternel. Un certain élu dont je préfère taire le nom pour que l'Histoire ne le retienne pas, car ce n'est qu'un demi couteau mais assez aiguisé pour tailler des croupières, assez influant du parti chiraquien dont la trahison et les petites magouilles sont génétiques, en son temps, avait fait de même en adressant une circulaire massivement dans laquelle il était ordonné de voter Mitterrand contre Giscard. Les chiens ne font pas des chats, et lorsque que Pasqua et Hortefeux

sont les témoins du premier mariage du triple épousé, on ne s'étonne de rien dans la politique électorale du mari de la chanteuse. A ces manœuvres confirmées dans le journal, appelé de référence, que l'on ne pourra pas taxer d'être pro Bayrou (ah le bel éditorial d'avant premier tour des présidentielles de Collombani !) s'ajoute un mystérieux gratuit distribué à 50 000 exemplaires dont l'imprimeur espagnol serait le même que celui de monsieur Uriéta (qui fait donc travailler ceux de Pau) de même que le site Internet de cette feuille vitupérine, serait hébergé par le même fournisseur allemand que celui du PS défroqué. Que des coïncidences, bien sûr. La France ne mérite pas que le capitaine s'occupe de ses insignifiantes misères comme le pouvoir d'achat, il a mieux à faire et à jouer à la bataille navale pour couler de façon élégante son ennemi. Les bons penseurs ne s'offusqueront pas de cette candidature contre-nature, ni de cette manipulation, mais du fait que le leader du MoDem demande des comptes qui devient non un justiciable qui réclame la juste et démocratique clarté, mais bien évidemment un mauvais perdant. C'est la cette morale-là que nous a imposée par son comportement notre Grand Ventilateur à moulinets. En Alsace il y a beaucoup de brasseurs de bières, à l'Elysée il y a un brasseur de mauvais air.

On remarquera – et c'est un mystère pour moi, à côté celui de la foi est une illumination – que le PS avec ses positions diamétralement opposées (Europe – Emmanuelli/Jospin, mini-maxi Traité européen simplifié-complexe – Mélanchon/Lang, ligne politique – Fabius/DSK, alliances – Royal/Hollande) et sa multitude de futurs présidentiables (Royal, Fabius, DSK, Vals, Moscovici, Lang, Montebourg, Hollande, Mélanchon, Lebranchu, ...) et que l'UMP avec ses dissidences explosives à Neuilly, Reims, Paris ... ses courants (villepinistes, sarkosystes, gaullistes, UMPistes, opportunistes) ... sa bagarre Balkany/Devedjian... ses règlements de compte post-électorales et ses analyses divergentes (le château : il faut accélérer car ce n'est pas une défaite, mais de l'impatience car les réformes ont été mal expliquées / les Dutreil, Tron, Raffarin et autres : il faut changer de trajectoire ou bien les Baroin qui déclarent que c'est un échec sévère ou les Novelli qui veulent des rénovateurs à la tête de l'UMP) donc que ces deux partis paraissent unis et cohérents, eux qui ont une politique d'alliance étrange puisque qu'au niveau national la directive était de ne pas s'allier au MoDem, et qu'au niveau local c'était fort différent avec moult alliances alors que les politologues, les politiques du groupement UMPS, et les politologues ne parlent que du désordre du Mouvement Démocrates, jouant aux imbéciles et faisant croire qu'avoir des alliances locales justifiées avec tel ou tel en fonction de sa compétence était une ligne de conduite trouble et uniquement opportuniste, ce qui marque évidemment les esprits car c'est plus simple et plus facile à assimiler sans faire d'effort. Pour me faire comprendre je vais user d'une petite métaphore que ma nièce de 5 ans pure comme une colombe et engagée dans aucun parti comprend en souriant. Si je vous dis qu'à la montagne en hiver il y a de la neige, vous serez d'accord avec moi. Si je vous dis que c'est une situation locale, vous serez aussi d'accord avec moi. Si je vous dis qu'au bord de la mer en été il fait chaud et que l'on se baigne vous serez d'accord avec moi. Si je vous dis que c'est une situation locale vous serez d'accord avec moi. Si je

vous dis que le vote pour les municipales est un vote local, vous serez d'accord avec moi pour 70 % d'entre vous. Eh bien voilà. Nous trouvons avec l'UMPS et le Modem dans la situation suivante. Il y a dans le camp de l'UMPS les défenseurs du toujours maillot de bain (au choix UMP ou PS) et les défenseurs du toujours la doudoune (au choix ou PS ou UMP, l'autre bien sûr). Le MoDem vous dit, et ceci en toute cohérence si nous nous situons dans des élections **locales** : moi quand je vais à la montagne en hiver, je prends ma doudoune et je fais du ski avec le meilleur moniteur de la station et qu'importe sa couleur politique, si je vais à la mer, je prends mon maillot de bain et je choisis le meilleur nageur local pour faire de la plongée avec lui. Cela s'appelle la cohérence avec la situation locale et il n'y a rien de trouble ni de douteux. En revanche, l'autre cohérence, celle de parti, celle du tout national ou du local, mais avec une ligne en partisane, bloc contre bloc, fait que les porteurs de doudoune se retrouvent à la mer en refusant de la retirer et les porteurs de maillot de bain vont sous la neige en grelottant. Ce sont donc deux cohérences qui s'affrontent : la cohérence bipartisane, partout et l'on retrouve ainsi à la mer et à la montagne des doudounes, et à la montagne et à la mer des maillots de bain. Les uns toujours en rose, les autres toujours en bleu. Eux se croient très cohérents, et les journalistes avec eux. Mais cette cohérence là a une logique certaine, mais qui est totalement inadaptée à la cohérence locale, celle du MoDem. La cohérence du MoDem sera comprise par une enfant de 5 ans qui vous dira en vous regardant bien dans les yeux et hochant la tête, pensant : "Ah ces adultes, quels imbéciles ils font !" : "mais t'es bête toi, d'aller dans la neige en maillot de bain ! N'importe quoi. Pffff !" Ce qui fait, qu'avec les journalistes complices qui feignent d'ignorer ce raisonnement et qui amplifient les images néfastes des ténors de l'UMPS contre le MoDem, moi je crois qu'il faut soit être partisan et de mauvaise foi, soit avoir moins de bon sens qu'une enfant de 5 ans pour ne pas comprendre en quoi la position du cas par cas du MoDem est parfaitement cohérente et avec sa philosophie générale et avec des élections locales, claires et adaptées. En revanche là où on peut leur retourner la politesse c'est au contraire la position de l'UMPS. Cette UMP et ce PS, eux, ont accepté localement des accords en en rejetant la responsabilité sur le MoDem. Or le MoDem c'est sa logique de s'associer tantôt à l'un tantôt à l'autre en fonction du programme local et de la personnalité du maire, de ses résultats. En revanche comment un PS qui dénigre le MoDem, car justement il s'associe de façon diverse suivant le terrain, peut-il lui accepter cette alliance ? Et comment l'UMP qui vomit le MoDem, qui lui a soutiré des traîtres et perdants (Rouen du traître Albertini, balayé, Robien, Sauvadet à la trappe) peuvent-ils avoir des accords locaux avec le MoDem ? Donc ce qui est logique selon la théorie démocrate ne peut en aucun cas l'être avec l'UMPS. Cette dérive est terminée. Je reviens à mon principal sujet qui est ce que fait notre derviche tourneur de la France.

Le leader charismatique de l'Hexagone a décidé que les Français voulait que notre bolide national n'ait plus qu'une seule pédale : celle de l'accélérateur. Après ses multiples et diverses déclarations sur les remaniements ministériels, après que le fantôme qui loge dans cet hôtel de la rue de la fuite du roi, ce qui lui va si bien,

courage fuyons tel que ses bons amis l'appellent, a haussé la voix fier de sa grimpe dans les cotes de popularité, braqué 12, et dit qu'il ne fallait pas changer une équipe si soudée qui ne fait rien si ce n'est d'aller jouer aux candidats, Massimo nous offre tout autant constitutionnellement un nouveau gouvernement. Auparavant alors qu'il était si fier de sa trouvaille américanisée d'avoir un porte parole qui l'ouvrait chaque semaine pour le plus souvent ne pas avoir de commentaires à faire, le muet porte-parole, trouvaille digne de Charlie Chaplin, derrière son pupitre en plexiglass soutenu par la puissance de la présence des oriflammes nationales, il l'escamote sans tambour ni trompette tout en reniant cette nouvelle façon de promouvoir sa magnifi-science élyséenne, abandonnée ainsi en catimini tout comme ses joggings télévisées devenus invisibles quoiqu'annoncés permanents et quotidiens. Il décide que *Le Point* fournirait des journalistes qui prendraient la place d'un Martinon exilé dans une ambassade pour cause de démission extorquée par le fils Brutus et pour cause de poste réaménagé, anciens thuriféraires dans la presse servile et plutôt efficaces pour la communication pravdienne et déformée, habitués qu'ils sont de manier la brosse et les contre-vérités, dans un style de sabir professionnel truffé de référence et de noms ronflants. Le summum sera le texte de Carla Sarkozy, dont on dit qu'il a été écrit par Catherine Pégard qui l'a démenti, annonçant à la suite d'une leçon de journalisme à toute la profession, le retrait de la plainte de son gentil mari défenseur de la liberté de la presse – passage savoureux quand on se souvient des menaces de procès si la presse ébruitait son aventure – transparence transparence – avec une journaliste – dont il demandera la main lors d'un meeting, main qui sera refusée – du *Figaro* lors de l'escapade de Cécilia aux USA, de Genestar licencié de Paris Match pour avoir révélée cette même escapade qui aboutira ce mois-ci à un mariage d'amour et fortuné à Manhattan, des éditions First qui mettront au pilon le livre de Valérie Domain après menaces de Minimo, des photographes de Wolfeboro secoués manu militari, d'Anna Bitton interdite d'avion de la République pour un voyage en Guyane sans que *Le Point* ne moufte, des menaces publiques faites à Hervé Algalarrando le doigt vengeur et pointé en août 2006, à Antoine Guiral, de la menace dans les couloirs de FR3 de virer toute l'équipe une fois élu parce qu'il avait attendu, de la prise de bec violente, malhonnête et télévisée contre la journaliste de FR3 pour un reportage sur l'affaire des passeports dont la fabrication avait été confiée de façon tout à fait illégale (une loi signée par Sarkozy ministre à l'époque, le comble) à la société Oberthur, de la dégelée publique au Portugal en octobre 2007 contre le journaliste du Monde posant une question à Sa Majesté, de la diatribe reposant sur des fondements particulièrement faux et insultant Laurent Joffrin en janvier 2008 sous les rires malséants des autres journalistes, alors que le rédacteur en chef de *Libération* n'avait pas la possibilité de répondre, manière de faire lâche, facile et méprisable, de ses amitiés avec Bouygues, Lagardère, Bolloré, Arnault et Dassault qui a eux seuls possèdent les deux tiers de la presse, du directeur nommé à TF1 Laurent Solly, ancien conseiller de l'Elysée, du journaliste opportuniste Bennamou, de la journaliste Catherine Pégard devenue conseillère de l'Elysée, de Barbier le coupe poil amie de Carla, d'Elkabach qui demande au candidat quel journaliste doit le suivre et qui a dans son bureau le frère Lagardère,

qui pour l'occasion délaisse EADS et ses autres fonctions devenant si peu prenantes, au moment des interviews importantes, de Beytout présent au Fouquet's... N'en jetez plus la cour est pleine. Airy Routier, le sympa, lui avait envoyé une lettre d'excuse qu'elle dévoyait de façon particulièrement malhonnête – c'est tout simplement délicieux sous la plume de celle qui parle de déontologie et d'éthique - en n'en donnant aucun contenu, car ce mot ne la concernait qu'elle, de la peine qui lui était faite, mais ne démentait en aucun cas le SMS et ne présentait aucune excuse à son mari. Ceci laisse un goût étrange. Pourquoi retirer une plainte alors qu'il n'y a non seulement pas d'excuse publique, mais plus encore maintien de l'existence de ce SMS et par voie de conséquence maintien avoué et confirmé des raisons initiatrices de la plainte ? Et pourquoi retirer cette plainte quand Sarkozy lui-même en a un fait un principe intangible, quand il y a mis toutes la puissance de l'Etat et tous les haut-parleurs de la presse qui a condamné unanimement ou presque la publication de ce scoop (ou pseudo-scoop) ? Et pourquoi Clara et non lui ? Drôle d'asymétrie entre le dépôt et le retrait de la plainte ? Tout le tralala d'un côté, et en catimini de l'autre ? Ceci est pour le fond, mais pour la forme *Le Monde* qui l'a publiée cette supplique s'est couvert de honte. Car si cette offensive contre le journaliste Airy Routier, l'accusant de légèreté sans aucune preuve, montrant par là sa propre légèreté d'accusation, et le *Nouvel Observateur* se devait d'être publiée, elle se devait de l'être dans l'hebdomadaire qui par l'intermédiaire de Jean Daniel avait déjà fait amende honorable ou au pire à l'AFP ne montrant ainsi aucun favoritisme peu glorieux. Mais ainsi *Le Monde* se couche devant les caprices du château, et se fait une drôle de publicité facile et nauséabonde sur le dos des autres dans le grand silence de ses confrères qui ne réproouvent rien.

Cette défaite reconnue une semaine plus tard et en plusieurs temps, déclenchera des analyses diverses de la part du parti majoritaire et un remaniement ministériel dans la plus pure tradition du reniement des déclarations passées. La parité en prend un coup mortel, six nouveaux postes, 2 femmes. Ce nouveau aréopage de portefeuilles ne contient plus que 30 % de la gent féminine. Adieu veaux, vaches et cochons, une nouvelle promesse reniée. La parité c'est pour les discours électoraux. Faut pas pousser. Le nombre de ministres limité à 15 (39 membres) aux oubliettes ! Et l'ouverture, la fameuse ouverture ! Celle que moi, tout modeste fus-je, je vous disais que ce n'était qu'un leurre, celle qui n'était qu'un fanion rouge pour attirer les cornes des taureaux, celle qui faisait qu'aucun des ministres transfuges n'a jamais fait dévier la politique d'un mm mais que la presse continuait à appeler ouverture, cette ouverture voit la porte se refermer et claquer sur les doigts des impétrants en particulier sur ceux de Bockel dont Omag Bongo, l'ami mis en examen de Sarko le néo-africain, aura la peau avec une dégringolade dans l'échelle des postes pour devenir ancien combattant. Avec l'entrée de Nadine Morano, la Castafiore selon Fadéla Mara elle même casting raté de chez Fogiel selon la première, le pitbull vocalisé de l'UMP, le chien chien à son maître, aussi brutale dans son expression que fruste dans ses raisonnements, avec la girouette aérienne Blanc qui devient ministre du Grand Paris comme si cela était une affaire d'Etat qui méritait une place et comme si cette affaire

ne concernait directement ni Paris, ni l'Île de France ni le ministère de l'aménagement du territoire, avec la langue de fiel Yves Jégo et l'inconnu sarkozyste Alain Joyandet, encore un journaliste, avec Anne-Marie Idrac c'est le RER qui entre au gouvernement et enfin Hubert Falco, maire non démissionnaire de Toulon, avec donc l'inflation du nombre de place, les cadeaux aux fidèles, le nouvel exécutif devient une machine de guerre un peu plus soudée autour d'un capitaine en perdition. Oubliée aussi la bonne idée qu'un élu battu devait démissionner (Morano claquée à Toul, Darcos éliminé, Yade, Lagarde et Albanel, couplées par le prénom et dans la défaite, non élues (là la parité n'est pas non plus respectées 4 femmes pour un homme)...). Faut pas exagérer. L'onction populaire ne valait que pour les législatives. Un député qui n'a aucune gestion à faire valide plus la compétence à gérer que celle d'un maire. Les voies du Seigneur sont impénétrables. Sauf à se dire qu'elles suivent le sens du vent. Elles tourbillonnent. Mais cela est l'image même du Moulin à vent qui nous sert de président. Plus il brasse, le zappeur éternel, plus il croit qu'il avance. C'est exactement la définition du béat imaginaire qui met un ventilateur sur le rebord de son voilier et qui voyant la voile se gonfler s'étonne que le bateau ne bouge pas d'un pouce, ne comprenant pas que le vent créé prenant appui sur le plat-bord de son esquif ne crée qu'un mouvement d'air mais aucune force de propulsion. Sarkozy mouline ses bras dans l'air. Il fait comme le nourrisson qui clapote au bord de la mer et qui, assez fier de lui, fait beaucoup de mousse, se croyant le roi du monde, la mer continuant seule à faire ses propres vagues et sa marée.

La restructuration stratégique de l'Élysée a pour objet de faire de Marsupilami et ses Houba Houba ! un président, un vrai. Une semaine pour nous changer le lapin aux piles Duracell en un chef d'État digne et responsable. Deux faits de guerre devaient servir à sa nouvelle stature. C'est la raison de la mise en scène du plateau des Glières. Déposé par une voiture blindée arrivée la veille de Paris (il n'y a pas de voiture sur place sans doute et les terroristes d'Al Qaïda aiment suffisamment la neige et la Haute Savoie pour se planquer et tenter de dézinguer notre Génie des Alpines, l'hélicoptère affrété et payé restera au bercail car il y a trop de brouillard), le retour se faisant en chenillette pour retrouver les 200 invités absents de la photo - c'est bon pour l'écologie et les finances car il a fallu un Transal pour les journalistes plus l'avion présidentiel tout un cirque mégalomane pour une seule photo -, il fait vingt petits mètres dans la neige et on filme une image d'homme sage et recueilli. Une image, seulement une image. Si Mitterrand allait à la Roche de Solutré c'est en raison d'une promesse à des amis pendant la résistance. Rien à voir avec ce geste de propagande. Toujours aussi modeste il en dira selon *Le Monde* du 22 mars : "*Honnêtement, c'est mieux que l'autre [Mitterrand] ...*". Sarkozy doit avoir le regret immense de ne pas avoir fait la guerre. Un roquet dans un tank aurait été sa place. De loin, envoyer des obus. Voilà ce qui lui aurait plu. Une expression qui le fait rêver : la puissance de feu. Dans notre contexte actuel cette venue au plateau des Glières n'a aucun sens. Les deux seules motivations que l'on puisse y trouver sont le marketing et au fond du Soldat

sans combat une mystique de la guerre. Et cela fait peur. Car le 21 mars il nous refait le coup de l'Île Longue.

A Cherbourg Sarkoguerre veut dénucléariser le monde. En fait il veut abaisser les douves étrangères du baquet nucléaire mondial pour les ramener au niveau de la France afin que relativement le feu atomique de celle-ci, sans bouger de place, remonte par effet inverse à un niveau comparable. Nos réserves en tête nucléaire sont suffisantes pour les vingt prochaines années, nous n'avons plus besoin de recherches militaires à faire. Ce qui a sans doute échappé aux observateurs c'est dans ce discours le rappel du 13 juillet. Il y tient ce déclaré chef des armées à son pouvoir d'appuyer sur le bouton : " Notre dissuasion nucléaire nous protège de toute agression d'origine étatique contre nos intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la forme. Ceux-ci comprennent bien sûr les éléments constitutifs de notre identité et de notre existence en tant qu'État-nation, ainsi que le libre exercice de notre souveraineté. " Et de préciser : " Tous ceux qui menaceraient de s'en prendre à nos intérêts vitaux s'exposeraient à une riposte sévère de la France, entraînant des dommages inacceptables pour eux, hors de proportion avec leurs objectifs. Ce seraient alors en priorité les centres de pouvoir politique, économique et militaire qui seraient visés." A ceux qui pensent que ce discours est normal car il s'agit de l'inauguration d'un sous-marin nucléaire je dirais que la Russie sans discours fait défiler ses armes et cela suffit pour faire comprendre que la mort est en mouvement dans ces tonnes de ferraille. Ici Sarkozy tient un discours de guerre froide. Il se met dans la position simulée d'une attaque potentielle. Or, mis à part des terroristes contre lesquels l'arme atomique n'a ni effet ni sens, nous ne sommes menacés par aucun état. Aucun. Comparer ce discours avec celui d'un général de Gaulle en velléité d'indépendance par rapport aux Etats Unis, en pleine guerre froide et (presque chaude lors de la baie des cochons) entre l'Est et l'Ouest, avec un poids de la France sans commune mesure avec celui de notre pays actuel n'a aucune signification si ce n'est celle de se donner des arguments par comparaison qui pourtant n'est pas raison. La réponse passe par une meilleure union en Europe et une défense européenne commune. La meilleure réponse est une démarche de paix et de compréhension mais certainement pas ce que fait Sarkozy qui attise les haines internes à la France, divise, monte les uns contre les autres et propose des symboles en permanence qui nous ramènent à la guerre et à ses horreurs. Sarkozy n'aime pas la paix, sauf avec les dictatures. Dans cette même période, une révolte sanglante se déroule au Tibet avec de nombreux morts du côté des moines, et aussi, semble-t-il, des lynchages de chinois. La réponse de la France, si prompte à donner des leçons est limpide : un grand, un immense silence du pourtant éternel bavard sur le Tibet. Ca pour le Tibet, Sarkozchef veut la paix, la grande et muette paix. Pas un mot, pas une vague du 9 mars début des émeutes au 24 mars où selon les sources seront de 9 (Chine) à 130 (Tibétains en exil) morts. Qu'importe les déclarations de Massimo président devant le parlement européen le 13 novembre 2007 : "*Dans la Démocratie européenne, j'ajoute que tous ceux qui ont fait l'expérience de renoncer à la défense des Droits de l'Homme au bénéfice de contrats, n'ont pas eu les*

*contrats, et ont perdu sur le terrain des valeurs". Peu importe les affirmations sur le site de campagne du candidat de l'éthique et de la défense des droits de l'homme : "Je ne passerai jamais sous silence les atteintes aux droits de l'homme au nom de nos intérêts économiques. Je défendrai les droits de l'homme partout où ils sont méconnus ou menacés et je les mettrai au service de la défense des droits des femmes." Là, Aréva, mérite bien quelques massacres. La flamme olympique traversera dans la nuit des consciences un Tibet dont elle éclairera silencieusement les places où s'assombriera le sang encore humide des moines fusillés. Il est vrai que Bush a annoncé que les USA ne boycotteront pas les jeux olympiques et autres chinoiseries. Cependant la France va adresser, repris par Condoleezza Rice - à se poser la question si ce léger revirement n'est pas en accord avec la Grande Amérique, et fort de ce soutien à venir (ou grillé par la rapidité de Speedy à toujours être le premier à faire des annonces) si le petit poucet français ne pousse par un cri de poussin en gonflant la poitrine - , une demande en phrase diplomatique car si généraliste que tout est englobé : aucune responsabilité de la Chine ni aucune condamnation ne sont citées. Il faut rappeler aussi que les USA avait déjà fait appel au calme ("*Nous avons appelé tout le monde à se garder de recourir à la violence et à établir un dialogue*"). Cette France propose ses services, quinze jours - c'est long, très long - après le commencement de la révolte, dans le cadre du partenariat **stratégique** franco-chinois.*

Texte du communiqué (Publié le 24-03-08 à 13:00) :

### **Message adressé à M. Hu Jintao, Président de la République Populaire de Chine**

*Le Président de la République appelle à la retenue et à la fin des violences par le dialogue au Tibet.*

*Il a adressé un message au Président Hu Jintao lui faisant part de sa profonde émotion à la suite des événements tragiques récents.*

*Le Président de la République émet le vœu que le dialogue engagé depuis plusieurs années entre les autorités chinoises et les représentants du Dalai-Lama reprenne rapidement et s'approfondisse, afin que tous les Tibétains se sentent en mesure de vivre pleinement leur identité culturelle et spirituelle au sein de la République Populaire de Chine.*

*Le Président de la République a exprimé la disponibilité de la France à faciliter cette reprise du dialogue, dans le cadre du partenariat stratégique franco-chinois.*

Dans cette période martiale de gloire à la guerre il a fallu rendre un hommage bien senti au dernier des poilus, Lazare-Lazzaro Ponticelli, qui pourtant voulait sa mort modeste et espérait un honneur vastement distribué à tous. Le parfait contraire de

celui qui allait encenser sa dépouille et un passé qui avait appris au légionnaire défunt à haïr la guerre de son vivant. Je laisse la parole à Jean-François Deniau qui, en 1994, en parla mieux que moi : " J'ai entendu trop de propagande et je sais trop comment se monte une campagne, comment telle déclaration a été préparée pour corriger telle image et comment telle image a été lancée pour imposer tel personnage. En se servant (...) des cercueils recouverts du drapeau tricolore. Il paraît que la minute de silence devant les cercueils vaut plusieurs points dans les sondages. On se la dispute. C'est beaucoup mieux que l'embrassade des vedettes, la décoration des sportifs. "

Le nouvel et temporaire habit du président habité c'est le silence recueilli, décalé et surréaliste des Glières et le transparent communiqué de l'Elysée venu après 15 jours d'émeutes et un long silence sur les violences du Tibet. C'est aussi là la limite de l'ouverture. Kouchner se tait, et l'inénarrable Yade, souriante serre-pince de Kadhafi, absente du voyage pékinois et muette à Tunis, se manifestera – à titre personnelle (en voilà du courage) – par l'absence de sa distinguée personne à l'ouverture officielle des Jeux Olympiques en Chine (Démocratique et) Populaire. Mais Dati devrait y être parce qu'elle est de tous les voyages, elle. Voilà un quartier-maître qui essaye de " faire " le président (confusion entre métier et fonction). Que ses disciples mettent donc des cierges à Lourde pour qu'un proverbe de ce tonneau-là : " la caque sent toujours le hareng ", ne se vérifie pas. Je ne mettrais pas toutes mes économies dans ce pari-là. N'est pas Poséidon qui veut, d'autant que lui n'a ni Rolex ni Ray-Ban, mais un trident et qu'il met la tête sous l'eau.

Décidant de devenir plus sobre, l'élu du peuple a voulu faire le sage à Londres dans le carrosse royal, suivi – et cela sera ma grande interrogation de cette année sarkozyaque, la présence de Rachida Dati, tant à Wolfeboro, la seule ministre invitée, qu'à New York, qu'en Chine et qu'ici au Royaume Uni alors qu'il n'y a aucune rencontre prévue avec le ministre sans perruque de la justice, il est vrai que le budget de représentation de notre garde des sots a explosé (un petit dépassement de 100 000 euros et déjà plus de la moitié du budget 2008 dépassé à mi mars, de quoi s'offrir un cure-dent et une permanente – il paraît que l'achat de bas et de rouge à lèvres fait partie de la représentation de la justice). Un jour quelqu'un peut-être m'expliquera cette présence permanente de notre nouveau ministre des affaires étrangères (Kouchner n'était, lui, pas à Londres) oversea alors qu'il y a des dossiers à traiter en France et qu'elle ne rencontre jamais personne sur place, et qu'elle a perdu beaucoup de temps aussi à faire sa campagne municipale – en calèche, à flatter Hermès, et pourtant c'est en Dior qu'elle aime à se faire photographiée en dame fatale pour les magazines, Rachida Dati et Rama Yade, toutes deux éblouies par les ors de l'empire britannique. Après avoir fait la cour à l'Allemagne (ça c'est à l'extérieur car à l'intérieur des frontières le pays du sourd et puissant compositeur sert de remue tripes) voilà que notre Mistigri la joue sympa avec cette Grande Île qui a si bien réussi tout ce qu'elle a entrepris depuis 20 et même 30 ans, flatterie qui tombe à pique au

moment où le nouveau terminal de Heathrow régale les rieurs et mets en colère les usagers avec des dizaines de vols annulés et des bagages qui se perdent et réapparaissent après 4 heures, quand on les retrouve. Tudieu ! En voilà une idée. Une nouvelle entente cordiale (formidaaâable dira le brun anglais). Le tout petit hic, ou la toute petite contradiction qu'oublie de révéler la presse, c'est que le modèle ce n'est pas la perfide Albion, c'est nous, pardon, c'est la Politique du Maître Queue de la tambouille électorale. Il nous l'a seriné pendant si longtemps qu'on a fini par faire croire de le croire. Allons, allons. Où est la vérité ? Le plan génial concocté par cette UMP à la tête de laquelle il y a avait un génial conducator ? Ou bien il faut suivre ce qu'ont fait ceux qui nous ont mis une pâtée au Rugby malgré la lettre de Guy Môquet ? Je m'y perds dans tous ces revirements. Nous les coqs matamores étions les meilleurs avec une politique en rupture, une politique de la croissance par la confiance, une politique volontaire (Ah, un de ces mots que l'armée adore !), une politique dont cet honnête gouvernement dissimule une croissance de 0,4 points de moins que prévu et un déficit qui se creuse plus vite qu'un obèse sa tombe avec ses dents avant les élections. Faut pas exagérer, ils ne vont pas se tirer une balle dans le pied, déjà qu'à Perpignan certains bourrent les urnes avec des bulletins sortis des chaussettes du Père Noël (ce qui est très anglo-saxon ça. Chez nous c'est au pied du sapin, mais Sarkozy est devenu anglais, le temps d'un voyage). Il est vrai aussi que ce battage médiatique tombe à point justement où notre déficit fait des bonds à 2,7 % contre 2,4 prévus avec un trou de quelques 50 milliards, une ardoise de 1 200 milliards et un recul de 2010 à 2012 pour l'équilibre. Et cette adorable nouvelle emplît d'aise Martin Hirsch, le seul de tous les ministres d'ouverture qui ait obtenu l'exploit himalayesque de faire que les sans papiers ne soient pas exclus manu militari des centres d'hébergement . Il s'inquiète un peu dans le serrage de ceinture que le budget que nécessite la mise en application du RSA ne passe à la trappe. Et pour le rassurer, Devedjian pense tout haut que les tests de cette mesure ne lui semblent pas concluants et que tout cela est bien cher. Il ne s'en est pas inquiété de la cherté des solutions gouvernementales quand celles-ci allaient coûter en année pleine environ 14 milliards de paquet fiscal ne concernant que ceux qui en payent, contre 3 ou 4 pour les pauvres imbéciles qui n'arrivent ni à se lever tôt ni à travailler plus pour gagner plus.

Ce qui est étonnant, c'est ce que fait notre époux d'une mannequin à la nudité opportunément re-dévoilée – ce que la douce presse outre-manche n'a pas manqué par une humour bien feutré de révéler au moment de la venue de Carla qui pouvait voir dans le regard des hôtes, cet œil faussement éteint qui fait passer du rouge de la colère au rouge de la honte. Ne croyez pas qu'elle ait posée nue m'indigne, car elle l'a fait dans son rôle et dans la justesse de son trajet de top model un peu légère. Et cela est sa vie. Pour moi, elle n'a aucune culpabilité, si ce n'est d'avoir épousé quelqu'un qui est l'opposé, de façon drastique, de ses propres convictions personnelles, mais cela est un autre débat. La culpabilité est celle de son époux qui a accepté ce cortège sulfureux, confondant une image de Don Juan de pacotille avec une certaine hauteur de vie d'un président, et croyant voir à l'avenir dans le regard des autres

homme une supposée jalousie qui le flatterait jusqu'à l'indicible, ce goujat catégorie trois, a choisi Carla comme une parure pour lui en tant que maître de la destinée de la France. Il paraît que ce voyage a rendu fou les britanniques de la Carla (italienne, faut-il le rappeler, si son mariage a pu lui conférer la nationalité française – immigration choisie, Brice de Clermont-Ferrand veille, encore faut-il qu'elle ait choisi de l'accepter, cette néo-francité possible n'en change en rien son origine contrôlée transalpine). La presse aux ordres raconte à mots mielleux que le prince n'en prend pas ombrage, ce qui est pourtant le contraire de l'engueulade qu'a prise le journaliste du *Figaro* quand il supputait que cette gloire éteignait quelque peu le soleil rayonnant et universel de son excellence. Il fut vertement remis à sa place. Le sourire au zénith transmanche de l'épouse n'est que politique, l'homme d'état espérant raccrocher sa destinée sondagistique aux ébahissement du côté de la Tamise. Du reste, notre bon Figosky aidé par le non moins bon institut de sondage Opinion Way (vous pourrez vérifier et cela est instructif) apprennent en commun à la France ébahie que 58 % des Français approuvent le changement de style de notre Luminescente Majesté élue. Le titre est gros comme le Parthénon. Page 3. Vous ne pouvez pas le manquer. Dans le texte, on apprend que ce sondage serait fait la veille de l'escapade en carrosse du couple magique. On sous-entend, la veille donc qu'il ne peut en aucun cas y avoir de corrélation entre la hyper-sur-médiatisation avec commentaires hyperboliques de ce voyage et les résultats du sondage. France 2 a comme du temps de Zitrone fait 25 mn de direct en plein journal de 13 heures comme s'il s'agissait de l'émission phare de *Point de vue* et comme si en ces 26 et 27 mars plus rien au monde n'existait, plus de Tibet, plus de Chine, plus de déficit abyssal, non, la terre se résumait à un pays, à une ville, à un point où quatre pèlerins se tenaient en rang d'oignons ( " Vous avez vu le président a effleuré la main de Carla ! ") pour voir passer des chevaux princiers, et à des roues de calèche au bel effet stroboscopique, à des " journalistes-flagorneurs " qui répétaient le mot *important* de façon réglée toutes les 80 secondes pour se convaincre, selon la bonne méthode Coué qui a fait ses preuves, que c'était vrai tout en pensant le contraire, qui nous bassinaient de symboles et de signes forts sans jamais nous en dévoiler ni la profondeur ni le sens. Or ce sondage n'a aucunement été fait la veille, mais bien les deux jours du voyage encensé. Si vous y voyez une tentative de choisir le meilleur moment pour poser les bonnes questions pour que les bonnes réponses sortent du chapeau du magicien, c'est que vous voyez le mal partout. Laissons le bénéfique du toute. En revanche le titre si gras, si gros, si riche est lui totalement faux. Ce titre sera corrigé par deux fois sur le site internet du *Figosky*, mais par sur le journal papier imprimé aux aurores défuntées. Les super fainéants de journalistes auront repris le titre sans même jeter un regard ni s'être plongés dans le sondage. Car Ô Malheur, Ô Damnation : c'est particulièrement et outrageusement faux. D'abord seuls 49 % des Français selon ce sondage réalisé de façon tout à fait opportune en plein cirque médiatique, trouvent que le Bling Bling en chef a changé et ensuite seulement 58 % de ceux-ci (Ah vous avez compris, la coquille où l'énamourée rédaction lit tout de travers, car le journaliste lui se défend d'avoir composé le titre) ont trouvé que c'était en bien. Petit calcul simple 58 % de 49 % = 28,4 %. On est

très très loin du gros titre. La déontologie et l'honnêteté de cette propaganda-gazette sont tels qu'il y a eu le lendemain un correctif de quelques millimètres en page trois aussi. Le titre a marqué les esprits, réchauffé le cœur des uns, redonné du courage à d'autres et fait croire au plus grand nombre un bon gros mensonge bien de chez nous. Le plus étonnant c'est que le Figosky a ensuite, sur son site Internet, modifié (deux fois successivement) le titre mensonger pour à nouveau tromper les lecteurs car il a fait un titre qui transformait un fait brut (49 %, au passage devenu la moitié, des Français avaient constaté un changement) comme un événement positif (comme si changer était positif en soi). Or le constat est plutôt tragique car 71,4 % des Français pensent donc a contrario soit qu'il n'a pas changé (or l'état précédent était jugé négatif) soit pour 20,6 % que s'il avait changé ce n'était pas en bien (donc au mieux en aussi mal et au pis en pire). Ceci nous fait un total stratosphériquement défavorable de plus de 70 %. On est à des distances spatiales du titre premier et du sous-entendu du titre troisième du site. Le correctif papier est passé inaperçu, bien évidemment. On disait que si la France n'avait pas de pétrole elle avait des idées. Aujourd'hui elle a aussi des journaux sérieux et indépendants.

De ce voyage ne bruissent plus que les louanges de la belle Carla, et vaguement au loin sous les murmures élogieux entend-on à peine le son du cor au fond la forêt annoncer que la France et le Royaume Uni devenaient des frères de sang. Mis à part effleurer la main de la Belle, se tortiller comme un ver et partir comme à son habitude avant la fin du repas donné à son honneur par le flegmatique et presque éteint Gordon, Flash n'étant pas celui que l'on croit, notre Monarque voyageur, s'il ne s'occupe de la France qu'en mots et longs discours ornés d'oriflammes célestes trempés dans une encre bien sombre de conseillers qui se gargarisent en public de leur prose ampoulée et dangereuse, a une autre activité bien plus prenante et plus concrète : mettre à sa botte le parti du roi.

Avant de parler de ses activités franco-françaises, il faut bien s'arrêter un instant sur ce voyage londonien du couple transalpin. La presse de son côté a surmédiatisé l'italienne de charme et sa compétence à faire des révérences. Gala a pris le pouvoir au sein des rédactions politiques. Tout était discours sur l'a-t-elle bien descendu ? (ou plutôt a-t-elle bien révééré la reine mère ? par une courbette ni trop prononcée ni trop raide, souple et élégante) La couleur gris souris était-elle celle qui convenait à cette occasion ? Dior était-il le bon choix ? Enfin, un style très patinage artistique. On ne parlait plus du fond, mais uniquement de savoir si l'élégante épouse du tribun permanent par son attitude très stylée, sa réserve tranchant avec ses effeuillages passés allait repréidentialiser le président. Or, l'irréformable va-t-en guerre de Nicolas, Tsar de toute les Frances, annonçait, ce qui n'est pas une paille, l'envoi de troupes françaises en renfort en Afghanistan. Croyez-vous qu'il aurait fait cette annonce en France ? Croyez-vous comme le suggère la Constitution, cette décision fût précédée d'un débat devant le peuple rassemblé et représenté en Assemblée ? Que nenni. Les anglais ont écouté les premiers. Manquement à la courtoisie due à la République,

fanfaronnade de celui qui décide, mépris des institutions. Ce n'est que la suite logique de l'annonce devant le CRIF de sa visite à Israël. Inutile de s'étendre sur la chose, vous en pensez autant que moi. Il n'y a plus en France ni courtoisie, ni gouvernement, ni Assemblées. Il n'y a qu'un Grand Maître qui décide de tout, partout et en tout lieu, et qui annonce tout (et souvent son contraire) tout le temps. On reviendra à cette affaire lors du sommet de l'OTAN à Bucarest. Pour l'instant nous revenons aux activités hexagonales de notre Vercingétorix.

En effet il semble ne faire que cinq choses en plus de divorcer et de se remarier :

- vacances luxueuses et restaurants de prix (on apprend, alors que l'Elysée paye au mois toute une batterie de cuisiniers et de serveurs, il enrichit par la cassette de l'Etat, le Bristol flamboyant restaurant et hôtel de statut privé, deux ou trois, parfois même quatre, fois par semaine quand certains repas atteignent avec la facilité que vous avez à éternuer les 200 euros - le menu de base, à **midi seulement**, est à 92 euros, la pomme au four à 32 euros, pour de petites ripailles et assez souvent il convit à sa cantine - où les tickets restaurants ne sont pas acceptés - ses petits copains. L'état deviendrait modeste. Ah bon ?)
- Des discours (j'ai compté au 27 mars environ 57 discours en France, 34 discours sur le Monde, 31 conférences de presse et 7 entrevues), des promesses, des directives, des lancements de commissions (alors que tout était prêt comme de bien entendu), des autosatisfactions, des hyperboles. Et le lancement des commissions : plus de 20 au moins, ce qui est fort savoureux quand le 4 avril notre actif et sur actif efficace annonce qu'il a été élu non pour faire des commissions mais pour agir, savoureux quand cette UMP avec son chef disaient que tout avait été concocté avec science et méticulosité, une sorte de prêt à l'emploi, juste un peu d'eau, au four et vous avez un beau gâteau.
- Des voyages : au 27 mars moins 32 à l'étranger soit 40 jours absents et 41 en France
- Recevoir à l'Elysée : telle victime, telle " personnalité " pour lui donner des médailles ou le circonvenir dans telle ou telle mission, ou pour tel ou tel poste
- Diriger son parti avec magouilles électorales, nominations et renvoi des dirigeants, réception tous les mercredis à l'Elysée des leaders de la majorité.

On se demande donc quand Gribouille s'occupe de la France et des Français - il est vrai aussi que notre bon roi Dagobert, s'il ne met jamais sa culotte à l'envers, en revanche fait beaucoup de choses à l'envers (suppression de la publicité des chaînes publiques, puis interrogation et lancement d'une commission d'évaluation) ce qui augmente le niveau de bruit général, multiplie les parasitismes et les activités et ralentit considérablement l'efficacité et par voie de conséquence augmente l'activité inutile mangeuse de temps efficace - , comme on se demande quand Dati qui a déclaré qu'elle passerait deux demi-journées par semaine à la mairie du VII comme nouveau premier magistrat, (carton plein pour la rémunération en revanche, il faut bien payer les

bas et le rouge à lèvres) temps donc déduit de son ministère qu'elle déserte assez souvent pour ses passages télé, ses entrevues avec photos vaporeuses pour les journaux, ses manifestations de femmes, ses escapades multiples en voyages officiels dans le monde entier en 80 jours, va s'occuper de la justice et quand Kosciusko-Morizet et Bertrand vont eux aussi s'occuper de leurs petits et grand ministères alors qu'ils ont été nommés à la direction pléthorique de l'UMP par lettre de cachet pour surveiller Devedjian. Du reste celui-ci confirme que ces deux derniers ont tellement mieux à faire que de s'occuper des petites affaires gouvernementales qu'ils vont, c'est la grande mode – faire le tour de France (Sarkozy est fan de deux roues mues à la force du mollet et des anabolisants) – mais le tour de France de l'UMP ! Bien, le gouvernement est parfaitement neutre, cela nous rassure. Extrait (Figaro.fr du 28 mars mise à jour à 22 h 49 (la presse presse la nuit c'est connu)) : **Xavier Bertrand, votre nouvel adjoint, est-il là pour vous cadrer ?** *Au contraire, il est là pour m'épauler. C'est un soutien puissant qui va m'aider à mettre en œuvre le plan d'action que j'ai proposé au président de la République. Je compte emmener rapidement Xavier Bertrand et Nathalie Kosciusko-Morizet, mes deux nouveaux adjoints, faire le tour des villes où nous avons vécu des échecs, comme Strasbourg, Toulouse et Reims, afin qu'ils mettent leur notoriété et leur force de conviction au service de la relance de notre mouvement. L'UMP doit faire des efforts de pédagogie. À cet égard, la présence de ministres à mes côtés est un atout et me renforce.*

Comme nous l'avons vu, une des occupations favorites, pour ne pas dire celle qui peuple en majorité sa vie bien triste, de notre Sire, c'est la machine à broyer le Modem, détruire l'opposition, brider la Démocratie et particulièrement à préparer 2012 : l'UMP. On assiste en effet à un phénomène rarement hypertrophié à ce point, à part comme mode de gouvernance en République Populaire de Chine avec le PCC ce que nous avons vu lors de la modification des statuts du parti aux ordres et majoritaire en sièges à l'Assemblée Nationale quoique, et de loin, non majoritaire en voix.

**Quelles sont les principales étapes de votre plan d'action ?** *D'abord, je vais réunir le bureau politique d'ici à dix jours pour valider la nouvelle direction et mon projet pour l'UMP.*

C'est vrai que l'on peut se poser la question du travail effectif de notre caput capitis pour le bien de la Nation. Entre ses voyages, ses discours, la direction de l'UMP, la préparation des élections, le suivi des élections, les coups tordus, les rencontres pour débauchages, les réceptions, les vacances, les décorations quel est le temps qui lui reste ? Quelles est la part de son cerveau que TF1 a laissé disponible pour la réflexion ? Ce qui est remarquable c'est sa capacité à recevoir la victime du jour. Récemment c'était le président du club de Lens lors de la finale contre le PSG à cause d'une banderole qui a fait beaucoup de bruit, d'autant plus de résonance que le film de ch'tis a cartonné à plus de 17 millions d'entrées. Notre Omnipotence pourtant a un agenda surbooké, comme il l'avait dit à la journaliste de CBS. Il n'avait pas que cela à faire. Ainsi, avec un emploi du temps de ministre, trouve-t-il toujours le moyen de recevoir le dernier faits divers en cours. Le père de l'enfant enlevé, le marin qui l'a

insulté, l'élève brimé. Il a toujours un mot gentil. Et toujours une bonne leçon à donner au coupable. Il va toujours agir, oubliant qu'il y a une séparation de pouvoir entre l'exécutif et la justice, ou entre le président et le ministère de l'éducation, enfin entre le justiciable, la justice et lui. Ce n'est pas de la disponibilité c'est de la fainéantise et de l'électorisme. A recevoir des victimes, il crée de facto une injustice définitive. En effet, il ne peut pas toutes les recevoir, alors le tri s'effectue en fonction de l'émotion collective du moment. Sa politique compassionnelle, outre le fait qu'elle nous accable de lois de circonstance, réduit le rôle du chef de l'Etat à celui d'une assistance sociale. Quelle que soit la dureté ou la tristesse des situations, ce ne sont que des cas particuliers, et pour la plupart pas plus symbolique que les dizaines d'autres cas semblables. C'est injuste et c'est néfaste. C'est une intervention permanente, émotionnelle, d'où la raison est exclue. Cette attitude a pour effet de créer des espoirs comme à Gandrange par exemple, espoirs forcément déçus car le Président, quoi qu'il pense, n'est pas un démiurge et ne peut résoudre les problèmes par ses simples incantations électoralistes. Sa bonne denture ne nous a apporté un gramme de croissance de plus, et c'est le contraire qui est arrivé.

Il me semble que l'on n'a pas analysé l'attitude du roi de la parole comme étant le désintérêt absolu de la France et de la tâche de haut gouvernant qui est celle de celui assis à la droite du Père. S'il parle tant, s'il se déplace tant, s'il reçoit tant, ne serait-ce pas pour trouver toutes activités qui le détournent volontairement de sa fonction ? S'occupant du fait-divers et de l'actualité, se préoccupant de l'UMP et des élections, voyageant, faisant des discours brumeux aux envolées ineptes, créant des civilisations comme vous vous faisiez un pâté de sable au bord de la mer à quatre ans, coupant un jour la publicité à la télévision, supprimant un autre jour les quotas de pêche, convoquant Dieu et ses fidèles, embrassant les Anglais et Poutine, Bush et le roi d'Arabie, il s'applique de toute son énergie à ne pas rester en place pour éviter d'être derrière son bureau pour étudier les dossiers et réfléchir. Et si toute cette activité nécessite beaucoup d'énergie, elle ne nécessite en revanche aucun effort. Et c'est là la grande confusion qui a permis à ces journalistes béats de dire que Sarkochef était travailleur et compétent. Or les multiples exemples montrent le contraire : son ignorance crasse concernant Al Qaïda alors qu'il était tout à la fois en tant que ministre de l'intérieur superviseur de la DST lui qui confond sunnite et chi'ite, et responsable du culte, lui qui confond confession religieuse et ethnie, lui qui ignore que EDF a 80 % de son énergie d'origine nucléaire alors que le premier béotien venu le sait car EDF l'a tant crié de fois sur tous les toits et lui était en tant que ministre de l'intérieur responsable de l'aménagement du territoire et bien évidemment en contact avec notre électricien monopolistique, lui qui ignore qu'une loi ne peut être rétroactive alors qu'il a été député et qu'il a été ministre et qu'il est président, lui qui se trompe dans le dossier des retraites et annonce une hérésie aux pauvres gars de la SNCF qui, ébahis, sont heureux d'apprendre de nouvelles dispositions qui ne sont pas dans la loi, lui qui supprime les quotas de pêche, bien que ce soit impossible, comme on efface la craie blanche sur une ardoise noire avec une éponge humide, lui qui promet

d'intervenir pour Gandrange alors que l'Europe l'interdit, lui, en fait, qui ne connaît rien aux dossiers mais fait illusion car il parle fort et empêche la contradiction. Comment les journalistes ont-ils pu lui faire cette promotion sur sa soi-disant compétence ? Et c'est ce qui se passe à l'Elysée. Les dossiers, la réflexion, la menée à long terme du pays l'emmerdent au plus haut point. Lui qui devait prendre la mesure de son poste, se moque de la France comme d'une guigne. Ce qui l'intéresse c'est vibronner, aller à des dîners de Gala, jouer au chef d'Etat reçu en chef d'Etat, dire qu'il est si fort qu'il peut appuyer sur le bouton rouge, avoir le pouvoir tel qu'il peut épouser une femme tellement qu'elle est belle qu'elle a été mannequin. Tout est pour la galerie, avec en arrière fond une irrépressible obligation de toujours plus, toujours plus promettre, toujours plus être devant, toujours plus briller, toujours plus, toujours plus. A réalité c'est que Sarkozy est un grand fainéant. Le travail n'a rien à voir avec le temps passé à faire des combines, à se déplacer ici et là, à faire des réunions, à aller se planter comme un manchot sur le plateau Glières en pleine neige, à recevoir tel héros qui n'en est pas un. Non, cela c'est de l'activité, du mouvement, du bruit. Cette activité peut user les nerfs et demander de l'énergie, mais pas d'effort. L'effort c'est bien autre chose. C'est creuser un sillon, c'est étudier à fond un dossier même si cela est ardu et sans gloire. L'effort ce n'est pas de se promener au pied des Pyramides, ni de faire une trempette de canard dans un lac américain. Finalement Sarkozy est l'hybride de Mitterrand et de Chirac, le machiavélisme politique sans conviction et la trahison avec frais de bouche en œuvre d'art, mais sans la culture du premier et sans la fidélité chaleureuse du second. Il existe par l'air qu'il déplace.

Une grande partie de son énergie, en dehors de celle qu'il met dans ses conquêtes féminines avec or et motards aux frais de la république, va directement dans ses activités de basses politiques. Sa mission, qu'il a acceptée, est d'exploser le PS avec force débauchage et d'écraser le Modem avec petits coups tordus, créations de satellites. Cette basse besogne le délecte. Si on n'est pas avec lui on est contre lui. Mais il lui faut un équilibre. Son équilibre il le trouve avec son joujou, l'UMP. Lui le coucou qui s'enorgueillit de ses réussites, n'a pas créé cette pieuvre. Ce conglomerat fondé en 2002 sur les débris du RPR et de la décomposition de l'UDF. Cette Union pour la Majorité Présidentielle, ce que l'on a bien oublié, était un autre RPR au service de Chirac. Une armée de moines soldats. Cette structure contre nature a tout bouffé. Les Méhaignerie et Douste Blasy, les Gaudin et autre Madelin, les Longuet et autre Léotard ont cru que de l'intérieur on avait du poids. Mais où a-t-on jamais vu qu'un rallié avait du poids ? Nulle part. Un allié oui, un rallié jamais. Qu'importe. La vérité veut que ce parti pseudo-monolithique, fait de nombreux courants (Libéral, Social, Gaulliste, Souverainiste, chiraquien, villepiniste, sarkozyste ...) s'est solidifié uniquement par la peur et la force de la victoire espérée. Le coucou royal y a bien fait son nid. Il a modifié les statuts à sa convenance pour en devenir le seul président. Une fois parti pour de plus hautes destinées, il a fait modifier ces mêmes statuts. Et voilà donc qu'en mars 2008, la défaite aidant, lui ne pouvant être tenu pour responsable, il a fait jouer les orgues de Staline. D'abord Estrosi, qui modestement

disait que maintenant maire de la 4<sup>e</sup> ville de France plus rien ne pouvait se passer dans le noble hexagone sans son avis éclairé qu'il ne va se priver de donner, tape à grands coups de gourdin sur Devedjian. La Isabelle Balkany, le traite, elle, d'un amical Mao. La défaite ce n'est pas Manitou, c'est l'UMP. Ce n'est pas l'UMP, c'est Devedjian. Alors il faut le faire payer. Lui couper la tête n'est pas la meilleure technique. Il avait un peu trop ironisé en disant que l'ouverture pouvait aller jusqu'à l'UMP. Il va voir de quel bois se chauffe le père spirituel de l'Union Pour Moi-même. C'est donc à l'Élysée que se modifie l'organigramme du parti. Nous l'avons vu plus haut, deux ministres, en contradiction absolue avec l'impartialité de l'État et avec la séparation des pouvoirs, en contradiction absolue avec la charge de travail d'un ministère, deux ministres : Bertrand et Kosciuzko Morizet (parité presque respectée : 1 sur 3, mais ne nous arrêtons pas pour si peu, car les 3 vice-présidents sont des hommes ce qui cette parité réduite à 1 pour 6, ne soyons pas mesquin l'UMP veut juste dire qu'une femme vaut 6 hommes) encadre sévère Devedjian et montre au petit Fillon qu'il doit se méfier de se sentir pousser des ailes. Du reste un dernier sondage fin mars montre que le Roi Lion rebique et que le fantôme de la rue de Varennes baisse lui de 4 points. Il ne perd rien pour attendre. Le petit salaupiaud n'a rien fait pour protéger son leader naturel de son large coffre, la broussaille de ses sourcils vont sentir le retour de flamme. Donc ce nouvel organigramme n'est pas décidé ni au bureau politique ni dans les autres instances de l'UMP mais à l'Élysée. Était-il possible qu'un homme seul eût pu remplacer son Excellence à la tête de l'UMP ? Voyons soyons sérieux. Si nul, en général, n'est irremplaçable, il faut bien une exception pour confirmer la règle. Massimo est remplacé par, tenez vous bien, : trois vice-présidents, trois porte-parole, un secrétaire général et deux adjoints puis 15 autres péquins. Si vous vous offusquiez de cet attelage anti-démocratique entre un parti et le pouvoir, entre ces liaisons dangereuses où on dispose de la replica exacte des instances de l'Élysée à l'UMP, les aboyeurs majoritaires vous retourneraient de très haut, le nez levé, une claque verbale en disant que voilà la transparence au pouvoir et que l'hypocrisie a cessé et que, bien évidemment avant c'était pareil. Ne vous laissez pas écraser les orteils car c'est absolument faux et c'est vérifiable que c'est faux et archi faux. Jamais, (au grand jamais) il n'y a eu une telle collusion entre le pouvoir et un parti majoritaire. Jamais. Ceux qui vous disent le contraire mentent et appliquent la technique de communication d'affirmation péremptoire, mais ce n'est qu'une technique. Demandez leur des preuves, des organigrammes, des noms, des postes, des fonctions. Ils resteront courts, et comme Pépin, très brefs. Il ne faut pas se tromper. Ce n'est pas de la petite bière. C'est un danger véritable pour la démocratie.

Estrosi, qui n'est pas en manque de formules éculées, a appelé cette nouvelle organisation (et qui lui donnerait tort ?) d'armée mexicaine. Une armée mexicaine pour gouverner un parti de fainéants, sans idées, un machin snob ! J'aurais aimé que ces joyeux qualificatifs vinssent de ma plume légère, mais ils dégoulinent du dégueuloir de monsieur Mimosa. Ces déclarations nous posent quand même quelques questions. En effet, nous pauvres innocents que nous étions, nous pensions que ce mouvement

politique était: travailleur, efficace, plein d'idées. Et si par hasard un quidam disait une parcelle de ces affirmations, nous avions Karouchi et la Castafiore qui sortaient le bazooka et rappelaient à nous Vichy et les années 30. Rien de moins. Pourtant nous devrions pouvoir faire confiance au roi du Carnaval et du pays du 4é âge quant à connaître la réalité confondante du parti présidentiel.

Quand les choses vont mal on appelle la cavalerie à la rescousse, notre Geronimo, lui demande à sa squaw de faire un petit article pour le sortir du piège de sa plainte contre Airy Routier. Le journal de référence, autrement appelé en son temps, le second organe officiel de la propaganda pro-Lider, vient d'ouvrir ses colonnes à une curieuse chanson sans musique, mais avec une bonne petite badine. La nouvelle institutrice de l'éthique "médiale" donne une correction aux mauvais journalistes qui font du mauvais journalisme.

Nous sommes heureux d'apprendre que la fameuse (et ou fumeuse) affaire du SMS de Sarkochef à l'ex-première dame est close. Ce dernier vient, part la plume de sa femme tellement elle est belle qu'elle était mannequin, nous faire savoir qu'il retire sa plainte. Excusez-moi si je suis un sale petit garnement jamais content et qui ne respecte rien - et si cela me vaut quelques volées de bois vert sur mes frêles épaules à les ensanglanter, j'en accepte par avance le martyr - mais je vais me poser tout haut des questions bien senties.

Pourquoi *Le Monde* ?

C'est la première interrogation qui me vient à l'esprit et qui me chatouille tant du côté du fond que de la forme. Effectivement le coupable de l'information, bidonnée ou non, est Airy Routier (sympa selon RTL) dans l'expression internautique de l'hebdomadaire du *Nouvel Observateur*. La logique eût voulu que cela se fit dans cet organe-là et non ailleurs. Une autre logique eût prévalu : un texte à l'AFP, car cela est sans favoritisme. La raison ou les raisons de ce choix me sont inconnues, et comme je ne suis ni journaliste ni enquêteur je tombe sous le coup de la loi carlesque, mais je m'en moque. Je ne peux croiser aucune source car je n'en ai pas (sauf celles visibles par tous : les sites internet). Je ne peux émettre que des suppositions. En revanche, on peut mettre en cause l'acceptation du *Monde* à la publication de la supplique de l'épouse élyséenne. En effet, on s'aperçoit que le milieu de la presse vacille entre du corporatisme et de l'autodéfense groupée à la plus singulière loi de la jungle avec chacun pour soi. Mon scoop à moi. On l'a bien vu avec le lynchage lors de vœux de l'Omnipotent du rédacteur en chef de *Libération*, Laurent Joffrin devant les rires à

peine voilés de ses confrères, alors que l'attaque était insidieuse, à partir de fondements particulièrement faux, et sans possibilité de réponse pour le fusillé public. *Le Monde* aurait dû prier la gent dame de faire sa réponse dans *Le Nouvel Obs* d'autant qu'elle entame sa romance par : Le texte de la charte signée en avril 2004 entre Claude Perdriel, PDG du *Nouvel Observateur*, et les représentants de la Société des rédacteurs prévoit que *"l'objectif des articles est de présenter les faits aux lecteurs avec la plus grande rigueur et la plus grande honnêteté. Toute information doit être recoupée et vérifiée. La rumeur doit être bannie, la citation anonyme évitée et la source indiquée aussi précisément que possible"*, et il ajoute : *"L'usage du conditionnel de précaution est proscrit sauf exception visée par la direction de la rédaction. Ne sont publiées que des informations dont l'origine est connue. La vie privée des personnes est respectée."* Ce même hebdomadaire qui avait déjà répondu par l'intermédiaire de Jean Daniel parlant d'une erreur et qui fera un article ultérieurement sur cette affaire. La justice et la justesse auraient dû prévaloir et ce n'est pas *Le Monde* qui aurait dû publier cette mise au point.

Pourquoi est-ce Carla et non "son mari" qui annonce le retrait de la plainte ?

On peut effectivement s'étonner que ce n'est pas celui qui avait fait grand bruit autour de ce SMS qui annonce officiellement le retrait de sa plainte. En quoi Carla est-elle fondée à le faire ? Certainement pas juridiquement. Mais, en matière de communication, on peut supposer que tout a été pesé au château. Et même si certains donnent raison à la nouvelle prima donna de l'avoir fait parce qu'elle a été blessée, ce droit de s'exprimer devait se faire dans les bonnes colonnes ou à l'AFP et sans annoncer le retrait de la plainte. Il y a dissymétrie d'annonce entre la plainte et son retrait. Cette dissymétrie laisse à supposer une nouvelle manœuvre.

Pourquoi le retrait de la plainte ?

C'est une question majeure. Airy Routier ne s'est absolument pas excusé publiquement de son article, il a même confirmé ses assertions, y compris après les dénégations vigoureuses de Cécilia Ciganer ex-Sarkozy. Or, la plainte est clairement énoncée pour faux et usage de faux. Si Routier persiste dans ses déclarations, il n'y a aucune raison de retirer la plainte sauf par peur d'un imbroglio duquel le cheftain ne s'en serait pas

ressorti indemne. Cela a dû paraître évident que cet engagement judiciaire était une voie sans issue pour le président. Du reste, la femme du locataire de la Lanterne qui fustige cette mauvaise presse (or, tous ces principes ont été bafoués par Airy Routier, pourtant signataire de cette charte, dans l'article qu'il a commis sur le site du *Nouvel Obs* à propos du SMS présumé que le président aurait adressé à son ex-épouse juste avant notre propre mariage... Le problème n'est pas non plus l'existence elle-même du SMS en question, car si le SMS avait existé, si la rumeur avait été avérée, c'eût été par hasard, au terme d'une vague indiscretion, d'un "quelqu'un m'a dit", et non d'une investigation rigoureuse... Voilà bien le problème : quand on est indiscret, il faut être sûr de ce qu'on raconte. Ce qui est malhonnête et inquiétant dans cet épisode, c'est qu'à aucun moment l'"information" n'a été vérifiée, recoupée, validée. De son propre aveu, Airy Routier n'avait pas vu (et pour cause !) le SMS, qu'il a pourtant présenté comme un fait.) nous parle d'une lettre d'Airy Routier pour elle-même et que cette lettre aurait entraîné le pardon du chef et donc son retrait de plainte. Or, Airy Routier dans cette entrevue déclare qu'il n'a pas été au courant de cet article et surtout il a répété ailleurs qu'il maintenait sa vérité. Cette fameuse lettre, privée elle aussi, dont Carla parle, mais sans en révéler le contenu, ce qui est de ce fait tout autant peu déontologique que le fameux faux ou vrai SMS, dans une moindre mesure car les conséquences ne sont pas les mêmes et parce que la lettre existe, est instrumentalisée par Carla qui tente de lui faire dire ce qu'elle ne dit pas et elle lui donne un pouvoir de pardon totalement impossible dans le contexte de la plainte.

Qui a écrit ce texte ?

Il serait bien de savoir comment ce courrier a été composé. En effet, on y retrouve un mélange de sabir qui se veut lettré ici (avec Beaumarchais, comme si l'énoncé d'un nom connu pouvait justifier toute pensée) et bon peuple là avec "des sources en béton " ou pire encore " il s'est senti libre d'écrire ce qui lui passait par la tête ou par l'oreille." On peut passer à côté du risible "mon mari ne s'en prend pas à la liberté de la presse (qu'il a toujours ardemment défendue : qu'on se souvienne, pour cela, de l'affaire des caricatures du prophète dans *Charlie Hebdo*), mais au droit de dire et d'écrire n'importe quoi. De ce point de vue, loin de se conduire en despote, c'est la liberté de chacun qu'il protège." En effet chacun sait les attaques ad hominem contre les journalistes (photographes à Wolfeboro, journaliste de *Libé*, Joffrin, au Portugal, à *Paris-Match*, etc., les éditions First...) Comme chacun sait que pour le procès de *Charlie Hebdo* il a été un des derniers à intervenir. Comme chacun sait que tous les autres

présidents ont été attaqués de façon virulente par les journalistes et même il y en a un qui a échappé à un attentat avec des balles réelles, et que depuis Giscard aucun président n'a porté plainte et que de ne pas porter plainte cela n'a pas privé la presse de sa liberté. Il y aussi cette phrase "Si, tel le pire des magazines trash, *Le Nouvel Observateur*, trahissant sa charte, sa vocation et même son nom, n'observe plus mais invente ce qu'il raconte, quel rempart nous reste-t-il contre l'hystérie de l'époque ?" dans un français de caniveau (trash) sans aucun rapport à la réalité de cet hebdomadaire ni avec ce vocabulaire de la pensée unique et vite faite mal faite de "l'hystérie de l'époque". Enfin que vient faire là ce surprenant Gad Elmaleh "*C'est la porte ouverte à toutes les fenêtres*". Cela n'a strictement aucun sens ici. Sorti de son contexte cette phrase n'a ici sa place que pour mettre les rieurs de son côté. On dirait bien une tirade à un Guaino qui se lâche et qui comme d'habitude tombe complètement à côté de la plaque. Cette phrase n'est que du comique pur par l'absurde. Il ne signifie rien. Il ressort de l'écriture de ce texte une sorte d'écriture militante, genre UMP, avec toutes les ficelles du métier. Les rieurs ont donné en pâture le nom de Catherine Pégard comme scribesse aux ordres. Elle a démenti.

La conclusion que j'en tire est que cette lettre est une erreur manifeste. Carla Sarkozy attaque violemment *Le Nouvel Observateur* et Airy Routier, alors qu'elle n'est qu'une victime collatérale et qu'elle se sert d'une tribune pour annoncer un fait qui aurait dû l'être par la voix de Sarkozy lui-même ou de son avocat, qu'elle donne des leçons en particulier d'investigation alors qu'elle ne démontre en rien ses propres investigations pour prouver qu'Airy Routier n'a pas fait lui son métier. Elle affirme tout simplement. Ce SMS partage de façon brutale les observateurs. Fallait-il le publier ? Est-il vrai ou faux ? Cette "réponse" si tant est que l'on puisse appeler cela une réponse quand Carla n'est pas concernée directement - et même si elle l'est indirectement et fortement, c'est comme quand quelqu'un parle à la place d'un autre comme si cet autre était incapable de se défendre lui-même ce qui dévalorise la victime surtout lorsqu'elle se considère comme un dur de dur - a un effet pervers. En effet, à la tardive dénégation de Cécilia (pourquoi non tout de suite) qui a rendu sa déclaration suspecte (à ceux qui disent qu'elle a d'autres raisons valables et honnêtes ou honorables d'avoir attendu je répondrais trois choses : Un- si c'est par vengeance pour bien laisser développer l'affaire ce n'est pas très beau. Deux- si elle dit la vérité et qu'elle n'a pas reçu ce fameux SMS et dit la vérité, toute la vérité, rien que la vérité et ce toujours alors lorsqu'elle parle de son mari et qu'elle en dit qu'*il est pingre, ne fait pas président, n'aime pas ses enfants, ne pense qu'à lui et est un sauteur*, alors cela aussi est vrai et ce n'est pas beau. Trois- si on met en doute ces dernières paroles, on met en doute sa dénégation, il ressort de toute façon qu'aucun éclairage net de

cette affaire ne sera jamais fait), s'ajoute le fait que la police a les moyens de savoir si ce n'est le contenu du SMS (les serveurs des opérateurs téléphoniques ne gardant pas assez longtemps les textes des SMS) du moins s'il y a eu des SMS envoyés entre les deux protagonistes et que d'évidence il y en a eu, et se surajoute cette tribune du *Monde* qui nous annonce le retrait de la plainte par personne interposée et pour une raison bidonnée : une lettre qui n'est ni adressée au plaignant ni un reniement des affirmations de son auteur. Cette colonne offerte à Carla Sarkozy apparaîtra comme l'envoi au feu d'un bon petit soldat pour masquer une situation d'où Minimo ne pouvait sortir sans dommage et par la méchanceté et l'injustice journalistiques envers la victime créer une nouvelle fois de la sympathie pour le défenseur de la liberté de la presse.

La lettre d'Airy Routier

Paris le 12 mars 2008

Madame Carla Bruni Sarkozy

Palais de l'Élysée

55 rue du Faubourg St Honoré

PARIS (8è)

*Madame,*

*En marge de la controverse publique concernant la publication, sous ma plume, du contenu d'un SMS contesté, je tenais à vous dire, personnellement, que je regrette de n'avoir pas mesuré alors à quel point cette publication avait pu vous blesser.*

*C'est pourquoi je vous adresse toutes mes excuses et vous prie de bien vouloir les accepter.*

*Veillez croire, Madame, à l'expression de toute ma considération.*

En marge de ces turbulences, et après les écrits de la néo-épouse, nous avons découvert que le fils de était devenu le Patron de la section neuilléenne de l'UMP. Je ne m'étendrai pas sur cette péripétie de la création de la dynastie Sarkozy & fils. Juste quelques petits rappels historiques. Je vous conseille d'aller sur Daily Motion et de demander Jean Sarkozy, car, malheureusement les écrits ne montrent pas les images ni les mouvements, images accompagnées de son, ce qui n'est pas plus mal et qui peut faire foi de la mauvaise foi. En effet, notre doux aimé Jean, ne voulant pas être sans Terre, alors qu'il a quitté sa vocation d'acteur méritant (la pièce Oscar en compagnie de la fille de Tapie se fera sans lui), le cœur brisé, il avait choisi la bonne

décision, pour se consacrer à ses études. Voilà une sage décision. Le soir des élections, filmé et enregistré, le jeune éphèbe de 21 ans demande aux journalistes d'être gentils avec lui car, juré craché, croix de bois croix de fer, si je mens je vais en enfer – enfin pas moi, moi je dis toujours la vérité et je ne veux pas aller en enfer, mais lui, le fils de -, ils n'entendront plus parlé de lui. Pas un mot pendant cinq ans. Motus et bouche cousue. Las, le destin vous accable quand il s'y met. Martinon choisi de façon régaliennne pour être maître de Neuilly vient chercher ce jeune homme pour avoir des conseils éclairés et pourquoi pas pour le mettre sur sa liste. Ce n'est pas que le nom de Sarkozy quand le père brille encore d'un feu un peu terne – mais à Neuilly on sait où est son intérêt – peu être utile, ce n'est pas non plus pour mettre le pied à l'étrier à ce Brutus qui a dans les veines un sang qui ne saurait mentir. La génétique est une chose bien mystérieuse, aussi cette douce histoire de Neuilly nous apprendra que le petit père des peuples avait raison : la génétique n'est pas pour rien dans les actes des rejetons. Hortefeux n'aura aucun besoin de faire de tests ADN Jean est bien le fils de Nicolas. Martinon aura donc un fils de sur sa liste. Coup de tonnerre dans le landernau de l'Ouest parisien, le Figaro commet une indiscretion télécommandée, et Martinon se voit poignardé dans le dos par trois colistiers dont Teullé et Sarkozy (Jean de son prénom). Il faut savoir, comme nous le prouve ces petites méchantes vidéos, que ce sybarite avait, la main sur le cœur juré une fidélité éternelle au parachuté. Il le défendait " à mort ". Qui dit mieux ? Mais la politique a des exigences qui font ignorer les règles élémentaires des rapports humains. Brutus, après avoir trempé sa dague florentine dans le dos du petit David et essuyé la lame sur le manteau de Teullé, garde son coutelas en acier de Damas bien au chaud. Ne se mêlant plus de basse politique, et ayant été refusé par Fromantin, le futur maire de la cité perdue, le roué fillot, demande sa place à Teullé pour les cantonales. Ce demeuré de Teullé accepte. Le père est flatté du courage de sa progéniture qui, comme lui, va réussir seul. La modestie n'est pas son fort. Pas plus que la vérité. Comme si de s'appeler Sarkozy à Neuilly, était un tel handicap que cela réclamait un courage surhumain pour se présenter, et comme si les aides en temps, carnets d'adresse et petites manipulations d'Isabelle Balkany, comme le révélera *le Monde* faisaient que le pauvre petit était seul dans la bataille. Voilà maintenant qu'élu, Jean avec Terre, prend la tête de la section la plus riche de toute l'UMP. Il a à peine 21 ans (31 septembre 2006). La valeur n'attend pas le nombre des années comme le chante Corneille. On voit que la méritocratie a toute sa place en France. Ne boudons pas notre plaisir. Dans cette section la plus peuplée du parti, il n'y avait personne qui fût consensuel, travailleur, fidèle, présent et efficace depuis un certain nombre d'années, compétent et valeureux, personne qui n'ait prouvée une réussite quelconque ni des capacités d'organisation. Non, un jeunot à peine sorti de ses langes, qui commence sa vie par des teufs d'enfer, des fuites à scooter, des mensonges (il ne fera pas de politique), des trahisons à répétition dans un laps de temps si court qu'il aurait droit à une page complète dans Guinness Book of records, réunit sur ses frêles épaules toutes les qualités d'un futur grand chef. Nous sommes fiers d'apprendre que notre monarchie élective peut enfanter d'une démocratie héréditaire.

En janvier dernier, notre aimé petit père des peuples nous vantait une civilisation en route. Cette civilisation, il nous la façonne avec de la génétique, de la non-repentance à Marseille, du Dieu à Latran et à Riyad et de la guerre par antinomie avec Guy Môquet, le parrainage d'enfants juifs, le plateau des Glières et en direct avec une armée dans le détroit d'Ormuz, mille hommes de plus en Afghanistan et ses deux discours très inquiétants l'un en juillet dernier à l'Île Longue et l'autre à Cherbourg le 21 mars, lendemain du printemps.

Pour l'instant, la seule paix que recherche notre boute-feu c'est avec les dictateurs et les dictatures : Omar Bongo obtient la tête du transfuge Bockel, Kadhafi vient faire du shopping à Paris en caravane, Poutine a des spécificités bien à lui que l'on respecte et comprend, et enfin un grand, un immense silence du pourtant éternel bavard sur le Tibet. Ca pour le Tibet, Sarkozchef veut la paix, la grande et muette paix. Pas un mot, pas une vague du 9 mars début des émeutes au 24 mars où selon les sources seront de 9 (Chine) à 130 (Tibétains en exil) morts. Qu'importe les déclarations devant le Parlement européen où la politique devait être éthique et que de ne pas l'être on perdait et l'honneur et les marchés. Là, Aréva, mérite bien quelques massacres. La flamme olympique traversera dans la nuit des consciences un Tibet dont elle éclairera silencieusement les places où s'assombriera le sang encore humide des moines fusillés. Il est vrai que Bush a annoncé que les Etats-Unis ne boycotteront pas les jeux Olympiques et autres chinoiseries. Cependant la France va adresser, repris dans l'immédiate foulée par Condoleezza Rice - à se poser la question si ce léger revirement n'est pas en accord avec la Grande Amérique, et fort de ce soutien à venir (ou grillé par la rapidité de Speedy à toujours être le premier à faire des annonces) si le petit poucet français ne pousse par un cri de poussin en gonflant la poitrine - , une demande en phrases diplomatiques fort insignifiante car si généraliste que tout est englobé : aucune responsabilité de la Chine ni aucune condamnation ne sont citées. Il faut rappeler aussi que les Etats-Unis avait déjà fait appel au calme ("*Nous avons appelé tout le monde à se garder de recourir à la violence et à établir un dialogue*"). Cette France propose ses services, quinze jours - c'est long, très long - après le commencement de la révolte, dans le cadre du partenariat **stratégique** franco-chinois\*. A ma droite, il y a donc la paix, cette paix-là, la paix d'avec les puissants et les peuplés, les dictatures qui ont du pétrole et des marchés. Et, à mon autre droite, il y a la guerre sous toutes ses formes.

Sarkozy nous entraîne dans une drôle de barque. Le bousculeur de protocole nous propose rien de moins que de nous engager dans une nouvelle croisade. Tous les éléments pertinents se mettent en place. On peut légitimement se demander quelles sont les raisons objectives et historiques qui amènent le chef de l'Etat à insister si lourdement sur la dernière guerre mondiale. De nombreux discours nous entraînent en arrière, beau pas en avant, belle rupture, belle construction de paix et d'amitié. Cela a

commencé par la non-repentance. Flatter le petit orgueil gaulois, remuer les tripes des sans-cervelles. Faire resurgir une fierté tricolore et gommer ses hontes. Pour Guaino, Vichy n'est pas son histoire. Il n'était pas né. Pourtant notre guide à Latran fait remonter notre France à Clovis et lui donne une âme chrétienne. Cette repentance rejetée pousse notre Minimo dressé sur ses ergots en pleine campagne électorale à insulter l'Allemagne en déclarant dans un discours qui fait vibrer les cœurs sanguinaires que nous n'avions pas inventé la solution finale. Que venait faire cette lamentable et honteuse déclaration dans une campagne électorale franco-française ? En quoi avait-on besoin de prendre pour sujet de campagne la guerre de 39-45 ? Pour quelles obscures raisons avait-on besoin d'utiliser la montée de la haine contre un ennemi ainsi désigné et remis au goût du jour ? Les réponses sont dans les questions. Cela s'est poursuivi par Guy Môquet, lettre émouvante car la mort est là, mais lettre où il n'y a ni héroïsme ni gloire ni projet ni France, mais que de l'erreur historique, que de la haine, haine à laquelle la France a participé car il a bien fallu que la France offre ces martyrs à ceux qui vont les fusiller. En fait, il n'y a là que du négatif. Car chaque fois qu'il y a une victime, il y a un bourreau et un ennemi. Et chaque fois qu'il y a un ennemi, il y a un désir pour certains de justice, pour d'autres de vengeance. Quel intérêt à l'heure actuelle dans une Europe qui se construit avec difficulté, dans une amitié péniblement acquise entre la France et l'Allemagne, y a-t-il à institutionnaliser la haine sous-jacente d'un ennemi ancien, en l'occurrence le pays de Goethe ? Cette lignée négative de notre roitelet s'est poursuivie par l'ignominieuse idée de faire parrainer un enfant juif déporté par chaque élève de CM2. Toute cette trame de résistance française et de guerre se poursuit dans les symboles. On fête un poilu, pourquoi pas car c'est le dernier, mais c'est à nouveau sur l'autel de la guerre que l'on sacrifie la réconciliation. On glorifie ce qui n'est jamais qu'au bout du compte les morts et la sauvagerie. Et ce n'est pas parce qu'il a fallu défendre son territoire ou certains idéaux qu'il faut en faire une philosophie nationale quand la paix est l'objectif primordial. Je laisse pour cela la parole à Jean-François Deniau qui le disait bien mieux que moi en 1994 : *"J'ai entendu trop de propagande et je sais trop comment se monte une campagne, comment telle déclaration a été préparée pour corriger telle image et comment telle image a été lancée pour imposer tel personnage. En se servant (...) des cercueils recouverts du drapeau tricolore. Il paraît que la minute de silence devant les cercueils vaut plusieurs points dans les sondages. On se la dispute. C'est beaucoup mieux que l'embrassade des vedettes, la décoration des sportifs."*

De ces symboles, Massimo s'en fabrique. Il veut laisser son nom dans l'Histoire. Pour

cela, il peut se rassurer, il le laissera. Mais il veut une gloire éternelle. Il aurait fait, selon *Le Figaro* du 18 juin 2007, à propos de cette lettre, cette surprenante et mégalomane déclaration : « il restera le Panthéon de François Mitterrand et la clairière du bois de Boulogne avec la lecture de la lettre de Guy Môquet ». Il veut laisser des images de lui dans l'Histoire. Celle d'un grand homme. C'est la raison de la mise en scène du plateau des Glières. Déposé par une voiture blindée venue spécialement pour lui la veille de Paris et retour en chenillette - que du simple et de l'écologique que montre bien la photo qui alimentera la presse -, il fait vingt petits mètres dans la neige et on filme une image d'homme sage et recueilli. Une image, seulement une image. Si Mitterrand allait à la Roche de Solutré, c'est en raison d'une promesse de résistance. Sarkozy doit avoir le regret immense de ne pas avoir fait la guerre. Un roquet dans un tank aurait été sa place. De loin, envoyer des obus. Voilà ce qui lui aurait plu. Un terme qui le fait rêver : la puissance de feu. Dans notre contexte actuel, cette venue au plateau des Glières n'a aucun sens. Les deux seules motivations que l'on puisse y trouver sont le marketing et au fond de lui une mystique de la guerre. Et cela fait peur.

Sans passer devant l'Assemblée nationale, sans aucune discussion, il décide souverainement lors de son escapade arabe de mettre un contingent français dans le détroit d'Ormuz. Il récidive en envoyant 1 000 soldats supplémentaires en Afghanistan. Hormis une urgence extrême comme à Kolwezi, il est des plus normales que toute décision d'envoyer des troupes importantes passe par la discussion des représentants du peuple. Il décide pour nous de faire de la France un pays guerrier.

Petit rappel : Minimo déclarait à l'Île Longue le vendredi 13 (cela porte malheur) juillet 2007 : « La sécurité de notre pays, c'est une priorité absolue et elle repose sur les épaules du président de la République et, en quelque sorte par délégation, sur les vôtres » (c'est-à-dire celles des sous-mariniers déclencheurs de missiles à têtes d'Uranus)... « Je n'hésiterais pas à prendre des décisions qui s'imposeraient, si les intérêts vitaux de notre pays et si sa sécurité étaient menacés ». Alors que la guerre froide est morte, alors que l'AIEA s'escrime à dénucléariser le monde, voilà que ce boute-feu de va-t-en guerre de président se met dans la posture de celui qui déclencherait le feu nucléaire. Personne ne lui demande rien. Aucun missile n'a sa tête dirigée contre la France. Personne autour de nous en Europe ne se prépare à une guerre atomique, il joue à se rendre important. Cette phrase est inimaginable quand on pense aux conséquences. Le voilà son plus beau jouet. Appuyer sur le gros bouton

rouge (tourner une clé). Il est le chef de l'apocalypse (dans son sens populaire et non biblique). Le Camarguais est un des quatre cavaliers et joue de la trompette de la mort. A entendre ça, il y a de quoi tomber sur son cul et se taper la tête contre les murs. Et lorsque l'on entend l'ex-soixante-huitard droit-de-l'homliste (tout ce qu'a condamné le lider lors de son dernier discours électoral mais qu'il a intégré dans son gouvernement) nous promettre la guerre avec l'Iran, on devient pâle et blême.

A Cherbourg, Sarkoguerre veut dénucléariser le monde. En fait, il veut abaisser les douves étrangères du baquet nucléaire mondial pour les ramener au niveau de la France afin que relativement le feu atomique de celle-ci sans bouger de place remonte par effet inverse à un niveau comparable. Nos réserves en tête nucléaire sont suffisantes pour les vingt prochaines années, nous n'avons plus besoin de recherches militaires à faire. Ce qui a sans doute échappé aux observateurs c'est dans ce discours le rappel du 13 juillet. Il y tient ce déclaré chef des armées à son pouvoir d'appuyer sur le bouton : "Notre dissuasion nucléaire nous protège de toute agression d'origine étatique contre nos intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la forme. Ceux-ci comprennent bien sûr les éléments constitutifs de notre identité et de notre existence en tant qu'État nation, ainsi que le libre exercice de notre souveraineté." Et de préciser : "Tous ceux qui menaceraient de s'en prendre à nos intérêts vitaux s'exposeraient à une riposte sévère de la France, entraînant des dommages inacceptables pour eux, hors de proportion avec leurs objectifs. Ce seraient alors en priorité les centres de pouvoir politique, économique et militaire qui seraient visés." A ceux qui pensent que ce discours est normal car il s'agit de l'inauguration d'un sous-marin nucléaire, je dirais que la Russie sans discours fait défiler ses armes et cela suffit pour faire comprendre que la mort est en mouvement dans ces tonnes de ferraille. Ici Sarkozy tient un discours de guerre froide. Il se met dans la position simulée d'une attaque potentielle. Or, mis à part des terroristes contre lesquels l'arme atomique n'a ni effet ni sens, nous ne sommes menacés par aucun Etat. Aucun. Comparer ce discours avec celui d'un général de Gaulle en velléité d'indépendance par rapport aux Etats Unis, en pleine guerre froide et (presque chaude lors de la baie des cochons) entre l'Est et l'Ouest, avec un poids de la France sans commune mesure avec celui de notre pays actuel n'a aucune signification si ce n'est celle de se donner des arguments par comparaison qui pourtant n'est pas raison. La réponse passe par une meilleure union en Europe et une défense européenne commune. La meilleure réponse est une démarche de paix et de compréhension, mais certainement pas ce que fait Sarkozy qui attise les haines internes à la France, divise, monte les uns contre les

autres et propose des symboles en permanence qui nous ramènent à la guerre et à ses horreurs. Et, en arrière-fond à tout cela, il y a la malsaine glorification de la religion. La croisade n'est pas loin. Sarkozy n'aime pas la paix, sauf avec les dictatures.

*\* texte du communiqué :*

### **Message adressé à M. Hu Jintao, président de la République populaire de Chine**

Le président de la République appelle à la retenue et à la fin des violences par le dialogue au Tibet.

Il a adressé un message au président Hu Jintao lui faisant part de sa profonde émotion à la suite des événements tragiques récents.

Le président de la République émet le vœu que le dialogue engagé depuis plusieurs années entre les autorités chinoises et les représentants du Dalai Lama reprenne rapidement et s'approfondisse, afin que tous les Tibétains se sentent en mesure de vivre pleinement leur identité culturelle et spirituelle au sein de la République populaire de Chine.

Le président de la République a exprimé la disponibilité de la France à faciliter cette reprise du dialogue, dans le cadre du partenariat stratégique franco-chinois.

## 12<sup>ème</sup> lune

Ce mois qui commence par des plaisanteries qui ne sont pas toujours de bon goût nous parvient par la voie du *Canard Enchaîné* que Nicolas Sarkozy, en négation de la pure légalité, s'est fait inscrire le 3 janvier 2008 sur les listes électorales du VIII<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, listes pourtant administrativement irrémédiablement closes. Ce que pourtant ne révèle pas plus le *Canard enchaîné*, c'est qu'en plus d'être hors délai cette inscription est fausse. En effet notre électeur parisien loge à La lanterne, et la Lanterne est à Versailles. Et c'est là qu'il aurait dû être inscrit. Le maire de cet arrondissement, François Ebel sera celui qui mariera illégalement sa majesté avec la chanteuse italienne. Deux illégalités successives, pas mal. Sarkozy serait donc un faux électeur de Paris habitant Versailles, et son mariage est illégal car la loi impose des bans et une cérémonie tous deux publics sous peine de nullité. Par ailleurs cette cérémonie doit se faire à la mairie. La seule délégation de changement de lieu est pour cause de troubles à l'ordre public, troubles graves et avérés. Mais cela fait longtemps que l'on sait que Mistigri se fout comme de l'an quarante de la légalité des choses. Il avait bien voulu contourner le conseil constitutionnel. Son divorce étant lui aussi hors légalité car la loi impose une durée de six mois minimum avant une non-conciliation pour prononcer le divorce, ce qui fut fait en moins d'une semaine, ou bien la non conciliation date du mois de mai et alors toute la justice, greffes et juges compris ont anti-daté un document et des faits inexistantes ou en mai le couple était déjà en instance de divorce. Choisissez votre vision de l'affaire, chez Sarkozy, c'est l'auberge espagnole on y trouve ce que l'on y a amené. Alors vous pensez, s'inscrire illégalement, pas grave. Le maire aurait eu pour récompense le soutien présidentiel contre le candidat Lellouche pour les futures élections. En tout cas Lellouche a perdu.

Mais ce dernier mois en cours va nous amener d'autres événements plus graves. Le gouvernement devient de plus en plus inexistant. Il propose un débat sans vote sur l'envoi régulier des troupes en Afghanistan, envoi qui passait de 1 000 en Angleterre à uniquement quelques centaines dans l'hémicycle pour se stabiliser à 700 à Bucarest. D'abord ce ne sont pas 700 hommes supplémentaires car déjà 300 sont prévus pour la prise de la responsabilité tournante du RCC (Regional Command Capital) plus encore 80 hommes composant une cinquième équipe d'OMLT (*Operationnal Mentoring Liaison Team*) dans la région d'Oruzgan en soutien à l'armée afghane. Il faut se souvenir par ailleurs que le candidat Sarkozy le 26 avril 2007 disait que l'armée française n'avait pas vocation à rester en Afghanistan et que du reste le Président de la République, le tétanisé Chirac, avait rapatrié les forces spéciales et que lui, élu, poursuivrait cette politique. Il ajoute péremptoire et aussi bon historien qu'à son accoutumée : « *Si vous regardez l'histoire du monde, aucune armée étrangère n'a réussi dans un pays qui n'était pas le sien. Aucun.* » Bon tous les empires étaient des faux, de celui

d'Alexandre, à celui de Rome, de celui de Charlemagne au Common Wealth et les allemands ont gagné la dernière guerre sur leur sol. Ma'âme Chabot reste béate devant une telle monstruosité et une telle bêtise que cela fait de la peine sur son niveau culturel ou sa capacité à rétablir la vérité. Bien que notre loulou soit très fort en mensonge en tout genre et en ignorance généralisée, il faut avouer que celui-là est de catégorie supérieure et qu'il force l'admiration. Alors évidemment si on cause en siècles et siècles, amen, alors là on peut dire que personne ne gagne jamais, ni dehors ni dedans.

Dans cette histoire, les media, vous l'aurez remarqué, annonce, non que la France enverra des soldats, mais que c'est Sarkozy, en personne, qui le fera comme si nous n'avions pas une armée française, mais une réunion de soudards à la solde d'un homme, une escouade de mercenaires qui obéit à un chef de faction. Enfin, passons, si les mots ont un sens confondre un président avec une nation en a un aussi.

Quoi qu'il en soit, ce non vote des députés va entraîner une motion de censure socialiste qui n'a que le seul pouvoir de crier dans le désert, alors que le gouvernement se verra déposséder à nouveau de toutes ses prérogatives.

En effet ce n'est ni le ministre du budget, intéressé en premier, ni celle de l'économie, intéressée en second chef, ni le Premier Ministre intéressé en benjamin gouvernemental, mais bien Sarkochef qui va annoncer le plan, non de rigueur car il ne faut pas employer de gros mots, mais d'économie. Cachez, UMP, ce mot que je ne saurais voir... C'est donc à nouveau lui qui parle et bavasse pour nous convaincre que c'est la faute au monde entier et que nous allons suer larmes et sang, et que la France doit être une bonne ménagère et mettre de l'ordre dans le désordre de ses dépenses. On se souvient d'une campagne électorale qui ajoutait les dépenses aux dépenses. Parti de 45 milliards à financer selon un magnifique plan libéralo-actif, les promesses se sont accumulées pour grossir encore d'une petite quinzaine de milliards avant le 6 mai 2007. Heureusement - et c'est la seule fois où nous pouvons être contents que le président Sarkozy n'ait pas tenu les promesses, toutes les promesses du candidat Sarkozy - les paroles attrape-voix se sont envolées. *Le Monde* dévoile que des coupes budgétaires seront prévues à hauteur de 6 à 7 milliards. Mais le gouvernement et l'UMP ne veulent pas entendre parler du mot rigueur.

L'année 2007 a été fertile en navigations économique-fiscales. D'abord, la simple victoire du dynamique et efficace patron de l'UMP allait apporter une telle confiance que la France allait battre la Chine sur le terrain de la croissance et, si l'étranger mondialisé se mêlait de briser notre élan, Super Souris allait la chercher avec les dents s'il le fallait. Je propose Correga taps super glue pour le dentier présidentiel, car, s'il a mordu, il n'a rien ramené avec lui, en fait si, il a arraché un bout de notre croissance qui l'a fait tomber à moins de 2 % pour 2008 contre une prévision budgétaire de 2,7 %. Aïe Aïe Aïe ! Carramba ! Ca va saigner.

Euphorique et débordant d'énergie, notre Massimo fier-à-bras fait un cadeau en année pleine de 14 milliards d'euros aux plus aisés. En juillet dernier, il s'engage comme un matamore maté par les ministres des Finances de l'Eurogroupe, à ramener l'équilibre en 2010. Il faut se souvenir aussi qu'il a pour l'occasion ridiculisé Christine Lagarde car c'était la première fois qu'un chef d'Etat ou de gouvernement assistait à une réunion des ministres de l'Eurogroupe. Il est vrai qu'il veut tout faire notre four multifonctions, repassage en plus. Une de ses devises, en fana déconfit de Jeanne Mas, c'est d'être partout le premier à faire quelque chose." La toute première fois, c'est moi ! " dit-il fier comme un bar-tabac, lui l'amateur de cigare.

La politique économique nous a donné le tournis car après la réduction des charges et des impôts des heures supplémentaires qui devaient relancer la machine, une loi qui suit contredit complètement ce trampoline à l'emploi : c'est le rachat des RTT. Et les heures sup alors ? De toutes façons, cette loi sur les heures supplémentaires, comme les études l'ont prouvé, n'a servi à rien. Zéro pointé. Du reste lors de sa fameuse conférence pour les vœux à la presse, il annonce un peu véhément que ce n'est pas lui qui allait imposer aux entreprises d'embaucher. Tiens donc. Pourtant, lorsqu'on lui disait lors de la campagne que c'était l'activité économique qui créerait des emplois et non des effets d'aubaines, il traitait ses contradicteurs avec un petit dédain teinté d'orgueil ajoutant que les autres étaient des pantins immobiles et que lui allait impulser ce qu'il fallait d'énergie pour que tout roule. En fait de rouler, ce sont les électeurs qui l'ont été et dans la farine.

Maintenant, le gouvernement Fillon nous parle d'économie. On peut se poser une simple question : et pourquoi donc cela n'a-t-il pas été mis en route tout de suite, dès le 16 mai ? L'Etat devait être modeste et il y avait déjà une réforme structurelle le concernant en cours. Il est vrai aussi qu'en juillet le gouvernement a contredit les

affirmations fermes et définitives de Zébulon qui annonçait en juin que, dès 2008, il n'y aurait pas de remplacement pour un départ à la retraite sur deux des fonctionnaires. Fin juillet, on en était loin (27 000 au lieu de 40 000 soit 1 sur 3). Voilà que maintenant on nous l'affirme pour 2009.

Ce n'est donc pas une rigueur que l'on nous propose, mais des économies. Il est vrai que dans le même temps Christine Albanel annonce une nouvelle niche pour les œuvres d'art et que Rachida Dati a eu une rallonge de 100 000 euros de frais de représentation avec en 2008 plus de la moitié du budget de l'année déjà dépensée mi-mars. Il est vrai aussi que notre économiste leader qui pourtant dispose à l'Élysée d'une équipe culinaire performante et payée au mois s'en va déjeuner en bonne compagnie de deux à cinq fois par semaine au Bristol (prix d'un menu à midi seulement 92 euros). L'État doit être modeste, mais pas les goûts de son premier-en-tout. Du reste, notre parvenu ne parvient pas à grand-chose en matière économique. A ceux qui vont nous dire que la crise est mondiale, je leur dirais que nous sommes la lanterne rouge - oui *France is not back* - de toute l'Europe. La lanterne rouge, ni la magique ni celle où l'on loge et fait le repas de noces. Alors cette crise économique est l'inverse du nuage de Tchernobyl, elle ne s'arrête que sur la France. En plus, d'autres candidats (Bayrou pour le citer) avaient indiqué un budget avec des prévisions de croissance entre 2 et 2,5. Donc très prudent. Mais rien n'était trop beau pour le cavalier de l'Apocalypse.

Nous allons donc nous serrer la ceinture partout et notamment pour le seul de l'ouverture qui avait un rôle à jouer, le pauvre Martin Hirsch. Il avait besoin de 3 à 4 milliards pour 2 millions de pauvres et on se rend compte que le RSA va passer à la trappe : trop cher. Devedjian avait déjà tiré le premier coup, Woerth le second et Fillon en bon fils de tabellion a fini le travail : le goupillon et le signe de croix. Jetons une poignée de terre bien chrétienne et refermons la tombe.

Il faut également noter, ce qui semble être passé à l'as de la sagacité journalistique, c'est que ce gouvernement annonce l'équilibre maintenant pour 2012. Oubliée la promesse 2010. Soulignons quand même que les spécialistes indiquent que ce n'est pas 6 ou 7 milliards qu'il faut mais 10 pour arriver à l'équilibre. Mais Accoyer répond que ce n'est pas 6 ou 7, mais 5 et que 5 finalement ce n'est qu'à peine 1 % du budget. Alors pourquoi donc le faire ? pourrait-on lui répondre.

Si nous doutions que Fillon n'est que le fantôme du gouvernement, Sarkozy serait bien

là pour nous le rappeler. En effet, ce n'est ni le ministre du Budget le premier concerné, ni le ministre de l'Economie (ah économie quand tu nous tiens) la seconde concernée, ni le Premier Ministre le troisième concerné, mais bien le grand chef en tout qui, du haut de sa science infuse et diffuse, va donner le montant, non de la rigueur - pas de gros mot s'il vous plaît -, mais des économies et là où ça va faire mal.

Dernier étonnement (qui n'en est pas un) : pourquoi cette annonce après et non avant les municipales ? Un bon médecin légiste nous aurait donné la réponse, car ce mot est un poison dans l'opinion, les sondages et les votes, à effet immédiat surtout si on a été le grand maître du pouvoir d'achat. Cet effet a pour nom sur les tables de dissection : Rigor Mortem.

Entre temps on a assisté au triste show médiatique pour Ingrid Betancourt. Notre communicant a, pour la deuxième fois, parlé via le poste aux FARCs. Bizarrement dans la presse on a l'impression que c'était la première, celle-ci n'ayant eu aucun écho, on se demande pourquoi elle en aurait cette fois-ci. Comme on peut se demander pourquoi les FARCs, terroristes trafiquants de drogue seraient sensibles à quelques arguments raisonnés quels qu'ils soient. On a envoyé là-bas un premier avion (quoique là les informations sont contradictoires. Il se pourrait que ce ne fût que l'utilisation auto-promotionnelle de Sarkozy d'un avion qui finissait une autre mission.) puis un second médicalisé avec un médecin et un diplomate. On passe sous silence que la Suisse et l'Espagne sont aussi associés à cette mission. On ignore aussi ce qu'annonce la Croix Rouge Internationale c'est-à-dire qu'elle a sur des places toutes les compétences et tout le matériel nécessaires pour traiter le cas de l'otage. Pourquoi tous ces mouvements ? Pourquoi quand on sait que les meilleures négociations se font dans la discrétion ? Pourquoi envoyer de France ce qu'il y a sur place ? Et si la vie d'une femme est précieuse et si on dit qu'une vie n'a pas de prix, il faudra bien un jour se poser la question de l'injustice immense de cette affaire qui coûte des sommes faramineuses et un temps démesuré, mobilise tant de personnes de tant de nations dans tant de lieux depuis si longtemps, qui monopolise media et bonnes volontés avec pour résultats collatéraux : l'oubli de la douleur des familles des autres otages et les autres otages eux-mêmes, la réinsertion en France, acceptée comme telle, de terroristes sanguinaires qui ont les mains encore rouges de sang, de trafiquants de drogues qui auront inoculé dans le sang qu'ils n'auront pas versé d'adolescents de par le monde un poison destructeur. Voilà une affaire symbolique du pouvoir des lobbies émotionnels qui favorisent ignominieusement une personne, une seule, en regard de centaines d'autres. Si un jour le proverbe " l'arbre qui cache la forêt " était justifié, ce serait bien dans cette affaire. Il ne faut surtout pas oublier, qu'ignorant tout et sans aucun savoir faire, Sarkozy avait fait preuve d'un activisme rétrograde futur triomphant en tout début de mandat pour la libération de cette otage phare et que la presse ébahie se flattait qu'enfin quelque chose bougeait. Il ne faut pas oublier que le "

ministre des affaires étrangères " des FARCs, Rodrigo Granda, emprisonné avait été libéré à la demande expresse le 4 juin 2007 de notre impitoyable négociateur, et que cet ex-prisonnier en a profité pour aller direct à la Havane, et que ce qui devait permettre la libération de Betancourt, n'a permis que la libération d'un terroriste. Cet échec ne sert d'aucune leçon. Il ne faut pas oublier qu'un an après Ingrid Betancourt est toujours prisonnière et que là comme ailleurs faire du vent et montrer sa binette dans une lucarne n'a jamais fait une politique et n'a jamais été efficace. Le second avion est revenu comme le premier avec un camouflet en prime des FARC tant à cette mission qu'aux enfants Betancourt. Ces fins diplomates croyaient que faire une pression médiatiques et aériennes serait efficace. On a dépensé beaucoup d'énergie et d'argent pour rien. Et c'était prévisible.

Si certains trouvent que la vie humaine mérite tout, et même n'importe quoi, il faudrait qu'ils se posent la question que si une vie humaine vaut tout de savoir ce qu'ils feraient dans le choix d'avoir à sauver une vie d'un côté et cinq cents de l'autre sans aucune possibilité de faire l'un et l'autre ? Diraient-ils toujours que cette vie vaut plus que les cinq cents autres ? Sans doute feraient-ils un tel barrage psychologique qu'ils nieraient le choix et continueraient à proclamer qu'une vie est inestimable et que tout autre raisonnement est abominable, tout en montrant une colère bien orgueilleuse contre vous. Les familles des cinq cents autres vies ne devraient pas être de leur avis.

Ces premiers jours d'avril seront donc fertiles en évènements fâcheux. Notamment à Bucarest, où à nouveau en une semaine, l'Américain décide sans discussion préalable de prendre la voie du retour de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN. Or si cet Organisme de l'Atlantique Nord avait une raison d'être, aujourd'hui on se rend compte que les coalitions existent tout aussi bien sans elle, qu'elle n'est plus la seule solution, qu'elle ne résout pas tous les problèmes, que selon les pays (Irak ou Afghanistan) les nations qui la composent ou n'y participent pas agissent avec elle ou n'agissent pas avec elle. Comme je ne suis pas un savant en art militaire, en regroupement guerrier et en géostratégie j'admets que mon raisonnement n'est que celui d'un ignorant. Cependant, il me semble que l'avenir est à la construction d'une armée européenne avec un commandement commun, ce qui donnerait un poids plus important à une dissuasion ou une action futures et suppléerait facilement l'OTAN. Il y aurait ainsi des accords avec le Canada, les USA et tout autre pays dans des combats internationaux, notamment contre le terrorisme. L'OTAN me paraît dépassée. Au-delà de ce débat de fond, il s'agit aussi d'une forme qui prend la forme du fond. Notre autocrate décide à nouveau souverainement de cette possible réintégration. Pas de débat, pas de discussion, il impose. En plus d'être lassante, cette manière de faire pose une réelle question de gouvernance. Dire que l'on veut nous faire croire que Sarkozy a changé parce qu'il est allé dîner à Windsor et qu'il joue au montreur d'ours avec Carla qui sait si bien se tenir. Mais là, c'est du concret. C'est Tito qui décide tout seul en haut de son Olympe de béton. Décidément il n'a changé en rien. Et à propos de décision solitaire et d'Olympe, et de colline où la roche tarpéienne n'est pas loin

du Capitole, on apprend dans la même période que l'ex sherpa thuriféraire de l'aigle Mitterrand Georges-Marc (Aurèle ?) Benamou jette l'éponge après qu'il avait été propulsé chef de la villa Médicis à Rome et provoqué un tollé qui était allé jusqu'aux oreilles de Carla et de sa sœur, tellement cet imbuvable imbu de sa personne, qui aime jeter les cacahouètes à la tête des serveurs, semblait faire tache dans le décor et l'unanimité contre lui. Il ne suffit pas de proposer la suppression de la publicité des chaînes télévisées publiques pour être compétent en culture. Parfois il arrive que l'on réussisse à ne pas donner de la confiture aux cochons. Il croyait que c'était une place pour qu'il puisse réfléchir à l'ombre des cyprès au milieu de l'Histoire et écrire. Il avait confondu le poste de directeur avec celui de lauréat. Sans doute parce qu'il pensait mériter tout laurier qui passerait à portée de sa main en crochet. Hélas, trois fois hélas pour lui, cette nomination discrétionnaire lui a été refusée, et plutôt que de perdre au combat de gladiateurs qui se prépare devant une commission ad hoc, il se barre la queue entre les jambes se drapant dans une dignité jamais acquise.

Vous vous souvenez qu'après le voyage de notre Omniscient et Omnipuissant en Inde où il avait insulté publiquement Mital chez lui, devant ses paires, il avait reçu le haut patron de Gandrange. Vous vous souvenez également de cette phrase, incongrue et tellement centrée sur son personnage qu'elle est à nous statufier, dans laquelle Ego First disait qu'il y avait mieux comme voyage de noces que d'aller se promener à Gandrange. On ne sait si on doit en pleurer ou en rire, on ne sait si sa mégalomanie est telle qu'il ne peut se rendre compte du mal d'une telle phrase, on ne sait si on ne devrait pas lui donner une bonne claque comme à un sale petit prétentieux égoïste qui voyant un homme se faire couper le bras par une scie dirait : " vos savez, moi aussi, j'ai eu un très grave accident. Je me suis planté une aiguille dans le doigt. Oh lala ça faisait très très mal, mais j'ai été courageux et ma maman m'a donné une grosse glace. " ajoutant " Well, what else ? ". Vous vous souvenez qu'il avait proclamé qu'il ferait tout – y compris et surtout ce qui était impossible – pour sauver les emplois. Eh bien, et cela est bien sûr triplement triste, triste car ce qui devait arriver advint, triste parce que l'espoir instillé était faux, triste car une fois de plus la Présidence de la République en prend un coup, incapable qu'elle est d'être plus forte qu'un simple particulier fût-il immensément riche et indien vivant à Londres, eh bien donc, Gandrange ferme partiellement ses portes et licencie. Echec et tristesse. Le brassage de vent devant les caméras complices, le volontarisme n'est efficace que quand il repose sur une réalité et une action adaptée à celle-ci, mais jamais quand ce ne sont que mots et paroles, mouvements d'air et fanfaronnades.

Et l'on sait aussi que le vent tourbillonnant remue la poussière là où il passe et fait désordre. Ce gouvernement tant de fois présenté comme uni et cohérent, ne cesse de s'éparpiller. N'est-ce pas Woerth qui contredit sa majesté en annonçant qu'il ajouterait 5 milliards d'économie (de rigueur, de tour de vis) en plus ? N'est-ce pas ce nouveau tango de Rama Yade avec les jeux Olympiques à Pékin, un pas en avant deux en arrière ? Après avoir déclaré que notre futur président de l'Europe, (avant de devenir

celui du Monde, puis de l'Univers intergalactique) faisant au passage un petit peu de propagande, laissant sous-entendre que ce serait finalement grâce à l'immense talent de son Omniscience qu'elle serait président, et non car c'est au jeu de chaise musicale que joue l'Europe, et faisant croire que cette présidence a un rôle stratosphérique alors que ce poste est celui d'un animateur de réunion, de GO du club des intérêts contradictoires, mais sans pouvoir, mettait trois conditions pour assister à l'ouverture des jeux olympiques, cette chinoiserie inextricable, elle se renie quoique le quotidien *Le Monde* maintient ses affirmations. Finalement, Sarkozy pratiquant l'ouverture aussi dans sa politique extra-hexagonale, reste ouvert à toutes les possibilités, ce que l'on appelle la politique du doigt mouillé au vent. Ce sera donc notre porteur de riz, notre médecin mai-soixante-huitard, et ingérentiste qui s'y collera pour démentir sa petite fillote Rama Yade. Pour le coup l'interventionnisme humanitaire a ses limites. Quant au Grand Manitou, il se tait. Finies les trois conditions ("*Néanmoins, trois conditions sont indispensables pour qu'il [Sarkozchef] s'y rende : la fin des violences contre la population et la libération des prisonniers politiques, la lumière sur les événements tibétains et l'ouverture du dialogue avec le dalai-lama* " et vous remarquerez si Thalès, Pythagore et Euclide sont d'accord avec moi : un (la fin des violences) plus un (la libération) plus un (la lumière) plus un (l'ouverture) cela donne quatre et non trois. Enfin, moi ce que j'en dis...).

Cette histoire est d'évidence une cacophonie de catégorie un. Cependant, on passe aussi à côté d'un petit détail. Je m'en suis rendu compte par hasard. Etant un bon petit françouillard, avec mes côtés bien franco-français, moi qui n'ai pas l'ampleur interstellaire de notre guide, j'avais oublié de me préoccuper de l'étranger. Et ce qui est parfaitement logique, c'est que l'article premier du *Monde*, comme le nom de ce journal l'indique, a fait quelques tours sur la piste internationale. L'annonce avait quelque importance. L'effet collatéral immédiat, c'est que cette petite affaire de désordre brownien hexagonal a un impact assez désastreux à l'étranger. Le premier volet de l'affaire a fait de nous un pays qui enfin tranchait avec les chattemines de notre chanoine, le second a été pis encore que la prudence précédente, selon l'effet déceptif encore plus important que l'on croyait qu'enfin quelque chose se passait. Il en ressort : brouillard, revirement, lâcheté et décrédibilisation massive. Il vous suffira de lire la presse étrangère et vous serez édifiés. Enfin pas grave nos sportifs auront un badge avec les anneaux olympiques et ces quatre mots qui tuent : " Pour un monde meilleur ". Il est sûr en plus que 8 cm<sup>2</sup> vus de 300 m de distance aura un impact dévastateur. L'honneur est sauf. Eh bien non. L'honneur n'est pas sauf car la venue de la torche sur notre sol a été une mascarade du dernier degré, sous l'empire du milieu et d'un groupe d'une dizaine d'hommes en survêtement bleu qui ont imposé leur loi à la France, ont molesté les sportifs médaillés et étient la flamme au nom du gouvernement chinois.

Il y a les chiffres. Effarant. Il y a les images. Inquiétant. Il y a la forme. Mascaradesque. Il y a le fond. Honteux.

Les chiffres d'abord : une "bulle étanche" faite de 100 policiers en rollers et 100 pompiers joggers précédée et suivie de 36 camions de CRS contenant 160 hommes, 138 motards en tout 3 000 policiers. Un hélicoptère et la marine fluviale. On dit que c'est plus important qu'un chef d'Etat.

Les images ensuite. Des coups, des luttes, une flamme qui est immobilisée. Eteinte. Transportée dans un bus. Des banderoles. Des policiers qui obéissent à des étrangers sur notre sol, qui frappent la presse et des militants pro-Tibet. Des drapeaux chinois et français qui comme dans une République Populaire s'agitent en ordre. Un désordre indescriptible. Notre Dame, la Tour Eiffel, décorées d'anneaux menotés.

La forme. Une armada de policiers, des camionnettes, des bus, un parcours où la flamme est complètement isolée des spectateurs, des manifestants molestés, RSF aux téléphones portables surveillés et aux dirigeants espionnés par la police, des fanions chinois et français autorisés et tibétains interdits, une flamme qui se retrouve enfermée dans un bus à trois reprises, une flamme qui s'éteint, un parcours modifié qui évite la mairie de Paris et qui se termine motorisée.

Le fond. L'objet n'est pas ici d'entrer dans ce débat-là : faut-il boycotter les JO, la cérémonie d'ouverture ou ne pas boycotter quoi que ce soit ? Mais dans ce qui s'est passé lors de son parcours officiel en France, on peut retirer du passage sur notre territoire de la flamme olympique dégoût, colère, crainte. Nous sommes ici en France et non en Chine. Et cela mérite quand même de retenir notre attention. Si la Chine est souveraine chez elle - sauf à considérer le droit d'ingérence comme légitime - nous devrions l'être sur notre sol. L'arrivée de ces jeux Olympiques chinois n'est pas une nouveauté. La situation au Tibet n'est pas une nouveauté. Le passage sur notre territoire de la flamme olympique n'est pas une nouveauté. Notre gouvernement avait donc pratiquement un an pour s'y préparer et le chef de l'Etat, étant auparavant ministre de l'Intérieur donc responsable de la sécurité sur notre territoire, plus de trois ans. Parmi les voies à prendre pour cette flamme qui ne peut, à ce jour, porter que celui de haine et non de sport, il y en avait deux.

\_Une risquée et démocratique : ouvrir le débat en France, comprendre les motivations des uns et des autres, discuter, choisir parmi les organisations concernées des responsables, prévoir un plan accepté par tous, autoriser la libre expression du moment

qu'elle était pacifique et qu'elle ne troublait pas la manifestation, laisser courir seul avec son flambeau à la main chaque relayeur, avec des spectateurs pas plus contraints que pour un tour de France, redonner du sens au sport et à la dignité, être un pays libre et démocratique.

\_La seconde qui a été choisie est une solution d'affrontement : interdiction de s'exprimer, protection maximale et disproportionnée, bulle parfaitement incongrue, flambeau devenu tout sauf un symbole de l'olympisme puisque non visible et encadré de policiers, un non-sens symbolique. En choisissant de "sécuriser" à outrance le déplacement de la flamme olympique, l'effet fut dévastateur. Dévastateur car quoi de plus effarant que ces images troublantes de rues vides avec un cortège de cars de CRS, de policiers et de pompiers qui étouffe un sportif qui disparaît et dont on n'aperçoit même plus la flamme. Dévastateur de voir des opposants se faire molester. Dévastateur de voir que, malgré tout, ces opposants franchissent ces cordons bien perméables, ce qui prouve en plus du ridicule du système son impuissance. Dévastateur l'effet d'un flambeau protégé dans un car. Dévastateur enfin une flamme qui s'éteint comme un symbole qui disparaît. Ceci sera donc notre honte. Mais notre honte ne s'arrête pas là.

\_En effet, si les Chinois sont les organisateurs exécutifs des jeux Olympiques, ils ne sont en rien les propriétaires de ces Jeux. De ce fait, ce qui se passe chez eux avec leurs ressortissants les concernent, en revanche le passage de la torche olympique n'est ni leur propriété ni n'entre dans leurs prérogatives. La torche doit passer en France, c'est du ressort du Comité olympique et de la France. De quel droit la France s'est-elle pliée aux exigences chinoises de modifier le trajet, de faire entrer la torche olympique dans le bus ? Par quelle extraordinaire lâcheté la France a-t-elle acceptée ces ordres ? Cela sort du cadre boycott ou non de ces Jeux. Cela entre uniquement dans le cadre d'un Etat de droit. La France n'avait aucunement à se plier aux exigences chinoises. C'est-à-dire que Sarkozy par son demi-sel de porte-parole Kouchner dit que nous n'avons pas de conditions à donner pour assister en Chine à l'ouverture des JO, accepte que la Chine, elle, peut nous imposer sur notre territoire, pour une manifestation internationale dont elle n'est ni l'inventeur ni le garant ni le propriétaire, ses vues. Personne ne peut accepter cette attitude et il faudra bien que le gouvernement s'explique sur son attitude et Sarkozy sur la sienne.

\_A cette honte et le dégoût qu'il en ressort, c'est l'inquiétude. L'inquiétude que seuls les drapeaux chinois et français aient été autorisés, l'inquiétude forte que les dirigeants de JSF aient été mis sous surveillance, téléphone sur écoute, espionnage de corps. Inquiétude de voir cette organisation martiale en démocratie, inquiétude en plus de l'échec de celle-ci car un échec ne va pas entraîner la remise en cause de sa raison d'être, mais va sans doute en augmenter la quantité les fois prochaines. Surtout quand un président a dix-neuf gardes du corps, surtout quand un candidat qui n'est plus ministre de l'Intérieur bénéficie comme seul candidat de tireurs d'élites qui se positionnent sur les toits lors de ses déplacements.

\_Cette organisation monstrueuse a engendré un monstre. L'image dévastée de l'Olympisme, image dévastée de la sérénité en France, l'image dévastée de la démocratie, image dévastée de la compétence, image dévastée de la tolérance, image dévastée de l'efficacité. On aura beaucoup perdu. La liberté, l'Olympisme, la démocratie, le droit à l'expression. Certains y auront gagné. La Chine qui aura imposé à un pays ses desiderata(e). Peut-être les défenseurs du Tibet qui auront montré leur capacité de nuire et de faire savoir bien que je croie que l'on savait. Ces images, après celles de Londres qui avaient entamé le processus mortifère, auront tué définitivement la symbolique positive de la torche olympique. La faire transiter en France dans ces conditions c'était se mettre entre l'enclume et le marteau, et lorsque l'on s'y met on en ressort aplati et écrabouillé. C'est ce qui s'est passé. Il aurait mieux valu qu'elle ne vint pas ou qu'elle vint libre. La vraie force aurait été sa libre circulation avec le droit à l'expression responsable. C'était un risque. Sarkozy a choisi une autre voie qu'il croyait moins risquée. Au bout de la route c'est l'échec. Total et sans rémission.

\_Attention, je n'ai parlé ici que de ce flambeau et de son triste passage sur notre sol. Ce n'est pas une position pro ou anti-Tibet libre, ce n'est pas une position pro ou anti-boycott. Cet autre débat est aussi ou beaucoup plus important selon son point de vue. Mon propos n'était que de montrer comment la sécurité en dernier ressort, car aucun plan à long terme, aucune concertation, aucune écoute, aucune prévision n'avaient été faites, aboutit à un fiasco complet avec comme honte supplémentaire celle d'avoir courbé l'échine sous un diktat chinois.

La France soumet encore sa participation à la cérémonie d'ouverture après un petit virage de Sa Majesté, à un dialogue de la Chine avec le dalaï lama. Autant dire rien. DFE son côté la Pologne, puis le Royaume unie (on a peu paré du premier) boycotteront la cérémonie d'ouverture. Un vote au sein de l'Assemblée Européenne exhorte l'Europe à avoir une position commune et intransigeante. Mais les chinois s'autorisent même après avoir bafoué l'autorité de la France sur son propre territoire, après que ses séides ont bousculé les sportifs français – il fallait écouter l'indignation de Douillet et voir les images pour être stupéfaits de l'action de ces robots ou ces voyous (Coe, GB) qui ne doutent de rien et que notre Matamore toujours prêt à gonfler la poitrine ou à parler de racaille, laisse agir à leur guise et en toute arrogance et agressivité véhémement sur notre territoire des nervis comme des bandits de grands chemin, une sorte d'extrapolation des triades – à remettre en place Jacques Rogue le bon président du CIO élu de belle façon.

Lors de ce mois qui débute par une farce, on parle beaucoup de justice, entendait non la justice comme règle mais comme institution, que l'on devrait appeler plus justement ministère de la non justice. En effet, nous savions qu'Omar Bongo, " le sage " de l'Afrique selon Sarko l'Africain, était poursuivi en France pour détournement de fond. On a du reste trouvé des traces de mouvement de fonds provenant de l'Etat gabonais pour des achats de son président en France. Les preuves se sont accumulées pour que la justice passe. Il paraît en effet peu probable qu'un chef d'Etat, même au salaire Sarkozyaïque pendant 40 ans, puisse s'offrir 33 biens immobiliers dont un hôtel particulier de 2 000 m<sup>2</sup> estimé à 19 millions d'euros, plusieurs voitures pour plusieurs millions d'euros dans un pays où un enfant sur sept meurt avant l'âge de 5 ans où l'espérance de vie est de 50 ans et où 40 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Non seulement monsieur Omar a eu la peau de Bockel, mais en plus il bénéficie des largesses du ministère de sceaux qui classe sans suite cette affaire or cette décision n'est rien moins que politique et dépend bien des autorités publiques. Il ne suffit pas que la France – je veux dire son Idole désacralisée – obéisse à Bongo et suive ses ordres en matières de ministères, elle lui sert de repose pied en mocassins sur mesure dorés à l'or fin et ornés de diamants. Le remplaçant du placardisé ancien combattant, monsieur Joyandet accompagné de l'orgueilleux Guéant, va faire allégeance au papy de la savane tout en rencontrant parallèlement Margerie (PDG de Total) et Roussin, vice président de Bolloré, entreprise dont la fortune n'est pas étrangère aux comptoirs africains.

Puisque nous arrivons à la fin de la première année de mandature du Roi Soleil, il est bon, non de faire un bilan – calamiteux serait l'adjectif à employer – en matière économique, en matière d'éducation, de civilisation, d'image de marque, de compétence, de réduction des inégalités, de croissance, de vérité, de transparence, de démocratie, d'image et de poids de la France à l'international, simplement un bilan qui ne nécessite aucun temps d'action – ce qui est une bonne excuse – de l'accumulation de cafouillage, de contradiction concernant le gouvernement formé non par son

premier sinistre aux sourcils ardents comme le buisson mais par notre caput capitis qui en est donc parfaitement responsable. Il y a un an on nous annonçait dans le désordre : le gouvernement le plus compétent, le plus neuf, le plus soudé, le plus cohérent, le plus restreint et le plus paritaire de tous les temps de Toumaï à nos jours. Résultats des courses :

- parité femme/homme 30 % vs 70 %
- restreint 39 en lieu et place de 15 promis
- ouvert : aucune loi n'a été accordée aux ministres d'ouverture tout simplement strictement aucune et le RSA, le seul gain possible, est passé à la trappe
- tous les ministres sont des vieux chevaux de retour qui ont de la bouteille hormis une petite demi-douzaine. Tous autres ont œuvré dans de multiples gouvernements (Kouchner secrétaire d'état de Mitterrand au 13 mai 1988. Il y a 20 ans. Le pompon. Que du neuf vous disé-je)
- - Santini, renvoyé en correctionnel – et c'est là la rupture car il y avait le célèbre arrêt Balladur – reste au gouvernement contre ses propres déclarations et celles du président
- et la cacophonie.

Ca, je l'ai gardé pour la fin. Nous avons un orchestre qui donne un spectacle à sifflets. C'est le désordre dans le gouvernement, à l'UMP et entre les deux. Je ne sais si l'apothéose revient à Nathalie Kosciuzko Morizet qui a eu une belle tirade contre Copé et Borloo, une bonne petite phrase bien sentie et bien lancée avec des bandes de lâches par-ci, des inélégances par là. Du beau, du grand chaos. Mais si le courage n'attend pas le nombre des années, il ne résiste pas à un maroquin et celle qui accuse les autres de lâches, s'aplatit comme une carquette de prière, les fesses en l'air et le nez collé au sol. Son amande non honorable ne l'empêchera pas d'être punie-privée de voyage au Japon. Pour le plaisir d'abord la tirade de NKM tirée du *Monde* : *J'appelle chacun à prendre ses responsabilités*, répond-elle à ceux qui l'ont mise en cause. *Il y a un concours de lâcheté et d'inélégance entre Jean-François Copé, qui essaie de détourner l'attention pour masquer ses propres difficultés au sein du groupe, et Jean-Louis Borloo, qui se contente d'assurer le minimum. Si le travail de préparation préalable avait été fait dans le groupe, cela ne se serait pas produit. Ce n'est pas normal qu'il y ait eu si peu de députés de la majorité en séance. Manifestement, Copé n'arrive pas à tenir le groupe. Quant à Jean-Louis [Borloo], j'attends avec impatience qu'il vienne exprimer la parole unique du gouvernement dans l'Hémicycle. Quand il veut, il vient.* Et les délicieuses excuses du 16 avril – les mettre côte-à-côte vaut son pesant d'humour : « *Les propos qu'on me prête, prétend-elle, aujourd'hui dans le journal Le Monde ont été déformés. (...) Je comprends d'ailleurs très bien qu'ils aient pu les heurter, poursuit-elle. Par ailleurs, je suis à la disposition du groupe parlementaire UMP pour m'expliquer et lui témoigner ma solidarité. (...) Je redis toute mon estime et mon affection à Jean-Louis Borloo avec lequel je suis heureuse de travailler.* » Après les propos de Rade déformés, voici ceux de l'écologiste en chef qui sont mal enregistrés et mal retranscrits. Tss Tss, ces journalistes. Pas sérieux tout ça !

Je conseillerais à leur rédaction d'engager le scribe chef, Fillon. On peut lui faire confiance, à la voix de son maître. Marconi l'eut connu qu'il aurait mis le profil du fantôme assumé sur le devant de ses appareils en lieu et place du petit toutou aux oreilles dressés. Remarquez un Fillon et un toutou ont la même fonction. Quoiqu'à l'occasion de ce petit remue ménage qui a rendu rouge de colère et vert de rage les députés UMP (deux couleurs communisto-écologiques de bon aloi) on a entendu tonner la voix de faux baryton du François de la Sarthe. Très remonté qu'il était le petit. En revanche, Borloo qui se fout de tout sauf de sa petite personne, est ressorti de là aussi fripé qu'il était en y entrant. Vous connaissez la recommandation de ces lieux d'aisance.

Il y a un petit bémol à ce courage de NKM. En effet, celle-ci est une proche habitante du Sarkoland, invitée par CB à l'anniversaire du Magnat de la politique des égouts, avait assisté la veille à une réunion d'où Fillon le furtif était exclu. Cete réunion avait, entre autre, pour objectif de remettre de l'harmonie au sein de la fanfare municipale. Mais surtout les paroles de la New Kommando Ministress étaient la réplique féminisée des paroles du haut commandement contre les députés qui ne soutiennent pas assez la Kommandantur et Borloo qui agace tout particulièrement le Géant Vert mais, sondage oblige avec par dessus le marché une France qui se sent de plus en plus bio-éthnanolique et éolienne (les deux mamelles de l'écolo moderne), il est difficile de se débarrasser du brouillon chiffonné d'autant que le remaniement vient de se faire. Elle faisait en réalité un acte d'allégeance public pour obtenir un sucre. C'est la technique Yade oiu Amara en son temps: je dis mais je me rétracte. Je deviens une héroïne lors de ma brutale sortie médiatique – les bons médias asymétriques flattent la saillie mais ensuite ne donnent pas tant d'importance à la lâcheté qui suit un pseudo acte de courage, et les politiques qui s'engouffrent derrière cette Moïse traversant la Mer Rouge pour profiter de l'aura du roquet qui affronte les lions et se fait applaudir par la foule des pèlerins et qui flattent se qui se révèlera une tartufferie - , alors qu'en fait tout cela ce n'est qu'une tempête dans un verre d'eau quand le vrai courage pour l'une et l'autre eût été de prendre la porte sans excuse et vogue la galère, pas de regrets. On ne relève plus la contradiction et le pas en arrière de la belle, seulement le couac et l'information se déporte de la reculade de la Jeanne d'Arc de l'occase, qui en profite passe du statut de David à celui de martyr, à la disharmonie du gouvernement. Tout bénéf pour NKM.

Le régal c'est quand même l'UMP avec les sorties successives d'Estrosi qui condamne le parti dont il est issu et qui l'a aidé à être élu un ramassis de fainéants, de machin snob, d'armée mexicaine, de vide sidéral en matière d'idée. Ce fut les dissidents un peu partout. Alors que Teullé avait été soutenu par le fils de monsieur qui a un fils élu à Neuilly sud, lui se fait dégommer et le fils de monsieur de est lui promu chef de section. Teullé est battu et fessé. Lebel est dissident, contre Lellouche, mais élu et surtout c'est dans sa mairie que le président aurait été inscrit trop tard – ce qui de toutes façons n'était que le premier étage de la fusée du scandale car il habitait non

l'Elysée mais la Lanterne qui n'est pas à proprement parlé dans le VIII de Paris, mais plutôt non lieu de la galerie des glaces. – et c'est lui-même qui aurait marié illégalement le roitelet. Devinez. Vous avez gagné, lui n'est pas puni. Ils sont quand même 89 à être sanctionnés, députés compris. Le meilleur est pour madame Vautrin car dissidente à Reims contre Dutreil au premier tour, elle arrive en tête et reçoit pour le second l'investiture UMP, ce qui ne l'empêche pas de se voir sanctionnée. Elle aurait gagné qu'elle ne l'aurait pas été. Ce n'est plus le principe de la dissidence qui est sanctionnée mais celui de perdre. Voilà un parti qui vous investit puis vous sanctionne. A l'UMP on ne rigole pas. Enfin pas toujours. On est juste. Enfin pas toujours.

Pour en revenir aux couacs, notre chef d'orchestre en chef est le champion toute catégorie du désordre désorganisé. Si on dit qu'à chaque jour suffit sa peine, en avril chaque jour a droit à son couac. Il y eut la carte familiale SNCF supprimée par Bussereau et par Fillon, mais on a entendu un autre chant de sirène (dans les deux sens du terme la sirène) de la Castafiore qui en chante autre chose. Mais à tout saigneur tout horreur, la fin revient au leader de la droite, temporairement et accessoirement chef de l'Etat, qui annule tout et remet la carte en circulation. Pas seulement en circulation, car il veut que cette carte devienne la carte universelle : elle serait étendue aux *«familles modestes de moins de 3 enfants, aux familles monoparentales et aux familles recomposées»*. Pour familles recomposées on voit à qui il pense, mais cette carte ne donne aucune réduction dans les avions Bolloré ou Air Force One. Dommage, car une réduction sur de la gratuité n'a pas grand effet. Enfin, je crois....

Puis ce furent les lunettes que la Roselyne voulaient ne plus faire rembourser par la sécurité sociale (comme si elle remboursait quoi que ce soit cette pingre dès qu'il s'agit de dent et de lunette. Il est vrai que les dents ne nous servent à rien, et l'optique encore moins) le peu qu'elle nous rendait et ponctionner les mutuelles qui faisaient de trop gros bénéficiaires. On avait mal compris. Heureusement Internet, la mémoire de l'Humanité n'a pas oublié les mots de Bachelot et contredit ses assertions dans l'hémicycle doré et stuqué au velours rouge de l'AN. Les mensonges et oublis passent dorénavant mal à la postérité.

Mais quand la planche est savonnée, cela glisse, et les couacs s'enfilent les uns derrière les autres. Ce n'est-y pas maintenant l'allocation pour adolescent qui en prend un coup. Il y avait naguère deux réévaluations à 11 ans et 16 ans (en gros passage en sixième, arrivée en terminale). Il n'y en a plus qu'une à 14 ans. Une bonne centaine de millions d'économie, mais ce n'est pas très bon pour les familles. Juste pour mémoire ce que disait le candidat sautillant le 2 février 2007 à Maison-Alfort : *" Je souhaite qu'une allocation familiale soit versée dès le premier enfant "* et ce qu'il y a encore sur le site UMP au 17 avril 2008 : *« J'aiderai les familles à chacune des étapes de leur existence. En particulier, j'allouerai des allocations familiales dès le*

*premier enfant.* » Pas grave que ce soit le contraire. Faut pas pousser, ce n'était jamais qu'une promesse de campagne.

Comme les couacs cela fait mal aux oreilles, le Guide a décidé d'ajouter une passerelle supplémentaire entre l'exécutif et la presse. En plus de Guéant, Levitte, Paillé et Chatel notre haut-parleur jamais débranché demande à un communicant, Thierry Saussez, de prendre en charge une communication interministérielle. Vous étiez bien naïf si vous pensiez que c'était le rôle du Premier Ministre de mettre de l'ordre et de la cohérence dans le discours gouvernemental. Si vous étiez bien naïf si vous placiez le savoir faire avant le faire savoir. Comme les oignons en hiver, le chef à la parole permanente au lieu de laisser faire la constitution et le Premier Ministre ce qu'il a à faire, il installe un nouveau speaker au gouvernement, comme Delanoé ajoute des hot spots WiFi gratuits dans la capitale. Sauf que la pelure supplémentaire de l'oignon est une des conséquences du froid et le point Wifi une couverture plus large, un haut-parleur supplémentaire n'est en fait qu'un beau parleur, un bonimenteur à la sauvette qui va nous vendre des montres contrefaites et nous demander d'acheter le chat dans le sac sans le voir. Ce qui compte encore moins maintenant qu'avant c'est l'action. Ce qui compte c'est ce que l'on dit et comment on le dit. Ce n'est pas qu'il n'y aura plus de désaccord, c'est qu'on les cachera et on enrobera tout de miel et d'orge. Il est bon de rappeler que les couacs tant en répétitivité qu'en nombre ne datent pas du mois d'avril. Seulement avant, la classe médiatique, le Sarko étant en haut de l'affiche, se préoccupait plus de son émerveillement que de relater les faits. Déjà en juin, juillet et août 2007 le nombre de contradictions, de démentis, de reprises en main de dossier par la Haut bout de la table n'était pas piqué des hannetons ( Pécresse rappelée à l'ordre, réduction de fonctionnaires annoncée en juin et juillet et démenti par les faits fin juillet, intérêts d'emprunt, ...).

Je ne résiste pas au plaisir de vous reporter ici les écrits du Figosky non contestables, car de sources plus que sûres. Voici ce qu'en dit la voix de la France de cette nomination : « *Ca va peut-être vous surprendre mais, c'est vrai, on met un communicant à la tête d'un service de communication. On essaie plutôt de trouver des professionnels pour remplir leur mission* ». Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, a choisi l'ironie pour répondre aux questions des journalistes après la nomination,

mercredi en conseil des ministres, de Thierry Saussez comme délégué interministériel à la communication.

Un poste qu'il cumulera avec celui de directeur du Service d'information du gouvernement (SIG). « *Le périmètre du service d'information du gouvernement n'est pas changé. Simplement, cette fonction est complétée par celle de délégué interministériel et donc l'objectif de Thierry Saussez sera de travailler sur toutes ces questions d'information, de pédagogie, d'action du gouvernement* », précise Luc Chatel.

S'il faut un mielleux au gouvernement c'est qu'il y a du tirage entre Matignon et l'Élysée. Il va falloir ramoner, moi je vous le dis. Entre l'Élysée et ses affidés qui disent : « *Que se passe-t-il quand un dossier du gouvernement tourne mal ? C'est encore Sarko qui s'y colle !* »... et... où on se dit las d'être « *les pompiers de service* ». Et de citer le cas de la carte famille nombreuse : « *une c..., voilà ce qui arrive quand la technostructure tourne à vide. On ne peut pas tout surveiller* ». Voilà un autre dossier sur lequel Nicolas Sarkozy est intervenu en fin de semaine, pour démentir François Fillon. Le Premier ministre avait annoncé de\_puis le Japon qu'il était bien question de confier à la SNCF le financement de la carte famille nombreuse, dans le cadre de la révision des politiques publiques. Et Matignon avec un Fillon qui se tait et joue au Sphinx sûr de lui avec sa bande de branquignoles qui affirment : « *Le président nous demande d'être interventionnistes. Soit. Mais alors qu'il ne se mêle pas de tout !* », ajoutant ce savoureux : au passage, on rappelle que le président est celui qui « *fait des annonces à la place de ses ministres* », en citant Christine Albanel qui apprit « *un quart d'heure avant la conférence de presse du président qu'il voulait supprimer la pub de la télévision publique* ». Ou encore les propositions « *brouillonnes* » du chef de l'État sur Arcelor.

On remplace donc une action interne au gouvernement par une parole d'Évangile. Dieu est bien présent. Comme cette nomination ne suffit pas, l'aboyeur chef de l'UMP tape de ses poings rageurs sur la table du salon Murat et menace les apostats de renvoi immédiat. Les journalistes amnésiques n'osent rappeler au Parolier en chef que lors des précédents couacs, qu'ils prenaient pour une habile tactique, celle qui consistait à autoriser les discussions au sein du gouvernement coupant ainsi la chique à l'opposition, celle qui permettait de dire au Chef que c'était ça l'ouverture et la liberté de parole, que celui-ci se flattait de ses divergences. Ce qui était vrai hier et salué chapeau bas par les caisses de résonances que sont nos media ne l'est plus aujourd'hui. Cette vaste contradiction entre cette fumeuse ouverture et débat interne, et fermeture actuelle avec une seule tête et un seul rang, ne dérange pas les reporters français.

Par devoir d'Histoire et de Mémoire, il me faut faire un petit résumé des antagonismes et des différends entre les divers membres du gouvernement, entre ceux-ci et Fillon, entre Fillon et le président et entre le président et la terre entière.

Amara/Boutin

L'une parle comme dans la une, l'autre la snobe. Ce fut un magnifique jeu de cache cache dans la banlieue lyonnaise où lorsque l'une apparaissait l'autre disparaissait. La Christine qui a eu un sacré directeur de cabinet n'aime pas l'autonomie des autres et savonne les planches. Déjà que le plan banlieue a eu du retard, un accueil mitigé, la patronne a décrété qu'elle n'y croyait pas. Depuis, les oubliettes ont servi de refuge aux propositions de l'ex leader de ni putes ni soumises.

Amara/Hortefeux

Bon, pas besoin de s'étendre. Le franc parler de la miss, qui permet de trouver dégueulasses les tests ADN et l'instrumentalisation des émigrés, ne pousse pas à la franche démission. Dans un gouvernement en profond chaos il n'est pas besoin d'accorder ses actes avec ses paroles, déjà qu'il est difficile d'accorder les paroles entre elles, il ne faut pas demander l'impossible auquel nul n'est tenu.

Hirsch/Woerth

L'un veut dépenser les picaillons que l'autre retient comme un Harpagon.

Woerth/Nicolas en chef

Oh, juste quelques bisbilles de rien du tout. On commence par les intérêts d'emprunt déductibles puis plus déductibles, un seuil puis un autre, pour finir par une anticonstitutionnalité de la loi. Pas terrible. Et au printemps quand on fait le ménage, l'un annonce quelques centaines de recettes pour bricoler et récupérer ici et là un euro, l'autre double la mise, enfin double les possibles économies. Il passe de 5 à 10 milliards. Une paille me direz vous. Avec ce genre de paille les pipe-lines qui traversent la Kazakhstan font l'effet de chalumeau à limonade.

NKM/Borloo

On en a parlé plus haut. Un soufflé qui s'est effondré. Dommage, car un soufflé qui fait des vagues en souffletant ce qui passe à sa portée cela a du panache, mais s'il s'étale, ce n'est plus qu'une bouillasse repoussante.

Borloo/Nicolas le grand

Oui une TVA sociale qui est apparue en pleine campagne législative et qui a fait du dégât pour les députés UMP. Sarconomique n'a pas apprécié.

Yade/Kouchner

L'une s'offusque souvent, mais se retire aussi vite quand cela échauffe l'Elysée. Elle contredit son chef lui qui se tait sauf pour déclarer la guerre à la Perse Islamisée, remplacer le chef politique de l'Irak ou démentir les fausses conditions du futur président européen pour sa participation à l'ouverture des jeux pseudo-olympiques,

conditions mal comprises par Le Monde et énoncées par notre ministre Tango, un pas en avant, deux pas en arrière.

Kouchner/Nicolas tout puissant

En informatique on écrirait 0/1. C'est binaire. Le premier n'est pas ministre des affaires étrangères, le second l'est.

Fillon/Nicolas Premier Ministre

Après l'avoir traité de collaborateur, ce qu'il a démenti mensongèrement, Il n'a pas apprécié que le fantôme de Matignon parle comme s'il la France lui appartenait et qu'il ajoute qu'on lui avait laissé un état en faillite, il lui a secoué les puces parce qu'il montait dans les sondages à cause de son flegme et de sa non exposition, son manque de courage politique, il semble que selon un proche de l'Omniscient, il ne peut plus maintenant le " saquer "... La guerre est ouverte. Il est vrai aussi que l'histoire de la carte de famille nombreuse, enfin sa suppression, est une idée qui vient de l'Elysée et que ce même Elysée en a accusé notre fantôme et a plié les reins comme à son habitude devant la foule. Ce n'est pas pour faire plaisir au Japonais du moment. Les bonnes langues remettent au goût du jour le fait que Fillon n'est devenu sarkozyste qu'en 2005 après avoir été chassé par Chirac et Villepin dont il avait aimé d'abord les laisses.

Chatel/Albanel

Juste entre eux une histoire de taxe d'hôtel de luxe que veut instaurée l'une et que tacle l'autre, mais il est vrai que dans la plus parfaite logique et la grande cohérence des taxes et des abandons d'impôts de notre ministre de la culture il faut créer une nouvelle niche fiscale pour les œuvres d'art au moment du tour de vis annoncé par le Dépensier en chef.

Yade/Nicolas l'Africain

Bon, elle s'est lâchée, il l'a recadrée. Deux bonnes fois. Elle n'a pas moufté. Elle n'était pas en Chine. Dati, si.

Bussereau/Castafiore

Juste une feuille de papier à cigarette entre eux (interdit dans les cafés et restaurants depuis le début de l'année), enfin plutôt une carte de famille nombreuse.

Pécresse/Nicolas Charlemagne

Le projet des universités n'a pas été présenté en heure car il a été déplacé d'une semaine par sa Majesté. Sont passées à la trappe (pas celle où devait se recueillir le futur chanoine pour " habiter la fonction " présidentielle) la sélection, une partie de l'autonomie, l'augmentation substantielle des droits etc.

Dati/Ses collaborateurs

On ne compte plus les démissions. Si, onze en onze mois. Rachida a le goût de l'esthétique et de la mathématique. On retiendra qu'elle se met beaucoup de monde à dos, qu'elle choisit ses interlocuteurs (elle a voulu imposer à Serge Moati ses contradicteurs, il a préféré annuler l'émission) dans les émissions, se pavane dans les journaux en Greta Garbo et Dior, convoie le Président partout où il va, passe sa vie dans la presse, se lâche avec sa copine de télévision et parle de ses boucles d'oreilles, aime les petits fours et dépense beaucoup en représentation, mais ne retient pas beaucoup ses collaborateurs qui ont fui par poignée entière.

Lagarde/Nicolas l'américain

Quelle buse cette Lagarde. Rigueur, rigueur, où avez-vous vu de la rigueur ? Et son histoire de vélo ! Du tonnerre cette histoire de vélo pour celle qui ne se déplace qu'à la force du pétrole. Il n'y a pas que les énarques pour débiter des bêtises, non les CEO des cabinets de conseil américains aussi. Et puis, elle a osé contredire le fabuleux plan sarkozyaque pour Arcelor Mittal dont on connaît le succès retentissant. Et n'était pas d'accord non plus quand l'aimé Massimo a voulu déboulonner Bouton. Remarquez L'Economiste en chef de notre pays de la queue de peloton européen l'avait humiliée parlant à sa place lors de la réunion des ministres des finances de l'eurogroupe en juillet 2007 et lui rend la vie impossible dans ses rencontres internationalo-économiques avec sa position anti BCE à l'opposé de celle de notre Christine américaine. Un poste de ministre vaut bien un orgueil aplati malgré des rumeurs fortement démenti de démission.

Pécresse/Darcos

L'un a voulu donné des leçons à l'autre lors des grèves étudiantes, l'autre lui a rendu la pareille lors des manifestants lycéens. Mais l'un l'a fait en public, l'autre en privé. L'un a été recadré par l'Elysée et a mis sa langue dans sa poche et son mouchoir dessus, celui qui lui a permis d'essuyer ses larmes après sa défaite à Périgueux, l'autre aussi mais elle la démange car les lycéens sont toujours dans la rue et le vieux routards Darcos ne réussit pas mieux à les calmer. Un bon petit chien de sa chienne ne lui déplairait pas à la Valérie qui en tant que qu'ancienne porte parole l'a acérée, quoique souvent en bois et du plus pur croyez-moi. Il peut lui arriver un coup de Calgon, genre NKM. Il semble en effet que dans ce gouvernement les mots verts viennent plutôt des femmes qui, si elles sont en minorité, n'en sont pas autant muettes.

De tout cela vous relevez comme moi un gouvernement uni, cohérent; soudé, à la politique claire, à la compétence affirmée. Normal tout avait été pensé, discuté, mis noir sur blanc, chiffré, analysé, décortiqué, évalué avant les présidentielles. C'était le seul programme ficelé comme un rôti de porc (four thermostat 7), avalisé par les économistes neutres et proches du Medef et de l'UMP. Aucun cafouillage possible, nul besoin de commissions complémentaires, pas non plus de commentaire genre ceux de Darcos qui après un an de gouvernement réfléchit à la situation et fera des

propositions (un an après avoir été en poste, qu'a-t-il donc fait de son temps ? Ah, oui les élections. Perdues. Dommage.) alors que tout était prêt, un plat mitonné qui ne demandait plus qu'à fondre à l'étouffé. C'est vrai que la vie nous réserve des surprises. Il y en a quand même quelques unes qui sont prévisibles : vous dépensez beaucoup plus que ce que vous gagnez, vous annoncez une croissance irréaliste pour avoir un budget présentable à votre banque, vous êtes en réalité en plein dans la cible des subprimes et il vous arrive ce qui doit arriver : une cure d'amaigrissement avec en prime une cure de désintoxication. En fait celle-là c'est celle de vos électeurs. On les y reprendra pas deux fois.

Mais il n'y a pas qu'en politique qu'il y a des cafouillages sous le règne de Nicolas le Juste. La justice a les siens, et pas de la petite bière. C'est seulement en avril que Denis Gautier Sauvagnac est reçu sur le fond de l'affaire UIMM. Cette histoire avec d'autres fleure bon le scandale majeur. On a eu droit à notre recordman mondial des pertes, Jérôme Kerviel, et ses petits milliards évaporés. Lui est devenu pour certain une sorte de héros, il a fait pourtant ce que la morale réprouve, il n'a pas été blanc bleu. Il ne l'a pas fait non plus pour l'amour de son employeur, pour la beauté de l'art, mais pour une prime. Ce qui diminue un peu l'image de Robin des bois de notre champion du monde. Il a, par son acte, démontré l'impéritie des banques et la monstruosité immoralité de ses dirigeants, l'absurdité du système. Une banque qui vous refuse 10 000 euros pour votre TPE, s'en va gagner du flouze par brassées en pariant avec vos picaillons. Elle ne fait ni dans un cas ni dans l'autre son boulot. Evidemment avec ses 19 millions d'euros DGS fait pâle figure. Mais une petite racaille prise à voler trois tee-shirts se trouve en garde-à-vue, en jugement immédiat et en taule en moins de temps qu'il faut pour l'écrire. Kerviel en trois semaines se trouve dénoncé calomnieusement par la SG et la presse comme quoi il serait en fuite, on dresse de lui un portrait au lance-flamme, et le " déséquilibré " se trouve dans une des geôles de la République pour trois semaines. Le tout en deux coups de cuiller à pot. Pour l'un la justice se surpasse, le Chef de l'Hexagone va même en oubliant le respect de la séparation de l'exécutif et de la justice et en ignorant le Kerviel pourtant qui a commis le délit pour le moins de désobéissance et de prise de risque inconsidérée au détriment de son employeur et de ses clients et actionnaires, s'acharne sur Bouton lui demandant de démissionner. Comme d'habitude il se mêle de ce qui ne le regarde pas. Pour l'autre, alors que le détournement est avéré, reconnu par le coupable, la justice trépassé. Pas de contrôle judiciaire avec interdiction de rencontrer les protagonistes de l'affaire, ce que l'on a pourtant imposé à Villepin deux ans après les faits, alors qu'avec DGS on est en plein dedans, pas de perquisition immédiate, et pas d'interrogation sur le fond.

Ainsi la justice peut-elle faire pour l'un un travail urgent en quelques heures et ne pas se presser pour l'autre. Il lui faudra six mois pour l'entendre sans toujours de contrainte. L'un en prison, l'autre part en vacances. On sait maintenant que les broyeuses à papier ont tourné à plein régime de quoi alimenter les poêles à bois de

toute l'administration pénitentiaire, on a su que cette non interdiction de rencontrer les autres filous de l'opération a permis de lui octroyer une parachute en or massif, qu'il a pu garder son poste, non de président ce qui était pour la galerie, mais de dirigeant avec le maintien de ses salaires, on sait aussi les montants énormes des frais d'avocats et d'experts en communication. On sait aussi que son silence est acheté, non forcément par les sommes qu'il va encaisser, mais par les autres dispositions que n'auraient jamais dû prendre le syndicat. En effet si DGS ne parle pas il sera redressé fiscalement et c'est le syndicat qui payera ces frais. Or ceci est absolument contre le droit et contre les statuts de ce syndicat. Les dirigeants outre-passent leurs prérogatives en payant ces sommes car c'est au détriment de son intérêt. En effet il suffit que DGS parle pour qu'il n'y ait pas redressement fiscal. L'équation est simplissime : il parle et pas de redressement, il ne parle pas, redressement payé par l'UIMM. La conclusion est claire comme de l'eau de source : le syndicat payant ce futur redressement achète le silence de son ex président. La justice devrait assortir son jugement sur l'impossibilité au syndicat de payer ce redressement. Il faudrait bien aussi que l'on pose à Sarkmedev des questions sur les raisons de son silence sur cette affaire, les raisons de la demande de ses services de ne rien faire quand Tracfin ont averti ceux-ci à la suite du questionnement justifié des banques sur ces sorties en liquide, sortie égyptiennes, si l'on peut dire. Il fait aussi se poser la question de la lenteur des banques à réagir et donc leur constance à désobéir à la loi. Ce n'était quand même pas de la petite monnaie qui sortait de leurs caisses. On peut rire des contre feux hallucinatoires que la presse nous sort car à part Eric Decouty, celle-ci est particulièrement silencieuse. En effet on nous sorte que l'UIMM aurait financé en 1974 la campagne de Giscard. La eblle information 34 ans parès les faits. Une diversion de Mickey. Plus intéressant est lorsque l'on apprend que Peugeot a toujet quelques petites centaines de milliers d'euros. Ce n'est pas intéréssant parce que Peugeot l'a touché car cela est dans les comptes et npon payé en liquide, cela l'est bien sûr acr cela montre que ce syndicat utilise sa cassette ce pour quoi elle a été remplie, mais surtout cela montre que l'on veut donner un autre os à ronger qui n'a que peu d'importance judiciare en regard du magot occulte et que monsieur Saint Geours ne peut être un monsieur propre car il est le nouveau Président de l'UIMM et patron chez Peugeot. Imaginez-vous que l'on mordre la main de celui qui vous nourrit ? Il faut quand même rappeler quelques faits. En mai 2004, alors que Préposé élyséen est à l'époque ministre du budget, Tracfin dénonce les sorties liquéfiées de la cassette patronale. Une note du cabinet du ministre, l'actuel locataire de la Lanterne et époux de CB, en septembre demande de " laisser le dossier en l'état ". En décembre 2007 François Werner, responsable en place de Tracfin, est interrogé par France 2. Lorsqu'on lui pose la question de savoir si en 2004 le ministère était au courant de ces retraits douteux il généralise en disant que c'est la coutume d'avertir oralement et par note le ministre de tutelle. Il généralise pour noyer le poisson et bafouille quand on lui demande de préciser si cela avait été le cas en ce qui concerne Sarkozy. Il dit qu'il ne peut l'affirmer mais que c'était certainement le cas en 2005 année de son entrée en fonction. Or en tant que directeur de cette structure il a accès aux dossiers, les

collaborateurs sont au courant. Il sait donc. Mais il botte en touche. Petite information : ce même François Werner était conseiller au ministère du budget (il était donc à cette époque de l'autre côté du miroir, le petit cachottier), ami intime de Jean-François Coppé, candidat UMP aux dernières élections. Un autre François, Peyrol celui-là, qui est l'actuel secrétaire général adjoint de l'Elysée spécialiste de l'économie, était aux côtés du Manitou au budget. Vous comprendrez aisément que c'est le silence radio au château. Vous comprendrez que notre Touche à Tout Tout le Temps n'ait rien dit sur cette affaire UIMM. Vous vous étonnerez comme moi du fonctionnement de la justice et du silence des media concernant ce brûlot.

Puisque nous sommes dans les affres et mystères de la justice, c'est en ce mois où finalement on se découvre plus que d'un fil, que Galouzeau envoie une dernière flèche dans le dossier de la rocambolesque affaire Clearstream dont je vous avais promis que je parlerai. C'est sans doute la plus grande mystification judicario-politico-médiatico-policière de tout le millénaire. Avec en maître de cérémonie Caliméro et ses spin doctors. Villepin clôt le dossier d'instruction par une lettre envoyée à Zig et Puce, les juges Huys et Pons au comportement étrange, qui résume son point de vue de l'affaire, lettre que publie Marianne.

Contrairement à ce qu'on finalement fait croire Médias, Justice, Police et Politiques, l'affaire Clearstream ne commence absolument pas en janvier 2004 (le 9 au quai d'Orsay dont le locataire est l'ennemi juré et présenté comme conjuré contre Nicolas le martyr) mais bien avant. Les carnets d'Yves Bertrand – un super agent qui garde ses notes comme un amateur, c'est ébouriffant non ? – nous éclairent d'une note qui met en cause en mai 2001 Imad Lahoud. Déjà. Jospin est Premier Ministre, Villepin n'est pas aux commandes (à moins que ma perception de la vie politique soit erronée). On assiste à une histoire de pieds nickelés ou cet informaticien de " génie " recruté (?) par la DGSE après avoir servi d'informateur aux RG dont le patron était ce même Bertrand. Il faut donc avoir la conscience aiguë que, bien avant que de Nagy Bocsa soit sur ces fameuses listes des noms étaient inscrits : Dominique Ambiel en novembre 2003, six mois avant notre aimé Guide, Maître Guilloux, Alain Madelin, Dominique Strauss Kahn, Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius, Patrick Ollier. En fait ce ne sont pas deux ou trois noms, mais plusieurs centaines de la politique, des affaires, des media. Cela a commencé par des personnalités du monde de l'aéronautique et militaire pour d'abord déstabiliser Thomson puis pour intéresser Gergorin (à l'époque vice président d'EADS en pleine bataille pour le pouvoir entre Forgeard et Camus) à l'histoire, puis du monde de la DGSE et ou des RG et enfin des politiques avec en dernier lieu et seulement en dernier lieu le Chef. L'habileté du leader de l'UMP a été de se poser en victime avant même que la presse ne soit au courant de l'inscription de son nom sur les listes. Ce point précis n'est pas à négliger. Un enquêteur quelque peu sérieux, voyant des centaines de noms dont de nombreux politiques de tout bord, s'interrogera sur la véracité de cette liste. Si des sondages révèlent qu'il y a des erreurs il sera circonspect. Un journaliste sérieux verra qu'un nom

noyé parmi d'autres ne peut avoir en l'état une connotation de cabale politique. La ruse des spin doctors n'a pu que dépasser les espérances de la victime internationale, l'auto centré Sarkomoi. En effet, si la presse faisant son métier mettait sur un même pied d'égalité Madelin, cité 6 mois avant Sarkozy, Strauss Kahn, Ambiel, Fabius, Ollier, Chevènement et la cohorte d'industriels et notre Mouton Sacrifié, l'affaire se meure d'elle-même. Mais si on lui donne à croquer un bon petit scoop qui sent les tirages à mille mètres elle perd les pédales et toute retenue. Dans le premier cas, il y a tant de noms, la chronologie est telle que cette affaire apparaît tout simplement comme celle d'un fou qui veut se faire mousser et invente des affaires qui sortent les unes après les autres comme des poupées russes, ce qui plaît bien aux esprits tordus et aux complotistes de tous bords, commençant par l'aéronautique et l'affaire des frégates de Taiwan. Sont cités à l'époque Alain Gomez et Pierre Martinez anciens PDG et responsable sécurité de Thomson et Philippe Delmas ancien vice président d'Airbus qui fera un détour par la garde à vue. Imad Lahoud, faut-il le rappeler, grâce à son frère, travaille pour EADS. De son côté Gergorin veut démontrer que Lagardère a été assassiné par un groupe international d'industriels et de financiers et la lutte fait rage entre Philippe Camus et Noël Forgeard pour la présidence de ce même conglomérat, EADS. Cette affaire de listing est du pain béni pour lui. C'est donc cette alliance de circonstance entre un aveuglé par sa quête et un malade qui veut exister que se développe l'affaire sur point de départ de calomnie militaro industrielle. Lahoud pour se rendre plus crédible ajoute mensonge sur mensonge, enrichit sa liste. Ce docteur Frankenstein a créé son Moloch qui va finir par vivre sans lui. Par trois fois au moins, comme un drogué qui a besoin de plus en plus de drogue pour faire de l'effet il va augmenter ses listings. Gergorin qui poursuit son Graal et veut tenir la promesse qu'il s'est faite à lui-même de découvrir les assassins de Lagardère va avaler les listes comme un avaleur de sabre sa lame. Gergorin va tirer toutes les sonnettes afin de faire aboutir sa mission. Chaque nouvelle piste de ce listing lui permet, croit-il, que cela va accréditer son obsession. Le passé sulfureux et trouble de Lahoud, son passage en prison, ses déclarations extravagantes d'agents secrets, font de lui l'acolyte idéal de Gergorin. Il va donc entraîner dans son délire - j'ignore parfaitement si Lagardère a été assassiné - les hommes influents qu'il connaît. Il se trouve que parmi eux il y a Villepin dont il fut le supérieur hiérarchique. Villepin est puissant. Villepin à l'oreille de Chirac. Villepin est un cordon que l'on peut tirer avec quelques utilités. Se servant des listings qui grossissent comme une grenouille qui veut se faire aussi grosse qu'un bœuf et qui bien évidemment va exploser et éclabousser celui qui était présent à l'instant de la découverte qu'elle n'était qu'une grenouille. Clearstream était la bonne voie pour intéresser tout un monde. Denis Robert a en son temps déclaré assez fortement - ce qu'il a valu et lui vaut des ennuis répétitifs et procès à répétition - tout le bien qu'il pensait de cette société de compensation luxembourgeoise. Pour lui, cette société opaque et protégée du grand Duché est une lessiveuse à argent louche. Le cocktail est parfait : de l'argent qui a une odeur, des services secrets, des hommes influents impliqués, des politiques sur lesquels le soupçon de corruption est fixé à leur image comme une arapède sur un rocher (celui de Monaco au hasard), et un

alchimiste qui tente un coup. Il va donner un sens bien différent à tout cet imbroglio sans queue ni tête, ou plutôt à mille queues et mille têtes. Comme la paresse et l'envie de briller sont des propriétés communes, la presse, la police – il faut le rappeler qu'en 2005 et 2006 le ministre de l'intérieur n'était pas un étranger à ceux qui suivent la politique et les affaires courantes de la France – les hommes politiques et la justice vont s'empressement de s'engouffrer dans une simplification facile, agréable et glorieuse. Deux juges, Jean-Marie d'Huy et Henri Pons, surnommés Zig et Puce, vont suivre le fil d'Ariane que déroule devant eux Sarkozy. Alors qu'il y a une montagne de plaignants, alors que le dernier à se porter partie civile, près d'un an après les faits, est notre Massimo bien connu, la justice suivra le précepte chrétien et paradisiaque : les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers. Sarko passe en tête. Oubliés, méprisés, rejetés les autres ceux qui sont tout aussi innocents, ceux qui ont porté plainte assez vite. L'affaire ne commence qu'en janvier 2004. La presse qui n'est pas ennemie de ses tirages voit là une aubaine : une guerre des chefs, du saignant, si saignant que notre Doux Evangéliste dit assez haut pour que cela parvienne à nos oreilles prudes qu'il pendrait à un croc de boucher celui (en l'occurrence Galouzeau) qui lui avait fait le coup.

La question qu'aurait dû se poser nos Zig et Puce était la suivante : pourquoi quelqu'un qui dit que sa réputation est salie attend-il si longtemps pour porter plainte (plainte janvier 2006 faits connus été 2004) alors que tout péquin moyen aurait porté plainte dans l'heure ? La réponse est simple. C'est lui qui a fait divulguer dans la presse l'insinuation qu'il était attaqué par ses ennemis pour le salir. Et les autres politiques serait-on tenté de lui dire ? S'il était seul cela avait un sens. Avec les autres cela n'en a plus car s'ils sont innocents comme lui l'effet serait désastreux pour la combine, la manœuvre stupide, en tout cas ni aux yeux de la justice ni à ceux des journalistes le nez sur les déclarations pro domo de Sarkosy. La machine à victimisation était en cours. Sans aucun recul les media se sont jetés sur le morceau. Petit à petit les regards se tournent vers Villepin et se détournent de toutes les autres victimes. La plus grande mystification judicario-politico-médiatico-policière de tout le millénaire s'est mise en route. Caliméro a joué sur du velours. S'il a pris son temps pour porter plainte c'est pour deux raisons : 1- laisser à ses insinuations et ses colères de crocodile faire son effet et étouffer dans l'œuf toute velléité de faire une enquête saine et objective. 2- vérifier que le stratagème fonctionne avant de choisir son cap : le magnanime (genre abandon de plainte du SMS) si cela ne suivait pas le cours tracé par le maléfique ou son contraire enfoncer le pieu à coup de masse quand la justice l'avait bien planté dans le dos de Villepin. Du côté médiatique c'était un beau combat de coqs en perspective. On adore. La subjectivité a battu à plate couture Descartes. La justice et la presse se font les alliés objectifs du futur président. Zig et Puce trop contents de se payer un des hommes les plus puissants de France vont l'humilier, le traquer, s'acharner sur lui au détriment de toute autre piste et des autres victimes. Alors que Villepin qui avait la possibilité d'éviter la justice régulière en allant devant la Haute Cour de Justice, se conforme à une sorte de code d'honneur

qui veut qu'il se sente un justiciable comme un autre, on ne lui en saura aucunement gré. Cette même justice qui laisse libre DGS et enferme Kerviel. Au fil de l'instruction, tout démontre qu'il sera très difficile de prouver que Villepin était au courant de la fausseté de ces listings et qu'il en aurait abusé pour sa lutte contre son ennemi de toujours. Ils ont pourtant en commun une chose, c'est qu'il y a pour eux beaucoup de cons qui les entourent. Ce qui prouve définitivement que cette histoire a été orientée par la justice, orchestrée par la presse complice, c'est ce qui va entourer la fin de l'instruction. Zig et Puce ont été contraint d'entendre Yves Bertrand. Malgré les révélations des carnets de celui-ci ils refusent la confrontation avec sa subordonnée Brigitte Henry qui pourtant ne dit pas les mêmes choses que lui. Par ailleurs ce grand chef du renseignement déclare la guerre à la justice en disant clairement qu'il a des billes. Dans ses billes on retrouve les noms comme Hervé Seveno, et Alexandre Djouhri qui passent pour être proches de Bernard Squarcini, l'homme mis en place par Sarkozy aux RG. En d'autres mots si vous me touchez de trop près, je balance. Message reçu ? En tout cas, alors que la révélation de ces carnets, qui auraient dû être trouvés bien avant fin 2007 si la justice avait fait son travail, la justice ne veut pas en savoir plus.

Pour presque terminer, il y a aussi cette idée qu'il paraît que l'on appelle le hareng saur. Il s'agit de discréditer un fait en y adjoignant tant d'éléments faux que l'on noie le poisson à en oubliant l'origine. Supposons que les premiers listings aient une certaine véracité. Les petits malins impliqués et sans doute assez puissants (n'oublions pas qu'au début les premiers pressentis ne sont pas des enfants de chœur : Angola gate, trafic d'armes, complexe militaro industriel, DST, DGSE, gros pognon, vedettes, morts suspectes à foison...), se débrouillent pour faire enfler cette liste de tous les noms du who's who dont le farfêlu sautera aux yeux du plus modeste des enquêteurs. Le tour est joué. On oublie le début, on juge que tout est faux, Lahoud va en taule et les moutons sont bien gardés.

Des milliers de pages de cette affaire c'est une souris qui va en sortir vraisemblablement. La justice n'a plus en main qu'une espèce de note de synthèse de la police, dont on sait qui l'a dirigé et qui la dirige, qui suppose que Villepin avait fait tout ce remue-ménage pour empêcher Sarkozy de quoi ? de prendre la tête de l'UMP ! Ces policiers-là devraient retourner à Saint-Cyr l'école, qui porte bien son nom, afin de revoir leurs manuels. Il est inutile d'énumérer les raisons qui démontrent à quel point cela est ridicule. Que dans cette histoire Villepin ait sauté de joie à la possibilité de détruire Sarkozy s'il était avéré que celui-ci ait eu des comptes douteux ne l'est pas (douteux ah ah), mais quant à en faire l'instigateur et quant à supposer qu'une fois révélée la fausseté il aurait persisté me semble de la plus parfaite invention, en fait non de l'invention mais de la construction intellectuelle qu'a réussi à faire avalé l'équipe de communicants du chef du Château.

Tout ce qui a commencé par l'affaire des frégates de Taiwan, puis par la lutte entre Forgeard et Camus, et qui ne s'est vu greffer qu'en queue de peloton l'affaire

politique qui est un volet groupusculaire en regard du reste mais que la justice et la presse par un beau tour de passe-passe ont réussi à faire gonfler inversant l'iceberg et faisant croire que la pointe avait autant d'importance que la partie immergée, est insignifiant. Il y en a qui vont payer. On les connaît : Gorgerin et Lahoud. Quant à la manipulation du roitelet, j'espère bien qu'elle va se retourner contre lui si la justice du procès veut bien passer.

Alors que Villepin tente de régler ses comptes avec la justice et son ex subordonné, alors que tous les sondages atteignent des sommets dans l'impopularité – le plus bas niveau après un an de présidence de toute la Vé, ce qui n'émeut pas notre Chanoine en état de lévitation qui se gargarise de façon hallucinante dans *Le Point* répétant selon la méthode Coué qu'aucun président avant lui n'avait autant fait et que c'était facile de gouverner - et que contrairement aux affirmations ce n'est pas que le comportement du maître es bling bling qui est jugé mais aussi la politique, le bazar permanent du gouvernement, les reniements et revirement, et ce dans toutes les couches de la populations, toutes les tranches d'âge et tous les secteurs politiques - Le grand schlem quoi ! – voilà que Courage Fuyons, se jette dans sa bure recouvrant sa cilice, comme un prêtre devant le pape – sur le carrelage de l'histoire devant la Chine car trois manifestants chinois sur 1 milliards et quelques trois centaines de millions manifestent. Hors l'inénarrable lâcheté du geste, c'est accréditer que seulement en France il y aurait eu des manifestations, c'est accréditer que le commerce passe avant toute règle, c'est accréditer le fait que la France, par l'intermédiaire de son représentant, plie sous le jugement que quelques pékins étrangers dans leur pays pour ce qui se passe dans le nôtre pour une cause pour le moins peu favorable à l'empire du milieu.

C'est le plus jeune de nos hommes politiques, Christian Poncelet qui joue aux Hermès (messenger des dieux et accessoirement protecteur des voleurs) et apporte à une héroïne des temps moderne, la jeune sportive de haut niveau, l'handicapée et chinoise Jin Jing, la lettre de notre Imperator.

Il peut paraître déplacer de railler un baise-main quand la cause paraît juste : des excuses de la France à une athlète en fauteuil roulant qui est brutalisée par des opposants au régime chinois pour lui voler une flamme olympique bien triste. S'attaquer ainsi à une infirme n'est pas très glorieux. S'attaquer à la flamme olympique, n'est pas non plus un geste d'une grande efficacité ni faire preuve de l'esprit soi-disant zen des tibétains. Que leur combat soit juste ou non, une manifestation digne, non contre l'Olympisme et son symbole, mais contre ceux qui ont donné aux chinois cette vitrine sous condition tout en sachant que c'était un leurre, ceux qui continue à se voiler la face, et les intéressés eux-mêmes les hiérarques de la démocratie chinoise était la voie à suivre. La France aux ordres des aboyeurs en survêtements bleus et lunettes noires a

été bien incapable de préparer à l'avance cet évènement. Nous verrons ce qui se passera au Japon, mais ce pays a interdit aux cerbères de l'empire du milieu d'intervenir sur leur territoire et a autorisé les manifestations pacifiques des pro tibétains sur le passage de la flamme olympique sous condition de calme et de paix. Ce qu'aurait dû faire la France.

Alors que la ville de Paris, par la voie de son maire, décide de faire du dalaï-lama et de Hu Jia, militant chinois des droits de l'homme, deux citoyens d'honneur, le quai d'Orsay s'offusque et le gouvernement chinois voit rouge. En quoi sont-ils juges d'un acte intérieur à la France ? En quoi cette décision serait-elle digne de reproches et d'une colère si violents ? Ne serions-nous plus maîtres chez nous ? Ils vont même jusqu'à mettre en garde dans des termes très violents la municipalité de le faire. Cela doit être une des rares fois où un ambassadeur se permet d'interpeller ainsi des élus d'un peuple sur leur territoire. Cela est la conséquence des courbettes de notre Dogue édenté. Il a ouvert la boîte de Pandore en s'étalant bras en croix devant les puissants qui maintenant, eux, essuient leurs croquenots sur son dos.

Il y a donc, ce que tout un chacun sait, plusieurs France : celle de l'économie qui plie devant ses intérêts, celle de violents perturbateurs qui montrent les crocs et manifestent avec violence contre la Chine, celle de ceux qui font des actions d'éclats pacifiques, et il y a l'État. Et il y a à la tête de cet état une carpette de seconde zone.

Si l'acte contre cette jeune et souriante Jin Jing est détestable, ce que l'on peut regretter vivement, si cette escrimeuse a défendu courageusement la flamme, ce que l'on peut applaudir, on doit se poser une première question : Pourquoi une chinoise faisait-elle le relais de la flamme olympique sur notre sol ? Était-ce pure provocation ? Est-ce la preuve de notre lâcheté ? Il paraît évident qu'il n'y avait aucune raison qu'il y ait quelque athlète que ce soit autre que français sur notre territoire pour brandir le flambeau des jeux. Et d'autant plus dans les conditions actuelles.

Si la France devait des excuses à cette jeune femme, ce qui est logique, cela aurait dû être fait le 7 avril au soir et non le 21 avril, soit 14 jours après. Le soir même cela était juste, une véritable compassion, un véritable compliment de la haute tenue de Jin Jing dans sa mission. Le faire le 21 montre les deux aspects exécrables de la politique et intérieure et extérieure de notre Massimo. D'abord, nous savons tous qu'il reçoit tout français dans l'heure dès qu'un chien se fait écraser. Il a reçu le lendemain même de la banderole du PSG qui a fait tant de bruit, celle qui n'aimait pas les ch'tis. – par parenthèse, notre cinéphile majeur se fait projeter le film à l'Elysée pour une séance privée. Cela démontre l'hypocrisie totale de ces réceptions, la limite de cet exercice car cela crée des préférences et des distorsions, et a contrario cela montre que notre Chef des armées, n'avait pas été touché par ce qui était arrivé à la glorieuse représentante de la RPC. Cela démontre à ceux qui l'ignorait encore que tout acte de Sarkozy n'est qu'un rapport étroit à une communication qui dépend de ce que cela peut lui rapporter en terme d'image, bien que les derniers sondages montrent que c'est complètement raté et que TF1 n'a pas dû savoir bien utiliser notre cerveau disponible. Ensuite cette missive est envoyée dans le seul but de calmer les esprits car il y a quelques manifestations contre nous en Chine.

La Chine, ce que semble ignorer le chef de l'Etat, c'est un milliard et trois cents trente millions d'habitants (estimations 2008). Les manifestants ce sont entre quelques dizaines et quelques milliers sur l'ensemble du territoire soit moins de un millionème de la population. Comme si dans toute la France il y avait 60 manifestants ! Je doute bien qu'un pays se mettrait à genoux devant nous si de telles manifestations avaient lieu.

Le geste de Poncelet, de grande galanterie, est en fait une sorte de totem de la France : courber l'échine devant les forts. Il est vrai qu'en décembre dernier Nicolas Sarkozy parlait à tour de bras d'urgence. En quoi y avait-il urgence à s'aplatir devant la tyrannie chinoise ? Il était urgent d'attendre. D'abord car plier devant un fort qui a comme peur première de perdre la face c'est se décrédibiliser complètement et c'est perdre cette face que l'on voudrait voir plus fière et moins honteuse. Sarkozy c'est l'arrogance contre les faibles, c'est le poing levé entouré de 19 gardes du corps, mais c'est la plongée ventre à terre dès qu'éternue un puissant. Non seulement nous ne sortons pas grandi de cette histoire mais en plus c'est parfaitement inefficace. D'abord

ce boycott de la France, notamment de Carrefour était par définition dangereux pour la Chine elle-même. Cette enseigne fait travailler des chinois - et ils le savent - et vend essentiellement des produits chinois- et ils le savent. D'ailleurs dès le début des voix se sont élevées contre ce boycott.

Il y a autre chose. Avec leur vue courte, et leur intérêt immédiat, ce gouvernement est incapable de réfléchir, incapable de raisonner sainement. On a l'impression que le commerce ne va que dans un sens. Ah, nos fabuleux contrats en Chine, chers à Amélie Poulain ! Et pourtant nous ne cessons de crier au scandale des importations chinoises. Notre balance commerciale est extraordinairement déficitaire. Et nos contrats mirifiques sont en réalité que des contrats bien encadrés avec fabrications sur place, transfert de technologie et adjonction obligatoire de capitaux asiatiques. Ce premier argument est faible dans le raisonnement, car si nous avons besoin de la Chine, la Chine a aussi bien besoin de ses débouchés en Occident. La sagesse et la réflexion aurait dû prévaloir et les gouvernements occidentaux devraient avoir un discours commun et assez fort du genre : gare au boycott, c'est une arme à double tranchant. A malin, malin et demi. A boycott, boycott et demi. C'est un bras de fer. Et si la Chine pèse presque un quart de l'humanité, l'occident pèse plus des deux tiers des richesses et des commandes. Mais pour cela il ne faut pas des carpettes à court terme qui gouvernent, mais des NKM première phase (la seconde est moins affriolante).

Le second point concerne le fameux arguments que la Chine finance le déficit des USA. Et alors ? Qu'ils coupent le robinet et on verra. Le premier argument est commercial, les débouchés et les ventes, le second est financier. Si la Chine jouait à ce jeu elle trouverait en face d'elle un pays qui est son acheteur numéro 1 incapable de la payer. Qui serait le plus perdant ? La Chine qui verrait en premeir lieu ses capitaux devenus des subprime, du papier toilette juste bon à un usage domestique, et en second lieu ses marchandises qui ne seraient plus payées. Alors, à malin, malin et demi.

La France, enfin son président qui fait des mécontents mais qui s'en tape, lui qui juste avant les municipales était heureux, s'enfonce dans la honte. Ces jeux

olympiques seront pour nous un des plus grand ratage diplomatique de cette première année de gouvernance sarkozyaque. Nous pouvons à l'avance nous flatter, nous ramèneront au moins une médaille d'or : la médaille d'or du discrédit et du reniement.

Nous n'avons pas la population de la Chine, mais nous avons comme eux une histoire. Et qu'elle a brillé un certain temps. Et si leur civilisation est également brillante, la démocratie n'est pas à leur gloire et ne me parlez pas de culture qui ferait que notre démocratie ne vaut pas pour les autres pays car je vous répondrais tout benoîtement : alors pourquoi veulent-ils faire les jeux olympiques, d'origine grecque et réinventés par la France ? Toute notre culture. Des jeux olympiques qui, théoriquement, prônent des valeurs universelles dont la liberté et la justice font partie.

A cet émissaire Sarkozy en a adjoint deux autres Lévitte, le levantin, et Raffarin le spécialiste des raffarinades et amoureux de la Chine. Ce dernier a apporté en cadeau, de président à Président une biographie du Général qui avait reconnu la Chine Populaire et Rouge. De Chine – vivent les communications modernes – il donne au Parisien une entrevue dans laquelle il fustige la décision du Conseil de Paris de faire du dalaï lama un citoyen d'honneur. Voici ce qu'en dit notre sénateur matois : *«Le geste de Bertrand Delanoë est une très grave erreur politique (...) En tant que responsable officiel local, il doit maintenir un consensus avec la stratégie diplomatique de l'Etat quand il s'exprime sur des questions internationales»,* et *«J'ai très honte que le conseil de Paris ait voté une décision qui va à l'encontre des efforts du président Sarkozy pour améliorer les relations sino-françaises»,* poursuit l'ancien chef de gouvernement qui ajoute : *«si le conseil de Paris veut honorer quelqu'un qu'il considère comme un héros, il doit d'abord analyser le candidat de manière objective et globale, et pas sur une impulsion».* Nous pouvons lui demander alors pourquoi nous ne l'avons pas entendu lors des diverses mésaventures entre son Chef, Rama Yade, et Kouchner, entre chacun d'entre eux chacun à son tour. Ceci pour le consensus. En ce qui concerne la longue réflexion à avoir pour choisir un citoyen d'honneur et de ne pas agir sur un coup de tête, il suffirait de lui préciser que le dalaï lama – ce qui est sans doute une broutille – a été Prix Nobel de la paix en 1989. De ce fait il a été reconnu par le Monde entier comme étant une personne honorable ce qui autorise toutes les municipalités de tous les pays à en faire un citoyen d'honneur malgré la colère de la Chine, et malgré la honte de Raffarin. Il faudrait aussi rappeler – si on se réfère aux informations françaises – que cette fameuse torche a été très malmenée lors de son passage à Londres avec arrestations à la clef, disparition dans un bus à l'impériale, enfin tout le tintouin a commencé là-bas et non en France. Qu'elle a été chahutée avant à son départ en Grèce (bon c'étaient des Français de RSF, d'accord), aux USA et dans beaucoup de pays. A-t-on vu ces autres pays qui doivent aussi commercer avec le Panda de la démocratie présenter des excuses et faire des contorsions à la Houdini ? A-t-on vu le Royaume Uni qui a quelque histoire commune avec cette protubérance extrême asiatique se mettre à quatre pattes, les fesses en l'air et le front au sol ? Non, la France seule. On peut du reste se demander pourquoi la

Chine ne serait offensée que par notre pays et non par l'Angleterre au hasard. La réponse vient qu'elle s'attaque au maillon faible et que ce maillon faible fait ce qu'il a à faire : il est faible et plie. Il est si faible que cette même Chine organise sur notre territoire par l'intermédiaire de son ambassade une " spontanée " manifestation où des étudiants demandent la libération de la Corse, traite notre pays de prostituée, agrémente notre drapeau de croix gammées et portent des tee-shirts en anglais (one China, one family) sans doute imprimés dans la nuit par les étudiants eux-mêmes. Tout cela sans que l'ambassadeur ne soit convoqué. Honte à nous.

A plat dans les sondages, Minimo nous fait une conférence de presse digne de Castro. Toutes les télévisions sont réquisitionnées ce qui n'empêche d'avoir un score inférieur à la précédente séance de propagande (11,7 millions de téléspectateurs). Trois éléments sont à retenir du flot d'autosatisfaction du Guide:

- D'abord la soi disante humilité du Chef de l'Etat; Ah bon. Dire que l'on a mal communiqué – seulement mal communiqué – tout en glorifiant les actions entreprises cela serait de l'humilité ? Dire que l'on ne s'est trompé que dans la forme et non dans le fond serait de l'humilité ? Cette reconnaissance des erreurs (une seule reconnaissance et une seule erreur, mais mettre le pluriel sans en détailler d'autre qu'une seule est une bonne tactique de communiquant laissant soin aux auditeurs d'amalgamer ce pluriel avec un singulier bien singulier) mise en exergue par la presse a déclenché une réaction en chaîne d'un ridicule achevé. Fillon, se courbe lui aussi en disant qu'il a sans doute commis des erreurs (sans les nommer) tout en justifiant ses positions assez violentes et anti-démocratiques contre l'opposition. Tout cela a permis aux commentateurs patentés de crier au courage, comme ils avaient avant crié au génie quand Sarkochef était haut dans les sondages.
- Ensuite l'incompétence quand, jouant sur le même registre de l'immigration contrôlée, il joue au gentil drôle avec une phrase du genre que même si un cuisto, de bonne facture, sans papier était sympathique, c'est-à-dire que même s'il travaillait, payait ses cotisations et ses impôts, cela ne faisait pas de lui un futur français. Il confond allègrement naturalisation et régularisation. Un titre de séjour ne fait pas d'un immigré un Français mais fait d'un étranger sans papier un étranger légalement sur notre territoire. Certains ont vu là une habileté de notre Imperator. Moi je n'y vois qu'une réplique d'un, bateleur habitué par réflexe pavlovien à répéter les quelques balivernes qui font sont fonds de commerce et comme lui-même n'a aucun fond ni de réflexion, ni philosophique et encore moins culturel, son cerveau ne peut lui ressortir que ce qu'il a engrangé soit des bêtises monstrueuses du fait de son incompétence titanesque et du fait qu'il n'a jamais vraiment étudié les dossiers, mais n'a fait que de se faire préparer des notes de synthèse dont il n'a jamais sorti que le suc qui lui permettait d'obtenir des voix sans ni approfondir ni jamais tirer la cohérence de l'ensemble des idées et s'engageant dans les erreurs, les contradictions, les stupidités et les inepties les plus grosses qu'un cerveau politique puisse sécréter.

- Le financement du RSA fut une annonce qui m'a estomaqué, non seulement par la signification qui en ressortait, mais aussi par les déclarations de Martin Hirsch qui furent pour moi incompréhensibles et proprement honteuses, n'en déplaisent à ceux qui lui décernent une médaille pour avoir obtenu un hypothétique gain de cause. Le fait est que le RSA ne sera financé qu'à hauteur de 1 à 1,5 milliards d'euros et en 2009 (pourquoi non en 2008). Par un *redéploiement* de la prime à l'emploi que touchent plus de 8 millions de nos plus riches administrés. La presse tout aussi objective a donné la parole au Haut Commissaire, dont j'aimerais bien connaître les émoluments, et à avaliser le nouveau chiffre de 3 milliards qu'auraient dû coûter ce fameux RSA (dont l'idée provient non du programme Sarkozy mais de celui de Bayrou). L'intention est louable diminuer substantiellement l'écart entre les - au maximum - 1,5 milliards annoncés par Sarkozy (gouvernement où es-tu ? Y es-tu ? Que fais-tu ? ) et ceux nécessaires à ce Revenu, car ce dernier avait été estimé non à 3 mais à 4 milliards par les services de ce même monsieur Hirsch et défendu ante comme tel il y a deux mois. Les 4 deviennent 3 et les 1 à 1,5 deviennent dans la bouche du Commissaire 1,5 dans une plus parfaite langue de bois. Il nous a sorti un discours dont ma foi je n'ai rien compris tant tout était embrouillé. Sarkozy n'avait pas dit que c'était la somme totale mais que l'on pouvait ajouter celle-ci, sans jamais dire à quoi, ensuite de faire croire que c'était pour une période ne couvrant pas une année et donc qu'en année pleine cela ferait plus sans dire combien. Enfin un discours du plus pur syndicalisme bolchevique. Incompréhensible, faux, mensonger et illusoire. Donc ce qui devait fonctionner avec 4 milliards sera beaucoup plus efficace avec 1. Ce qui est le plus choquant c'est de voir le sourire béat et la satisfaction visible de ce Martin qui partage son manteau sur la route, enfin le manteau que l'on donne aux plus pauvres. Il est content car on peut dire qu'il a gagné son combat et que le RSA vivra. Peu importe qu'il sera au plus les deux cinquièmes que ce qui était prévu et au moins le quart. Peu importe surtout que pour sa petite gloriole notre chevalier des déshérités va prendre l'argent des salariés les plus modestes pour donner aux plus pauvres de ceux qui retourneront à l'emploi. De façon hallucinante et inique il dît alors que ce système de prime à l'emploi qui touche 8,5 millions de personnes, distribuait parfois à ceux qui n'en avait pas besoin. Il joue au donneur de leçons. Attention on parle là de 1 000 euros annuellement. Lui qui a fréquenté la vraie pauvreté, pour une petite victoire personnelle, une victoire en demi-teinte ou tiers de teinte, il est prêt à sacrifier sur l'autel de sa reconnaissance éternelle avec nom dans les livres d'histoire que l'on supprime le peu qui faisait que certains travailleurs parmi les plus mal payés avaient ainsi un tout petit peu de beurre dans leurs épinards. Membre d'un gouvernement qui a fait un cadeau annuel pour les plus riches et les plus aisés de quelques uns des milliards dont il avait besoin pour son plan, il ne s'est pas battu pour que le financement vienne des plus confortables et soit intégralement assuré, non il ne s'est battu que pour une chose : son nom dans l'histoire. Son RSA, le RSA Hirsch

devait exister. Peu importe qu'il fût borgne et invalide à 60 %, peu importe que l'on déshabillât un miséreux pour à moitié couvrir la peau blême des exclus qui essayent de surnager. C'est comme si dans un lit où deux corps étaient étendus. Le premier avait une couverture qui lui chauffait un peu les pieds en hiver. Notre HC s'installe dans le lit, tire la couverture à lui, tant pis si les pieds de son voisin gèlent, lui a la couverture et celle médiatique en prime, et ce HC crie au miracle et attend la couronne de lauriers et les vivats et autres bravos. En voilà un qui n'est pas au gouvernement pour rien. Il ne fait suite qu'aux extraordinaires louanges déplacées de la presse qui a encensé avant lui, Amara (qui est revenue sur ses propos et n'a pas démissionné, ADN par exemple) et autre Rade, (qui est revenue sur ses propos et qui n'a pas démissionné Chine et Libye par exemple) ou NKM (qui est revenue sur ses propos et qui n'a pas démissionné, OGM par exemple). Hirsch, pour cela, mérite le déshonneur publique.

Cette annus horibilis in Sarkoziae se termine en apothéose, un véritable feu d'artifice, un concentré de couillonnades et reniements, de couacs, de revers, de mensonges, de cou dressé. Un mois, un mois où tout se résume : flamme olympique, émissaires aux genoux écorchés en Chine, courbette en Tunisie, abysses sondagières - record historique BVA de mauvaises opinions (64 %) depuis 1981 et profondeur insondable de la Sofres où le score est inférieur à celui du premier tour (32 contre 35) et même encore - 2 % dans celui du CSA malgré l'enthousiasmant numéro télévisuel (réalisé après celui-ci) -, détricotage de la prime pour l'emploi pour vêtir au tiers le RSA, lunettes et carte de famille nombreuse, lycéens dans la rue, Gandrange coulé, augmentation du gaz, alerte de l'Europe pour notre déficit, décroissance active et enfin *mea culpa* symétrique des deux Premiers ministres, le vrai et le faux. Cela aurait valu à notre ténor de la réplique le prix spécial qu'a oublié de lui décerner la cérémonie des Molières.

Cela se termine donc avec un voyage en Tunisie, où Rama Yade reste droite dans ses bottes, c'est à dire qu'elle calque son second voyage sur le premier : genre cinéma noir et blanc de 1920 à l'époque où la parole n'existait pas. Elle annule même une réunion avec un association de femmes démocrates. Vous vous souvenez de sa déclaration devant le Parlement européen le 13 novembre 2007 : "*Dans la démocratie européenne, j'ajoute que ceux qui ont fait l'expérience de renoncer à la défense des droits de l'Homme au bénéfice des contrats, n'ont pas eu les contrats, et ont perdu sur le terrain des valeurs.*" Et voilà que notre Pantalon s'est couché devant la Chine dont les émeutes n'étaient qu'un feu de paille, et a glorifié la liberté en Tunisie. Le madré malin avait fait dire pour noyer le poisson avant d'aller à Tunis : "*S'agissant des droits de l'Homme, naturellement le président de la République en dira un mot public, d'abord parce que nous estimons juste de souligner les acquis réels de deux générations d'indépendance de la Tunisie*", **notamment en matière de statut de la femme, déclare l'entourage de Nicolas Sarkozy.** Ce qui pouvait faire croire qu'il en

toucherait deux mots à notre ami Ali - et tout le monde comprend ce que veut dire : "je vais vous en toucher deux mots" - ce qui s'est traduit par : "*Je viens d'un continent dont l'histoire, y compris l'histoire récente, recèle d'abominables tragédies et je ne vois pas au nom de quoi je me permettrais, dans un pays où je suis venu en ami et qui me reçoit en ami, de m'ériger en donneur de leçons.*" Il est vrai que nous serons très partiaux en répétant que Sarkoléon disait sur tous les tons "*Non à la repentance*", que nous n'avions pas inventé la solution finale et que nous n'avions de leçons à recevoir de personne. On voit bien que les discours devant l'Europe n'engagent que ceux qui les écoutent, ni les *businessmen* français, ni le président de notre République *made in dollars*. Mais notre roi des signatures, persiste au second jour de sa présence en Tunisie : "*Tout n'est pas parfait en Tunisie, certes. Tout n'est pas parfait en France non plus (...) mais je veux le dire aussi parce que je le pense, quel pays peut s'enorgueillir d'avoir autant avancé en un demi siècle sur la voie du progrès, sur la voie de la tolérance, et sur la voie de la raison ?*". En toute logique peut-on comparer la France et la Tunisie, la liberté et la justice en France avec celles de la Tunisie ? Un argument de plus qui masque la réalité. Amnesty international en tout cas ne semble pas du même avis se demandant si "*la liberté progresse quand les associations qui déplaisent ne peuvent se faire enregistrer, quand les avocats aux dossiers sensibles sont sous constante pression policière et s'il existe une télévision libre en Tunisie ?*" ajoutant "*ce voyage officiel consterne les combattants de la liberté*".

Il persiste donc et signe ... des contrats, enfin fait croire que c'est lui qui en est à l'origine. Il faut rappeler que les contrats avec la Tunisie pour une part sont financés par la France et d'autre part sont négociés depuis de nombreuses années. Il en est ainsi des avions d'Airbus dont il faut rappeler que le chef en est allemand et qu'Airbus ce sont nos usines qui ferment en France et qui se filialisent en Allemagne, que ce conglomérat ne donne qu'une part de plus en plus infime à nos entreprises françaises et que de se glorifier d'un chiffre d'affaires signé par d'autres dont le montant claironné ubi et orbi est extraordinairement supérieur à ce qui reviendra aux ouvriers français est une des tartufferies répétées qu'affectionne notre président. On retrouve cet Airbus à tous les déplacements de notre pigeon voyageur : 17 ici 15 par là (soit un tout petit pourcentage des ventes) quand Airbus livre plus de 1 100 avions par an et qu'il fait tout simplement son travail de vendeur d'avions. Sarkozy n'a aucun mérite, n'apporte rien à la signature de ces contrats. Il serait bon que les media en touche deux mots. Au fait une question au hasard : y aurait-il un lien entre le fait que Ben Ali ait été formé aux USA (il suit les cours de la Senior Intelligence School de Fort Holabird (Maryland) et de la School for Field and Anti-Aircraft de Fort Bliss) et la flatterie appuyée de notre Luminescence dite l'Américain ? Pression outre atlantique ? Connivence ?

Il faut s'arrêter un instant sur cette Union Méditerranéenne, le grand projet sarkozyaque, dont les journalistes n'arrivent toujours pas ni à lui donner son nouveau

nom : l'Union Pour la Méditerranée, un petit " pour " qui change tout, ni à retirer de leur vocabulaire que c'est à l'initiative de la France. Il faudrait enfin, qu'un jour, ces journalistes connaissent leur boulot. D'abord, la transformation de l'une en l'autre est un désaveu qui claque comme une voile au vent sur la joue de la France, ensuite c'est une belle tartufferie. En effet Euromed existe depuis 1995 (1995 !) (Euromed regroupe les 27 membres de l'Union européenne et ses 10 partenaires méditerranéens (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Autorité palestinienne et Turquie), auxquels se sont jointes, en novembre 2007, l'Albanie et la Mauritanie). C'est que l'on appelle le processus de Barcelone (27-28 novembre 1995) qui dispose de fonds. Voici le texte recopié sur Wikipédia, qui est extraordinairement éclairant de la façon dont fonctionne le sarkopieur Nikon. Lisez et vous serez édifié, car notre Nicolas, ne fait qu'un copié collé dont il réclame en être l'instigateur, l'inventeur, l'initiateur et fait le beau en Tunisie :

*Le partenariat **Euromed** (Euro-Méditerranée) dit aussi **Processus de Barcelone** a été créé en 1995 à Barcelone à l'initiative de l'Union européenne (UE) ainsi que dix autres États méditerranéens (l'Algérie, l'Autorité palestinienne, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie). La Libye avait un statut d'observateur jusqu'en 1999, mais depuis 2004, la normalisation des rapports avec l'UE prépare l'intégration de ce pays dans le processus de Barcelone. Depuis novembre 2007, l'Albanie et la Mauritanie sont membres de l'Euromed.*

*Euromed est fondé sur les rapports culturels et de paix entre ces différents États appartenant à une même aire socio-culturelle riche d'une histoire commune d'échanges réciproques. Les membres de l'UE et les dix partenaires ont à cœur de s'impliquer dans le processus de paix israélo-palestinien. Au niveau économique, le processus vise à l'instauration d'un marché de libre-échange en 2010, adoptant sans ambiguïté une perspective libérale. Cet objectif a été réaffirmé lors du sommet de Barcelone de 2005, ainsi que celui de lutte contre l'immigration clandestine.*

*Les dix partenaires bénéficient de fonds de la Banque européenne d'investissement au sein du programme MEDA de développement méditerranéen.*

*La possible perspective à très long terme serait le rattachement des dix pays à l'UE ou la création d'une Union méditerranéenne.*

Ce qui est effarant c'est que ce texte est un résumé à l'identique des propos de Sarkorgueil qui reprend tout à son compte et que la presse complice aide à faire croire au public cette contrevérité patente. Non seulement c'est un mensonge grossier, mais en plus cela contribue à continuer à dégrader notre image en Europe, car vous imaginez bien que les autres états membres en ont assez de se voir dépouillés de ce

qu'ils on fait, de ce qui est antérieur à a victoire du plus grand lenteur de tous les temps à la tête de notre pays par un homme qui, toute honte bue, s'attribue incessamment les avancées des autres tout en rejetant ses défaites sur ceux qui l'entourent, la crise mondiale, le passé, les nuages et la pluie ou en expliquant que la communication n'était pas bonne. Pour terminer avec cette UPM (Union Pour la Méditerranée) Sarkozy a fait dans sa déclaration publique à usage électorale cette fascinante et désastreuse déclaration que l'Europe " *avait tourné le dos à la Méditerranée* " pour tourner le dos à son passé, tournant alors le dos à son avenir. Ce qui est totalement faux, bien sûr. Les capitaux européens versés à la Méditerranée sont d'une ampleur visible et non négligeable. Ensuite, il faudrait que Sarko le méditerranéen, regarde une carte, une simple leçon de géographie. La Méditerranée a deux rives qui se relie à Istanbul. Par définition ce n'est pas que le Maghreb. Par ailleurs le nombre de kilomètres de côtes en contact avec la mer sont sans commune mesure supérieurs pour chacun de ces trois pays que sont l'Espagne, l'Italie et la Grèce que pour la France, de même que les échanges.

Terminons ce tour de l'année par un carnet mondain. Guéant vouait faire de Carla Bruni Tedesci une Française par son mariage (et non par décret de naturalisation) devenant Sarkozy et nationale, et à l'heure où se termine mon propos l'épouse de Sarkozy est toujours italienne même si son époux l'a présentée en Tunisie comme une néo-Française. C'est là que se situe le centre de sa politique d'immigration choisie. Il est vrai aussi que le droit matrimonial n'est que le cadet des soucis de Sarkozy (divorce réglé sans délai une justice de classe où le juge se déplace, remariage illégal car bans non publiés et cérémonie non à la mairie – le maire se déplace - et non publique) et cela ne le perturbera pas plus que cela, lui qui est selon ses besoins un Français comme tous les autres (à voir) et un Français qui n'est pas comme tous les autres (ce qui est plus logique) et qui passerait alors outre sans doute une loi qu'il a fait lui-même voter :

#### **Article 21-2**

Modifié par Loi n°2006-911 du 24 juillet 2006 - art. 79 () JORF 25 juillet 2006

*L'étranger ou apatride qui contracte mariage avec un conjoint de nationalité française peut, après un délai de quatre ans à compter du mariage, acquérir la nationalité française par déclaration à condition qu'à la date de cette déclaration la communauté de vie tant affective que matérielle n'ait pas cessé entre les époux depuis le mariage et que le conjoint français ait conservé sa nationalité.*

## Soleil de Waterloo

Ce qui est déroutant dans cette entreprise c'est le contraste majeur qu'il y a entre l'aspect ludique de l'écriture et la tragédie des faits qui sont relatés. Desproges disait que l'on pouvait rire de tout mais pas avec tout le monde, il se serait agi ici plutôt d'une espèce de légèreté de plume confrontée à des sujets graves. Ce soleil de Waterloo n'est en rien pour le destin de Nicolas Sarkozy, car après tout il se remettra d'être dans les oubliettes de la popularité, et s'il ne s'en remettait pas, ce ne serait pas si grave que cela. Phoebus se couche plutôt sur la France qu'il fait entrer avec fracas dans les parties obscures de sa vie. Notre honneur a été bafoué comme jamais si l'on veut regarder en face les nouvelles positions effectives de la France en regard des droits de l'homme. Ce bien inestimable de pouvoir se regarder dans la glace a disparu. Nous étions arrogants, Sarkozy en a fait un art, mais nous n'avons plus rien pour faire passer la pilule. Nous sommes devenus le cancre absolu de l'Europe, cette Europe bafouée par un vibron chapardeur qui a volé toutes les idées, toutes les réussites de l'Europe et s'en affublé comme un guerrier du scalp de ses victimes. Il me reste de cet exercice le sentiment mélangé d'un plat doux amer, plus amer que doux, car s'il est facile de jouer et de critiquer, il est triste que c'est parce qu'au fond des choses nous avons mis un pitre incompetent à la tête de notre pays. Et ce qui fait rire à la lecture, le fait moins à la réflexion, et pas du tout ceux qui souffrent, et pas du tout ceux qui voyagent et dont certains avouent lâchement de mentir sur leur origine tant ils ont honte de ce qu'en à peine un an Minimo a fait de la France. Avant de tirer trois grandes conclusions de tout ce petit cirque millésimé je voudrais réparer une erreur ou un oubli. En effet, en avril nous avons eu droit à la nuit des Molière(s), comme un clin d'œil pour clore n an de Barnum. Les organisateurs ont oublié de décerner le prix le plus important.

En effet, le jury aurait dû décerner le prix hors concours de la plus belle source d'inspiration théâtrale que n'a jamais eu à sa disposition le monde littéraire. A côté de cette inépuisable mine de personnages et de faits, le cerveau d'Homère et celui de Cervantès sont des déserts d'une platitude à endormir un chat qui a reçu un seau d'eau froide.

Cette fontaine de jouvence pour l'écrivain fébrile devant sa page blanche, vous l'avez deviné, c'est notre aimé et plombé Sarkozy. Tenez par exemple :

C'est Pénélope qui détricote la nuit ce qu'elle tricote le jour tout en bavassant devant ses prétendants pour faire patienter. On mêle à la communication de nouveaux parleurs comme Saussez. Le tricot ? C'est le RSA avec la laine de la prime pour l'emploi. Une laine bien rêche que l'on prend sur le dos des moins avantagés des salariés, pour recouvrir un peu de peau des plus défavorisés.

C'est Ulysse qui entraîne ses soutiers pendant les élections non loin du chant des sirènes. C'est ce capitaine aussi qui fait plonger notre pauvre pays, ballotté entre la politique intérieure et la politique extérieure, de Charybde en Scylla. D'un coup de paquet fiscal il perce le fond de notre budget comme le tonneau des Danaïdes et nous travaillerons plus pour le remplir même si cela ne sert à rien, malgré nos larmes et celles de nos enfants, et celles des enfants de nos enfants.

C'est la guerre de Troie à Neuilly, et Goliath qui gagne contre David.

C'est notre Shéhérazade qui imbrique une réforme à la suite d'une autre (tout se tient nous dit-il) pour nous saouler et nous empêcher de penser à la seule chose à faire avec lui : la révolution. Mais on y pense.

Ce sont les Furies (Erynies pour les habitants du Péloponnèse), toutes griffes dehors avec la Castafiore et Karouchi aux discours mesurés et délicats.

C'est le fameux Pantalon, de la Commedia dell'Arte. Il gesticule, parle et promet. Tiens par exemple les droits de l'Homme. Par exemple Gandrange. Par exemple les quotas de pêche.

C'est Tartuffe avec sa transparence et ses augmentations de salaire.

C'est Bel Ami avec ses histoires de cœur, et Aldo Macione en vacances.

C'est Gaston Lagaffe quand il appelle le nouveau mari d'Angela Merkel, Merkel, quand il parle de retraite aux cheminots, quand il parle de la fin des 35 heures, quand il promet au Crif ce que personne ne lui demande.

C'est Calimero pour son divorce, l'affaire Clearstream, le cours du pétrole et les subprime.

C'est Narcisse dans ses discours et ses actes.

C'est Fantomas sans masque avec les stylos des traités.

C'est Tartarin et les lettres de mon moulin quand il nous a fait croire à Latran qu'il marchait sur les eaux, devant le Crif qu'il écartait les eaux, en Arabie qu'Allah était démocrate.

En réalité notre modèle multipolaire et inestimable est le fils caché de Collodi. Sauf que, en mage *décontrasté* à la Garcimore, celui qui escamote si mal ses tours que tout le monde les voit, et qui s'en tirait par cette pirouette : "*pas mal*", il rabote son nez dès que celui-ci a des velléités de s'allonger à chaque mensonge. A dire vrai il n'est pas que la source des écrivains, il l'est aussi des philosophes. Non qu'il ait voulu

inventer une nouvelle civilisation et s'attribuer les mérites d'un Morin avide de reconnaissance, mais parce qu'il nous a inventé une série de concepts nouveaux à forte valeur de réflexion :

- . la monarchie élective héréditaire (enfin, Joffrin !) ;
- . la démocratie successorale (un certain Jean) ;
- . la régularisation naturalisation (même s'il est sympathique et bon cuisinier) ;
- . l'ethnie confession religieuse ;
- . un Ricard sans eau pour un Dalai Lama ;
- . des guerres qui ne se gagnent que chez soi, c'est plus pratique, moins de frais de déplacement ;
- . des sous-marins qui se propulsent avec des ogives nucléaires, c'est bon pour les réactions en chaîne ;
- . le travailler plus pour travailler plus ;
- . à compléter...

Après son passage en terre de France, ce ne seront pas moins de douze travaux auxquels un quelconque Hercule devra s'affronter. Je n'ose écrire quelles écuries il faudra nettoyer, peut-être celles où les mots comme " *salope*" par exemple résonnent.

Cet homme politique est l'Euphrate des chercheurs de perles – je sais les perles c'est ailleurs qu'on les pêche – et pour les désinspirés. Il suffisse qu'il se présentât pour que la page se noircît en quelques secondes. C'est une mine, c'est Midas qui par sa simple existence transforme le vide des idées en fleuve de mots. Cela aurait valu à notre victime de la réplique le prix spécial qu'a oublié de lui décerner la cérémonie des Molières.

La seconde réflexion dont vous avez senti la pointe qui s'enfonçait par intermittence dans le gras des tirages est la presse, ou plus exactement ce que l'on appelle les media. Le suivi de leurs écrits, de leur posture, de leurs désinformations m'a peu à peu horrifié. Daniel Schneidermann, sur son site Arrêt sur Image, la tentative de transcription de son émission sucrée par Carolis sur Internet, a par plusieurs fois voulu mettre les journalistes devant la contradiction de leur attitude. Selon lui il trouvait extraordinaire que les journalistes n'aient pas révélé avant ce qui est apparu notamment les excès verbaux du courageux entouré de garde du corps, du courageux protégé par son statut présidentiel. L'étonnant n'est pas que ces révélations fussent tardives, mais que Schneidermann le crût. Et donc avec lui tout le monde. Ce qui est étrange c'est cet aveuglement collectif de la presse qui a semblé découvrir ce qui pourtant avait été dit. Je ne parle pas là des secrets de polichinelle qui couraient sous le manteaux et que les journalistes ne voulaient pas révéler comme la maîtresse patentée et journalistique de Don Juan quand Cécilia était aux USA et qu'ils n'étaient pas divorcés, non je ne parle pas de cette transparence-là, de cette transparence qui promettait des procès à qui en parlerait, non je parle de fait qui étaient dits et paraissaient insignifiants et sans résonances. L'exemple le plus typique, ou un des deux

dont je vais parler, c'est ce fameux pauv'con. L'étonnement était à son comble. Les gardes chiourme de la sainteté bafouée, ceux de l'UMP sont virulemment montés au créneau pour défendre leur leader si humain et si grossier. Or que découvraient-ils de plus que ce qu'Azouz Begag avait dit, écrit, crié sur les plateaux télé et dans le poste à galène que Sarkolère lui avait dit comme par exemple que c'était un connard. Ces journalistes ne se rappelleraient plus que Yasmina Réza avait rapporté que pendant sa campagne il avait traité les bretons de cons. Les journalistes avaient oublié qu'il avait dit qu'il pendrait le salopard qui lui avait fait le coup des listings à un croc de boucher. En fait ces étranges journalistes découvraient ce qui était su et archi su. Et Schneidermann s'étonne non de sa surdité et de son aveuglement mais du fait que personne n'aurait rien dit. Pas plus lui que les autres n'ont non seulement répercuté les faits mais sont passés au travers quand ils ont été mis au courant. Une sorte d'aveuglement général, d'acte manqué journalistique, de négation de l'évidence qu'il serait intéressant d'étudier en psychologie. Ce pauv'con découvrait pour eux la personnalité de celui qui l'avait proféré. Et pourtant Marianne, recevant comme médaille des bordées de discrédit des bien-pensants, avait averti du caractère éruptif, égocentrique, mégalomane et manipulateur du personnage. Le second exemple est aussi ahurissant. Et c'est justement cet hebdomadaire Marianne qui semble à nouveau ouvrir les yeux. Ce qui m'avait apparu de logue date comme une vérité aveuglante, ce que j'ai écrit ici même dès les premiers mois de la gouvernance sarkozyaque, c'est l'abysmale incompétence de Sarkozy. Même lors du fameux numéro traitant quasi Sarkozy de fou, cet hebdomadaire ajoutait toutes les trois lignes qu'en contrepartie (il s'agit là d'une sorte de dédouanement intellectuel, il faut lui trouver quelque chose de positif, inconsciemment ou consciemment) il était énergique, travailleur et très compétent. Aujourd'hui encore, sondeurs, politologues, journalistes lui " reconnaissent " cette capacité au travail et cette compétence. Ils sont encore si aveugles qu'ils ne voient pas que les faits mêmes empêchent que cette capacité au travail s'exprime vu les nombreux voyages, décorations, discours, vacances, direction de l'UMP empêche matériellement, tout simplement matériellement, de travailler. Rien que cela qui n'est qu'un fait, du dur, du concret, du vérifiable, de l'incontestable, rien que tout cela qui est une preuve incontournable ne les détourne pas de répéter comme des machines que le crypto leader du parti du président travaille et est compétent. Pour combien de temps encore ? Ainsi en était-il de *Marianne* aussi qui reconnaissait à Sarkozy malgré sa folie supposée des capacités hors norme de travail et de compétence. Marianne dans l'avant dernier numéro d'avril a fait son mea culpa et a découvert que notre Imperator était un amateur brouillon. C'est tout là mon étonnement de cette presse finalement paresseuse, cul et chemise avec les politiques, presse qui tutoie et se fait tutoyer, à de rares exceptions près, presse tartuffée qui dans des livres cautionne pour elle-même ce tutoiement sous prétexte d'obtenir des infos, et s'en dédouane, presse qui navigue entre la lâcheté, l'autocensure, l'obéissance aux ordres et surtout la désinformation. La pensée unique aussi existe dans la presse. Elle voit la politique au travers de son prisme. Deux exemples : l'affaire Clearstream et l'UIMM. Pour l'une comme un seul homme, à part *Libération* essentiellement, elle a enfourché le cheval de

bataille de Sarkozy et chargé Villepin que l'histoire blanchira évidemment. C'est certain. L'UIMM, un silence de plomb, aucune enquête réelle, à part au départ le Figaro, puis le journaliste parti avec ses petits paquets, *Marianne*. Rien. Ne parlons même pas de Suez/GDF. Et en politique française une tentative poussée et permanente de ridiculiser Bayrou et le Modem, très peu de parole offerte, déformations des faits, paroles données en permanence à trois troublions qui ne représentent qu'une poignée de soudards. Jamais d'analyse de fond à part une de Séguillon à moitié finie. Jamais d'articles qui rectifient leurs erreurs comme cette arlésienne de l'UDF qui se reformerait alors que c'est est absolument juridiquement impossible, mais que la presse ressert régulièrement comme un plat réchauffé et pourtant carbonisé depuis longtemps. Une pensée unique alors qu'on le voit en Italie où le parti socialiste s'est effondré, le communiste pulvérisé, et en Angleterre où les travaillistes, modèles des DSK et autres, sont passés derrière le parti libéro-démocrate. Ce qui prouverait que pour ces deux pays au moins, les démocrates ont leur place et non la portion congrue que leur réservent les media français avec, comme les études le prouvent un droit à la parole extraordinairement modeste en regard de ce qu'ils représentent et des deux autres mouvances. Ces journalistes font de leur positionnement des vérités d'évangiles et ne tiennent pas compte de la réalité. Ne donnant pas la parole, ils osent ensuite dire qu'on n'entend pas ceux à qui il refusent le droit de s'exprimer. Vous l'aurez compris la presse n'est pas mon amie. Et pourquoi donc ? Parce qu'elle aura permis à celui qui fait office de chef de l'état à parvenir à ses fins. Avec une couverture médiatique complaisante et sur abondante elle lui a permis de gagner ses élections. Elle le lui a d'autant mieux permis qu'elle a tout fait pour proposer un duopole électoral, et en cela elle devra un jour en rendre gorge aux français. Car le passage de Sarkozy à l'Elysée est doré et déjà, ici et maintenant, une catastrophe et la presse a sa part de responsabilité : c'est sa faute, sa très grande faute.

La troisième et dernière réflexion je la garde pour notre aimé Guide, lui qui est le centre de cette longue plainte. C'est cette dernière réflexion qui va clore quelques heures d'écritures. On pourrait dire lorsqu'une année s'écoule on revient à son point de départ, d'une date à l'autre. La réalité serait plutôt celle de la spirale qui vue du dessus donne cette impression, mais on a progressé vers le haut (ou vers le bas) d'un degré. Surplombant un même point après un an, je vais revenir sur ce qui a été ma démarche au début, et insister même si cela paraît lourd. Un sorte d'anti-sèche. Dans ma démarche certains y chercheront et y trouveront une haine viscérale (on aime associer ces deux mots) à l'encontre de Sarkozy. Tout d'abord je suis désolé de les décevoir car cet article n'est ni en rayon ni en catalogue dans ma boutique. Au-delà de mes options philosophiques, de mon mode de vie, de pensée et de comportement, je ne suis pas ennemi de ma santé et la haine, comme dirait Mathieu, a ce léger défaut de faire suinter de la bile et j'ai l'estomac fragile. Par voie de conséquence et de saine alimentation j'évite ce genre de manifestation qui ne sont pas bonne pour mon confort. Par ailleurs, souvent ce qui alimente le chaudron de ce sentiment excessif c'est la déception. Or je ne pouvais pas être déçu puisque j'ai fait partie des Français

qui n'ont voté pour Destructor, ni au premier ni au second tour. J'ai du reste voté Bayrou aux deux tours, je le dis pour faire hurler les terroristes de la démocratie. Juste une explication. Pour moi, Si Royal et Sarkozy n'étaient pas, comme l'aurait dit Marchais, blanc bonnet et bonnet blanc en matière de programme et de caractère (sauf pour l'ego et le mépris où ils se rejoignent), ils avaient la même propension à emmener la France à l'affrontement et aux catastrophes économiques et internationales. La différence n'aurait été que la voie prise pour y arriver. Mon raisonnement est simple, et je le trouve et logique et démocratique. A près de 60 %, donc en majorité, les Français ont placé en tête deux candidats qui me déplaisaient souverainement. J'ai donc considéré qu'il me mettaient hors jeu et que je les laissais souverainement décider entre eux quelle voie vers la catastrophe ils choisiraient à ma place. Voilà. Simple et juste. J'ai été dans l'opposition dès le soir 20 heures du premier tour. A ceux qui me railleront je leur dirait que leur démocratie n'est pas la mienne, car ils considèrent que la liberté ce n'est ni de s'abstenir de voter (mélangeant dans des discours lyrique que certains sont mort pour le droit de vote, le rendant dans leur esprit obligatoire alors que c'est pour la liberté qui est un cran au-dessus qu'ils se sont battus – ces ils qu'on convoque toujours - et que la liberté c'est aussi de ne pas voter et c'est cela aussi être démocrate), ni de voter blanc, ni de voter nul mais de voter **obligatoirement**. Cet obligatoire en matière de liberté n'est pas ma définition de la démocratie. J'assume mon vote et j'en accepte les conséquences qui auraient été identiques pour moi, non par le chemin mais par le résultat quel que fut le vainqueur. Il reste à se dire qui souffrirait le plus avec l'un ou avec l'autre, je n'ai pas de réponse à cela, mais il n'est pas sûr qu'en vidant les caisses d'une autre manière les chômeurs et les plus pauvres eussent été plus favorisés par madame Royal. Et enfin à voir les scores de début de mandat de notre Pinocchio, il y a bien des électeurs bien pensants – dont des électeurs du premier tour de Ségolène of Poitou - qui l'on soutenu, lui ont fait confiance et ont permis à son arrogance naturelle de fleurir. Il eut été tout de suite bas dans les sondages que cela aurait peut-être fait dévier son trajet. Ce n'est pas sûr. Mais il n'a pas eu ma voix ni mon soutien. Donc ce n'est pas la haine qui m'habite, ce n'est pas la vengeance, ce n'est pas l'aigreur, mais une résistance forte et inébranlable. Le recul pris n'a pas permis d'atténuer l'image fortement négative que j'avais du candidat UMP. Au contraire, le recul me l'a confirmé et m'a effrayé à cause des conséquences. Les conséquences sont internationales, économiques, humaines et morales. Cette année de présidence et de primeministère de Sarkochef a conforté en moi l'anti-sarkosyste primaire, secondaire et tertiaire.

Primaire ca de nature, l'arrogance, le mépris, le faux courage et la vraie lâcheté, et le mensonge hérissent tous les poils de mon corps. Vous me direz que ce sont des traits de caractères et que ce n'est pas de la politique. Pour vous répondre je pourrais utiliser ce que les dirigeants irlandais ont dit pour la future présidence française de l'Europe : ils étaient inquiets car Sarkozy était imprévisible. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. D'évidence le caractère joue dans les situations politiques. Celui qui dit pauv'con à un péquin et tape sur le ventre d'Angela Merkel et après un an de

présidence et 12 rencontres ignorant encore tout de cette femme appelle son mari monsieur Merkel alors que c'est le nom du premier époux de la chancelière, celui-ci agit en fonction de son caractère et peut à tout moment déclencher des catastrophes. Alors oui, la personnalité est un des critères de jugement. Je ne prends en compte ici que son caractère à interférence avec la politique. Si ce caractère entraîne des horreurs, des problèmes à ceux qui l'entourent dans sa vie privée, cela ne regarde que ceux-ci et la justice si cela en était le cas. Cette " application " privée de son caractère ne m'intéresse bougrement pas. Du reste plus vite il sera débarqué de notre paquebot plus vite je m'en désintéresserai.

Secondaire, car les théories développées par Nimbus tant économiques que philosophiques ne me conviennent pas. Ce niveau-là est de l'ordre de la pensée et de la réflexion. Faire de l'Etat un mélange imbriqué avec l'UMP n'est pas ma conception de la démocratie. Prendre la place du premier ministre et de tous les ministres n'est pas ma lecture de la constitution, prendre une place dans le commandement intégré de l'OTAN et perdre notre indépendance n'est pas ma vue de la place de la France dans le monde, ériger l'argent comme une valeur essentielle ne me paraît pas un but principal à inculquer aux enfants, utiliser la guerre et les horreurs de celle-ci, jouer des émotions n'est pas la bonne façon de motiver un peuple et de faire avancer les jeunes dans leur vie, aller donner des leçons en Afrique et en Tunisie (non des droits de l'homme mais cette honteuse pensée de dire que la main d'œuvre et à Tunis et l'intelligence à Paris), faire de la realpolitik outrancière, faire de la négociation un show permanent, monter les catégories de français les uns contre les autres, enfin faire le contraire de l'humanisme et de la justice leur préférant le capitalisme et la mondialisation trichée, préférer de loin le paraître à l'être, mélanger les genres entre l'exécutif et le législatif, fréquenter les puissants et les industriels, aider à la connivence entre la puissance d'argent et les media, inventer les tests ADN dans leur grande stupidité d'application, créer le ministère de l'identité nationale comme si un gouvernement pouvait décréter ce qu'était l'identité nationale qui n'est qu'un fragile équilibre entre des personnalités et des origines diverses et que seuls la langue et le respect des lois des personnes habitants sur un même territoire peut réunir comme dénominateur commun, chacun y voyant une identité par son histoire et sa perception de notre pays, décréter l'immigration choisie comme on sélectionne les bœufs à l'abattoir, imposer la discrimination positive qui est un raciste caché derrière une générosité mal placée et qui est un échec, une générosité du plus fort au plus faible ne lui reconnaissant pas l'égalité mais lui octroyant l'infériorité, le vrai combat étant de donner à tout le monde sa chance, tout philosophiquement m'oppose à ce Bling Bling inculte.

Tertiaire parce que cela est plus grave encore, par son comportement, pas son arrogance, par ses contradictions perpétuelles et du fait de l'aura de sa fonction et du rôle d'exemplarité de celle-ci il a cassé nombre de repères. Il a fait que certains français, très nombreux, sensés en sont venus à le soutenir à croire à ses hérésies, à

se dénaturer eux-mêmes, à abandonner leurs notions de justice, de tolérance, de cohérence, de discrétion pour finir par trouver normal – ce qui les auraient effrayés auparavant - un président qui à peine élu va se dorer l'arrogance sur un yacht de milliardaire, qui expose sa vie sentimentale comme le dernier des acteurs d'Hollywood, détruit l'image de l'intimité et de l'amour, épousant une icône qui fait bien dans le décor, le cadavre d'un amour de la femme dite de sa vie encore chaud, qui ridiculise notre pays à l'étranger, qui tout en se disant le président de tous reste maître à l'UMP, qui bafoue la constitution et les lois, un politique qui explose au lieu de rassembler, qui réussit à faire avaler que des héritiers sont des valeureux conquérants et que le travail peut permettre au maçon du coin de s'offrir pour une semaine des vacances à 300 000 euros ce qui dans un temps apaisé et au calme personne, mais personne, ne peut avaler comme supercherie, qui magnifie le travail mais promulgue comme première loi celle qui favorise les héritiers. Et il est juste lorsque le boucher vous décroche un morceau de viande frelaté que vous en appelez à la répression des fraudes, aux services vétérinaires et à 60 millions de consommateurs. Cet homme a frelaté la politique. Cet homme a vendu des illusions sur fond d'émotion malsaine. Cet homme a beaucoup détruit : la cohésion, la justice, la constitutionnalité, l'image de la France, les valeurs, la confraternité. Que la révolution gronde !

Au fait, merci à vous d'avoir lu jusqu'au point final.

## Annexe

(suivi d'un bonus de articles de mai à septembre)

GDF/SUEZ : la face cachée

### 1. Les principaux évènements ayant permis la fusion GDF-SUEZ

**1995** – Nicolas SARKOZY, mis à l'écart après l'élection de Jacques CHIRAC à la Présidence de la République, trouve un véritable **appui** auprès de Paul DESMARAIS. Ce dernier bâtit une **stratégie** pour mener Nicolas SARKOZY à l'**Elysée**.

**1996** – GBL filiale de CNP (société faîtière du Groupe FRERE) investit par l'intermédiaire d'ELECTRAFINA dans SUEZ 13 milliards de francs belges (un peu plus de 322 millions d'euros).

**1997** – GBL toujours par l'intermédiaire d'ELECTRAFINA renforce sa position dans SUEZ par un investissement complémentaire de 33 milliards de francs belges (près de 818 millions d'euros).

**1998** – GBL toujours par l'intermédiaire d'ELECTRAFINA injecte 10 milliards de francs belges (un peu plus de 248 millions d'euros) dans SUEZ et procède à un échange d'actions en apportant à SUEZ les titres détenus par ELECTRAFINA dans la SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE.

**1999** – GBL toujours par l'intermédiaire d'ELECTRAFINA acquiert en bourse 145 millions d'euros d'actions SUEZ afin de ne pas voir diluer sa participation suite à l'augmentation de capital de SUEZ, au 31 décembre 99, ELECTRAFINA détient près de 8,4% du capital de SUEZ.

**2000** – ELECTRAFINA pour des besoins de liquidités cède 1% de sa participation dans SUEZ ce qui lui permet de réaliser une plus-value de plus de 500 millions d'euros.

**2000** – ELECTRAFINA crée 418 millions d'euros d'obligations échangeables à échéance de août 2004 contre 2 millions d'actions SUEZ. Cette opération montre un évident manque de liquidités ainsi que la pré-programmation du renforcement dans SUEZ, en vue de la future fusion GDF/SUEZ.

**2000** – GBL absorbe ELECTRAFINA par fusion.

**2004** – Nicolas SARKOZY, ministre de l'Economie et des Finances, décide contre toute attente **d'ouvrir le capital** de GDF et prend l'engagement de faire en sorte que l'Etat ne descende jamais en dessous de **70%** de sa participation dans GDF.

**2004** – Nicolas SARKOZY doit quitter le Gouvernement sur ordre du Président CHIRAC. Le Groupe FRERE annonce mettre fin aux négociations avec de mystérieux investisseurs présentés comme de purs financiers qui s'intéressent à sa filiale QUICK RESTAURANTS SA. S'agissait-il déjà de la **Caisse des Dépôts et Consignations** (CDC) qui, en 2006, procédera à ladite acquisition ?

**2005** – SUEZ lance une offre d'achat et d'échange sur ELECTRABEL qu'elle ne détenait pas encore, GBL soutient cette offre, achète des actions SUEZ et déclare vouloir participer pour 200 millions d'euros à l'augmentation de capital lancée par SUEZ de 2.5

milliards d'euros pour financer ELECTRABEL. Comme on peut le constater, pendant 5 années consécutives, le Groupe FRERE-DESMARAIS n'a pas poursuivi son investissement dans SUEZ. Il faut attendre 2005 pour que l'investissement de GBL dans SUEZ soit repris et il est très curieux que cette reprise corresponde avec l'ouverture du capital de GDF décidée en 2004 par Nicolas SARKOZY.

**2006** – En mars, la CDC (Caisse de Dépôts et de Consignations) et la CNP prennent chacune une participation significative dans EIFFAGE.

**2006** – **Nicolas SARKOZY**, en habile stratégie, **ne soutient pas le projet de fusion** GDF/SUEZ et laisse Dominique de VILLEPIN faire front seul contre l'opposition qui déposera plus de 130 000 amendements au Parlement.

**2006** – Le 20 avril, la CNP acquiert GROUPO BANCA LEONARDO.

**2006** – Le 3 juillet, GROUPO BANCA LEONARDO annonce l'acquisition de la banque d'affaires TOULOUSE & ASSOCIES. Cette acquisition sera capitale dans le dispositif de fusion GDF/SUEZ, car TOULOUSE & ASSOCIES est la banque-conseil de SUEZ et de GDF. Conflit d'intérêts : **Jean PEYRELEVADE** est **administrateur** « indépendant de SUEZ », associé de TOULOUSE & ASSOCIES et se retrouve ensuite **PDG de LEONARDO**

France qui a entretemps absorbé TOULOUSE & ASSOCIES.

**2006** – **Nicolas SARKOZY** est n° 2 du Gouvernement, Président de l'UMP et candidat déclaré à la Présidence de la République. Il porte plainte dans l'affaire CLEARSTREAM. Son influence va croissante et il apparaît comme le favori de l'élection présidentielle. La **stratégie** bâtie en 1995 par **Paul DESMARAIS** est en train de **réussir**. C'est le moment que choisissent Messieurs Albert FRERE et Paul DESMARAIS pour réaliser des **opérations** « **troublantes** » avec l'**Etat** français, opérations qui nécessitent d'évidents soutiens politiques et qui verront la CDC déboursier **1,25 milliard d'euros** au profit du Groupe DESMARAIS-FRERE.

**2006** – Le 3 octobre la fusion SUEZ-GDF est votée, grâce au **revirement spectaculaire** de **Nicolas SARKOZY**.

**2006** – Le 26 octobre le Groupe DESMARAIS-FRERE accepte l'**offre** de la **CDC** d'acquérir **QUICK RESTAURANTS SA** au prix de 37,80 euros l'action. La cession de QUICK devait déjà intervenir en 2004 et les acquéreurs étaient présentés comme de purs financiers. S'agissait-il déjà de la CDC et serait-ce le départ de Nicolas SARKOZY du Ministère de l'Economie et des Finances imposé par le Président CHIRAC qui serait à l'origine du report de cette cession ? Les conditions offertes par la CDC sont tellement attrayantes que le Groupe DESMARAIS-FRERE donne son accord en quelques heures. Les résultats de la société QUICK sont depuis des années décevants et les chiffres d'affaires générés ne sont pas suffisants pour justifier le prix de cession convenu soit **850 millions d'euros**. GDF/SUEZ la face cachée 01/03/2008 3 / 7 Il est à noter que l'action QUICK est passée de 5 euros en 2002 à 30 euros en 2006 sans éléments notoires autres que d'habiles effets d'annonce. A cette hausse de **500% en à peine 4 années** la CDC ajoute encore une prime de **23%** sur le dernier cours de bourse ! Le **prix de cession** représente finalement **300% du chiffre d'affaires réel** ! Aussi, Messieurs FRERE et DESMARAIS, pressés de conclure à des **conditions si favorables**, vont mettre en place la **stratégie** suivante afin de ne pas éveiller de **souçons** :

- a) ING Belgique partenaire habituel du Groupe FRERE devient le conseiller financier de la CDC pour l'occasion (sans que ce conflit d'intérêts ne soit jamais soulevé et en accord total avec la CDC).
- b) Freshfields Bruckhaus Deringer partenaire habituel du Groupe FRERE-DESMARAIS devient quant à lui et pour l'occasion conseiller juridique de la CDC et là encore toutes les parties y consentent. De plus, Freshfields Bruckhaus Deringer est l'avocat de GDF et à ce titre a d'ailleurs assigné les syndicats de GDF le 18 décembre 2007.
- c) **Ces deux entités** (ING Belgique et Freshfields Bruckhaus Deringer) **se dégagent de toute responsabilité** dans le Prospectus de l'OPA du 15 décembre 2006.
- d) **DELOITTE**, réviseur attitré du Groupe FRERE se dégage également de toute responsabilité en précisant clairement que ces opérations relèvent de la responsabilité totale et entière des conseils désignés et également du Conseil d'Administration de la CNP.
- e) Nonobstant les précautions prises par la désignation des conseils aux ordres du Groupe FRERE-DESMARAIS et mandatés par la CDC, une **manipulation supplémentaire** a été nécessaire pour valoriser fictivement QUICK afin **d'en tirer les 850 Millions d'euros** initialement convenus. Cette précaution a consisté, ni plus ni moins, à **retravailler les bilans** de manière rétroactive.
- f) Le prix de cession de QUICK sera « vendu » aux autorités et au marché comme égal à **100%** du **total des ventes à l'enseigne**, ce qui veut dire tous chiffres d'affaires additionnés (franchiseur et franchisés). Il est incontestable que le chiffre d'affaires de QUICK a été **retravaillé** dans le rapport annuel de 2005. Il passe ainsi, rétroactivement, pour l'année 2003 de 263,8 à 483,4 millions d'euros (**+83%**), pour l'année 2004 de 286,7 à 468,3 millions d'euros (**+63%**) et affiche directement 455,5 millions d'euros pour l'année 2005. Le Groupe Albert FRERE, publiant le bilan de cette cession, affiche un **Taux de Rendement Interne supérieur à 60%** en taux annuel composé. Cette présentation est évidemment faite à dessein pour mieux dissimuler la marge qui est de **85%**.

Extrait des rapports annuels de CNP et communication relative aux informations sectorielles sur les résultats de QUICK :

**QUICK Chiffres clés consolidés (EUR Millions) au 31/12/2003 (page 45)**

**Libellés 2003 2002 2001**

Fonds propres 154.6 75.1 84.4

Ventes et produits de franchises 263.8 256.7 261.9

Résultat net part du Groupe 12.9 (9.2) (45.2)

**QUICK Chiffres clés consolidés (EUR Millions) au 31/12/2004 (page 57)**

**Libellés 2004 2003 2002**

Fonds propres 182.9 154.6 75.1

Ventes et produits de franchises 286.7 263.8 256.7

Résultat net part du Groupe 30.2 12.9 (9.2)

**QUICK Chiffres clés consolidés (EUR Millions) au 31/12/2005 (page 60)**

## Libellés 2005 2004 2003

Fonds propres 190.2 172 168.3

Ventes et produits de franchises 455.5 468.3 483.4

Résultat net part du Groupe 27.3 15 11.9

**2006** – En décembre, la CDC rachète pour **398 millions d'euros** la participation de CNP dans EIFFAGE, acquise seulement 9 mois plus tôt. Pourquoi la CDC n'a-t-elle pas acheté des actions EIFFAGE **en bourse** ? La plus-value serait allée chez les petits porteurs. Il est donc clair que cette opération est conclue pour apporter des fonds **au Groupe Albert FRERE** ainsi qu'une plus-value de **91 millions d'euros**.

**2007** – En janvier, ayant réussi à faire déboursier à l'État par le biais de la CDC **1,25 milliard d'euros** au travers des opérations EIFFAGE et QUICK, le Groupe FRERE-DESMARAIS se renforce dans SUEZ en investissant **798 millions d'euros**. Sa position devient **incontournable** avec **9.6%** du capital assortis de **13,4%** de droits de vote.

**2007** – En mai, dès l'arrivée de Nicolas SARKOZY à l'Élysée, l'équipe FREREDESMARAIS s'empresse de verrouiller la fusion GDF-SUEZ en obtenant du Président de la République qu'il nomme **Patrick OUART** (ancien secrétaire général de SUEZ et intime d'Albert FRERE) à l'Élysée et **Antoine GOSSET-GRAINVILLE** (ancien chef du bureau de Bruxelles du cabinet d'avocat GIDE, conseil habituel d'Albert FRERE) à Matignon.

**2007** – En août, **Albert FRERE** se rend à l'Élysée pour obtenir un **arbitrage** en faveur du Groupe FRERE-DESMARAIS dans la fusion SUEZ-GDF qui s'enlise. Les conditions sont arrêtées et présentées comme ne favorisant aucun des grands actionnaires de SUEZ. En vérité, les conditions sont encore **plus favorables** pour le Groupe FREREDESMARAIS qu'initialement car on apprendra plus tard que SUEZ Environnement lui a été promis pour le deuxième semestre 2008.

**2007** – En septembre, l'État choisit le cabinet GIDE comme conseil pour la fusion (GIDE est pourtant le conseil habituel d'Albert FRERE) et **Jean-François COPE** (ancien Ministre du Budget exerçant sa tutelle sur la CDC) devient pour l'occasion avocat-associé de GIDE.

**2007** – En décembre, le Ministère de l'Économie et des Finances incite Jean-Marie KUHN à déposer **plainte contre le Groupe Albert FRERE**, X et autres suite à deux enquêtes internes confiées respectivement à sa direction juridique et financière. Cette plainte est grave et importante puisqu'elle vise un **très probable pacte de corruption** concernant **SUEZ, GDF, EIFFAGE, QUICK et la Caisse des Dépôts et Consignations**.

Un projet de la plainte a été transmis à l'Élysée, à Matignon, à la Chancellerie et au Ministère de l'Économie et des Finances. Bien qu'étant ainsi parfaitement informé des doutes qui pèsent sur la légalité de ces opérations, l'État publie les deux décrets qui vont autoriser la fusion SUEZ-GDF.

**2008** – En janvier, la plainte de Jean-Marie KUHN est **classée** par la Justice comme « insuffisamment caractérisée », sans même avoir entendu le plaignant.

**2008** – En février, **Nicolas SARKOZY** remet à **Paul DESMARAIS** la **Grand' Croix** de la Légion d'Honneur lors d'une réception à l'Élysée. A cette occasion, il **avoue devoir son élection pour partie à la stratégie bâtie en 1995 par Paul DESMARAIS**. Quelques jours

plus tard, il remet également la **Grand’Croix** de la Légion d’Honneur à **Albert FRERE** en petit comité mais en présence du Premier Ministre François FILLON et du Garde des Sceaux Rachida DATI.

## 2. Situation du dossier

Jean-Marie KUHN, dans le cadre d’un important préjudice que lui a fait subir le Groupe FRERE-DESMARAIS au travers de l’une de ses Sociétés, a découvert l’ensemble de ces faits. Alertés à plusieurs reprises, dûment informés les divers conseillers, ministres et intimes de **Nicolas SARKOZY** ont décidé de pratiquer la **politique de l’autruche**. Seul le Ministère de l’Economie et des Finances a diligenté une enquête juridique et une enquête financière, puis a fortement recommandé qu’une plainte soit déposée par Jean Marie KUHN. Cette recommandation a été suivie d’effet le 24 décembre 2007 et la plainte a été très vite classée (le 11 janvier 2008) un **record** sachant que la reprise judiciaire a eu lieu le 7 janvier 2008.

## 3. Opportunités judiciaires offertes à Jean-Marie KUHN

Afin d’obtenir réparation de son préjudice, Jean-Marie KUHN a **intérêt et qualité** pour déposer de nouvelles plaintes avec constitution de partie civile en France et/ou en Belgique. Dans ce cadre seront, bien entendu, soulevés les agissements entre le Groupe FREREDESMARAIS

la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que l’inévitable **responsabilité politique** qui a permis, autorisé ou ordonné ces opérations. L’Etat français, par le biais de son bras financier la CDC, se serait en effet rendu **complice** du Groupe FRERE-DESMARAIS en lui permettant de renforcer sa position dans SUEZ, par le rachat d’une filiale (QUICK RESTAURANTS SA – société de droit belge) de la société GIB (société de droit belge) elle-même filiale de CNP (société de droit belge) holding faîtière du Groupe FRERE. L’offre publique d’achat volontaire sur l’intégralité du capital de la SA QUICK par la CDC s’est faite sur la base de bilans « **retravaillés** » pour l’occasion, pour un prix de 850 millions d’euros représentant **181%** du chiffre d’affaires moyen des 3 derniers exercices et représentant **300%** du chiffre d’affaires réel tel qu’il apparaît dans le rapport annuel de la CNP de 2003 et 2004.

La norme en la matière étant comprise entre **50 et 70 %** du chiffre d’affaire moyen -et c’est sur cette base que le Groupe FRERE-DESMARAIS achète lui-même des sociétés de restauration-, la valeur vénale de QUICK serait proche de **200 millions d’euros**. Compte-tenu des résultats actuels de la société QUICK RESTAURANTS SA, il faut compter au minimum **20 ans** avant que la CDC ait un retour sur investissement. De plus, de l’aveu même de ses dirigeants (audition du 24 janvier 2007 devant la commission des finances de l’Assemblée Nationale), QUICK **n’entre pas dans les critères** d’investissement de la CDC CI (filiale de la CDC dans laquelle a été logée QUICK). Sitôt la CDC CI devenue propriétaire de QUICK RESTAURANTS SA, par l’intermédiaire d’une société ad-hoc, ses dirigeants ont pris respectivement la présidence et la vice-présidence du conseil d’administration de QUICK RESTAURANTS SA. Cette opération QUICK, inhabituelle pour la CDC, succédait à celle réalisée avec la CNP sur les titres EIFFAGE, le tout représentant **1,25 milliard d’euros** déboursés par la CDC au profit du Groupe

FRERE-DESMARAIS.

Messieurs **Albert FRERE** et **Paul DESMARAIS**, dont on connaît aujourd'hui la **proximité** avec **Nicolas SARKOZY** qui est devenu Président grâce à la stratégie mise en place par eux, ont aujourd'hui une participation incontournable dans SUEZ, et des perspectives mirobolantes avec la fusion SUEZ-GDF. Sans compter le pôle ENVIRONNEMENT qui doit revenir au Groupe DESMARAIS-FRERE au second semestre 2008. Le Cabinet d'avocats GIDE, pourtant Conseil habituel d'Albert FRERE, a été nommé par Madame Christine LAGARDE en qualité de Conseil de l'Etat pour la fusion GDF/SUEZ

*Toutes les règles de transparence et d'indépendance sont allègrement bafouées.*

Le fait que le Ministère de l'Economie et des Finances ait incité Jean-Marie KUHN à déposer plainte n'a pas empêché le Premier Ministre de signer les décrets autorisant la fusion en décembre 2007. De plus, aucune autorité n'est choquée par ce manque de transparence et d'indépendance, mieux encore, personne n'a osé signaler ces manquements au Parquet comme pourtant l'article 40 du Code Pénal les y oblige. **Madame Christine LAGARDE** a cependant pris la mesure de la gravité de ce dossier, au point de faire recevoir Jean-Marie KUHN le 05 décembre 2007, par Madame Nicole PLANCHON, Directrice du Droit Privé au MINEFI. Madame PLANCHON, Magistrate de formation, a incité vivement Monsieur Jean-Marie KUHN à déposer plainte sans tarder, le niveau hiérarchique des personnalités impliquées étant, selon elle, un facteur particulièrement

**aggravant.** La position de Madame PLANCHON a ensuite été confirmée à Monsieur Jean-

Marie KUHN par Monsieur Philippe LOGAK, Conseiller de Christine LAGARDE, qui a eu la charge de ce dossier et qui était pendant 4 mois l'interlocuteur de Monsieur Jean-Marie KUHN.

Monsieur **Thierry BRETON**, prédécesseur de Madame LAGARDE, informé des graves irrégularités relevées dans cette affaire QUICK a pris soin de se dédouaner en déclarant, lors

de son intervention du 06/10/2007 au Sénat dans le cadre de l'affaire EADS, avoir appris la

cession de QUICK par la presse et non par la CDC dont il était pourtant le Ministre de tutelle...

Deux Ministres de l'Economie et des Finances concernés jugent ces affaires graves et n'y

adhèrent pas, au point pour l'un de s'en dédouaner en public et pour l'autre d'inciter Monsieur Jean-Marie KUHN à les porter en Justice en lieu et place du MINEFI.

A quel niveau hiérarchique les autorisations ou **ordres ont-ils été donnés à la CDC ?**

Le **silence** de Monsieur **Nicolas SARKOZY** et de ses collaborateurs qui ont été informés à de

nombreuses reprises tant par Monsieur Jean-Marie KUHN que par la voie hiérarchique notamment la Chancellerie et le Ministère de l'Economie et des Finances apparaît bien

**étrange.** En tout état de cause, il appartient à la Justice de qualifier pénalement ces faits qui pourraient relever d'un véritable **pacte de corruption**. A ce propos, le Ministère de l'Economie et des Finances n'a pas apporté de modification à la plainte de Jean-Marie KUHN, déposée sur son incitation après une enquête approfondie diligentée par Madame LAGARDE auprès de la direction juridique et financière du Ministère de l'Economie et des Finances. Si l'information judiciaire confirmait l'existence d'un pacte de corruption ou l'existence d'infractions pénales, les conséquences seraient multiples car les fonds issus de ces opérations pourraient être saisis ainsi que les investissements réalisés grâce à ses fonds. On imagine la gravité de ces mesures qui pourraient aller jusqu'à poursuivre pour recel d'éventuels associés de sociétés dans laquelle ont été acquises des actions avec les fonds suspects. Enfin, l'enquête déterminera les contreparties des uns et des autres car il est impensable que tous ces éléments troublants aient échappé à un investisseur aussi avisé que la CDC, de même qu'il est difficile de croire que le pouvoir politique n'a pas, à un moment ou à un autre, donné son aval à ces transactions.

## BONUS

(ce qui est bien orgueilleux de ma part. ces textes sont consultables sur [agoravox.fr](http://agoravox.fr) et ici n'ont pas été modifiés. Ils sont donc bruts.)

### En politique étrangère, la France à deux pas de l'enfer... (26 mai 2008)

La question que l'on peut se poser est de savoir jusqu'où la France va glisser vers l'abysse de l'immoralité politique en matière de relations internationales. A chaque palier, on se dit que nous avons fini de glisser vers les profondeurs du reniement et de la honte, mais la glissade n'en finit pas. Il n'est plus qu'à attendre d'avoir atteint le fond. S'il y en a un...

Ce texte n'est pas pour complaire aux pragmatiques, et se tourne vers ceux qui croient et espèrent que la politique peut aussi être noble et défendre son idéal quitte à en payer collectivement le coût. On répète inlassablement la phrase de Churchill qui promettait du *sang et des larmes*. Alors peut-être faut-il en matière de relations internationales ne pas prendre le bon peuple français en traître et lui demander collectivement et par avance de soutenir des causes de justice morale qui pourraient avoir un contrecoup.

Aujourd'hui notre devise est devenue tout autre : *du pétrole et des dollars*. Mais avant de poursuivre juste un rappel - je fais comme Devedjian, c'est-à-dire faire se ressouvenir à Massimo ses paroles - qui énonçait devant le Parlement européen le 13 novembre 2007 : "*Dans la démocratie européenne, j'ajoute que tous ceux qui ont fait l'expérience de renoncer à la défense des droits de l'homme au bénéfice de contrats, n'ont pas eu les contrats, et ont perdu sur le terrain des valeurs*".

Comme en est l'exemple la Bible, c'est une litanie que l'on pourrait composer avec les reniements à cette belle promesse. Courber devant les forts, bomber le torse devant les faibles, se rallier aux pétro-dollars, chercher de faux contrats, en signer avec le sang, voilà ce que nous promet cette nouvelle politique étrangère. De cette litanie dont il faut rappeler quelques exploits, en voici un extrait : Kadhafi en France, félicitations quasi unique et le premier de la victoire de Poutine, voyage non seulement silencieux en Chine sans Rama Yade, mais reconnaissance des desiderata des Chinois en matière hégémonique, acceptation en Russie de la spécificité russe comme le droit à l'extermination en Tchétchénie par celui à qui on ne serrerait pas la louche, discussion avec le Hamas qui ne reconnaît pas Israël, ce qui est contraire au discours du Crif, premier voyage chez Omar Bongo, vieux dictateur transformé en vieux sage africain, déclaration admirative du Royaume théocratique wahhabite dont on chante le libéralisme, louange tunisienne avec une Rama Yade réduite à jouer à la poupée Barbie. A chaque voyage, accompagné d'une cohorte de porte-chéquier et de porte-

stylo, notre guide éclairant termine ses communiqués et ses conférences de presse par le sésame du capitalisme en lequel il croit, remplaçant le barbu hôte céleste par le veau d'or que pourtant les servants du divin vouent aux gémonies. Le mot qui ouvre tous les droits et autorise tout : contrat. Peu importe que ce n'est la plupart du temps que de l'esbroufe, qu'Airbus mis à toutes les sauces ait engagé des pourparlers bien avant l'arrivée au pouvoir de Sarkodollar, que les retombées, surtout futures, ne seraient pour nous que la part congrue et en s'amenuisant avec les délocalisations dans la zone dollar (Plan Power Eight en anglais dans le texte pour un groupe majoritairement franco-allemand). Comme la ruche en "transhumance", Sarko l'atomique essaime partout dans le monde le nucléaire *made in France*.

Ne croyez pas que ces lignes tombent comme un cheveu sur la soupe, tirées comme ça d'une colère permanente et irrépessible contre notre luminescence. Non, cela tient à une actualité qui a fait peu de bruit : la visite éclair du pigeon voyageur en Angola. 17 heures d'avion, quatre heures d'embrassades et de congratulations réciproques et un siècle de honte. L'Angola a trois caractéristiques : du pétrole, une corruption massive et l'Angolagate. Avant de s'appesantir sur le 3e point, juste un mot des deux premiers. L'Angola est considéré comme le second producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne et devrait devenir d'ici à trois ans le premier réservoir d'or noir du monde. Etaient du voyage le grand patron de Total et devinez qui ? l'aéronaute, le prêteur de transporteur aérien et de bateau maltais : Bolloré. Retour d'ascenseur ? En matière de corruption l'Angola est classé 174e sur 179. Un record. Un autre record celui-là énoncé par *Le Figosky* : **de fait, si l'Angola, après vingt-sept ans de guerre civile, a retrouvé la paix en 2002 et une certaine prospérité, la population demeure, elle, l'une des plus misérables du monde.**

Angolagate résumé très succinct : alors que l'Angola est en guerre et que l'ONU impose un embargo concernant la vente d'armes à ce pays, Pierre Falcone, aidé par le cosmopolite Arcadi Gaydamak, fourgue pour 790 millions de dollars d'armes entre 1993 et 2000. De très nombreuses personnalités ont été touchées dans cette affaire dont Charles Pasqua, renvoyé en correctionnelle, soupçonné entre autres du financement de son parti pour la campagne européenne par la société Brenco international, Jean-Charles Marchiani élu à partir de 1999 député européen ce qui a valu une demande de levée d'immunité parlementaire, le fameux Attali, le dépensier somptuaire de la Berd, celui du rapport du même nom, le donneur de leçons à la terre entière, Hubert Védrine ministre, *Papa-m'a-dit*, autrement appelé Jean-Christophe Mitterrand, l'ex-député UMP et à l'époque magistrat Georges Fenech. Grâce à une loi de 1939 qui empêche de poursuivre dans une affaire de vente d'armes sans l'aval du ministère des Armées, une partie des poursuites a été annulée, celle concernant la poursuite pour "commerce d'armes illicite". On se souvient du reste de la défense lamentable du fils de l'ancien président socialiste se servant entre autres de cet argument juridique, mais des plus amoraux qui soient. Restent les divers et variés abus de biens, trafic d'influence, corruption. Que des douceurs.

On le voit, cette affaire est gentille : trafic d'armes pour 790 millions de dollars, implication à tous les étages, viole d'embargo pour un pays en guerre et enfin implication au plus haut niveau du gouvernement angolais, là où je voulais en venir. Le procès français débutera le 3 octobre prochain (il fallait faire vite et venir en Angola avant cette date). Un des principaux acteurs, Pierre Falcone a obtenu en 2003 le titre d'ambassadeur de l'Angola auprès de l'Unesco afin de bénéficier du statut d'immunité diplomatique. Ceci qui n'est pas un détail, montre l'arrogance et le poids de Santos le président lusophone d'Angola. Avec cette justice qui a tenté de passer, le secret défense n'ayant pas été levé, et qui passera comme une tondeuse qui ne rase que la moitié d'un crâne, les relations diplomatiques franco-congolaises se sont refroidies. Mais chacun sait que le pétrole lampant éclaire d'un jour nouveau les dérangeants obscurantistes de la saine justice et de la morale pour ne faire que briller les *silver quaters*, et celui des poêles à mazout (ce n'est pas du chiti ni de la biloute) réchauffe, voilà que la glace fond à grande vitesse entre les deux pays au fur et à mesure que le cours du baril monte et que les réserves de l'Angola font briller les pupilles de nos Français contractants Total et Bolloré. Vous trouverez ici un article qui révèle qu'il y a une liste que détient le juge Courroye et qui contient quinze noms de la plus haute hiérarchie angolaise. Le président Santos détiendrait un compte de bons et beaux billets virtuels au Luxembourg pour la somme de 37 millions de dollars. Par ailleurs, *"l'organisation Human Right Watch estime qu'entre 1997 et 2002 le régime a détourné des caisses de l'État quatre milliards de dollars de rentes pétrolières."* Vous avez bien lu 4 milliards de dollars de détournement.

Juste une conclusion, notre néo-politique d'assainissement de nos relations internationales, appelée la politique du carnet de chèque à tout prix a fait dire à la France par l'intermédiaire des mobiles lèvres de notre phare de la morale que toute cette affaire dans un pays où la manne pétrolière laisse le peuple parmi les plus misérables du monde et où la corruption enrichit la clique à la tête de l'Etat - et je vous laisse juges de cette effarante déclaration - n'était qu'un malentendu et que maintenant la page était tournée :

***"Je suis venu vous proposer une alliance qui reposerait sur des principes simplés a-t-il [Sarkozy] déclaré dans un toast lors d'un déjeuner offert en son honneur par le président angolais, José Eduardo Dos Santos : *Le respect mutuel, un partenariat d'égal à égal, la satisfaction de nos intérêts réciproques.*"***

Un peu plus tôt, lors d'une déclaration conjointe à la presse, à l'issue d'un entretien avec son homologue angolais, il avait dit qu'ils avaient tous les deux ***"décidé de tourner la page des malentendus du passé"***.

Effectivement Sarkodollar a tourné les pages de notre honneur et s'est engagé à mettre ses pas l'un après l'autre dans les traces des adorateurs du veau d'or. Ce sont les nouveaux principes simples de notre politique. Vespasien avait raison : l'argent n'a

pas d'odeur.

A ceux qui douteraient encore que nous sommes en monarchie (9 juin 2008)

Ce sont deux faits récents qui m'ont poussé à écrire ces lignes et les suivantes car ils m'ont instantanément choqué. Le premier a été auditif. J'étais en voiture et j'écoutais France Info. A la suite du conseil des ministres, Yves Jégo déclare que Sarkozy a pris la défense de SA ministre de la Justice. Propos repris [ici](#) dans *Libération* : « *Le président a fait part de sa satisfaction face au travail de sa garde des Sceaux et je crois que c'est un sujet qui est d'ailleurs régulier* » Le second est visuel. Vous avez en vignette cette [photo](#) prise lors de la messe donnée au défunt Yves Saint-Laurent.

Avant de développer devant vous ces deux indicateurs de monarchie, il faut revenir un instant sur la définition du mot même. Voici à votre disposition [ici](#), la longue réponse (intégrale) de Sarkoroitelet à Laurent Joffrin à la question de ce dernier supposant que notre chef des chefs avait le pouvoir personnel le plus important des démocraties actuelles. Cette vidéo est édifiante à plus d'un titre. D'abord elle démontre l'inculture crasse de notre Nicholas *the first*. Il mélange monarchie et hérédité. Il dit même *si c'est une monarchie c'est donc héréditaire*. Du reste, on se demande si c'est sa rouerie indigeste ou son inculture qui l'emporte. Quoi qu'il en soit, il mélange à loisir deux concepts qui ne sont en aucun cas les mêmes, même si les deux mots "monarchie" et "héréditaire" peuvent s'accoler, ce qui entre parenthèses si nous ne faisons pas de redondance prouverait de soi-même qu'ils sont différents. La seconde remarque est sa technique de noyer le poisson, de dévier, alors que tout ce qu'il dit prouve qu'il détient vraiment le pouvoir, de nier. Il remplace *pouvoir* par *responsabilité*, ce qui dans cette assertion est un synonyme. Il joue de la connotation des mots : *pouvoir* paraît brutal et négatif dans ce contexte, *responsabilité* paraît juste et courageux. Le troisième point est l'in vraisemblable mépris et l'arrogance détestable de notre aimé guide à l'encontre de Joffrin. C'est ce qu'il aime faire ce bougre de monarque : humilier les gens en public, rire d'eux pour obtenir un succès facile. La conclusion rejoint directement le sujet : la monarchie, car une monarchie a une cour. Tous les journalistes présents, et évidemment tout le gouvernement riaient de cette attaque en règle. Même lorsqu'au début il trébuche, fait durer sa réponse afin de trouver des arguments et qu'il dit cette énormité citée plus haut : *monarchie = hérédité*. La définition donc de monarchie n'est en rien un pouvoir héréditaire, mais un pouvoir d'un seul. Je ne vais pas faire un cours savant d'étymologie car tout monde sait que *mono* veut dire **un** et *archie* **pouvoir**. Ni

m'étendre sur des faits historiques comme par exemple le parlement de Paris qui avait plus de pouvoir que Louis XI. De fait, avec son fils Jean, Sarkozy lui a inventé, en fait a répété, ce que l'on peut appeler la *démocratie héréditaire*.

S'il y a des cours aussi en démocratie, car la courtoisie est inscrite dans les gènes - vous voyez je suis un adepte des théories sarkozyaques - des politiques qui veulent réussir à tout prix, ou plutôt à n'importe quel prix, celle des monarchies est beaucoup plus marquée et flamboyante. Ainsi en a-t-il été de cette mascarade des vœux aux journalistes en janvier dernier à l'Élysée. Le jour même ce n'étaient plus des journalistes, mais une cour. Le lendemain aussi. Ni ceux-ci n'ont pris la défense de Joffrin lors de cette conférence ni après. Ils n'ont pas plus relevé l'aberration de ses déclarations génétiques sur la monarchie. Il y a donc une sorte de monarchie à deux faces. Celle de la face du pouvoir solitaire et démesuré de Massimo. Il y a l'autre face celle de la cour dont la pire, car elle abandonne son rôle, est la presse en général.

Il est encore des personnes pour nier le pouvoir personnel de Sarkochef. Et pour faire écho au slogan UMPiste de la rupture, je vais vous donner un petit florilège de ce qu'aucun autre président n'a fait avant lui, même si le discours répété tant par les sarkozyaques, que les ministres, que les godillots et les malheureusement journalistes est de dire qu'avant tout le monde faisait pareil, mais que maintenant c'est transparent (or ce n'est ni transparent car il y a beaucoup de cachotteries et ce n'a jamais été pareil, c'est un énorme mensonge).

- . alors qu'il n'était pas encore en fonction, avant sa prise de pouvoir, il choisit tous les ministres, ce qui est anti-constitutionnel, ce qu'aucun autre président avant lui n'avait fait, ni avant la prise de fonction ni de choisir tous les ministres. Par ailleurs, il s'installe à la Lanterne alors que 1- Villepin est encore en fonction et 2- c'est la résidence du Premier ministre et non du chef de l'État. Ceci est inimaginable et effarant et n'a pas soulevé beaucoup d'interrogations. Ce qui est une première preuve aveuglante du pouvoir personnel du chef de l'État. Il fait ce qu'il veut ;
- . il impose la lettre de Guy Môquet, comme le fameux parrainage des enfants de la Shoah, ce qu'aucun président n'a fait avant lui et ce qui est bien une marque de monarchie de décider souverainement tout seul dans son coin du contenu des cours des élèves ;
- . il assiste à la réunion de l'Eurogroupe des ministres des Finances avec Christine Lagarde alors que jamais aucun autre chef d'État ne s'était invité à ces réunions interministérielles ;
- . il décide souverainement d'accorder des subsides aux marins-pêcheurs alors qu'il y a un ministre chargé du secteur ;
- . il reçoit à l'Élysée tous les mercredis une délégation des membres influents de la majorité présidentielle. Ce que personne avant lui ne faisait. Comme il ira pour la seconde fois devant les **militants UMP** en juillet prochain ;
- . les conseillers élyséens prennent la parole en public, dans les journaux, à la radio et

à la télévision, alors qu'ils n'ont aucun pouvoir exécutif et ne sont que des conseillers. Ils n'ont aucune légitimité électorale pour s'exprimer en public. Ce fonctionnement, le premier sous la Ve république est un fonctionnement monarchique ;

- . c'est notre chef d'état-major qui déclare au Royaume-Uni l'envoi des troupes en Afghanistan, alors que ce devrait être au Parlement d'en discuter ;
- . il s'auto-accroît en maquillant le coup par une détermination par l'Assemblée de sa rémunération qu'il a fixée lui-même ;
- . il ne respecte aucune règle légale. Il s'en moque comme de sa première chemise empruntée à un milliardaire. Aucun autre président n'a agi comme lui, non seulement parce qu'ils n'étaient pas dans les mêmes conditions, sauf pour deux d'entre elles les dernières, mais parce qu'ils avaient un certain respect de la légalité : divorce illégal car les deux futurs ex-époux doivent se rencontrer ensemble chez le juge. La future ex-épousée s'est déplacée le lundi, mais c'est le mardi que la juge - contraire aux textes - s'est déplacée chez le futur ex-époux à l'Élysée. Mariage illégal pour deux raisons : non publication des bans, ce qui est une obligation d'information et mariage à l'Élysée alors qu'il doit se faire en public et à la mairie afin que toute personne pouvant s'y opposer puisse le faire. Il conserve son salaire de ministre en toute illégalité après la mi-septembre 2007 jusqu'au 31 décembre (les six mois légaux après sa démission de l'Intérieur mi-mars). Et enfin inscription sur les listes électorales 3 jours après la clôture de celles-ci ce qui a nécessité un faux en écriture publique ce qui est passible de rétorsion pénale ;
- . il décide souverainement de la suppression de la publicité à la télévision ;
- . lui seul nomme toutes les commissions qui ne s'en réfèrent qu'à lui ;
- . il décide souverainement qu'il n'y aura pas d'augmentation de la redevance (sauf qu'il revient en arrière et n'accepte que l'augmentation en regard de l'inflation). La commission ne sert à rien ;
- . il crée une cellule spécifique au sein de l'Élysée pour tuer le MoDem avec Dominique Paillé et Alain Marleix ;
- . il nomme les responsables de l'UMP qui sont également ministres NKM et Bertrand ;
- . enfin il crée une sorte de gouvernement bis, sa fameuse Task Force, de *sept mercenaires* qui se réunissent dans le dos de Fillon. Du jamais vu à ce jour même si de tout temps des ministres individuellement allaient voir le président de la République selon leur relation avec lui. Mais ce n'était qu'individuellement et non structuré. Il est à noter à propos de transparence - ce que vous pouvez vérifier sur le site de l'Élysée - c'est qu'aucun des rendez-vous de cette task force ni des réunions du mercredi avec les UMP ne figure à l'*agenda présidentiel*. Pas plus que les cérémonies des légions d'honneur au plus haut grade accrochées au revers des vestons de Frère et Desmarais en février 2008 n'apparaissent alors que la cérémonie avec Céline Dion y est.

La seconde face de la monarchie : la cour. Il ne s'agit pas ici de parler des contorsions de Rachida Dati pour rester une espèce de favorite - ce qui est assez

tragique du reste et sans doute même sincèrement émouvant par cette frénésie qu'a cette femme à chercher les faveurs du roitelet, de la presse, de rechercher le strass, les paillettes et les projecteurs, d'imiter le chef - ni des coups tordus entre ministres, ni des lèche-bottes de toute nature, mais de voir l'effet de cette monarchie sur le fonctionnement du pouvoir.

Si Sarkozy se permet de passer au-dessus des ministres (de l'Éducation, de l'Armée, du Budget, de la Culture, etc.), c'est parce qu'ils se laissent faire et vont même plus loin ils obéissent à tous les caprices. Les exemples sont innombrables. Sarkozy décide qu'on lira la lettre de Guy Môquet : on fera lire la lettre. Sarkozy décide de supprimer la publicité à la télévision : on supprimera la publicité. Il dit, ils obéissent. Il suggère, ils obéissent. Il revient en arrière : ils courbent l'échine et font marche arrière. Et pourquoi tout cela peut-il se faire si facilement ? Parce que la presse est d'une complicité effarante. Elle crée un contexte fort favorable. Il y a eu trois périodes : celle qui a précédé l'élection où la presse favorisait à outrance une bipolarisation après avoir favorisé indécement Sarkozy ministre de l'Intérieur puis candidat comme l'effarante émission de maême Chabot qui a duré trois heures au lieu des deux prévues et juste la veille du décompte du temps de parole. La seconde période où il y a eu un déchaînement invraisemblable de veulerie et de carpettage contrôlé avec une famineuse couverture médiatique qui encensait le moindre pet de Sarkozy. La troisième qui n'a été que transitoire a été une courte période d'un mois ou deux où il y a eu quelques articles assassins dans le sens du poil des sondages. Nous en sommes revenus à un aveuglement coupable sous une nouvelle avalanche de déclarations et de prises de positions. Par exemple, la semaine dernière en un jour il y a eu 100 dépêches pour le compte de Matignon et de l'Élysée. Dans un monde de près de 200 pays, de 5 continents, de 6 milliards d'habitants, de coupe d'Europe, de séismes, de guerre, de Jeux olympiques, eh bien, il y a 100 dépêches nombrilistes pour le chef de l'État et sa clique. C'est tout simplement insupportable. Villepin a extrêmement bien résumé la situation de la presse qui ne fait plus que servir de haut-parleur à Sarkozy. En effet, lors d'une **conférence** le 6 mai à l'université Paris Dauphine (cela tombe bien pour une monarchie, mais héréditaire celle-là) il rappelle que la presse a pour rôle de comparer, de mettre dans le contexte, de faire l'historique, d'apporter un éclairage aux faits et gestes. Or, elle ne fait que reprendre les déclarations sans y apporter le nécessaire éclairage, le comparatif qui permet de juger non dans l'absolu, mais la relativité. Par exemple 0,6 % de croissance pour un trimestre ce serait bien peut-être pris isolément, mais si on sait que l'Allemagne fait 1,5 % dans le même temps on voit la limite des cocoricos français. On s'aperçoit également que les attaques du fait du niveau bas de Sarkozy dans les sondages a fait long feu. La presse s'est vite lassée. Elle est revenue par la bande. D'abord par Carla Bruni, comme ce gentil FOG qui avait juré ses grands dieux que jamais il ne consacrerait-là une à l'épouse chanteuse. Promesse de trois mois. *L'Express* joue au choc des photos et au poids des mots. Ce qui réapparaît c'est à nouveau le flot assourdissant de nouvelles, de déclarations élyséennes. Dans ce tumulte, peu à peu, le

bruit de fond contre Sarkozy s'amenuise. On retrouve la période pré-présidentielle, et peu à peu on retrouvera peut-être l'avalanche de flatteries.

Je terminerai donc par les exemples qui m'ont fait commencer cet article. Cette presse reprend sans sourciller la déclaration d'Yves Jégo qui cite Rachida Dati comme **sa** [en parlant de Sarkozy qui prenait sa défense] garde des Sceaux. Personne ne bronche. Sa ? Drôle de conception et conception monarchique. C'est terriblement choquant. Un ministre est le ministre d'un gouvernement qui peut à la rigueur être considéré comme celui du Premier ministre - ce qui est une dénomination factuelle, celui-là plutôt qu'un autre et non possessif - et en tout cas comme celui de la France. Je ne crois jamais avoir entendu ou lu aucun autre président de la République parler ainsi d'un ministre. Je crois bien que tous employaient le terme de : **le(a) ministre**. Dans le texte du *Figaro* à propos de ce soutien à Rachida Dati, notre lumière étincelante parle des ministres également comme de sa possession : *Nicolas Sarkozy a profité de cette fronde anti-Dati pour « remercier ses ministres de la façon dont ils défendent les réformes du gouvernement »*. Pour certains, ce ne sont que des détails. Les mots ont un sens et c'est loin d'être négligeable. La pensée suit les mots dans ce cas et l'on dit bien que le diable se cache dans les détails. En d'autres mots pour tout le monde et journalistes compris les ministres sont les ministres **de** Sarkozy. Et ça c'est de la monarchie. Le second fait est celui des obsèques d'Yves Saint-Laurent. Les photos rapportées par *Le Figaro* dont j'en ai extrait une et qui est ici en vignette, on remarquera trois choses importantes : 1- dans un lieu de recueillement et d'égalité devant la mort, Sarkozy et Clara Bruni sont assis dans des fauteuils alors que tout le monde a des chaises. De plus, ils sont juste en face du cercueil. 2- Yves Saint-Laurent n'est pas un chef d'Etat, ni un ministre mort en plein exercice, il a donc une famille qui devrait compter plus que le chef d'Etat. Il s'était même pacsé avec Pierre Bergé son compagnon de 40 ans. La décence et le respect aurait voulu qu'il y ait eu un rang d'officiel, mais que derrière le cercueil ce fût la famille et les amis les plus proches. Plus loin les officiels et les people. 3- les journalistes au lieu de prendre une vue qui englobait Pierre Bergé assis de l'autre côté de la travée mais lui sur une chaise, le cercueil et Sarkozy avec sa femme, ont choisi - car il s'agit bien d'un choix - de ne prendre que le côté sarkozyaque de la travée. Sont de fait exclus de cette photo journalistique les proches, pour ne laisser que l'apparat. Il est évident que là je suis sur la face de cette monarchie qui touche la cour et non Sarkozy lui-même. Je ne dis pas que c'est lui qui a fait la demande des fauteuils ni de la prise de ces photos sous cet angle-là, car je n'en sais rien. En revanche, cela montre l'esprit de cour.

Ces deux éléments récents auxquels je vais ajouter un dernier qui me paraît s'associer assez bien à ce qu'en dit Villepin, démontrent la perte totale de recul et de critique de la presse. Elle nous sert la soupe sarkozyaque comme des larbins, hormis quelques rares oppositions et clairvoyances salutaires d'une minorité d'entre elle. Le dernier exemple qui va clore ce propos est cette fameuse émission *C' dans l'air* dont le maître de ballet Yves Calvi ne paraît pas être le premier à servir justement cette soupe, sauf

à cela près que ses invités sont plus souvent pro-Sarkozy, et en majorité que contre. Il y avait à cette émission Régnier, le plus neutre, l'ami boursoufflé de son importance de Carla, Barbier, Carcassone le flatté juriste embarqué dans le navire constitutionnel de Sarkozy et Cayrolle sondeur déférent à la sphère du pouvoir. Il était évidemment question de Sarkozy et notamment de son intervention radiophonique à RTL. Et voici une des remarques ahurissantes des experts présents - ce qui conforte exactement la thèse de Villepin - à propos du partage du pouvoir entre Sarkozy et Fillon. Sarkozy avait clamé dans le poste qu'il y avait une répartition des tâches, et qu'il n'y avait plus de chasse gardée élyséenne (sous-entendue la politique étrangère) car Fillon était allé au Pérou. Tous ces bons experts de répéter cette phrase d'Évangile et qu'effectivement Fillon allait à l'étranger et par voie de conséquence et de saine logique il n'y avait plus de secteur réservé et partagé. C'est bien évidemment un gros mensonge et une absurdité totale. Sarkozy n'avait pas envie et pas pu aller au Pérou (un pays mineur faut-il le rappeler, ce qui n'a rien de dégradant à dire, mais c'est une réalité politico-économique, donc un voyage de quatrième zone). Pour un tout petit voyage négligeable au milieu de tous les voyages passés, présents et à venir de Sarkozy à l'étranger, voici donc que ce petit exemple isolé et ridicule renversait toutes les vérités et tous les constats. Bien évidemment Sarkozy garde la haute main sur la politique étrangère, bien entendu il n'y a aucun partage du pouvoir si ce n'est le pâté d'alouette. Eh bien, ces journalistes embrumés par cette monarchie de cour ont été incapables de démentir et de contrer cette argumentation fautive et absurde. Non seulement ils ne l'ont pas contrée, mais en plus ils lui ont donné du crédit.

Nous avons du souci à nous faire pour l'avenir.

## **Kadhafi torpille l'UPM et ridiculise le chef occulte de l'UMP (11 juin 2008)**

Après avoir été salué bien bas le vieux sage africain, entre autres ancestral dictateur, Omar Bongo, et avant de se courber en Chine, de féliciter les lumières libérales du grand sheck de toutes les Arabies et flatter Allah, avoir plaisanter en néo-chanoine avec Benoît XVI, de serrer la pogne de, féliciter, glorifier Poutine, fait escale pour balayer la justice de toute idée de justice et de décence, reniflant un or noir à l'odeur nauséabonde, en Angola et avoir considéré que 4 milliards de dollars détournés dans un des pays les plus corrompus et au peuple parmi les plus misérables de la planète n'étaient que simples malentendus, recevoir celui qui aime bien le Liban car il le châtie bien, le syriaque commanditaire du chaos au pays du cèdre, notre guide à nous avait reçu en grande pompe et forces courbettes, le guide orgueilleux et fantasque du rivage des Syrtes autrement appelé la grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, le dénommé Mouammar Kadhafi.

Tout le monde se souvient du grand cirque du guide du désert qui après avoir défendu avec fougue de la pointe de la péninsule ibérique les terroristes, bien que notre guide à nous en avait certifié le contraire, alors que l'on mettait les petits plats dans les grands, on fermait les ponts, on ouvrait Versailles et sa chasse, riait de ridiculiser Sarko en le traitant publiquement de menteur et humiliait la France, applaudi à l'Unicef, disant que notre patrie devait balayer devant sa porte lorsqu'elle parlait des droits de l'homme. Sarkodollar, avec la presse qui diffusait les mêmes informations erronées que nous, enfumait la propagande élyséenne, à savoir les contrats fumeux par exemple avec l'Algérie où c'est la France qui investissait, avec la Chine où nous ne faisons que des transferts de technologie et de la fabrication sur place, avec ces fameux Airbus déjà négociés et même parfois signés avant au Bourget (Libye) et qui, Power Height oblige, ne donnaient à notre pays que peanuts, enfin après ces rideaux de fumée qui devaient justifier la politique dite de Vespasien qui dit que l'argent n'a pas d'odeur, a eu en face de lui un véritable maître en matière de tartufferie. C'est à se demander si notre luminescence n'avait pas convié Kadhafi pour recevoir un cours accéléré de perfectionnement en rouerie et autres balivernes. L'ansé Pasqua, en fin connaisseur, disait du chef occulte de l'UMP qu'il n'avait qu'une constance celle de la trahison. A menteur, menteur et demi et à malin, malin et demi... Notre Pinocchio national a trouvé son supérieur. L'autre shek désertique manie le revirement mieux qu'une boulette de couscous. Il règne depuis bien plus longtemps que Sarkochef et il a eu d'autres occasions un peu plus périlleuses pour démontrer son savoir-faire. Lui s'il a des amazones en gardes du corps c'est qu'il a quelques raisons d'en avoir. Certain missile sur son palais est là pour le rappeler. Donc voilà que le beau projet mal parti est carnardé depuis l'autre rive de la Méditerranée et pas avec des noyaux de cerise.

Guaino, le fieffé nationaliste, qui aime donner des leçons aux Africains, qui soit ignore son histoire soit déteste l'Europe, soit vole les idées des autres, soit les trois à la fois, a concocté pour son leader qui ignorant tout sur tout hormis le mensonge frontal, la trahison et toutes les techniques les plus salopardes pour accéder au pouvoir, ne fait que lire ses papiers sans lever son nez du texte tant il est incapable d'aligner des idées profondes. Ainsi Guaino, avec la presse paresseuse et complice, réinvente l'eau tiède et nous fait croire à la révolution industrielle. En effet, il existe depuis 1995 et cela s'appelle **Euromed** ou le processus de Barcelone. Et cette damnée presse ne cesse de nous faire croire que l'Union méditerranéenne est une idée de Sarko le Méditerranéen. Mais les Allemands et les autres Européens, qui en savent un peu plus que Sarko, Guaino et nos journalistes, n'ont pas apprécié cette manière de s'approprier au son tonitruant des trompettes de la gloire ce que les autres font. Oui, ils apprécient peu que cinq ans de négociation, l'intervention de plus de vingt pays, des heures, des jours, des mois de travail pour libérer les Bulgares se résument à un petit tour en avion à la gloriole du roitelet français et de son ex-épousée. La vérité est qu'Euromed fonctionne et fonctionne bien, qu'il y a des capitaux importants qui sont distribués à partir du fonds **Meda** (5,3 milliards d'euros période 2000-2006 avant l'accession au trône de notre roitelet). Cette fameuse idée lumineuse, de la réinvention de l'eau tiède,

a d'abord pris un bon coup sur le nez car Angela Merkel, qui n'aime ni les bisous de Sarko ni sa façon quelque peu cavalière de s'approprier le bien des autres, a mis le hola, et cette UM est devenue l'Union pour la Méditerranée, en d'autres mots on met une autre étiquette sur le même flacon pour faire plaisir à celui qui sera le président de toute l'Europe. L'ironie de la chose, c'est que les pays qui bénéficient de ce processus de Barcelone sont : Algérie, l'Autorité palestinienne, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie et devinez qui : ... la Libye.

Voilà donc un processus qui fonctionne bien qui distribue à tout-va des fonds. Et voilà surtout un processus qui réunit en son sein, ironie du sort, tant Israël que les Palestiniens, que le Liban que la Syrie, que l'Algérie, que la Libye. En somme Euromed réunit les ennemis mortels ce que justement UPM ne fera pas. Ainsi, à vouloir tirer à soi toujours et partout la couverture, notre omniscient risque-t-il de déstabiliser et perturber deux choses : ce qui fonctionne, Euromed, et nos rapports européens. Décidément c'est une bombe nucléaire ce gars-là. Le coup sur le nez de Sarko par l'Europe, essayant de rediriger cette Union méditerranéenne vers Euromed, par la petite porte, en la renommant UPM, pour bien montrer que l'UMP est chamboulée dans l'histoire, n'était qu'une peccadille à côté de la **torpille** Kadhafi. Lui au moins, il n'a pas de langage diplomatique. Extraits du *Figosky* :

*Mouammar Kadhafi a rejeté avec virulence mardi le projet de l'Union pour la Méditerranée (UPM) inspiré par la France. Monopolisant la parole à l'ouverture du sommet arabe de Tripoli, le numéro un libyen s'est livré à une véritable diatribe contre l'UPM devant les présidents syrien, mauritanien, tunisien et algérien et le Premier ministre marocain... Le colonel Kadhafi a aussi qualifié l'UPM de « projet passager » voué à l'échec, affirmant : « l'UE veille sur son unité et refuse sa division et l'initiative de notre cher ami Sarkozy a été rejetée fermement par l'Europe ». Au sommet européen de mars, la France avait dû accepter que son projet se contente essentiellement de redynamiser le processus de Barcelone, lancé en 1995 par l'UE avec les pays méditerranéens du Sud. Renommé « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », cette version de l'UPM concerne les vingt-sept pays de l'UE et leurs dix-sept partenaires de la rive Sud. Alors que le concept initial de Nicolas Sarkozy faisait participer uniquement, côté européen, les pays riverains de la Méditerranée... Le colonel Kadhafi s'en est aussi pris vivement aux projets économiques promis aux pays du sud de la Méditerranée, les qualifiant d'« appât » et de « sorte d'humiliation » pour ces pays. « Nous ne sommes ni des affamés ni des chiens pour qu'ils nous jettent des os », a-t-il proclamé, vêtu d'une abaya traditionnelle et coiffé d'une chechia rouge.*

Enfin, je ne vais pas vous copier tout l'article. C'est une sorte d'enterrement de seconde zone. L'article soulève toutes les erreurs, toutes les difficultés, tous les énervements de cette initiative. Je propose en conclusion pour ce projet **ceci**.

## Pour dépenser plus devenez président de la république (12 juin 2008)

Tout le monde a en mémoire les déclarations fracassantes du candidat de l'UMP, dénommé Nicolas Sarkozy. Il disait la main sur le cœur, et les doigts croisés dans le dos, qu'il ferait maigrir l'Élysée et réduirait le train de vie du chef de l'État qu'il serait. Je ne lui ferai pas le faux procès en augmentation du budget de l'Élysée passant de grosso modo 30 millions d'euros à 100 millions, ni ne dirai que c'est un tour de passe-passe, car les "détachés" des autres ministères allaient devenir enfin des attachés de l'Élysée et dépendre de son budget. On ne faisait qu'un transfert transparent de charges. Las, on nous apprend que le budget de l'Élysée a subi en 2007 une augmentation triple de celle de l'État alors que tout le monde doit se serrer la ceinture et qu'il n'y a plus un sou dans les caisses. A ce jeu France VS Sarkozy ce dernier gagne à 8,4 % contre 2,3. Il gagne même contre la croissance, et même contre la hausse des prix.

Quelques journaux nous parlent de ce léger dérapage. Je me sers en bon opposant de celui de *Libération* qui va un peu plus loin que les autres quoique le *Post.fr* ne se débrouille pas mal...

Qu'apprend-on ? Que le budget de l'Élysée passe de 32,383 millions à 35,11 millions soit 8,4 % d'augmentation. Mais ce qui est une sorte de sommet dans les mascarades présidentielles c'est qu'alors que les paroles vont à l'économie et à la réduction d'effectif, quand le discours électoral avait deux axes bien précis : une équipe gouvernementale paritaire et restreinte (on a vu le résultat : abondante et non paritaire) et une réduction des conseillers élyséens (on se demande du reste pourquoi il y a des ministres puisque notre Lumineux *six well irrigated brains* de président, qui n'est pas un imbécile, est notre Shiva ministériel et fait tout à la place de tout le monde. Cela aurait dû économiser postes et frais), l'Élysée passe de 957 personnes à 1 045. Tudieu ! ça turbine au château ! et cela coûte + 10,9 % sans la petite prime présidentielle qui est pour 2008 et retranché, ce que n'ont pas vu nos journalistes et notre apparenté socialiste René Dosière, de la vacation présidentielle de 2007 puisque Sarkodollar a préféré toucher son salaire de ministre (donc payé par le ministère de l'Intérieur et non par l'Élysée) plutôt que l'aumône présidentielle, jusqu'au 31 décembre 2007 en toute illégalité. Ce point fait qu'il faut ajouter à l'augmentation les 54 972 euros non inclus qui représentent les 6,5 douzièmes des 101 488 de l'ère glaciaire présarkozyaque où les présidents étaient pauvres.

Deux autres postes sont à regarder de près. Le poste d'entretien qui passe 1,9 millions d'euros à 3 millions (petite hausse de 53 %) uniquement pour installer son cabinet (dont directement 500 000 euros pour lui. Le papier peint doit l'être à la main avec feuilles d'or incrustées). Un rouleau de *moltonel* chez *Franprix* ne coûte pourtant pas

ce prix-là et va encore baisser grâce à la loi sur la modernisation de l'économie qui va couvrir notre territoire d'hyper, super et mégamarchés. L'autre poste, ce que certains journalistes appellent l'argent de poche, passe de 101 à 130,6 millions (une hausse de 29 %) tout en sachant que l'arbre de Noël (donc ce qui va aux autres) est diminué de 20 %, les fleurs de 17 % (il y a eu la période divorce faut comprendre, et ensuite la période Disney et Egypte où il n'y a que des roses des sables à ramasser à la pelle), les cadeaux aux étrangers (-40 %, n'est-ce pas Cécilia qui avait dit que son mari était radin et qu'il ne s'occupait que de sa petite personne ?) et les vins de 40 % (on ne parle pas des cigares).

Mais nos journalistes comptent assez mal. En effet si nous considérons que le nouveau quinquennat n'a commencé que mi-mai, cela implique que ce budget se sépare en deux parts : une de l'avant (Ah ! Latran quand tu nous tiens) et une de l'après. La première a donc un budget de 5,5 douzièmes et la seconde le reste soit 6,5 (si je compte bien). Accordons une augmentation de 2,3 % au budget élyséen entre 2006 et 2007 pour se calquer sur celui de la France et regardons les deux postes suivants : aménagement et argent de poche. 1- on a d'un côté :  $1,9 * 1,023 = 1,9437$ . On passe à 3 millions soit 2,0563 d'augmentation uniquement sarkozyaque, cette augmentation pour 6,5/12 de 1,9437, soit 1,053, ce qui donne **195 %** d'augmentation. Pas trop mal. Et 2 -pour l'argent de poche je vous fais grâce des calculs, croyez-moi sur parole, cela donne **49,80 %** d'augmentation. Sarkozy a fait comme le gaz, il a indexé ses dépenses sur le brent.

Il faut aussi revenir sur les déclarations toujours aussi mesurées des clients UMP, Luc Chatel. Avec ses six cerveaux notre Einstein Governorator travaille à 300 %. Il y a de la perte dans les tuyaux. Voici donc ce que nous en dit ce haut-parleur modéré repris dans le *Nouvel Observateur* :

*"L'activité présidentielle a augmenté de 300%", a-t-il expliqué lors du compte-rendu du conseil des ministres. "Les déplacements en province ont été multipliés par trois" et "les déplacements à l'étranger ont été multipliés par deux".*

*Alors que l'Elysée recevait quotidiennement quelque 900 lettres avant 2007, "nous avons actuellement 2 000 courriers reçus chaque jour", a-t-il ajouté.*

*"Les dépenses nouvelles ne portent pas sur des dépenses somptuaires", a insisté Luc Chatel : "les frais de bouche, d'intendance, de réception, de protocole sont en diminution : -44 % sur le vin, -40 % sur les cadeaux diplomatiques du président, -8 % sur les traiteurs, -5 % sur la garden party."*

*C'est en fait le nombre de collaborateurs du chef de l'Etat qui a augmenté, pour faire "face à une activité qui a été multipliée par trois".*

Décidément, au château ils nous prennent pour des ânes. En ce qui concerne le personnel, merci au *Monde*, (les effectifs de l'Elysée sont passés de 983 (dont 824 mises à disposition gratuites) au 1er janvier 2007 à 1 045 (dont 860 mises à disposition) au 1er octobre. Faisons comme en maternelle un petit calcul (ne pas

demander à Darcos, il se trompe) :  $983 - 824 = 159$  avant, et  $1\ 045 - 860 = 185$ . Donc l'augmentation du personnel payé par l'Élysée n'est que de 26. Cela nous éclaire également sur cet argument fumeux. Qu'est-ce qui nous éclaire ? Cette différence entre salariés ou non salariés par l'Élysée. Car cela veut dire que nous sommes en 2007 encore dans la période de mise à disposition par les autres ministères de ce personnel. Et donc ? Et donc arguer des déplacements de Sarkozy pour expliquer l'augmentation du budget d l'Élysée ne tient pas. Et pourquoi ? Parce que ce n'est pas l'Élysée qui sort sa carte bancaire pour les avions mais l'armée. Ce ne sera le cas qu'en 2008, lorsque le château réglera avec son budget passé à 100 millions d'euros. Bel enfumage non ?

Mais, petite surprise, les dépenses ne vont pas s'arrêter là. *Nichoas the first*, veut à tout prix son *Air Force One*. Donc, caisses vides ou pas, les arrangements VIP et l'autonomie ne sont pas à la hauteur : *Le chef de l'Etat a déjà à sa disposition six Falcon et sept Airbus, mais il n'est pas satisfait des deux A319 CJ, aménagés VIP, dont l'autonomie (moins de 7 000 km) est jugée insuffisante, dicit Libération*. Un Airbus de cette taille vaut 180 millions d'euros. Or si le porte-parole de Sa Majesté nous cite des avions qui ont 19 ans, il camoufle que le fameux A319 lui a moins de 6 ans (2002), ce qui pour l'utilisation qui en est faite est extraordinairement modéré. Il est loin d'être trop vieux. Très très loin. Quant à l'autonomie, il n'y a que l'A380 qui puisse alors avoir un intérêt pour aller en Asie comme nous dit ce bon apôtre, tous les autres doivent faire escale. Et il reste l'aménagement (et on voit qu'en matière d'aménagement Sarko n'est pas chiche des euros des autres, comme du reste des vacances payées par les autres, comme sa montre : voir l'article ahurissant du *Nouvel Obs* papier qui relate une réunion avec les journalistes où Sarkorgueil détache sa montre du poignée et la fait circuler en disant que c'est du lourd, de l'or gris, qu'elle fait moins bling bling mais qu'elle **vaut quatre fois le prix d'une Rolex** et que c'est Carla qui a dit au vendeur du magasin de lui donner **la plus chère**. Que tout cela est distingué. Il invente le bling bling des mots.). Alors que les marins pêcheurs ont besoin de pépètes pour sortir leurs chalutiers, que la marine ne sort plus *because* or noir **trop cher**, le roitelet augmente sa flotte et use du kérozène. Et ce n'est pas fini. Le **budget** pour la présidence de la France est explosif et explosé. 500 manifestations, que notre Cheftain tente de faire payer aux régions. Au départ ce sera 190 millions à comparer aux 14,1 en 1995 et 59,6 en 2000 (15 Etats contre 27 ce qui en règle de trois devrait donner 107 et non 190). Ce qui est amusant, ce sont surtout les 19 millions consacrés "aux dépenses ministérielles" comme papier, crayons et gommes, frais de téléphone (textos) et de communication (voilà un bon budget de propaganda présidentielle), avec Philippe Stark en designer bénévole.

Les caisses sont vides !... pas pour tout le monde. Pour dépenser plus, achetez cinq cerveaux (ou louez ceux que TF1 a rendus disponibles) et devenez président de la République.

## Echec du volontarisme à la française (18 juin 2008)

Il ne suffit pas bomber le torse et faire jouer ses biceps pour que l'Histoire avance dans le sens où on voudrait la pousser. Entre l'action et l'effet de celle-ci, il y a l'objet et la route. Et l'objet, passé une masse critique, l'action d'un seul sur lui c'est la piqûre d'un moustique sur la peau d'un rhinocéros. Aussi fort et énergique, et volontaire, fût-on (même au Japon), personne ne pourra faire dévier un tanker avec une pagaie, fût-elle d'Hawaii.

Vous vous souvenez peut-être que François Bayrou était opposé à la notion des fameux cent jours, car pour lui il faut du temps (de mémoire : *patience et longueur de temps font plus que force ni que rage*). **Esopo** via La Fontaine ne devait pas être un imbécile. Mais voilà il y a la fameuse théorie du *coup de pied dans la fourmilière* (qui en fait détruit la fourmilière) accompagné de son non moins fameux *on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs* (ce qui est plus ennuyeux c'est lorsque l'on casse les œufs sans faire d'omelette). Ce sont les mêmes théoriciens du "secouage" de cocotiers. Le principe de base réside dans la volonté massive d'agir et de la faire avec force. Mais ce qui est réalisable, sans pour autant être la meilleure solution, de vouloir forcer le destin et contraindre un groupe de personnes à agir par tous arguments quels qu'ils fussent, devient tout simplement impossible quand on ne maîtrise pas les forces en présence. A ce postulat que les exemples que je vais donner vont démontrer s'ajoutent deux autres constats : 1- c'est fort méprisable de considérer les autres comme quantité négligeable, je parle des autres dirigeants qui dans leur contrée respective ont une légitimité équivalente sinon parfois supérieure à l'activiste de service et 2- l'action est vouée à l'échec lorsque l'on veut d'une part mêler à un intérêt supérieur qui nécessite les efforts entrepris son intérêt personnel, en d'autres mots en retirer de la gloire pour son propre compte, et tordre d'autre part le temps afin d'entrer dans les délais nécessaires à l'exploitation d'un succès potentiel ce qui a pour effet désastreux de ne pas donner au temps le temps nécessaire au succès de projets longs, complexes qui nécessitent l'adhésion, non d'imbéciles, mais de personnes responsables et réfléchies.

En un an, il y a eu pour ce "volontarisme" à la française quatre échecs patents.

Le premier est la libération d'Ingrid Betancourt. Après treize mois de présidence, l'envoi de nombreux missionnaires, d'avions, de déclarations télévisées, de beaucoup de bruit et d'activisme, l'otage, et pas seulement la Franco-Colombienne, est toujours (en vie ?) dans la jungle. Cela a commencé par un coup de téléphone explosif et comminatoire de notre président à Uribe. La suite a été immédiate, volonté de la Colombie d'envoyer tout de suite son armée, retrait dans sa Lanterne de Sarkozy pour ne plus l'entendre parler et prise de position, même pas de Kouchner, mais d'un sous-fifre pour dire que l'armée n'était pas la solution. La réalité c'est qu'il est extraordinairement difficile de

savoir quel est le chemin d'une négociation avec des trafiquants de drogue, sanguinaires, sans foi ni loi, et des gouvernants d'Amérique du Sud qui ont entre eux des rapports pour le moins singuliers (embrassades puis menaces de guerre totale, puis rabibochage) et dont c'est le problème et non le nôtre au premier chef. C'était faire du bruit quand il faut être discret, c'était demander l'armée puis se récrier, c'était inefficace. Le résultat est là. Pas de libération.

Le second très visible est la croissance et le pouvoir d'achat. Le pétrole subit des envolées successives, le monde est globalisé et complexe et l'Europe nous encadre d'un côté par l'économie car elle est notre premier marché et si elle tousse nous toussons avec elle et de l'autre par des règlements (notamment la TVA) qui ne permettent pas tout. Du reste Sarkozy s'est fait remettre à sa place lors de la réunion de l'Eurogroupe des ministres des Finances. Dans ce cas précis (alors que la propagande aide le gouvernement en disant que le pouvoir d'achat a crû, ce qui est vrai en moyenne, mais surtout vrai pour le dernier décile, celui des plus hauts revenus, et c'est cette tranche-là qui fait en moyenne avec les autres un accroissement du pouvoir d'achat. Les classes moyennes ont vu, elles, au contraire le pouvoir d'achat baisser, les classes juste en dessous stagner). Cet activisme-là n'est que virtuel. C'est un volontarisme tout en parole. Résultat : zéro. Il faudrait demander au cabinet Mars de noter notre Manitou.

Le troisième est cette fameuse UPM. Pour redorer son blason, notre illuminé Guide, voulait absolument une Union de la Méditerranée. Passons sur l'appropriation d'une idée antérieure à la sienne (par Guaino), Sarkozy veut absolument réussir son coup et pour ce faire, passe au-dessus de tout principe et va flatter toutes les dictatures, Libye et Syrie en tête. Tout d'abord, il y a déjà le processus de Barcelone dont l'objet est de distribuer des fonds aux pays de la Méditerranée. Ce qui en toute logique est de son rôle. Ou de sa vocation : aider les plus déshérités. En revanche, d'ici, que ce soit de France ou d'Europe, proposer une Union de la Méditerranée est impudent, orgueilleux et irrespectueux. Kadhafi, dans le fond à raison. De quel droit serait-ce à nous (France ou Europe) de forger une Union de la Méditerranée ? Il paraît évident que c'est aux pays concernés de faire ce que bon leur semble. Pressé par le résultat, ne prenant pas le temps, voulant une retombée glorieuse pour lui, notre Chef des armées s'est retrouvé gros Jean comme devant, avec en prime la honte sur notre pays. La rapidité voulue pour la réussite de ce projet fumeux, associée à la volonté d'en tirer profit ne pouvait qu'aboutir à la prise de position de Kadhafi. C'est le troisième échec du volontarisme français.

Le quatrième, nous sommes en plein dedans. Lors de la campagne électorale présidentielle de 2007, Bayrou avait pris position pour remettre tout à plat à partir du TCE rejeté en France et que seul le peuple français pouvait refaire ce qu'il avait défait. Bayrou est le leader du Mouvement **Démocrate**. Il l'a redit lors des débats en France concernant le Traité de Lisbonne. La France avait dit non. Les Pays-Bas avaient dit

non. Il y avait des raisons. Il fallait connaître les raisons, trouver les réponses, faire un texte court (trois pages) lisibles, garantissant les réponses données. Les populations se sentent européennes, mais ne veulent pas de ce texte qui a été une erreur. Des milliers de rustines à partir d'un texte complexe qu'un pays fondateur de l'Europe avait rejeté n'étaient d'évidence pas la solution. Mais pour faire ce nouveau texte comprenant des affirmations simples comme le modèle de société que l'on désire, des règles pour l'appliquer comme par exemple l'élection au suffrage universel direct du président de cette Europe (il pourrait être intéressant de faire comme aux Etats-Unis, des primaires trans-pays selon les courants de pensée, et si nécessaire avec également des candidats libres hors courants organisés, avant une élection générale partout en même temps), des symboles comme le drapeau et un hymne. Cela devait prendre du temps. Mais voilà. Notre président ne fonctionne que dans le coup de force, ne comprenant pas que s'il peut violer l'UMP, essayer de le faire avec la République française, c'est un autre morceau avec 27 pays souverains qui n'ont rien à cirer de la gloire éternelle du cabotin qui nous gouverne. Comme il était fier à la sortie de la réunion entre les chefs d'Etats, où à 4 heures du matin il annonçait bravement que l'Europe était sur des rails. Comment peut-on même penser une seconde qu'un traité volé à l'arraché, pour qu'il soit la seule consécration de la fin de mandat du président français à la tête de l'Europe pouvait tenir compte tenu qu'il n'était fait non pour le bien de l'Europe et de ses populations, mais pour prouver qu'il pouvait être ratifié ? En fait de mini-Traité simplifié on a eu une horreur de 270 pages, écrites petit. Ce qui a été mini et simplifiées ce furent la concertation et la réflexion. Et finalement grâce à cette contrainte irlandaise du référendum, peut-être un vrai Traité verra-t-il le jour. Mais il se peut qu'à cause de la volonté de rafistoler une fois encore ce qui part en quenouille on détruise l'Europe. C'est-à-dire plus que d'à nouveau vouloir violer les gens, ou quand ils ne sont pas d'accord, mépriser leur opinion, on va obtenir que peu à peu des pays vont se révolter contre l'idée même de l'Europe. Certains pays de l'Est regarderont peut-être vers la Russie. L'île au large de la Manche suivra sa pente naturelle pour devenir la filiale des Etats-Unis. Sarkozy, l'empereur autosatisfait des coups, finalement ratés, voulait encadrer en amont par l'UPM et en aval par l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne sa présidence de l'Europe à 190 millions d'euros.

Les faits son têtus et une souris ne peut soulever un diplodocus, ce n'est, si ce n'est de la pataphysique, de la physique, Newton m'en est témoin. Le terrible c'est que cette image internationale que nous avons, d'infatuée arrogance, en sera renforcée et en plus écornée par la honte des courbures devant les dictateurs pour obtenir leurs faveurs et la honte des échecs. Ce n'est plus le beurre, l'argent du beurre et la crémière, c'est le beurre ranci sans oméga trois et sans gras.

**Nous allons revoter pour les présidentielles** (20 juin 2008)

Oh, cela paraissait anodin au tout début. Une bonne idée sortie de derrière les fagots.

Cela se passait lors d'une réunion transparente, de quelques encagoulés, masqués, chapeautés, avec mots de passe et habit gris muraille. Ils étaient tous là. Oui tous, lesquels ? Les durs, les fidèles les cracheurs croix de bois, croix de fer si je mens je vais en Enfer. Les réservistes, les tatoués, les durs à cuire et à faire cuire, les plus belles langues de bois et les plus affûtées langues de vipère, les meilleurs manipulateurs de slogans, les vifs, les forts en gueule.

Voilà mes amis, ils étaient tous réunis un mercredi dans les caves enfumées et secrètes du château. Il y avait le chef, la chanteuse folklorique, le pince-fesse, le teigneux, l'agent d'assurance, le calculateur. Enfin tous. Sauf... oui sauf le PM, non le pistolet mitrailleur 45 révisé 68, non le Premier ministre. Lui, il est là-bas à Matignon, pour repeindre les murs, parfois faire un tour en avion, dire quelques bêtises, et retourner en Sarthe en attendant les prochaines 24 Heures du Mans. Parfois il se lamente auprès de son frère qui lui joue une ballade au piano. Evidemment à la maison cela ne va pas fort, et oui son épouse est Galloise. Le chef n'étant pas doué en géographie il confond avec l'Irlande.

Dans les caves du château, on a compris. Le PM a concocté pour se venger du poste de serpillière que le *big chief* lui avait réservé de couler le bateau Europe aidé par sa moitié. Et on avait même la preuve, la preuve absolue de sa duplicité : il portait orgueilleusement le même prénom que Mitterrand ! Il fallait contre-attaquer. Alors les idées fusent. Ce ne sont que cris de poules et de coqs. La basse-cour s'échauffe et le chef donne du gourdin. Une pagaille indescriptible. Soudain, une voix s'élève. Un chant à percer les tympans, même les églises s'affolent. Et au travers des mains qui bouchent les pavillons auditifs et empêchent de se mettre le doigt dans le tuyau, le fameux auriculaire, le son adouci du chant guerrier fait tilt. L'idée n'est pas si mauvaise. Et même si ces damnés irlandais nous ont battus au rugby, la démocratie vue d'en haut veut que si le peuple n'est pas d'accord, il faut le contraindre à être d'accord. Les Irlandais revoteront ! Le Chef a tranché.

Et le silence de se faire, et les sourires de s'élargir, et la panse de se dilater, et le coq de se dresser sur ses ergots. Cocorico ! Voilà une idée quelle est bonne ! Et chacun y va de son compliment, de sa flatterie, de son baiser dans le cou (non celle-là c'est dans le noir entre l'agent et la Castafiore. Pardon, on avait dit pas de nom, pas de signes distinctifs.) Alors tous les communicants s'y mettent. L'un dit : on ne peut laisser passer cette idée géniale et révolutionnante sans en donner l'écho et l'éclat nécessaire. Cette idée est l'idée, le point d'orgue, l'alpha et l'oméga, l'essence de toute chose, l'origine non du monde car Courbet est mort, mais du Cosmos. Hurrah ! Vive le prince et Machiavel ! Une idée qui résume la philosophie des biens-pensants, des démocrates, des élus de la nation et du peuple. Allons et faisons revoter. Et l'un de dire, ces salauds m'ont battu aux municipales, revotons ! Et Paillé (non je ne l'ai pas dit) - de se récrier, ces cochons-là m'ont battu aussi ! Revotons ! Et chacun d'y aller de son couplet : et moi et moi et moi entend-on résonner sous les voûtes. Et ce

fut l'euphorie. Le chant de guerre, la danse des sioux autour du feu de l'autodafé de la démocratie, en file indienne, sur l'air de la Carmagnole, et pour d'autres dans un vacarme assourdissant sur celui de la danse des canards, tous hurlaient de plus belle : Revotons ! Revotons ! Et c'est à cet instant d'intense folie joyeuse que dans l'esprit d'un des brillants proches conseillers du Grand Sachem, celui dont l'initiale du nom est un G, alors que les uns virevoltaient comme des soufis, et d'autres deux par deux faisaient des pas de menuet, et que l'assureur et la Castafiore se lançaient dans un paso doble endiablé, germa cette idée sur le terreau de la jalousie et de la haine envers un certain DDV qui avait eu en son temps l'illuminante idée de dissoudre l'Assemblée nationale avec le résultat escompté, cette idée qui allait révolutionner la politique, se disant que tous les électeurs des bureaux de vote qui avaient placé la Madone du Poitou en premier se trouvaient, suivant cette nouvelle règle du : **revotons**, dans le juste de droit de dire : et si nous revotions pour la présidence de la République dans les seuls bureaux de vote qui l'ont placé en tête ! Ce fut le grand blanc. Au château, on en a quelques-unes en réserve des comme cela, mais qui ne franchissent pas toutes le portail de l'Élysée. Las, le soupirail était ouvert, l'exclamation enregistrée, les bons servants ont pris cela pour un ordre et tout ordre sorti des cerveaux multiples du guide est un ordre pour la France à exécuter dans l'heure et, la semaine suivante, la France revotait comme l'exige la nouvelle donne démocratique mise au goût du jour par **Sarkozy** : quand le vote ne vous plaît pas, revotons.

*Depuis le 18 juin 2008, la légitimité de Nicolas Sarkozy est équivalente à celle qu'il a conférée au Non irlandais.*

## **Sarkomedium, transparence et télévision ... (27 juin 2008)**

A quoi sert une commission Sarkozy ? Dans le désordre : à amuser la galerie, à gagner du temps (ou perdre selon l'angle de vue), faire plaisir à des pantins, noyer le poisson, dépenser des fonds, ceux des caisses vides... à compléter. En aucun cas, elle ne sert à être suivie d'effet. Nous avons devant nous deux beaux exemples : celle d'Attali dont les préconisations devaient être appliquées tout de suite et dans leur intégralité, sauf pour les taxis, sauf pour le principe de précaution, sauf... et la fameuse commission Copé qui avait vu ses membres se dissoudre au fur et à mesure que le temps passait.

En janvier dernier, le phare de la France, et accessoirement de l'humanité et de l'audiovisuel, annonçait que les chaînes (chaîne est le bon mot dorénavant) publiques de télévision devraient se passer de publicité. Si on peut être d'accord pour qu'une télévision à mission publique puise ses ressources hors le couple diabolique audience/publicité, la méthode n'en est pas moins détestable et son application source de graves dégâts.

Hier dans une courte conférence d'une heure d'où la ministre Albanel n'avait rien à dire, la cravate c'est Sarko qui la porte - oui car si une expression veut que dans certaines situations on dise que *c'est la femme qui porte la culotte*, depuis peu on peut dire que, en toute circonstance et toute parité, *c'est l'homme qui porte la cravate* - nous avons appris que la commission Copé a usé temps et monnaie pour rien, car ce que le guide avait décidé en janvier 2008 serait appliqué en partie dès janvier 2009 et en totalité en 2011. Aucune proposition Copé n'a été retenue : la nomination du président de France télévision par un conseil d'administration et non plus par le CSA : à la trappe. 0,5 % de taxe : à la trappe. Quant à Albanel, elle fera la petite main, le scribe de service, elle recopiera dans un cahier à spirale en s'appliquant consciencieusement ce que lui dictera Sarko et ira le lire devant l'Assemblée nationale à l'automne, lorsque les feuilles tombent en tourbillonnant.

Que nous a donc dit, doudou dit donc, l'éclairant visionnaire audiovisuel ? *Le Monde* nous rassure car : *"Partisan d'un système simple et démocratique", M. Sarkozy en a donc décidé autrement*. Il faudra revenir un peu plus loin sur ce qu'est la démocratie pour notre grand Mamamouchi. En attendant : [...] *le chef de l'Etat a souhaité que le futur président de France Télévisions soit "nommé par l'exécutif après avis conforme du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), et sous réserve qu'une majorité qualifiée de parlementaires n'y fasse pas obstacle"*. De bons esprits - ce qui prouve que la rouerie de l'Élysée a quelques effets quand même - osent dire qu'il y a une espèce de protection démocratique car il faudra qu'une majorité qualifiée (normalement les 2/3) de parlementaires n'y fasse pas obstacle. Est-ce que *parlementaires* veut dire députés et sénateurs ou seulement députés ? De toute façon dans un cas comme dans l'autre l'important est que ce n'est pas un accord positif : majorité qualifiée d'accord avec cette nomination, mais une possibilité de réfuter le choix de Matignon (en l'occurrence de l'Élysée). Autant dire qu'avec les 2/3 à obtenir pour réfuter ce sera une nomination sans risque. Le fait du prince. Et pourquoi donc serait-il juste que ce fût au pouvoir de nommer ce président ? Pris dans *Libération* : *« Les choses doivent être claires, a-t-il martelé, il y a un actionnaire, cet actionnaire nomme le président. »* Il serait bon de rappeler quelques vérités au capitaliste Sarkodollar :

- . lorsqu'il y a un actionnaire c'est le conseil d'administration qui vote pour son président et non le ou les actionnaires ;
- . dire que l'État est actionnaire de France Télévision est une vue biaisée car l'État est une entité globale et multiple et n'est que le commanditaire des Français qui eux, in fine, sont propriétaires dans leur ensemble au pro rata des impôts qu'ils ont payés (directement et indirectement) de cet Etat actionnaire ;
- . on peut considérer quand une très grande part des ressources d'un établissement ne vient pas de la vente de sa production, mais d'un impôt (la redevance) que le pouvoir de décision de la direction puisse en partie revenir à ces bailleurs de fonds, donc les téléspectateurs payants ;
- . une télévision ne peut en aucun cas être comparée à une structure industrielle telle qu'EDF, par exemple.

Ainsi dans le cas présent n'y a-t-il strictement rien de démocratique dans la nomination du président d'un medium à fort taux de communication par l'exécutif. Et de plus lorsque l'on entend cette petite phrase assez agaçante du patron universel des presse et télévision qui loge à l'Élysée : *je prends mes responsabilités*, on sait que cela est une preuve de décision personnelle et autocratique. Cette damnée phrase laisse croire que le chef des armées a tous les droits du fait de son élection et que ses décisions le soumettraient à un risque personnel gravissime. Or, il a été élu pour cinq ans, n'est responsable devant personne - et même pas judiciaire du fait de son statut - alors que le Premier ministre l'est devant l'Assemblée nationale. Il se sert de cette fameuse phrase qui laisse ébahis les sarkolâtres qui se gaussent du courage imaginaire de leur aimé leader. Giscard avait démantelé l'ORTF, Sarkozy rétablit le ministère de l'Information et de la Propagande.

Plus de publicité pour la télévision publique, il faudra bien compenser. Pas de problème : *pour financer le manque à gagner, M. Sarkozy a décidé de taxer les opérateurs de téléphonie et d'internet à 0,9 %, alors que la commission Copé proposait que cette taxe soit de 0,5 %.* "Les recettes publicitaires de toutes les chaînes feront également l'objet d'un prélèvement nouveau de l'ordre de 3 % pour un rendement global de l'ordre de 80 millions d'euros", a-t-il ajouté. Ces deux taxes seront affectées "par décision politique et non par affectation juridique". En outre, il a été confirmé que le gouvernement ferait parvenir une dot de 150 millions d'euros à France Télévisions, preuve, selon M. Sarkozy, que son gouvernement "ne prépare pas la privatisation" des chaînes publiques. En revanche, il n'a pas abordé l'épineuse question de l'indexation de la redevance audiovisuelle sur l'inflation, demandée par la commission Copé. Cela nécessite quelques commentaires :

- . est-ce économiquement, juridiquement et moralement juste que ceux qui téléphonent et ceux qui usent d'internet payent pour la télévision ? Et comme cela sera répercuté sur les factures, ceux qui téléphonent beaucoup, les entreprises par exemple qui par définition ne sont pas des utilisateurs de la télévision, payeront un max (voilà une menace...) :
- . il semble que l'Europe n'en soit pas très fanatique ;
- . les professionnels de ces deux secteurs ont réagi violemment. On peut se poser la question de savoir ce qu'il se passera si ces financements-là sont rejetés par voie d'appel soit au Conseil constitutionnel, soit à l'Europe et que la décision ferme et définitive du guide de commencer son plan en 2009 soit exécutée. Ce sera un vrai cauchemar. Ceci prouve l'impréparation, l'incompétence, la non-concertation définitive de Sarkozy, cela prouve une fois de plus que ce bonhomme-là est un parfait autocrate à montrer en exemple aux théoriciens politiques ;
- . le grand courage de celui qui prend ses responsabilités s'arrête à la redevance : pas un mot. Or, si ce combat pour ne pas avoir de publicité est juste et que l'on y croit, la seule solution équitable est que les charges soient prises par la redevance et la vente des produits de France Télévision (ses reportages, ses

films, les diffusions sur d'autres chaînes, les produits dérivés). Mais pour cela il faut du courage. Et si la charge est trop lourde pour des personnes à revenus modestes, c'est à la solidarité nationale de s'en préoccuper.

La transparence c'est que l'on sait à présent que d'un côté les amis du chef des chefs sont propriétaires de la plupart des médias dont TF1 à qui cette publicité nouvelle assure son avenir et que de l'autre côté nous n'aurons plus une télévision publique, mais ce qui est bien différent une télévision d'Etat. On prend exemple sur la Russie de Poutine. En revanche, notre transparent Governor ne l'est pas tant que cela pour quelques péccadilles : son opération, les réunions des 7 mercenaires, les réunions des caciques de la majorité, les Légions d'honneur et ceci : *pendant ce temps, les membres de l'intersyndicale de l'audiovisuel public, qui avaient été reçus par Nicolas Sarkozy et Christine Albanel juste avant la remise du rapport, étaient poliment, mais fermement reconduits à l'extérieur de l'Elysée. Pour éviter que leur voix ne vienne troubler la belle fête sarkozienne ? "Des policiers nous ont empêchés de rejoindre la rue du Faubourg-Saint-Honoré, où nous attendaient des journalistes qui devaient nous interviewer", raconte l'un d'entre eux. Ils s'en émeuvent dans le communiqué qui relate leur rencontre avec le président. Ils estiment que "le service public n'a pas plus de perspectives que le 8 janvier dernier". Rue89*

Pour terminer je vous laisse le soin de parcourir ce qu'est une réussite en matière de propagande, et que le titre de *Pravda* revient sans conteste au *Figosky* dont la première phrase de cet [article](#) est : *Bonne nouvelle pour le téléspectateur !* Non la deuxième ni troisième phrase, celle qui introduit le texte. Un texte lénifiant au possible, langue de bois de catégorie 1, qui n'apprend rien et flatte cette extraordinaire idée née dans un hexacerveau. Et ce titre, parce qu'il y aura 10 mn (pas plus) de publicité en moins à 20 h 40, *Sarkozy bouleverse les soirées à la télévision !* Pas moins. Et comme si depuis janvier 2008 personne n'avait compris que si on supprimait la publicité, on la supprimait aussi celle qui suivait le JT de 20 heures. *Le Figaro* fait là une fameuse découverte.

Et pour terminer un petit souvenir. Voici ce qu'en pensait à l'époque de Mitterrand un SN (Secrétaire national ou Sarkozy Nicolas) du RPR : [http://www.dailymotion.com/video/x5xael\\_sarkozy-se-contredit\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x5xael_sarkozy-se-contredit_news)

**Sarkozy : tout explose !** (10 juillet 2008)

A force d'annoncer une nouvelle par jour, à force de vouloir tout faire, tout et tout en même temps, il arrive un moment où rien n'est plus gérable. En quelques jours, cela craque partout que ce soit en France, pour l'Europe ou au niveau international.

Avant d'aller plus loin, il me paraît nécessaire de faire une réponse anticipée à cette argumentation que les défenseurs du Konduktor font chaque fois qu'un article sort contre leur aimé guide. Leur argumentation se résume à deux points : 1- encore un article sur Sarkozy ; 2- c'est la haine qui vous anime.

En réponse au premier point ce que l'on peut en dire c'est qu'alors pourquoi Sarkozy aurait-il droit lui à annoncer une nouvelle par jour ? Ne pourrait-on pas lui dire encore une nouvelle annonce ? Et si les thuriféraires nous répondent, oui, mais il est président de la République, nous répliquerons oui, mais dans une démocratie l'opposition est statutaire. Ainsi l'opposition a-t-elle le droit à chaque nouvelle annonce de la commenter. C'est cela la démocratie. Mais le clan Sarkozy n'aime-t-il peut-être pas la démocratie, la vraie. Ensuite lorsque nous critiquons une nouvelle cela signifie que cette critique est différente de la précédente puisqu'elle correspond à l'actualité. En revanche, les sarkolâtres eux ne changent pas d'argumentation puisqu'elle se résume aux deux points cités plus haut. Au lieu d'argumenter sur le fond et contrer ce qui est dit par un raisonnement ils se contentent d'un slogan.

Pour le second point, la haine est sans doute un sentiment qui les anime, mais en ce qui me concerne, attaquer un comportement public et des actions qui règlent notre vie d'un homme politique ne procède pas de la haine, mais du débat et de la saine opposition démocratique. Et lorsqu'on voit la virulence des commentaires des Morano, Devedjian, Lefévre et même Fillon récemment, on se demande qui peut donner des leçons à qui.

Cet article prend donc sa source à l'actualité du moment

### **Tout explose en France**

Notre Mamamouchi s'est vanté devant l'UMP réunie et applaudissante que les grèves n'étaient plus visibles. Après avoir humilié l'armée dans l'affaire de Carcassonne, après avoir mis au pas la télévision, demandé que le président soit nommé par l'exécutif et insulté France 3, après avoir détruit l'image de modération et de rassemblement que se doit d'avoir le président de la République, il tente de détruire la concertation sociale en méprisant l'action syndicale. Mais cela devait être compensé par la réussite de son plan économique. Au printemps dernier, le Lider Massimo se flattait de la croissance du premier trimestre, or celle-ci a été revue à la baisse (0,5 à la place de 0,6) et pire les perspectives pour le restant de l'année sont catastrophiques. Le chômage remonte, la dette explose, le déficit va passer de 40 milliards à 50 milliards d'euros - mais la communication de Saussez va prendre près de 300 % d'augmentation pour une bonne petite propagande - et contrairement aux cocoricos du gouvernement on apprend ceci par le *Figosky* : entre 3 et 5 milliards de recettes fiscales en moins pour 2008. Mais ce n'est pas tout. La renaissance de notre amitié avec les Etats-Unis, ce dont se flattait notre Egypto-Maltaise car il en était la source lumineuse, nous avait apporté le contrat

du siècle : des avions ravitailleurs (contrat qui n'était pas du siècle car la majeure partie se faisait aux Etats-Unis, mais passons). Patatras, c'est par terre. Le Pentagone remet tout à zéro : lire [ici](#). Sarkozy détruit peu à peu ce qui faisait la France : la laïcité par ses discours en Arabie saoudite ou à Latran, par la volonté de lier la France au commandement intégré de l'Otan faisant perdre à la France sa voix d'indépendance ce qui lui a permis de refuser la guerre en Irak, les valeurs du mérite quand son fils à 22 ans devient conseiller général, responsable de la section locale de l'UMP, président du groupe UMP du conseil général, quand il fait de l'argent le symbole absolu de la réussite. A ce propos dans *Le Point* du jeudi 3 juillet il y a un article concernant les "off" de Sarkozy. C'est tout simplement hallucinant. Devant les chefs d'entreprise début juillet il avait eu cette réaction renversante car il disait qu'après son "job" de président il se verrait bien comme eux à travailler du lundi au vendredi début d'après-midi et gagner plein de pognon. Car il en avait assez de travailler nuit et jour. Cela il faudra nous la copier. Voici ce qu'on peut lire à propos des rapports très particuliers entre Sarkozy et l'argent : « *Président, on a été six à faire l'job. Regardez les seconds mandats - hein ? Pas formidable ! Alors, moi, en 2012, j'aurai 57 ans, je me représente pas. Et quand j'vois les milliards que gagne Clinton [il avance le visage, cligne des yeux], moi, j'm'en mets plein les poches ! [il frappe de ses mains les deux poches de son veston].* » « *Je fais ça pendant cinq ans et, ensuite, je pars faire du fric, comme Clinton. 150 000 euros la conférence !* » Plus loin, classé selon *Le Point* dans la catégorie "humour" : « *Depuis mon mariage avec Carla, je suis enfin devenu riche.* » Carla appréciera, quant à moi j'arrive mal à y lire de l'humour. Et à propos du mérite, voici ce qu'il dit de son fils : « *Tu te rends compte, Jean n'a pas 22 ans, moi j'en avais 28... Il a tout compris plus tôt que moi. Il est bien ce petit.* » « *Ce n'est pas parce qu'il est mon fils, mais il est formidable ! Il est jeune et alors ? Il faut renouveler la classe politique, il faut de l'audace. Il donne envie à la jeunesse, il s'engage.* » Et pour terminer une leçon de politique : « *Quand tu veux tuer un mec, tu ne lui dis pas six mois avant. Tu fais copain, comme ça le mec se détend. Ça attendrit la viande.* » En dehors de la syntaxe et du vocabulaire, voilà de belles notions de désintéressement, de mérite et d'idéal.

## **Tout explose en Europe**

A vouloir tout précipiter et récupérer la gloire d'un Traité européen nouveau qui aurait dû entrer en vigueur le 1er janvier suivant le règne européen du Sarkoroitelet, le tout a abouti à un traité illisible, cent fois plus complexe que le TCE. On a menti aux peuples en le dénommant Traité simplifié. Et le résultat ne s'est pas fait attendre : l'Irlande a dit non. La Pologne a fait une tentative de reculer en disant que le traité était mort et qu'il ne sera pas signé par le président, la Tchéquie freine des quatre fers et récemment en Autriche une partie des politiques, dont des membres du gouvernement et dont le chancelier, veut un [référendum](#). Cela explose aussi car Sarkozy croit qu'il peut tout se permettre. Comme il le pouvait au sein de l'UMP, cajoler ou insulter à loisir. Comme il tente de violer la France. Alors que tout un chacun savait que la

France aurait la présidence de l'Union, le jour de son intronisation notre guide déclame que ceux qui ont fusillé les résistants étaient des assassins : c'étaient des Allemands. Il annonce la lecture de la lettre de Guy Môquet or s'il y a un martyr il y a des bourreaux et ces bourreaux sont les Allemands. Très récemment, il accuse le commissaire européen, de nationalité anglaise, d'être l'ennemi des intérêts européens dans les négociations du commerce international, lui ôtant par là de l'autorité. Il ironise contre la présence des Verts au pouvoir en Allemagne lors de sa déclaration pour la construction d'un nouvel EPR, car ceux-ci sont contre le nucléaire. Il attaque bille en tête la BCE, émanation de l'Europe. En toute contradiction, il demande la grâce de la terroriste italienne dont il annonce l'extradition en marge de la réunion du G8. Et se fait remettre à sa place par Berlusconi lui-même qui lui dit qu'il y a des lois à respecter dans son pays. Il se glorifie de la libération des soignants bulgares quand l'Europe a beaucoup fait. Il veut imposer son UPM en oubliant le processus de Barcelone et en se faisant là aussi remettre à sa place. Il parle comme président de la France et président de l'Europe, orgueil à la boutonnière alors que lui en Europe n'est que le président par délégation et que c'est la France qui prend cette présidence et qu'ensuite ce n'est qu'un rôle de GO comme on dit au Club Méditerranée que celui de cette présidence tournante. En ce début de présidence, il ne se trouve ni à Bruxelles ni à Strasbourg, mais à Paris pour recevoir Ingrid Betancourt deux demi-journées bien remplies, ici dans la France profonde pour annoncer l'EPR, là devant l'UMP. Enfin bien Franco-Français.

### **Tout explose au niveau international**

Après avoir reçu Kadhafi, après nous avoir annoncé le ralliement au commandement intégré de l'Otan, après avoir été visité Bongo, après avoir flatté la liberté en Tunisie et en Arabie saoudite, après avoir félicité Poutine, le premier, et compris la spécificité russe dans ses massacres, après avoir dit que les assassins de Rafic Harriri seraient poursuivis, il reçoit Bachar el-Assad dont tout laisse à penser que son gouvernement est impliqué, après le 30 juin dernier avoir dit que sa position de sa présence à l'ouverture des jeux Olympiques dépendraient de l'avancée des négociations entre le Dalai-Lama et le gouvernement chinois, et alors que celles-ci sont un vrai fiasco il annonce qu'il y sera en tant que "président de la France et président de l'Europe", pour le moins, après s'être comporté comme un malappris devant le pape en regardant ses SMS, et de même en Inde où en plus il arrivait en retard et repartait trop tôt, il **récidive** au Japon des sumos duquel il s'était moqué.

### **Quand une monarchie reçoit des dictatures (14 juillet 2008)**

Après le déclassement de l'Union Méditerranéenne en Union Pour la Méditerranée, anagramme savoureux d'UMP, à la suite de l'intervention musclée mais peu bruyante - ce qui nous change - cependant efficace - ce qui nous change aussi - d'Angela Merkel,

puis le rejet de cette dernière par le peu reconnaissant Kadhafi, le bédouin qui a planté sa tente chez nous, qui a traité Sarkozy de menteur, qui s'est fait applaudir à l'Unesco par un discours virulent contre la France, pays qui l'accueillait, et qui, enfin, a été reçu en sortant les plats d'argent bien astiqués et la garde républicaine bien " rutilante ", notre Guide à nous ouvre les portes de la respectabilité aux autocrates du bord de la Mare Nostrum pour espérer en récupérer des miettes qui brilleront au soleil des media complices et déclencheront les bravi dans les rangs devenus plus clairsemés de ses aficionados.

Mais peut-être y aura-t-il quelques voix qui s'élèveront un peu fort comme celle du vert et rouge Cohn Bendit qui a passé, la gorge nouée par l'émotion, une volée de bois vert et cinglant au Kondukator français venu flatter l'Assemblée Européenne. Le vert et rouge, qui l'avait déjà fait savoir comme on peut voir ici sur le site du Monde, Daniel n'a pas apprécié la venue de notre Mamouchi de pacotille qui se présente en Président de l'Europe, usurpant un titre inexistant et se substituant, lui moi-même, à la France, car c'est bien le pays qui est concerné et de façon non élective pour présider de façon hexamestrielle et tournante, comme l'on dit dans le 9-3 et les caves assombries - et en tant que tel et président de la France - nouvel abus de langage il est soit président français soit président de la République française, nuance - à l'ouverture des Jeux Olympiques alors qu'à ce stade des déclarations d'intention l'Allemagne, le Royaume Uni, l'Italie, la Pologne, la Tchéquie et l'Estonie n'iront pas.

[http://www.dailymotion.com/video/x62xr2\\_sarkozy-aux-jo-cohnbendit-monte-au\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x62xr2_sarkozy-aux-jo-cohnbendit-monte-au_news)

Cette propension qu'a Sarkocrate, le monomaniacque du je et de la gloriole, à se faire des amitiés douteuses, et à leur offrir une réhabilitation internationale, il la régénère au dépens de notre pays qui a, à ce que j'ai entendu dire, écrit à son fronton : *Liberté, égalité, fraternité*. Ce sont sans doute ces mots qu'appliquent avec ferveur les Boutéflika, Moubarak à qui l'on réserve la vice présidence de la réunion UMP, Ben Ali et autre el-Assad. Ne parlons pas du guide de la révolution libyenne qui lui ayant engrangé avant les autres les décorations par sa venue somptuaire dans un hexagone couvert de honte pour des temps immémoriaux, a, ingrat comme il s'est bien l'être, fusillé (un terme qu'il apprécie) cette UPM en se déclarant opposé car les méditerranéens n'étaient pas des chiens affamés et qu'ils pouvaient bien s'organiser entre eux. L'UPM part mal d'autant que la Libye par ailleurs depuis 2004 a intégré le processus de Barcelone.

Nous recevons en grandes pompes à Paris une cohorte de dictateurs qui vont loger au Ritz, au Crillon pour Bachir, enfin dans les grands hôtels bien luxueux et bien feutrés, avec larbins en livrée et bons petits plats. La date choisie n'est pas innocente. La veille du 14 juillet, l'anniversaire de la prise d'une Bastille renfermant 7 prisonniers de droit

commun mais qui se doit de symboliser la République, une méthode de gouvernement qui n'est pas du goût des invités de la France, de ces invités réélus à vie, aux institutions modifiées pour le leur permettre, de ces autocrates fils de leur père, de ces autocrates arrivés au pouvoir non par les urnes mais par les fusils et le sang, un sang qu'ils ne dédaignent pas verser comme un certain comte *Dracula* qui historiquement a bien ensanglanté la Transylvanie avec bonheur et horreur.

L'invitation au dictateur de la Syrie à venir se pavaner devant nos militaires qui devront - le feront-ils - saluer la tribune et celui qui est le fils de celui qui a été à l'origine de l'attentat du Drakkar' qui a fait 58 morts de soldats de la paix, 58 parachutistes, 58 français le 23 octobre 1983 à 6 h 20. A Beyrouth, Beyrouth où sont morts assassinés tant d'hommes politiques, tant de journalistes, et Rafic Hariri. Pour ce dernier une enquête internationale n'est pas close, mais tout semble indiquer que le gouvernement syrien ait été impliqué. Et à cette époque, il était dirigé par l'ophtalmologue Bachar. La Syrie qui par ailleurs ne reconnaît pas Israël. Ainsi notre président qui au parlement européen demande au premier ministre Polonais de signer le traité de Lisbonne car il doit respecter sa parole, lui qui a déclaré à Beyrouth que les assassins des libanais tués dans des attentats devaient être jugés, lui qui a déclaré qu'il ne serrerait pas la main de ceux qui ne reconnaissent pas Israël, va non seulement serrer la main d'un leader qui ne reconnaît pas Israël - comme on le voit sur cette photo en, vignette - et qui, de plus, est impliqué dans l'assassinat de nombreux hommes politiques et journalistes libanais, mais va le faire saluer par les militaires français, militaires que le Kondukator ne cessent d'humilier. Cette humiliation-là sera irréversible. Cependant le hasard fait que défilera devant cet autocrate sanguinaire un des 58 morts. **Voici :** « *Lors du défilé du 14 juillet, auquel le président syrien Bachar al-Assad est officiellement invité par l'Élysée, un mort descendra les Champs-Élysées. La promotion de l'École militaire interarmes (EMIA) de Coëtquidan porte en effet comme nom de baptême celui de Lieutenant de la Bâtie. Ce jeune officier parachutiste est mort dans l'attentat contre l'immeuble Drakkar à Beyrouth, le 23 octobre 1983. Antoine de La Bâtie avait 28 ans.* »

Comme l'a dit le vert rouge Daniel, l'attribution des jeux Olympiques à la Chine devait permettre une amélioration locale des droits de l'homme mais que c'est un parfait fiasco, que cela n'a permis qu'à ce pays de se moquer de nous et de poursuivre dans sa politique capitalo-communiste, l'invitation de Bachar el-Assad n'a pas empêché celui-ci, comme nous le révèle *Libération*, **ceci :** « *Une révolte de prisonniers politiques matée dans le sang il y a juste une semaine, des intellectuels francophiles embastillés et traités il y a quelques jours de « terroristes » et d'« agents de l'étranger », la volonté d'imposer un agent notoire de Damas comme ministre dans le gouvernement libanais... Le président Bachar al-Assad arrive ce samedi avec la belle et ferme assurance d'un dictateur sans complexe. Non sans raison. Paris lui a tout offert. Ou plutôt tout cédé. D'où un sentiment total d'impunité, clairement affiché, qui a conduit son régime à arrêter encore, juste avant son départ pour la France, deux nouveaux*

*membres de la « déclaration de Damas », la plateforme de l'opposition démocratique. »*

Ainsi dans les quelques jours qui précèdent sa venue, el-Assad se moque de la terre entière et plus particulièrement de nous. Il fait massacrer sans complexe, fier et le menton haut il sera salué dans la tribune présidentielle par les camarades de ceux qui sont morts pour la paix ; des morts qui, vivants, avaient été appelés par la communauté internationale pour tenter qu'il y en ait moins, justement de morts. Et cela grâce à qui ? Grâce à notre leader qui ne recule devant aucune infamie pour laisser son nom dans l'Histoire. Voilà ce qu'écrit *Le Point* du jeudi 3 juillet dans ses " off " de Sarkozy : « *Je veux faire, je veux rester dans l'Histoire avec un grand H. Moi, je resterai dans l'Histoire comme l'homme qui a fait les réformes. J'en ai lancé 63 ! On n'a pas le choix. Et tant pis si je ne fais qu'un mandat. A la fin de mon premier mandat, j'aurai 57 ans. Eh bien, je ferai autre chose.* » Quant à rester dans l'Histoire, avec petit ou grand h, il y restera, mais certainement pas avec un titre de gloire. Il sera habillé du sombre costume du plus cynique et intolérable Président de notre pauvre Vé République.

On en rirait si on n'en pleurait pas. Le château justifie aussi la présence indigne du dictateur syrien à la cérémonie du 14 juillet par sa présence à Paris le 13 ! Des arguments stupides et lénifiants, des arguments orduriers et stupides on en a eu notre dose, mais celui-ci dépasse de beaucoup bon nombre d'entre eux. La belle affaire. Il est présent le 13 il serra donc présent le 14. Lorsqu'un pouvoir en arrive à ce genre d'argument nous pouvons nous dire qu'il est dans la fosse à purin plus haut que le cou. Faut-il rappeler que cette fête est nationale ? Faut-il rappeler qu'elle est symbolique ?

Mais comme cette énormité ne passe pas, pour justifier les saluts de l'armée à la tribune où sera présent le syrien ce qui faisait désordre pour les militaires français du Liban pleurant leurs camarades, Sarko l'américain désigne un nouveau **coupable**. Jusqu'alors, l'histoire désignait, cette même histoire avec ou non un grand h, la Syrie responsable ou pour le moins co-responsable de l'attentat du Drakkar, on apprend que le 13 juillet les services secrets français, les historiens, enfin tout le monde a convaincu notre luminescence que seul l'Iran était impliqué, prenant par là le risque de diaboliser encore plus ce pays, utilisant sa technique habituelle d'un clou en chasse un autre, une nouvelle histoire pour faire accepter l'ancienne, jusqu'à une autre nouvelle histoire dans quelques temps pour modifier celle-ci. Ainsi la présence de la Syrie depuis 1976 sur le sol libanais, l'assassinat en 1981 de l'ambassadeur français par, suppose-t-on, les services secrets syriens, enfin ce que le monde croyait n'est-il que fadaïse. Sarkozy le diplomate, Sarkozy le faiseur de paix, Sarkozy l'historien, après avoir imposé Mûquet au Lycée, va imposer la refonte de l'histoire afin d'offrir à l'autocrate syrien Achar, fils de l'autocrate Affez, non seulement une réintroduction à la Kadhafi dans le concert des nations, mais en plus une réhabilitation de son pays et le

blanchiment de son casier judiciaire international. Sarko le méditerranéen lave l'honneur de la Syrie et l'innocente de son passé assassin pour le présent et le futur. Voilà la nouvelle Bible de la France.

## Une manière de gouverner jusqu'à l'écœurement (19 juillet 2008)

Il arrive un moment où on a envie soit de tout balancer et de partir à la pêche ou de tout exploser. Il arrive des moments où l'écœurement devient indicible. Il arrive ce moment où on se sent impuissant et découragé de cette impuissance. Depuis quinze mois la France s'enfonce dans une autocratie détestable, où à chaque pallier descendu vers les enfers en politique étrangère et nationale on se dit que l'on a atteint le fond, mais chaque jour nouveau nous dit : attend mon petit gars, t'es pas au bout de tes peines.

Il sera facile à nos bons apôtres admirateurs du Guide de crier au TSS. Facile, facile comme les insultes permanentes de leur leaders envoient à tous ceux qui les contredisent, mais qui à force d'habitude commencent à les utiliser contre Devedjian. L'avenir dans les hauts de Seine est prometteur. Le modéré Karoutchi vient de parler d'Ayatollah à propos de l'opposition à cette mascarade de constitution. Jamais ni de démonstration sur le fond, ni d'explication, ni d'arguments pour contrer. Non anathèmes et insultes.. En quelques jours voilà trois comportements qui font déborder le vase, et je n'ai même plus envie d'écrire comme à Soisson.

Le premier j'en ai parlé ici. Trois arbitres touchent 300 000 euros payés par les contribuables pour permettre à Bernard Tapie qui avait perdu en Cassation de récupérer une somme variant de 285 millions d'euros à 400 millions d'euros selon le calcul ou non des intérêts. Ce qui lui laisserait entre 20 et peut-être plus d'une centaine de millions d'euros. Dans cette affaire il y a plusieurs scandales. Il y a celui que le CDR, alors qu'il a gagné en cassation, au moment du changement de son président qui lui voulait, lui, aller au bout en justice et au moment de l'accession de Sarkodollar à la présidence change d'avis et choisit une commission arbitrale. Le second scandale est celui des **45 millions de préjudice moral**. Il y a de quoi s'étouffer. 45 millions ! et ceci quand en 2006 la France avait sur son sol huit millions de pauvres (*Libération* et Insee) avec 13,2 % de la population qui vivait avec moins de 880 euros par mois (50 mille fois moins), quand la veuve d'un mort de l'amiante touche 45 mille euros (mille fois moins, le prix de la souffrance et de la mort). Tapie, du reste n'est pas ingrat, vient de renouveler son **admiration** envers Sarkozy en le dédouanant : « *La seule fois où Sarkozy a eu à traiter une affaire qui me concernait, c'était quand il était ministre du Budget : il a déposé plainte contre moi pour fraude fiscale* », ce qui, selon lui, a entraîné la créance » de son groupe, qu'il s'appête à rembourser. Cette décision n'a d'ailleurs pas empêché l'ex-ministre socialiste de « *continuer d'avoir de la considération et de l'admiration pour* » l'actuel chef de l'Etat. Tapie ne manque ni de culot ni de mentir. Quelques rappels : Borloo, membre influent

et riche du gouvernement était l'avocat de Bernard Tapie, Borloo qui serait en train de monter un cabinet d'avocats commun avec qui ? Notre Lumière du matin. Rappelez vous dans les off du *Point* ce que disait Sarkozy : . « *Président, on a été six à faire l'job. Regardez les seconds mandats - hein ? Pas formidable ! Alors, moi, en 2012, j'aurai 57 ans, je me représente pas. Et quand j'vois les milliards que gagne Clinton [il avance le visage, cligne des yeux], moi, j'm'en mets plein les poches ! [il frappe de ses mains les deux poches de son veston].* » « *Je fais ça pendant cinq ans et, ensuite, je pars faire du fric, comme Clinton. 150 000 euros la conférence !* » A n'en pas douter l'association sera fructueuse. Jean Sarkozy devait jouer une pièce de théâtre avec la fille de Bernard Tapie. Le *Canard Enchaîné*, de son côté révèle que Guéant est intervenu de l'Elysée pour empêcher l'expulsion du fils de Bernard Tapie. C'est [ici](#) repris par *Libération*. De plus celui qui est en failite personnelle a pu régler cash 10 000 euros et se porter caution pour 10 fois plus. Il doit y en avoir beaucoup autour de vous en faillite personnelle capables de sortir 10 000 euros cash. Et Tapie nous dit qu'il n'a pas de lien avec Sarkozy. Ces deux derniers points confirment les dires de Tapie. De tout cela ce qui m'écœure jusqu'aux vomissements ce sont ces 45 millions d'euros pour préjudice moral.

Le second ne prendra que quelques lignes. Sarkozy veut la peau de Franz-Olivier Giesberg, patron du *Point*. Pinault dément. C'est [ici](#), par le *Nouvel Observateur*.

Je ne sais pas si je dois dire que je garde le meilleur pour la fin. Les deux premiers sont déjà gratinés : collusion d'argent, pouvoir et voyoucratie, atteinte à la liberté de la presse. Donc le meilleur ou le pire. Après avoir refusé les amendements de l'opposition concernant la nouvelle constitution l'illustre président de l'Europe s'inquiète du résultat du congrès et il a raison. De là il joue sur tous les tableaux et des plus minables combinaisons. D'abord il protège ses arrières. Bien qu'ayant refusé les amendements il se prépare à accuser l'opposition de l'échec possible de cette consultation versaillaise. Il continue à se comporter en autocrate en annonçant, ce qui n'est pas de son pouvoir mais de celui de l'Assemblée qu'il dit vouloir renforcer, que dorénavant les groupes parlementaires ne seront pas formés de 20 députés mais de 15. Une évolution opportune alors que les arguments de ce pouvoir étaient à l'automne complètement opposés alors que le PC lui voulait l'abaisser à 10. 15 et [Baylet](#) va faire voter son groupe MRG oui. Qui a été vice président du MRG ? Et qui vient de se voir gratifier de quelques petites galettes ? Bernard Tapie. Deux cadeaux. mais on ne s'arrête pas là. Je vous laisse vérifier par vous même l'augmentation des encarts publicitaires de l'Etat dans les journaux du groupe de presse de Baylet. L'Elysée achète les votes, ils les achète au sens strict du mot avec des biftons. C'est aussi la nomination récente par le **chef de l'Etat** au conseil d'Etat, nomination surprenante d'un radical de gauche comme le révèle Moscovi à LCI et repris par le *Nouvel Observateur* : *Le député socialiste Pierre Moscovici a vivement critiqué, vendredi 18 juillet, sur LCI les moyens employés selon lui par la majorité pour obtenir une majorité pour le vote de la réforme des institutions lors du Congrès, parlant de pratiques qui "rappellent beaucoup les années*

Tapie" et "les mauvaises heures de la IVe République". "J'ai l'impression qu'il y a eu des discussions qui ne grandissent pas la politique. Quand j'ai vu arriver il y a dix jours au Conseil d'Etat un homme qu'on a un peu oublié mais qui est une figure dans la galaxie des radicaux de gauche, Jean-François Hory", nommé à ce poste par le chef de l'Etat, cela "rappelle beaucoup les années Tapie du début des années 1990", a déclaré Pierre Moscovici.

Et l'abominable chèvre du PS, le danseur africain, qui après avoir gentiment demandé au Kondukator de faire un geste s'aplatit dans la boue à ce que l'on n'en voie même pas le cul dépasser : **Réforme des institutions : Lang dit « merci » à Sarkozy (Libération)**

Sarkozy a aussi proposé un ministre au roué Michel Mercier président du groupe centriste du sénat. En apportant les voix de son groupe à ce oui il fait coup double : il isole un peu plus Bayrou (dont on sait grâce aux révélations du *Monde* qu'il y a une cellule spéciale à l'Élysée pour le descendre avec un certain Marleix dont on va reparler) qui appelle à voter non, et aide le Monarque à réussir son opération minable. Voilà une belle preuve d'allégeance qui méritera son susucre. Bien sûr ce n'est pas tout.

L'AFP nous dit ceci : *La gauche, François Bayrou et des députés UMP dénoncent des "pressions" et "marchandages" de l'exécutif, en particulier de Nicolas Sarkozy, pour faire basculer lundi les hésitants ou les récalcitrants dans le camp du oui au Congrès sur la réforme des institutions.*

*Nombreux coups de fil de conseillers de l'Élysée -notamment de Claude Guéant- à des députés UMP, convocation de certains par le chef de l'Etat lui-même, appels insistants, ressentis comme des menaces, d'Alain Marleix (Collectivités), en charge du redécoupage électoral... plusieurs élus résolus à voter non, ou tentés de le faire, ont affirmé à l'AFP être "harcelés".*

*De fait, une certaine fébrilité règne depuis plusieurs jours dans les allées du pouvoir tant l'issue du vote est incertaine.*

*Le scrutin devrait se jouer à quelques voix, peut-être moins de cinq, situation totalement inédite pour un Congrès.*

*"Il y a des débauchages et des médiocrités dont on avait perdu l'habitude. On nous dit qu'il faut revaloriser le Parlement, or on fait des pressions inacceptables. Des députés ont été convaincus de changer de vote en étant achetés ou contre la promesse d'un maroquin", a déclaré à l'AFP le député chiraquien Henri Cuq, opposé à la réforme.*

*"Que le président du groupe UMP (Jean-François Copé) nous appelle, c'est son rôle. Mais le président de l'Assemblée (Bernard Accoyer) fait des pressions directes ou indirectes, Nicolas Sarkozy convoque des députés dans son bureau et s'arroge le droit de modifier le règlement de l'Assemblée" sur le seuil de constitution d'un groupe parlementaire, a-t-il dit.*

*"On m'a appelé pour me dire +ne t'inquiète pas, Marleix va s'arranger pour ta*

circonscription+", raconte un député UMP qui se dit soumis "à une pression d'enfer". En vain : il maintient son vote négatif.

Philippe Folliot (app NC), toujours hésitant, assure ne pas avoir eu droit à un tel traitement : "ce serait le meilleur moyen de me faire voter contre !".

"Il est temps que cessent ces pressions, ces chantages, cette frénésie de marchandages, qui prennent une ampleur jamais vue", a lancé jeudi le porte-parole du PS, Julien Dray.

Enfin, jee vous laisse le soin de lire avec attention ce qui est écrit dans ce journal de gauche qu'est *Le Figaro* , c'est tragiquement édifiant :

« Je viens de faire savoir de manière véhémement au président de l'Assemblée nationale et au président du groupe UMP (à l'Assemblée) que les cinq parlementaires MPF et moi-même étions choqués par les méthodes utilisées par eux, qui relèvent de la menace, du chantage, et de la tentative d'achat », a-t-il déclaré. « Je leur demande de cesser le harcèlement téléphonique. Les cinq parlementaires du MPF reçoivent un appel toutes les heures venant de tous les horizons de l'État », a-t-il déclaré.

Philippe de Villiers dit avoir lui-même reçu « quatre » appels d'Alain Marleix, secrétaire d'État à l'Intérieur et aux Collectivités Territoriales, laissant entendre que le futur redécoupage électoral pourrait concerner son fief de Vendée. « Il m'a dit 'on ne pensait pas s'occuper de la Vendée, mais je pense qu'on va s'en occuper' », a assuré Philippe de Villiers. « Il y a un quart du gouvernement qui ne fait qu'appeler les parlementaires qui veulent s'opposer à la réforme », a-t-il dit. « J'ai été au Parlement pendant longtemps, jamais je n'ai vu ce genre de procédé », a-t-il affirmé.

### **On peut « demander la lune »**

La députée MPF Véronique Besse a déclaré qu'elle avait d'abord été appelée par des collègues UMP, avant que les appels ne viennent « de plus haut », et par exemple du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer. « Et on m'a dit que cela allait venir de plus haut encore », a-t-elle ironisé. Ses différents interlocuteurs lui ont donné le sentiment qu'elle pouvait « demander la lune ». « On me demande ce que je veux », « on me demande si une mission sur la famille me ferait plaisir, en me disant qu'on s'arrangera sur les conditions », a-t-elle dit. « Je suis admirative des députés UMP qui résistent encore », a-t-elle dit.

Est-ce que dans une République saine et juste on peut avoir comme secrétaire d'État à l'Intérieur et aux Collectivités Territoriales dont dépend le découpage électoral celui qui est aussi le responsable des élections du parti majoritaire ? Est-il acceptable que ce même Marleix soit le responsable de la cellule élyséenne destinée à abattre un mouvement politique d'opposition non seulement moralement et éthiquement, alors qu'en plus il est rémunéré par l'État ? Est-il tolérable que le Président de l'Assemblée appelle des députés pour les influencer : La députée MPF Véronique Besse a déclaré

*qu'elle avait d'abord été appelée par des collègues UMP, avant que les appels ne viennent « de plus haut », et par exemple du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer ? Est-il justifiable que le pouvoir tente d'acheter les députés : « Je viens de faire savoir de manière véhémement au président de l'Assemblée nationale et au président du groupe UMP (à l'Assemblée) que les cinq parlementaires MPF et moi-même étions choqués par les méthodes utilisées par eux, qui relèvent de la menace, du chantage, et de la tentative d'achat », a-t-il déclaré. « Je leur demande de cesser le harcèlement téléphonique. Les cinq parlementaires du MPF reçoivent un appel toutes les heures venant de tous les horizons de l'État », a-t-il déclaré. [...] Ses différents interlocuteurs lui ont donné le sentiment qu'elle pouvait « demander la lune ». « On me demande ce que je veux », « on me demande si une mission sur la famille me ferait plaisir, en me disant qu'on s'arrangera sur les conditions », a-t-elle [Véronique Besse] dit. ? Est-il démocratique que le pouvoir fasse du chantage à des élus du peuple : Philippe de Villiers dit avoir lui-même reçu « quatre » appels d'Alain Marleix, secrétaire d'État à l'Intérieur et aux Collectivités Territoriales, laissant entendre que le futur redécoupage électoral pourrait concerner son fief de Vendée. « Il m'a dit 'on ne pensait pas s'occuper de la Vendée, mais je pense qu'on va s'en occuper' », a assuré Philippe de Villiers. ?*

Ce pouvoir ne doute de rien. Son impudence est zénithale.

Enfin à partir de quand dirons-nous : ***trop c'est trop*** ?

autre lien : [rue89](#)

PS : Cet article pourrait être sans fin, il a bien fallu lui en laisser une. Cependant, ce matin il est impossible de passer sous silence une affaire de plus qui s'ajoute à toutes les autres. L'affaire Falcone. Je ne la résumerai pas, juste que les services du ministre de l'Armée, Morin, ont apporté leur soutien en théorie juridique à celle de la défense de Falcone pour que la justice ne passe pas. Sont impliqués entre autres : Charles Pasqua et son fils, Pierre-Philippe, le préfet Jean-Charles Marchiani, Jean-Christophe Mitterrand ou **Jacques Attali** et **José Edouardo dos Santos**, président de l'Angola récemment devenu ami de la France grâce aux bons offices de notre chef prospecteur en pétrole. Vous trouverez tout dans [Le Monde](#) et [Libération](#).

*L'affaire de l'Angolagate fera-t-elle pschitt ? En tout cas, dans l'attente du procès qui s'ouvrira le 6 octobre à Paris, rarement le pouvoir politique aura mis autant d'énergie à mettre sous pression l'institution judiciaire.*

*Dernier épisode en date, une lettre du 11 juillet, révélée jeudi par le Point, adressée par Hervé Morin, ministre de la Défense, à Me Pierre-François Veil, l'avocat de Pierre Falcone, marchand d'armes et personnage central du dossier. Dans ce courrier, qui était précisément une réponse à une demande d'analyse juridique de l'affaire par le ministère de la Défense formulée, le 4 juillet, par l'avocat, Hervé Morin explique : « Il résulte de l'examen du dossier de mon ministère, à la lumière de vos observations,*

*qu'en l'absence de transit par le territoire français, la législation relative aux opérations de ventes d'armes et de munitions ne s'appliquait pas, aux dates retenues par le dossier de l'instruction, à l'activité exercée par M. Pierre Falcone. » En substance, le ministre sape la base légale des poursuites menées de 2000 à 2005, une position déjà tenue par le ministère de la Défense par le passé.*

## **La France tombe (beaucoup), Sarkozy monte (un peu) (4 août 2008)**

Les troupes sarkozyaques s'en félicitent : c'est le début de la remontée, enfin les Français se rendent compte des efforts du gouvernement. Le président est là pour réformer et pas pour plaire. Car le Konkulator en vacances au Cap Nègre voit dans un sondage sa cote de popularité reprendre 4 points à 40 %. D'autres, appelés le plus souvent TSS, en hommage à la mouche du même nom, doutent du bien-fondé de ce sondage pour la raison que ce CSA (qui n'est pas l'organe de non-régulation de la télévision, mais bien un institut de mise en beauté des courbes, celles qui sont mathématiques) est passé début juillet sous la coupe de Bolloré, et ils y voient ce que l'on appelle en physique le phénomène "cause à effet".

Je reviendra plus tard à ce "sondage". Juste un mot pour commencer. Dans l'hypothèse où il n'y aurait aucune incidence entre la venue de Bolloré et cette embellie, selon *Le Figaro* à qui on pourrait répondre qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, hypothèse qui n'est pas forcément fausse, il y a sans doute quelques conclusions à en tirer. La première serait de se dire que, finalement, il en faut peu aux Français pour changer d'opinion (enfin pour quelques Français car il ne sont que 4 %). En effet voilà que d'un côté en un mois nous avons eu droit à une belle promotion musicale de l'album de Carlita. Tous les journaux s'y sont mis avant, pendant et même après la sortie de l'album de la chanteuse mariée à son mari. Elle fait même la couverture de *Vanity Fair* pour piquer la place "à" Rachida comme première dame mannequin de France, place qu'elle avait avant, où l'Élysée sert de décor faire valoir. Tout y passe, les toits plombés et zingués, les divans moelleux. Et le manque de pudeur et de discrétion. Et la modestie de se voir en Mme Kennedy. Le beau coup de tous les ministres carpettes avec le CD sous le bras. Le mélange des genres n'est pas ce qui fait reculer ni Carlita ni Carlito. Notre Kaiser Sarkoko montrant l'exemple. En un mois donc le décor c'est un CD au top des ventes, foi de Fnac - et c'est vrai malgré tout avec une telle promo ce serait dommage que ce fût le contraire, ce serait à désespérer de la part disponible de notre cerveau, Sarko a l'avantage qu'il lui en reste 5 quand le premier est pris par la pub de TF1 et bientôt un second après son cadeau de janvier dernier -, la libération d'Ingrid Betancourt, l'UPM (j'allais écrire l'UIMM, pas gentil ça), la constitution et selon *Le Figoski* : *Sa rencontre discrète avec « son ami » Barack Obama, la semaine dernière, a achevé le mois de juillet en fanfare.* Je vais m'étaler une seconde sur cette phrase. J'aimerais bien comprendre ce qui se passe et dans la tête et dans le cœur d'un journaliste tel que celui qui écrit une telle phrase.

Comment peut-on être un tel laquais ? Il est amusant que les termes mêmes de cette phrase montrent à ses lecteurs l'indigence morale de ce journaliste : *une rencontre discrète* qui se transforme sous sa plume en *fanfare*. Il aurait voulu se moquer de lui-même qu'il n'aurait pas trouvé de meilleure solution pour faire éclater aux yeux de tous le ridicule qui flotte toujours autour des lèche-bottes. En un mois quatre événements ont redonné du tonus à la courbe de glaciation de la cote de popularité de notre Phare illuminant.

Tout cela n'est qu'un décor de théâtre car il y a un envers :

- . la promotion de Carlita a été indécente, son interview dans *Vanity* (qui porte bien son nom) est choquante et sa distribution de CD est ahurissante tellement elle montre son incapacité à séparer les choses, les ministres n'étant ni ses valets de ferme ni sous ses ordres ni le petit personnel à qui on fait un cadeau en fin d'année ni ses amis, et qu'elle ne fait pas un cadeau comme l'on donnerait un bouquet de fleurs à ses convives autour d'une table. Ils sont ministres, elle n'est que l'épouse du chef de l'Etat. Si elle avait envie de donner un CD à l'un ou l'autre d'entre eux car elle en serait proche, cela eût dû se faire dans la discrétion et en privé. Et ces carpettes qui se montrent avec ! La France tombe bien bas ;
- . Sarkozy n'est en rien pour la libération d'Ingrid Betancourt, mais la réception qui lui a été faite, la Légion d'honneur, les avions de la République, les audiences télévisées, les mises en scène avant son retour et après avec caméras, drapeaux français et européen, pupitre à l'Elysée, sont tout simplement indécents, un détournement au profit de l'image du président ;
- . l'UPM a eu pour corollaire la venue en France d'el Assad, la non-venue du roi du Maroc vexé du rôle donné à l'Algérie, et l'absence du calmé Kadhafi dont on a vu que l'on avait vraiment eu raison de l'inviter l'année dernière quand on voit sa façon de gérer les affaires étrangères quand son fils bastonne ses employés, se fait mettre avec justice en prison, puis relâché sous caution, et que lui, le Guide socialiste du désert et des yourtes, "enlève" des hommes d'affaires en échange et les mets en geôle ;
- . la venue d'Obama, un saut de puce entre l'Allemagne où il a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes et la Grande-Bretagne n'a été que la démonstration de deux traits de caractères de notre Mamamouchi : 1- celui de se mettre toujours du côté du plus fort. En effet à ce jour Obama n'est pas le président des Etats-Unis et on ne peut donc pas le prendre pour le représentant du peuple américain, et de se dire **son ami**, alors qu'il y a une campagne électorale est d'une part s'immiscer dans les affaires politiques intérieures des Etats-Unis, mais d'autre part c'est aussi lâcher le clan Bush qui est pourtant celui qui avait ses faveurs. Cependant Obama est donné gagnant, et notre Minimo ne veut en aucun cas être du côté des perdants ; 2- il a une culture de moule de bouchot. Voulant montrer comment lui, notre Omniscient, était fort et qu'il faisait de la discrimination positive, il flatte le peuple américain car il y a

dans son gouvernement des hommes et des femmes qui ont des noms qui ne seraient pas d'origine américaine ([lepost.fr](http://lepost.fr)) et cite Albright, Powel, Rice sachant que Baden Powel est l'inventeur du scoutisme (n'y a-t-il pas plus américain ?) que *rice* veut dire *riz* en anglais et qu'Albright a une consonance, ma foi, tout américaine *bright* voulant dire *brillant*. La honte sur la France pour trois millénaires ! Il en profite pour se vanter à son habitude que depuis qu'il est à l'Élysée il n'y avait pas eu d'émeute, oubliant celle de Viliers-le-Bel. On sait qu'il ment, mais on en est toujours étonné, comment il peut continuer. Mais ce qu'il faisait devant la presse française n'engageait que lui et son UMP, maintenant il engage la France. Avec notre Kondukator, la France tombe bien bas.

L'envers du décor est bien moins flatteur que ce qu'il apparaît. Mais ce décor et cet envers ne sont que la pointe de l'iceberg parce que dans le même moment on apprend que ça va très mal en France : 42 % des Français ne partiront pas en vacances cette année et c'est la troisième fois consécutivement que ce pourcentage augmente. Le moral des Français est au plus bas depuis 1987 ! Le chômage remonte. Les soldes ont été mauvaises car le pouvoir d'achat est en berne. Les restaurateurs et les cafetiers se plaignent car les clients sont moins nombreux et moins dépensiers à cause de la baisse du pouvoir d'achat. Le moral des chefs d'entreprise est en baisse et le sentiment qu'ils ont est que les perspectives sont très mauvaises. L'inflation a atteint un nouveau record en juin. Les taux augmentent et les crédits sont plus difficiles à obtenir du double fait de cette augmentation et des subprimes. La bourse n'en finit pas de chuter, et cela ne fait pas plaisir aux anti-capitalistes qui s'en réjouissaient car la bourse c'est aussi l'épargne de beaucoup de personnes qui voient ainsi celle-ci s'effondrer. La bourse c'est aussi des fonds d'assurances et de retraite, la bourse aussi c'est le financement des entreprises. Et même si on est contre ce système, je ne parle ici que des conséquences pour une frange importante de la population qui n'est pas riche, mais qui peut avoir entre 10 000 et 50 000 euros en bourse, des économies de longues dates et qui ont perdu jusqu'à 50 % de ce qu'ils ont mis de côté par un dur travail. Les mises en chantier de construction ont chuté vertigineusement. Et toutes ces mauvaises nouvelles combinées risquent d'entraîner une spirale destructrice. Cela ce sont les faits. Il y en a d'autres.

On nous avait annoncé que la France à la tête de l'Europe ce serait le renouveau et le volontarisme. Qu'avons-nous constaté ? D'abord que Sarkozy se fout complètement de l'Europe. La preuve : juillet est passé, août est entamé, il va aller aux jeux Olympiques, il est en vacances et mis à part l'UPM, qui n'est qu'un processus de Barcelone bis et qui commence à craquer de toutes parts (voir les derniers développements) il n'a rien fait de positif pour l'Europe. Pire, en conseil des ministres il a dit que l'Irlande devrait revoter. Ce n'était ni le lieu (conseil des ministres en France) ni ce qu'il fallait dire. Il va faire son voyage en Irlande, a un comité de réception peu favorable, se renie et réussit l'exploit de renforcer le non. En ce qui concerne les négociations de l'OMC, au lieu de se flatter d'être le futur président de l'Europe, abus de langage manifeste, alors que tout le monde savait que ces négociations auraient

lieu, plutôt que de s'y préparer à l'avance en rencontrant Angela Merkel et le commissaire européen Mandelson pour en parler, il s'attaque violemment en public par presse interposée à ce dernier pour en retirer un bénéfice local, le déstabilisant, il sape en sous-main son action avec son ami Berlusconi, détruit aux yeux du monde l'union de l'Europe, convoque Mandelson à Paris en pleine négociation ce qui est mal venu car le négociateur ne peut pas déceimment quitter la table des négociations, arrogant car Mandelson n'a pas à se plier aux caprices de Sarkozy qui aurait dû parler avec lui bien avant, mal choisi car Paris n'est pas la capitale de l'Europe. En fait sa "présidence" de l'Europe débute sous les pires auspices. Renforcement du non irlandais, attaques permanentes des instances européennes.

On remarque également qu'il s'intéresse bien plus aux affaires franco-françaises. Il s'est démené comme un diable pour cette nouvelle constitution et vient de faire la démonstration qu'il ne veut qu'une assemblée à ses ordres. En effet il a signé le 1er août de Cap Nègre le décret de convocation d'une séance extraordinaire. Il y a deux choses à y voir : 1- il impose sa volonté dans l'incompétence totale car il y a l'élection du 1/3 des sénateurs en septembre. Le Sénat qui ne pourra pas se réunir entre le 22 septembre et le 1er octobre. En effet pendant cette période les nouveaux sénateurs seront élus, mais les anciens resteront en place jusqu'au 30 septembre. C'est donc une Haute Assemblée bâtarde qui sera élue/non élue pendant cette période. Elle ne siègera donc pas. Une bourde de plus ; 2- la raison de cette convocation est qu'il y a des lois à voter. Notez bien ce que cela veut dire : il y a des lois à voter, non à discuter : à voter. L'Assemblée est donc convoquée uniquement pour approuver. Où est donc cette fameuse indépendance ? A nouveau il confond activité et activisme. Il faut accumuler. Cela va même jusqu'à ce que le nouveau remplaçant de Mme Mignon qui disait qu'il n'y avait pas de problème de sectes en France (si le MoDem selon Arthuis et le Nouveau Centre...) nous annonce qu'ils allaient travailler jours et nuits. Quand donc vont-ils cesser ces annonces hyperboliques et stupides ? Mais dans le même temps on veut nous fourguer **Edvige**, contre lequel Corinne Lepage du MoDem vient de déposer un recours au conseil d'Etat, et cette Lagarde qui n'a pas une tête à être copine avec Tapie, qui disait vouloir s'attaquer aux niches fiscales a présenté, et qui a été acceptée, une nouvelle niche fiscale en catimini, c'était la troisième proposition du dernier conseil des ministres avant le repos bien mérité des serviteurs de la nation. La presse et surtout la télévision n'en a révélé que deux. Oubliée la niche : à la niche, la niche ! Contradiction dites-vous ?

Ainsi pendant que le Kondukator, pour l'instant au vu d'un sondage, remonte, la France s'enfonce et pas qu'un peu. Bien malin celui qui pourra dire si cette cote de popularité va continuer à remonter ou si ce n'est que le dernier sursaut avant la mort, mais il n'est pas besoin d'être grand clerc pour se rendre compte qu'en revanche cela va aller très très mal pour les Français. Sarkozy monte (un peu), la France s'enfonce (beaucoup)...

## L'hallucinante lâcheté de Sarkozy (19 août 2008)

Voilà en moins de quinze jours que trois événements séparés et qui n'ont pas le même caractère de gravité, quoique chacun dans son domaine est assez lourd de conséquences, nous démontrent que Sarkozy est d'une lâcheté insondable, et qu'il nous entraîne avec lui dans ce gouffre. Et les conséquences tant intérieures qu'extérieures n'ont pas fini de nous blesser. Ces trois événements concernent, par ordre chronologique, si l'on veut :

le Dalai-Lama et les jeux Olympiques, et ses suites,

la Géorgie,

la récession économique annoncée.

Commençons par le Tibet et le Dalai-Lama, que Sarkozy ne rencontrera pas (il est présent sur notre sol jusqu'à fin août), que Kouchner qui pourtant avait annoncé à grands coups de menton, qu'il le verrait car il le connaissait bien, puis ne le verrait pas non plus car son agenda était bouleversé, mais devrait à nouveau le rencontrer avec Carla, car c'est un ami (donc non officiel) et son agenda s'est déchargé, lors d'une inauguration d'un temple (en tant que bouddhiste ?). Carla lui glissera, comme si de rien n'était, devant photographes et presse, son dernier CD pour relancer sa toute petite campagne de promotion. Deux arguments divers ont été avancés généralement pour soit éviter cette rencontre, soit être présent à la cérémonie d'ouverture truquée (la chanteuse n'était ni la chanteuse ni ne chantait en direct, les diverses ethnies devaient représenter toute la Chine, n'étaient que des Hans malgré le discours officiel, seuls les costumes étaient régionaux, et le feu d'artifice montré aux télévisions était un montage) : 1- le Tibet était une tyrannie, médiévale et rétrograde avant l'arrivée des Chinois ; 2- on ne boycotte pas un quart de l'humanité.

En ce qui concerne le Dalai-Lama, nous pouvons faire deux remarques : la première est qu'il est prix Nobel de la paix, de ce fait il est un citoyen du monde et il a été reconnu comme tel par une assemblée qui a aussi élu Nelson Mandela, par exemple. Alors soit on accepte que tous les prix Nobel de la paix se valent, soit non. A ceci s'ajoute une notion que nous reverrons qui est celle du principe cohérent. Ou le Dalai-Lama est recevable ou non. Ou nous considérons que le Tibet est une cause à soutenir ou non. Cela est très simple. On ne peut dire un jour que ce n'est pas la Chine qui gouverne l'agenda de Massimo et le lendemain être à boire une coupe de champagne avec le leader du pays totalitaire le plus peuplé de la planète. On ne peut dire que l'on conditionne sa venue aux cérémonies d'ouverture des Jeux à des rencontres fructueuses entre les représentants du Dalai-Lama et la Chine et y aller même si ces conditions ne sont pas remplies. Cela a pour double conséquence d'irriter les Chinois de forte façon et de perdre en même temps tout honneur.

En ce qui concerne le boycott d'un quart de l'humanité, c'est évidemment un slogan, mais cela n'est pas la vérité. En effet, la charte olympique indique que les Jeux ne sont qu'une manifestation sportive et en aucun cas politique. Si l'on s'en tient à cette affirmation, la France y est représentée non par son chef de l'Etat, mais par les sportifs qui vont y participer et si l'on veut par le Comité olympique français. On respecte ainsi la lettre et l'esprit. En revanche, la présence du chef de l'Etat dans un contexte politique est un acte politique d'allégeance. Les sportifs français présents étaient la preuve que la France sportive ne boycottait pas la Chine sportive organisatrice des Jeux. En revanche, la France politique pouvait ne pas être présente à cette mascarade truquée comme on l'a vu. Ensuite, Sarkozy s'est servi de l'Europe comme camouflage. Sa présence avait l'accord des vingt-six autres Etats membre (selon lui). Il faudra qu'il nous explique alors pourquoi, des six nations les plus peuplées de l'Europe comportant plus de 70 % de la population européenne, et plus de 80 % du PIB, c'est-à-dire : la France, l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Pologne, il est le seul des six chefs d'Etat à y être allé. Les autres pays ont-ils boycotté un quart de l'humanité ? Ont-ils pour autant été rejetés par la Chine ? Et même plus important, le président de l'Assemblée européenne, qui statutairement a plus de légitimité que Sarkozy car ce président de l'Assemblée est élu par les représentants de tous les peuples de l'Europe, alors que Sarkozy n'est là qu'en tant que représentant de la France dont c'est le tour statutaire et non électif de présider le Conseil européen, c'est-à-dire en dessous de la Commission et de l'Assemblée en matière de pouvoir, M. Göttering a lui officiellement boycotté cette cérémonie. En conclusion, ces arguments ni en regard de la charte olympique ni en regard de l'honneur et du courage ni en regard des plus importants pays européens ni en regard de l'Assemblée européenne, elle, élue démocratiquement, ne sont valides ni recevables. Ne reste que la lâcheté.

**Passons à la Géorgie.** Nos propagandistes français veulent nous faire croire à une réussite de Sarkozy dans cette histoire, et à une Europe redevenue forte grâce à lui. S'il y a une chose à laquelle il faut être très attentif c'est la chronologie des événements et, dans ce cas précis, et la chronologie et la séquence des faits sont accablantes pour notre guide en vacances au Cap Nègre.

La Géorgie attaque l'Ossétie le 7 août, la Russie envahit la Géorgie le 7 ou le 8 août.

Le 8 août, Bush parle à Poutine à Pékin et à Medvedev pour leur dire son inquiétude. Sarkozy fait embrasser son fils par Poutine et se tait.

Le 9 août, Merkel et le président polonais font des déclarations assez dures. Sarkozy se baigne dans la Méditerranée et fait du jogging. Bush s'époumone. **Saakachvili demande le cessez-le-feu.**

Le 10 août, Kouchner est inquiet à France 2, la guerre c'est pas beau. Bush crie toujours, enfin après son jogging Sarkozy qui n'avait pas eu le temps en Chine de parler à Poutine, qui le samedi n'avait pas de téléphone s'est entretenu pour la première fois avec Medvedev (cette information confirmée par l'Élysée, donc ne pas mettre en doute soit plus de 75 heures ( ! ) après le début du conflit). Et ce que la presse oublie, et les supporters de Sarkozy aussi, c'est qu'il propose un plan de paix, non en six points, mais en **quatre** points ([site](#) de l'Élysée donc incontestable) :

- . **cessation immédiate des hostilités** ;
- . retrait des forces armées russes et géorgiennes sur leurs positions antérieures au déclenchement des hostilités ;
- . **plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie** ;
- . formules d'accompagnement international.

Le 11 août au soir, Medvedev **annonce son accord avec un cessez-le-feu**.

Le 12 août, le négociateur super fort rencontre Medvedev. **Le plan passe à six points, mais la souveraineté a disparu et est apparue en revanche la possibilité pour les Russes de rester sur place**. A ceci s'ajoute la phrase invraisemblable de Sarkozy qui donne sa caution pour les interventions futures de la Russie dans les pays où vivent des populations russophones (comme la Pologne et l'Ukraine) car il légitime le droit à la Russie de défendre les peuples russophones et d'envahir les pays qui les abritent. Si on regarde le plan en quatre points de la France et celui en six points que notre facteur est allé livrer le soir en Géorgie, on ne peut que déduire que Sarkozy s'est couché devant la Russie et a accepté ses exigences.

Le 13 août, Sarkozy s'amuse. Il **reçoit** Chirac.

Le 14 août, Sarkozy explique à Saakachvili (et c'est à mourir de rire, l'Élysée publie un communiqué le 17 août : *La présidence de la République, dans un souci de transparence, souhaite rendre publique la lettre qui établit précisément les modalités de mise en œuvre du point cinq de l'accord de cessez-le-feu en six points, telles qu'elles ressortent de l'entretien du président de la République, Nicolas Sarkozy, avec le président Dimitri Medvedev [...] - la transparence arrive quand l'AFP a déjà déniché et diffusé ce courrier) comment la Russie a le droit de rester en Géorgie. Il reçoit Condoleezza Rice comme un pacha non à l'Élysée, mais à Fort Brégançon. Il est toujours en vacances.*

Le 15 août, Merkel et les Etats-Unis continuent à s'agiter. Ah oui, aussi l'Élysée communique beaucoup pour les médaillés olympiques. Sarkozy parle à Alain Bernard. Mais il reste bloqué au Cap Nègre. **Condoleezza Rice, et non Sarkozy - si cela avait été lui, cela aurait été le 12 et pourquoi n'est-il pas resté jusqu'à l'obtention de la signature ? Cap Nègre l'attendait -, obtient de Saakachvili la signature du plan qu'il interprète différemment que Poutine.**

Le 16 août, Merkel confirme à la Géorgie qu'elle peut intégrer l'Otan. Bush continue à fulminer. Rice et Merkel déclarent que l'intégrité du territoire de la Géorgie n'est pas négociable. Sarkozy bronze au Cap Nègre et écoute, comme si de rien n'était, les ballades langoureuses du CD de Carla. La Russie signe, **mais ne quitte pas le territoire géorgien**. Elle reste et a détruit le port de Poti, a envahi Gori, se **déploie** sur le territoire géorgien, creuse des tranchées, détruit la ligne de chemin de fer et installe peut-être des **missiles** en Ossétie. Les Etats-Unis et Merkel demandent le départ des Russes selon leur promesse. Les Russes rient. Sarkozy bronze.

Le 17 août, Merkel et Rice demandent à nouveau le départ des Russes, Bush s'en mêle à nouveau et, enfin, dans l'après-midi après un bon repas, Sarkozy se fâche tout rouge et Medvedev lui promet à lui que la Russie commencera à quitter le territoire le lundi, soit plus de 48 heures après une parole donnée et une signature apposée. Ouf Sarkozy a agi.

Le 18 août, les Russes n'ont toujours pas quitté le territoire de la Géorgie, se sont même déployés en Géorgie, six jours après la visite du guide en Russie et en Géorgie, 72 heures après la parole donnée et la signature du plan, Sarkozy dîne avec Bono au Cap Nègre. Les vacances c'est sacré !

De tout cela, il ressort que Sarkozy s'est couché devant les Russes le 12 août et a ravalé son plan de paix en quatre points. Qu'il ne s'est pas déplacé de Cap Nègre sauf une fois, que, pendant ce temps-là, les Polonais, Angela Merkel, dix fois plus présente, et Rice n'ont cessé d'agir sur place. L'Europe en ressort amoindrie, désunie et bafouée. Ensuite, Sarkozy, quand il voit que les Américains s'échauffent vraiment, décide plus de 24 heures après tout le monde à demander à Medvedev de respecter sa parole et sa signature, mais ce n'est pas lui qui obtient quoi que ce soit, puisque, camouflet suprême, il demande le retrait immédiat et le prince russe lui répond : demain dans la journée. Cela faisait quatre jours que les Russes disaient qu'ils se retiraient. On verra si ce sera demain (aujourd'hui donc), si ce n'est pas demain on rase gratis. Alors que Sarkozy, dans sa communication compassionnelle est le premier à se précipiter, à recevoir les victimes, à faire de grands discours, quand dans la vraie vie de président, il faut agir avec recul et courage, il n'y a plus personne. Il reste les pieds dans l'eau. Ne reste de cette histoire que la lâcheté.

**Terminons en quelques phrases par le risque fort de récession.** Lors de l'annonce du supposé 0,6 % de croissance au premier trimestre (1,5 pour l'Allemagne qui nous tirait pour partie), notre phare économique, après que Lagarde a jubilé (ce sera de courte durée ma belle), s'est encensé de façon magistrale, a bombé le torse (moi j'avais raison) et avait violemment pris à partie tous les "sachants". Il était le roi du pétrole, le p'tit gars sorti du ruisseau qui en remontrait aux savants universitaires, aux statisticiens, aux économistes. Lorsque ces fameux 0,6 % sont devenus une première fois 0,5 %. Il

n'a pas moufeté. Quand ils sont devenu 0,4 %. Il n'a pas moufeté. Quand on annonce -0,3 % pour le second trimestre, il est au soleil et regarde ses doigts de pied en éventail. Lui qui est toujours sur le devant de la scène ordonnant à l'ingénieur lumière de ne diriger les feux de la rampe que sur lui quand il y a une petite gloire à récupérer, lui qui s'attribue tous les succès, plus rien. Pas une déclaration. Il envoie au charbon Lagarde, Fillon, tous les fantassins à qui il vole la vedette quand il y a une bonne nouvelle ou quand il faut annoncer sans avertir personne une réforme sortie de l'un de ses six cerveaux, là, plus personne. Pas un mot. Ah ce saligaud de Fillon ne s'était jusqu'alors pas découvert, il avait laissé l'économiste en chef tout seul sous les balles, c'est à lui le tour. Mais Fillon, lundi, dit qu'il n'y aura ni plan de relance ni de rigueur, que tout va bien. Ils sont six ministres pour le dire, mais sans Sarko qui fume son cigare après le dîner avec Bono, plus l'UMP qui applaudit. Les fruits et légumes qui, eux, ne connaissent pas la crise, ont pris entre 10 et 15 % entre été 2007 et été 2008. Sarkozy se repose sous les oliviers avec un Perrier tranche et un Davidov. Sa Patek est-elle étanche (waterproof) ? Ne reste que la lâcheté.

## Sommaire

Préambule	2
1ère lune	14
2ème lune	37
3ème lune	42
4ème lune	55
5ème lune	58
6ème lune	63
7ème lune	72
8ème lune	77
9ème lune	95
10ème lune	114
11ème lune	138
12ème lune	175
Soleil de Waterloo	212
Annexe	220
Bonus	227